

Le Monde

CINQUANTE-DEUXIÈME ANNÉE - N° 15861 - 7 F

JEUDI 25 JANVIER 1996

FONDATEUR: HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR: JEAN-MARIE COLOMBANI

M. Clinton candidat du compromis pour la présidentielle américaine

DANS SON DISCOURS sur l'état de l'Union, mardi 23 janvier, Bill Clinton a esquissé les deux axes de sa campagne pour l'élection présidentielle du 5 novembre. D'un côté, il s'est présenté comme un homme du compromis, disposé à réduire le rôle de l'administration fédérale, comme le réclament les républicains. D'un autre côté, il a réaffirmé qu'il n'a pas jusqu'aux sacrifices extrêmes exigés par ses adversaires en matière de solidarité sociale. M. Clinton a invité ses concitoyens à retrouver un esprit communautaire; il s'est flatté d'avoir restauré le prestige international des États-Unis. Le sénateur Robert Dole - candidat le mieux placé pour obtenir l'investiture républicaine - a déclaré, en réponse à M. Clinton, que celui-ci constituait le « principal obstacle » à un dénouement de la crise budgétaire en cours.

Libre page 2

La « dame de fer » de la City



CAROL GALLEY

LE RIDÉAU d'une bataille boursière acharnée, qui avait pour théâtre, depuis deux mois, la City de Londres, est tombé mardi 23 janvier. Le conglomérat Granada a mis la main, pour 19 milliards de francs, sur les deux tiers du capital de Forte. Une des femmes les plus puissantes du Royaume-Uni a fait pencher la balance en faveur de Granada. Elle s'appelle Carol Galley, quarante-sept ans, véritable recruteur des entreprises dans lesquelles ce personnage-clef du vaste Monopoly des OPA (offres publiques d'achat) prend des participations. Sa méfiance à l'égard des grandes familles l'amène, la plupart du temps, à se ranger dans le camp du prédateur.

M^{me} Galley est la vice-présidente d'un groupe spécialisé dans la gestion d'actifs, Mercury Asset Management, actionnaire à la fois de Forte et de Granada. Son pouvoir est à la hauteur de ce poste stratégique qui lui donne un droit de regard sur les groupes les plus importants du Royaume. Courtoise, sachant allier le charme et la diplomatie, Carol Galley est animée par l'indéniable conviction qu'une compagnie doit réaliser des bénéfices dans l'intérêt de ses actionnaires, de son personnel et de ses fournisseurs.

Libre page 15

Adresses: 3 DM; Autriche-Guyane, 9 F; Australie, 25 A\$; Belgique, 40 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Côte d'Ivoire, 200 F CFA; Danemark, 14 KR; Espagne, 220 PTA; Grande-Bretagne, 1 £; Grèce, 360 DR; Irlande, 1,40 F; Italie, 270 L; Luxembourg, 46 F; Maroc, 9 DH; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 3 FL; Portugal, 200 PTE; République, 9 F; Suède, 90 F CFA; Suisse, 15 CS; Tchèque, 20 FB; Tunisie, 1 Din; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,80 \$.

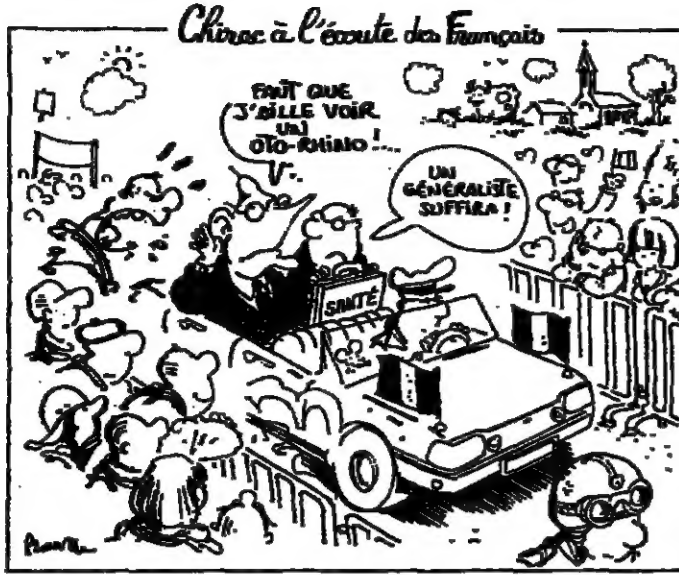
M 0147 - 0125 - 7.00 F

Le RDS sera prélevé dès le mois de février sur la quasi-totalité des revenus

Le conseil des ministres a approuvé deux ordonnances réformant la protection sociale

L'APPROBATION, mercredi 24 janvier, par le conseil des ministres, des deux premières ordonnances sur la sécurité sociale donne le coup d'envoi de la mise en œuvre de ce qui reste de la réforme de la protection sociale présentée le 15 novembre 1995 par Alain Juppé. Ainsi, il est acquis que le nouvel impôt pour le remboursement de la dette sociale (RDS) sera prélevé dès le mois de février sur la quasi-totalité des revenus au taux de 0,5 %. Finalement, les sommes inscrites dans les jeux de la loterie nationale, des casinos et sur les champs de courses seront eux aussi soumis à ce RDS. La deuxième ordonnance confirme les concessions faites aux médecins et le gel des prestations familiales en 1996. Les médecins libéraux qui ne respectent pas les objectifs de limitation de dépenses de santé seront sanctionnés par des pénalités financières.

A la veille du voyage entrepris par Jacques Chirac dans les Deux-Sèvres, mercredi, pendant lequel



Le président de la République veut prendre directement le pouls de l'opinion publique pendant trois jours, ses collaborateurs faisaient

il s'était heurté. Le chef du gouvernement, à l'Assemblée nationale, mardi, a récusé les accusations de recul en assurant que « cette réforme se met en place conformément aux objectifs et selon le calendrier prévu ». Le même jour, les députés ont commencé à débattre de la réforme constitutionnelle accordant au Parlement un droit de regard sur les comptes sociaux. Le premier ministre ayant accepté que celui-ci s'étende aux prévisions de recettes, la fronde de sa majorité s'est calmée. De leur côté, la CGT et la FSU appellent à de nouvelles manifestations pour « le retrait définitif du plan Juppé », notamment le dimanche 11 février. A l'Elysée, où l'on assure que le président de la République reste attaché au respect des critères de Maastricht et pense que le calendrier européen prévu pourra être tenu, on confie que M. Chirac veut faire du « dialogue » et de l'« autorité » les axes de son action.

Libre pages 5, 7 et 30

Une extension du service civil national

La loi de programmation militaire 1997-2002 aboutira à une disparition de la formule actuelle du service national. A côté d'une armée de plus en plus professionnalisée figureraient un contingent affecté à des tâches d'intégration sociale. La gendarmerie contrôlerait la formation de l'ensemble des appelés.

p. 6

Les fichiers de l'ARC

Jacques Crozemarie avait confié la gestion du fichier de l'Association pour la recherche sur le cancer à une société privée, qui les détient toujours. Les contrats prévoyaient, en cas de rupture, des dédommagements allant de 50 à 200 millions de francs.

p. 8

Le chant de désir et d'espoir d'Antonioni



Avec Par-delà les nuages et l'aide de Wim Wenders, le cinéaste italien compose un chant de désir et d'espoir.

p. 24 à 26

Le livre du docteur Gubler sur Internet

Un « cybercafé » de Besançon a mis à la disposition des utilisateurs du réseau Internet une version électronique du Grand Secret. Les protagonistes de l'affaire hésitent face à cette atteinte inédite à la propriété littéraire.

p. 28

La fidélité à Hitler de François Genoud

Deux biographies paraissent sur l'ex-banquier suisse qui, après une poignée de main à Hitler à l'âge de dix-sept ans, a voué son existence à la réhabilitation du nazisme.

p. 30

Brunei, eldorado asiatique

Sur la côte septentrionale de Bornéo, le sultanat vit sous la férule de l'homme le plus riche du monde.

p. 11

L'aide à la navigation automobile

Embarqués à bord de leurs véhicules, des ordinateurs peuvent aider les automobilistes à trouver la bonne route et à éviter les encombrements. Mais leur prix reste élevé.

p. 21

International	2	Aujourd'hui	20
France	5	Agenda	23
Société	8	Aliments	25
Horaires	11	Météorologie	25
Cartes	14	Mots croisés	25
Estimées	15	Culture	26
Annuaire des	16	Communication	28
Finances	18	Radio-Télévision	29

Du marxisme considéré comme une maladie mentale

MADRID

de notre correspondant

Comment peut-on être marxiste? Pourquoi existe-t-il des catholiques de gauche ou des démocrates? Ces deux questions turpines ont été posées par Antonio Vallejo Nagera, chef des services psychiatriques de l'armée du général Franco, le dictateur qui dirigea l'Espagne de 1936 à 1975. Ce médecin, militaire de carrière, né en 1889, considéré comme le père de la psychiatrie espagnole, ne parvenait pas à comprendre comment des êtres normalement constitués devenaient « marxistes ». Quelque chose clochait: un gène, une anomalie, un dysfonctionnement, une tare, ou quoi?

La guerre civile espagnole lui fournit l'occasion de se livrer à des études approfondies. Le vieux monastère de San Pedro de Cardena, à proximité de Burgos, où étaient rassemblés près de 1 500 prisonniers des Brigades internationales constituait un champ d'expérience unique.

Antonio Vallejo Nagera se livra donc à une série de tests d'intelligence, de conduite morale, de comportement, voire aux relevés de caractéristiques morphologiques entre le milieu de l'an-

née 1938 et la fin de la guerre, en avril 1939. Les résultats furent publiés dans cinq rapports de la revue espagnole de médecine et de chirurgie de guerre sous le titre *Biopsychisme du fanatisme marxiste*. Ils ont été mis au jour par les professeurs Javier Bandres et Rafael Llavona lors de leurs recherches sur la psychiatrie militaire de 1840 à 1940. El País vient d'en révéler la teneur.

Selon Javier Bandres, professeur de psychologie, les conclusions d'Antonio Vallejo Nagera sont éloquentes: « Le fanatisme politico-démocratique-communiste se caractérise sur des sujets d'une intelligence faible et où se dessinent il y a une présence élevée de psychopathes et de personnalités sociales anormales comme les schizophrènes et les mystiques politiques. » Seules les études sur les Nord-Américains, les Sud-Américains, les Britanniques et les Portugais furent publiées. Javier Bandres explique que celles concernant les Français, les Italiens, les Allemands ainsi que les Basques et les Catalans - ces derniers présentant un intérêt particulier pour l'auteur en raison du « mélange du fanatisme marxiste et antisémitisme » - ne furent jamais révélées pour des raisons de politique interne.

Les mêmes tests furent pratiqués sur un

groupe d'une cinquantaine de femmes de la prison de Malaga. Car la proportion importante de femmes dans les rangs républicains avait intrigué Antonio Vallejo Nagera: « Elles sont inférieures aux hommes et leur psychisme est comparable à celui de l'enfant et de l'animal. Quand les freins sociaux sont rompus, elles sont plus cruelles, plus violentes et plus haineuses. Il leur manque mentalement des composantes de la logique et de la rationalité. »

La guerre terminée, Antonio Vallejo Nagera a mis une sourdine à ses travaux, dont les résultats ne furent jamais utilisés ni évoqués par Franco en dépit de son anticommunisme farouche. Ce militaire mourut en 1960 oublié par le régime de Franco. Aujourd'hui, seuls trois à quatre cents anciens des Brigades internationales sont encore vivants. Javier Bandres n'a retrouvé que trois survivants américains de la brigade Abraham Lincoln. Les Allemands sont morts dans les camps de concentration et les Italiens ont été fusillés par Mussolini parce que, selon les termes du Duce, « les morts ne racontent pas l'histoire ».

Michel Bole-Richard

La diplomatie brutale de Moscou

EVGUENI PRIMAKOV, le nouveau ministre russe des Affaires étrangères, sait trouver les mots qui touchent; en recevant, lundi 22 et mardi 23 janvier, son collègue français Hervé de Charette, il l'a assuré qu'il n'y avait pas de changement dans la diplomatie de Moscou. Et son interlocuteur l'a cru: « Je ne puis dire que le régime de M. Eltsine vive à l'autoritarisme, ou qu'il y ait un basculement dans la politique extérieure de la Russie », a-t-il déclaré, ravalant la guerre qui dure depuis plus d'un an en Tchétchénie au rang d'« accroc regrettable ».

Dans un sens, M. Primakov a raison. Ce n'est ni la victoire des communistes et des nationalistes aux élections législatives, ni l'émulation progressive des réformateurs de l'entourage présidentiel, ni même l'arrivée de ce vieux serviteur du KGB à la place d'Andrei Kozyrev, qui changent quelque chose à la politique extérieure du Kremlin. Si changement il y a, il s'est produit en 1993: en visite à Varsovie, Boris Eltsine avait reconnu le droit des Polonais de choisir leurs alliances, c'est-à-dire - implicitement - d'adhérer à l'OTAN; de retour à Moscou, il avait brusquement dit le contraire de ce qu'il avait affirmé la veille et mis son veto à l'élargissement de l'Alliance

atlantique. Depuis, la diplomatie russe a rompu avec la courtoisie inaugurée par Mikhaïl Gorbatchev dans les dernières années de son règne et poursuivie par M. Eltsine dans les premiers temps du sien: une coopération étroite avec les Occidentaux pour intégrer l'URSS, puis la Russie, dans la communauté internationale. Progressivement, les Russes ont retrouvé un langage qui rappelle plus celui de la guerre froide que celui de la « nouvelle pensée ». Ils ont tendance à évaluer les rapports internationaux en termes de rivalité Est-Occident et remettent en avant leurs intérêts de grande puissance. Les Occidentaux, les Américains les premiers, avaient cru qu'une Russie réformiste serait un partenaire sans histoires qui calquerait ses actions sur les leurs, comme Gorbatchev l'avait finalement fait pendant la guerre du Golfe. C'était oublier que même une Russie non communiste dominerait tôt ou tard de ses intérêts géostratégiques l'interprétation traditionnelle qui remonte, à peine aggravée par le régime soviétique, au tsarisme.

Daniel Vernet

Libre la suite et notre éditorial page 13

NOS FEUILLETS SONT AUSSI MOBILES QUE LA LOI.

Les règlements et la législation bougent. Présentés sous le mode dynamique du feuillet mobile, nos Dictionnaires et Codes Permanents sont mis à jour dès que l'adversaire l'exige. Vous êtes assurés d'être à la pointe de l'information.

Tel (1) 40 92 68 68

EDITIONS LEGISLATIVES

EDITEUR DES DICTIONNAIRES ET CODES PERMANENTS

FISCAL DROIT DES AFFAIRES SOCIAL

ÉTATS-UNIS Le président américain Bill Clinton a donné, mardi 23 janvier au soir, le coup d'envoi officiel de sa campagne pour un second mandat à la Maison Blanche, à

l'occasion du discours sur l'état de l'Union, prononcé devant le Congrès. Enumérant les « sept défis » auxquels sont confrontés les États-Unis, il a promis une réduction

de la taille de l'administration fédérale, obsession des républicains, mais il a réitéré son soutien aux nombreux programmes publics visés par l'opposition républicaine, majori-

taire au Congrès. ● **L'ÉCONOMIE** américaine, a tenu à rappeler Bill Clinton, est la plus saine « depuis trois décennies ». ● **L'ATOMISATION** de la société est un sujet de préoc-

cupation de M. Clinton, qui a invité ses compatriotes à retrouver un esprit de communauté, thème cher aux intellectuels que le président a consultés avant son intervention.

Bill Clinton lance sa campagne en misant sur le consensus

Dans son discours sur l'état de l'Union, prononcé devant les deux Chambres réunies en Congrès, le président a invité ses concitoyens à se prendre davantage en charge, tout en continuant de défendre la solidarité sociale

WASHINGTON

de notre correspondant

Un président au-dessus des querelles politiques qui contribuent à ternir, dans l'Amérique profonde, la réputation du microcosme washingtonien. Un visionnaire qui veut aider les États-Unis à entrer dans le XXI^e siècle, mais aussi un rassembleur, un homme modéré et attentif aux difficultés des plus démunis de ses concitoyens, menacés par les propositions extrémistes des républicains. Un leader enfin, qui a conforté la puissance économique de son pays et restauré son prestige sur la scène mondiale, quitte à prendre des décisions impopulaires, comme celle d'envoyer les « boys » en Bosnie.

Voilà l'autoportrait que Bill Clinton a tenté de brosser, mardi 23 janvier, au cours du discours annuel sur l'état de l'Union. L'esquisse était-elle ressemblante ? La seule réponse qui vaille sera fournie par le résultat de l'élection présidentielle de novembre 1996, mais M. Clinton a d'ores et déjà pris ses marques : son discours représentait le coup d'envoi officiel de sa propre campagne électorale.

Plutôt chiche en nouvelles propositions, ce discours constituait, outre un satisfecit global - l'Union est « forte », l'économie est la plus saine « depuis trois décennies » - une sorte de banc d'essai des thèmes qui vont être développés

par M. Clinton au cours des prochains mois. Ceux-ci s'articulent autour d'une idée centrale : la nécessité pour les Américains de se rassembler, en retrouvant un esprit de communauté, afin de relever les défis (le président en a cité sept) que l'Amérique doit relever dans cette « ère des possibilités » qui s'ouvre à elle, c'est-à-dire une époque de technologie, d'information et de compétition globale.

UN « TERRAIN D'ENTENTE »

M. Clinton a ainsi tenu un double discours, à la fois pour marquer son esprit de consensus et souligner ses divergences sur des questions de principe avec le Parti républicain. « Nous devons aller de l'avant et travailler ensemble, comme une équipe », a-t-il souligné, pour résoudre nos problèmes. Nous devons rejeter tout climat de division, de discrimination, de rancœur. Mais M. Clinton a réitéré des positions anciennes s'agissant notamment de la réforme de l'aide sociale (le welfare), du salaire minimum, des programmes d'assurance-maladie des personnes âgées et des plus démunis, de la protection de l'environnement et de la lutte contre la criminalité.

Sur tous ces thèmes, qui reprennent un agenda résolument démocrate, les divergences avec les républicains sont fortes et les positions parfois irréconciliables. Bill Clinton a proposé à ses adversaires un « terrain d'entente », sans

craindre d'utiliser leur propre langage : « L'ère du gouvernement pléthorique est terminée. Nous savons que nous avons besoin d'un gouvernement plus réduit et moins bureaucratique à Washington, qui vive selon ses moyens. » Pour autant, l'Etat doit conserver une part de ses attributions : « Nous ne pouvons pas revenir à l'époque où chacun se débrouillait selon ses moyens », a souligné M. Clinton.

Le chef de la Maison Blanche s'est livré à une vigoureuse défense de l'institution familiale, dénonçant notamment la violence à la télévision, la nécessité de lutter contre la multiplication des grossesses chez les adolescentes, les progrès de la drogue parmi les jeunes, « les gangs qui mènent les adolescents au crime ». Il a promis d'accroître l'effort en faveur de l'éducation : chaque classe, a-t-il estimé, devra être reliée aux « autoroutes de l'information ». Enfin, M. Clinton a annoncé qu'il allait interdire par décret que des entreprises employant des immigrés clandestins puissent obtenir des contrats fédéraux.

Sur ces sujets, les républicains n'ont guère d'objections à formuler, surtout lorsque M. Clinton va jusqu'à recommander le port des uniformes dans les écoles. Mais les questions les plus urgentes concernent les négociations budgétaires et le relèvement du plafond de l'endettement de l'Etat. Bill Clinton a redit que les écono-



mies auxquelles sont parvenus les deux camps (plus de 600 millions de dollars) permettent d'équilibrer les comptes fédéraux en sept ans, comme le souhaitent les républicains, qu'il a exhortés à ne « plus jamais » imposer la fermeture partielle de l'administration fédérale.

De nouvelles discussions vont se dérouler dans les prochains jours, a priori sous le signe d'une volonté commune de conciliation, les responsables républicains ayant annoncé leur intention de mettre au point une nouvelle loi

de finances provisoire, afin d'éviter une troisième fermeture. S'agissant, d'autre part, du plafond de la dette, qui doit être relevé avant le 29 février, M. Clinton a demandé au Congrès de ne pas permettre que le gouvernement fédéral soit placé dans une situation où il serait incapable d'honorer ses obligations financières. Le message de bonne volonté de Bill Clinton a cependant ses limites, d'autant que la majorité républicaine poursuit ce que les conseillers de M. Clinton ne sont pas loin

de considérer comme une vendetta personnelle contre le couple présidentiel, à propos de l'affaire Whitewater.

Cette-ci n'a pas été évoquée au cours de ce discours sur l'état de l'Union, mais la présence de Hillary Clinton et de sa fille Chelsea dans les tribunes, et surtout l'hommage appuyé que le président a adressé à son épouse (« une femme merveilleuse, une mère magnifique et une grande first lady ») ont rappelé que l'affaire Whitewater constitue désormais un réel embarras politique pour le chef de l'exécutif. Hillary Clinton va déposer vendredi devant un grand jury fédéral - une première pour l'épouse d'un président américain - et la commission sénatoriale qui enquête sur le sujet a manifestement l'intention de l'exploiter pendant la campagne électorale.

Le ton de la réponse de Robert Dole aux propos de Bill Clinton a montré que les chances de parvenir, à dix mois de l'échéance présidentielle, au consensus évoqué par M. Clinton sont quasi inexistantes : le chef de la majorité sénatoriale et candidat le mieux placé pour obtenir l'investiture républicaine a estimé que M. Clinton constitue le « principal obstacle » à un accord sur le budget, notamment parce qu'il est le « dernier défenseur d'un statu quo discrédité » de l'Etat-providence.

Laurent Zecchini

Les « défis » du président

Bill Clinton, lors de son discours, a appelé ses compatriotes à relever sept « défis » :

- **Famille** : il faut, selon M. Clinton, réduire la violence à la télévision, protéger les enfants du tabac et de la drogue, faire payer les pensions alimentaires, intensifier les campagnes contre les grossesses d'adolescentes, lutter contre la tragédie des femmes battues.
- **Sécurité économique** : Bill Clinton propose de relever le salaire minimum, de protéger les retraités, l'assurance-vieillesse et l'aide aux désistés, et de mieux assurer le droit aux soins.
- **Éducation** : M. Clinton veut relever le niveau de l'école publique, lancer une initiative sur l'enseignement de la technologie, créer 100 bourses d'études basées sur le mérite.
- **Crime et drogues** : le président appelle le FBI à s'attaquer aux gangs de jeunes criminels et il a nommé un militaire, le général McCaffrey, comme nouveau responsable de la lutte anti-droque.
- **Environnement** : il appelle au nettoyage des sites contaminés,

veut œuvrer pour renforcer le droit des citoyens à connaître les produits toxiques présents dans leurs communautés.

- **Gouvernement** : il faut continuer à réinventer le gouvernement, créer « le gouvernement le plus petit et le plus intelligent de ces trente dernières années ».
- **Leadership mondial** : le Congrès doit ratifier le traité Start II de réduction des armements nucléaires stratégiques, approuver la convention sur les armes chimiques, adopter une loi maintenant aux autorités le pouvoir de lutter contre le terrorisme international. Bill Clinton s'est élevé contre l'isolationisme : « A travers le monde, même après la guerre froide, les peuples se tournent encore vers nous et nous font confiance pour les aider à rechercher la paix et la liberté, a-t-il dit, ajoutant, à propos de la Bosnie : Souvenez-vous des prisonniers squelettiques, des fosses communes, des campagnes de viols et de torture, des files sans fin de réfugiés, de la menace d'une guerre s'étendant ; toutes ces menaces, toutes ces horreurs ont maintenant commencé à laisser place à la promesse de la paix. »

Une économie en pleine renaissance et créatrice d'emplois

L'ÉCONOMIE américaine va bien. Bénéficiant d'un cycle de croissance qui remonte au printemps 1991, elle a créé quelque 9 millions d'emplois net en un peu moins de cinq ans, dont 7,7 millions sous la présidence de Bill Clinton. Pour une économie en perpétuelle mutation, dont l'industrie ne cesse de faire des gains importants de productivité, la performance est impressionnante.

En ce début d'année 1996, le taux de chômage reste très bas, à peine supérieur à 5,5 % de la population active, sans qu'aucun expert puisse affirmer que l'économie du pays est maintenant entrée dans une période de ralentissement marqué. L'activité aux États-Unis semble même avoir en réserve d'importantes capacités de rebond, qui pourraient permettre à Bill Clinton d'affronter dans de bonnes conditions la campagne pour les élections de novembre. Un niveau faible d'inflation (environ 2,5 %), la baisse des taux d'intérêt à long terme et les débuts encore timides d'une augmentation des rémunérations réelles justifient l'optimisme officiel.

Quoi qu'il en soit, les États-Unis ont connu avec l'actuel président, c'est-à-dire depuis 1993, un taux de croissance moyen annuel de 3,5 %, remarquablement élevé. Ce dynamisme s'est épanoui, plus pérenne, sur des bases solides : un véritable boom de l'investissement des entreprises, qui a progressé en moyenne annuelle de 13,5 % en volume depuis 1993, grâce notam-

ment à une débâche d'acquisitions de matériel informatique.

Si le pouvoir d'achat par tête n'a pas progressé depuis dix et même quinze ans aux États-Unis, les emplois créés ont été assez nombreux pour soutenir les progrès de la consommation : plus de 3 % par an en volume, ce qui est beau-

UNE POLITIQUE COMMERCIALE TRÈS AGRESSIVE
Cet autre moteur de la croissance est actuellement menacé par un taux d'endettement des ménages très élevé (92 % du revenu après impôt) et par un niveau anormalement élevé de la part de leur revenu que les ménages consacrent au remboursement de leurs emprunts (19 %). C'est là évidemment le point faible du miracle américain, un miracle qui se perpétuera aussi longtemps que la Réserve fédérale saura gérer hautes et basses des taux d'intérêt à court terme avec le doigt remarquable dont elle a fait preuve jusqu'à maintenant.

Le troisième ressort du dynamisme américain est bien sûr la politique commerciale très agressive que l'administration Clinton a pratiquée avec beaucoup plus de conviction que l'administration Bush, n'hésitant pas à contredire par des actions unilatérales les professions de foi multilatérales affichées lors des négociations pour l'installation de la nouvelle OMC (Organisation mondiale du commerce). L'adminis-

tration Clinton, qui, jusqu'à une date récente, ne s'était guère soucée du niveau anormalement bas du dollar par rapport aux autres monnaies - le yen surtout, mais aussi le mark - a suffisamment bien manœuvré pour diversifier ses champs de conquête ou d'expansion. Avec l'Amérique du Sud, l'Asie (hors Japon), l'Europe, qui représentent maintenant chacune 20 % de ses débouchés, le Japon 10 %, le grand voisin canadien assurant le reste, la machine à produire américaine ne risque guère de souffrir de humeurs, des révoltes ou des cycles économiques décalés des uns et des autres. La stratégie de mondialisation des entreprises américaines, renforcée par des restructurations intenses et dopées par une monnaie très compétitive, a fait le reste. Les bénéfices d'un tel dynamisme ne sont pas près de disparaître.

Reste que les États-Unis continuent de souffrir de disparités graves, comme en témoignent notamment les écarts croissants d'évolutions des rémunérations. Disparités auxquelles Bill Clinton n'a pu apporter ne serait-ce que le début d'un remède après le retentissant échec qu'il a essuyé dans son ambition d'assurer à tous une couverture médicale. La bataille budgétaire à laquelle se livrent depuis de longues semaines républicains et démocrates trouve là un argument idéologique majeur.

Alain Verhulst

Le poids des thèses de Robert Putnam sur la « disparition de l'Amérique civique »

WASHINGTON

de notre correspondante
« Ensemble », « en équipe », « en communauté », « au sein des Églises et des groupes civiques » : à plusieurs reprises, dans son quatrième discours sur l'état de l'Union, mardi 23 janvier, le président Clinton a exhorté ses compatriotes à retrouver le sens de l'effort commun et partagé.

Lutter contre l'atomisation de la société n'est pas seulement un thème susceptible de flatter les sensibilités démocrates. Il est au centre d'un débat actuellement soulevé par un certain nombre d'intellectuels américains que Bill Clinton a consultés avant de rédiger son discours. Parmi ces « gros penseurs », comme les appellent les collaborateurs du président, figurent Francis Fukuyama, auteur d'un essai retentissant sur *La Fin de l'Histoire* et d'un livre sur les liens entre les structures de la société civile et la vitalité économique et politique d'un pays, *Trust: the Social Virtues and the*

Creation of Prosperity (Free Press, à paraître en France au printemps) ; Benjamin Barber, professeur de sciences politiques à Rutgers University, auteur de *Jihad versus McWorld* (Random House), un livre sur les effets parallèles de la tribalisation et de la globalisation, et le professeur Robert Putnam, un universitaire de Harvard dont les thèses sur le déclin de la société civique américaine ont, selon son entourage, beaucoup impressionné le président.

« BOWLING ALONE »

Dans un long article publié il y a un an dans le *Journal of Democracy* et intitulé « Bowling Alone » (« Seul au bowling »), Robert Putnam décrivait la baisse de ce qu'il appelle le « capital social » des États-Unis. Par cette expression, il désigne tout le réseau associatif, traditionnellement dense et actif dans ce pays, y compris les associations de loisirs, de sports, de parents d'élèves, de militantisme ou de bienfaisance, cette dynamique qui fit l'admira-

tion de Tocqueville ; mais Robert Putnam inclut aussi l'ensemble des caractéristiques de la vie sociale, « réseaux, normes, confiance, qui permettent aux participants d'agir ensemble plus efficacement pour atteindre des objectifs communs ».

Chiffres à l'appui, le professeur Putnam déplorait que les Américains, tout en continuant à aller jouer au bowling, le fassent désormais seuls, ou à deux ou trois, mais plus en équipes, comme cela s'était toujours fait. La solitude du joueur de bowling, symbole de la fragmentation de la société et de la culture américaines, et donc de leur affaiblissement, fit mouche à la Maison Blanche : Hillary Clinton reprend d'ailleurs l'idée à son compte dans son livre qui vient de paraître sur l'éducation des enfants.

Robert Putnam approfondit sa thèse dans un autre article, « L'étrange disparition de l'Amérique civique », publié ce mois-ci par la revue *American Prospect*, en recherchant cette fois les cou-

pables. Différentes études, souligne l'universitaire, montrent qu'au cours des vingt à trente dernières années la participation volontaire à des associations a baissé de 25 % à 50 %. Le professeur Putnam rejette plusieurs explications communément avancées : il conteste, par exemple, l'idée selon laquelle les gens travaillent davantage aujourd'hui qu'il y a vingt ou trente ans et sont donc moins disponibles pour l'activité associative.

En outre, relève-t-il, « travailler dur n'empêche pas l'engagement civique ». L'irruption des femmes dans le monde du travail n'est pas non plus une explication acceptable : même en travaillant, les femmes continuent à consacrer plus de temps que les hommes aux activités sociales. L'éclatement de la cellule familiale, reconnaît-il, est un facteur de déclin du niveau de confiance sociale.

Plus important, dit-il, est le facteur âge. La génération née entre 1925 et 1930 fut « exceptionnellement civique » : elle votait plus (au-

jourd'hui, environ la moitié des Américains ne se rendent pas aux urnes pour élire leur président), se regroupait plus, lisait davantage de journaux, avait plus confiance ; plus largement, les Américains nés entre 1910 et 1940 ont révélé un bon niveau d'activité sociale et civique à l'âge adulte.

LA TÉLÉVISION COUPABLE

Que s'est-il donc passé après ? « Le coupable », affirme Robert Putnam, c'est la télévision. « Les Américains regardent en moyenne le petit écran quatre heures par jour - quarante heures par semaine pour les enfants. L'auteur observe encore un contraste saisissant entre la lecture des journaux, associée à un fort capital social, et la télévision, qui produit un faible capital social. »

Or la diffusion des journaux par foyer américain a diminué de 50 % depuis 1947. « La télévision, conclut Robert Putnam, est la seule activité de loisir qui semble exclure la participation à des activités en dehors de

la maison. » Rien d'étonnant, dans ce contexte, à ce que le président Clinton ait de nouveau appelé, mardi, les producteurs de films et de séries télévisées à exercer un contrôle plus strict sur la décence et le niveau de violence de leurs émissions.

Refusant de céder à la nostalgie des années 50, certains sociologues voient dans le succès de l'Internet et de la communication on line l'émergence possible de communautés virtuelles. Mais ce nouveau monde n'est pas sans risques : les communautés virtuelles peuvent se créer au détriment de communautés traditionnelles comme la famille. Et pour l'instant elles ne remplissent aucun rôle de substitution à l'activité civique. La vraie question, suggère le sociologue Amitai Etzioni, de George Washington University, n'est peut-être pas le déclin du réseau associatif, mais le système de valeurs qu'il est censé promouvoir.

Sylvie Kauffmann

José Barrionuevo a été mis en accusation

L'ancien ministre de l'intérieur espagnol est passible de dix ans d'emprisonnement pour ses liens avec les GAL

MADRID
de notre correspondant
José Barrionuevo, ancien ministre de l'intérieur du premier gouvernement socialiste de Felipe Gonzalez, a été mis en accusation, mercredi 24 janvier, pour son rôle présumé dans l'affaire des GAL (groupes armés de libération). Le juge Eduardo Mouzo du Tribunal suprême lui a notifié les charges pesant contre sa personne douze jours après l'avoir placé en liberté conditionnelle sous caution. La nature des faits reprochés à José Barrionuevo, un proche du chef du gouvernement, est d'avoir non seulement couvert mais d'être directement intervenu lors de l'enlèvement de Segundo Marey, le 4 décembre 1983, qui fut la première action revendiquée par les GAL.

Alors que l'objectif était le rapt d'un militant basque, Miguel Luján, les auteurs du kidnapping se sont trompés de cible et ont sequestré Segundo Marey qui n'avait rien à voir avec le mouvement indépendantiste basque. Informé de l'enlèvement, José Barrionuevo aurait ordonné que l'informant soit maintenu prisonnier comme l'attesterait une communication téléphonique rapportée par plusieurs hauts fonctionnaires de police dont les témoignages sont concordants. Segundo Marey devait être libéré dix jours plus tard.

Après de multiples confrontations, le juge Mouzo a estimé que les indices de délit de détention illégale étaient suffisants pour procéder à la mise en accusation de José Barrionuevo, actuellement député du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE). Le parlementaire, dont l'immunité a été levée le 23 novembre 1995, encourt une peine de dix à dix-sept ans d'emprisonnement. Le magistrat a également décidé de retenir les accusations de détournement de fonds publics, pour une somme d'environ un million de francs français, et de délit de relation avec une bande armée.

La décision du juge Mouzo a provoqué une véritable tourmente politique à seulement quarante jours des élections législatives, même si celle-ci était attendue depuis la mise en liberté conditionnelle de M. Barrionuevo. Elle sous-entend, en effet, pour toute

l'opposition, que le ministre de l'intérieur était parfaitement au courant des activités des GAL qui ont sévi dans le sud de la France jusqu'en août de juillet 1987, causant la mort de vingt-neuf personnes, dont huit totalement étrangères au mouvement séparatiste basque. José Barrionuevo a quitté ses fonctions le 8 juillet 1988 et a promu entre-temps des hauts policiers comme Julian Sancristobal, devenu directeur général de la sécurité de l'Etat, également inculpé aujourd'hui dans le scandale.

CANDIDATURE MAINTENUE
José Barrionuevo cite que tout cela « est faux » et qu'il « espère pouvoir le démentir ». José Maria Aznar, président du Parti populaire (droite), exige pour sa part que Felipe Gonzalez donne « une explication immédiate à la nation ». Rosa Aguilar (Izquierda Unida, gauche « unie ») estime que « c'est le fait le plus grave de la démocratie », et « qu'il implique directement Felipe Gonzalez ». Ce dernier, qui pourrait être entendu par le juge Mouzo après le scrutin du 3 mars, avait déclaré le 17 janvier « qu'une mise en accusation n'est pas suffisante pour prouver de la culpabilité ou de l'innocence », et que seulement en cas de condamnation il assumerait les responsabilités qui lui incombent dans cette affaire.

Felipe Gonzalez a toujours nié avoir été au courant de l'existence des GAL, et a soutenu que son gouvernement était étranger à cette « sale guerre » parce la lutte contre le terrorisme a « toujours été démocratique et transparente ».

Fidèles et solidaires de José Barrionuevo, le chef de l'opinion et le PSOE continuent de défendre pied à pied l'ancien ministre qui doit en principe figurer en numéro cinq sur la liste socialiste de la capitale aux prochaines élections. La décision définitive sera prise par le comité fédéral samedi 27 janvier. Malgré les remous que cette candidature provoque, tant dans les partis d'opposition qu'au sein du PSOE, la direction socialiste estime que la présomption d'innocence doit être maintenue jusqu'au bout, coûte que coûte.

Michel Boile-Richard

Sergueï Kovalev rompt définitivement avec Boris Eltsine

MOSCOU
de notre correspondante
L'infatigable défenseur des droits de l'homme Sergueï Kovalev a rompu, mardi 23 janvier, ses derniers liens avec Boris Eltsine, qu'il a accusé d'avoir renoncé définitivement à la politique de réformes démocratiques. Il s'est également interrogé sur l'admission de la Russie au Conseil de l'Europe, alors qu'il avait encore plaidé pour celle-ci au printemps dernier.

« La situation des droits de l'homme en Russie est pire que l'an dernier », a-t-il dit. En 1995, la candidature russe avait été gelée en attendant que Moscou accepte un processus de paix avec les Tchétchènes. Dans une longue lettre ouverte, publiée mercredi par les *Izvestias*, Sergueï Kovalev reproche à Boris Eltsine d'avoir ignoré que la guerre lancée en Tchétchénie « ne pouvait que se déverser en violences, vengeances et mensonges, étouffant aussi tout ce qu'il avait fait d'utile pour la Russie ». « Actuellement, dit-il, votre administration veut lancer le pays dans un sens diamétralement opposé à celui qui fut proclamé en août 1991. »

M. Kovalev démissionne de son poste de président de la commission aux droits de l'homme auprès de la présidence, en somme démissionne, en somme démissionne, en somme démissionne. Il quitte aussi le Conseil consultatif auprès de la présidence, comme

l'ont fait, les jours précédents, l'ex-premier ministre, Egor Gaidar, et l'éditorialiste des *Izvestias*, Otto Latsis.

Bien qu'eu à la nouvelle Douma, M. Kovalev ne fait pas partie de la délégation parlementaire russe de quinze membres (dont le dirigeant communiste Guennadi Ziouganev et Vladimir Jirinovski) qui plaide actuellement à Strasbourg l'admission de leur pays.

Un communiqué du Kremlin, publié mardi, affirme pour sa part qu'un nouveau refus européen d'admettre la Russie serait « un soutien à ceux qui veulent résoudre le problème tchétchène par des moyens inhumains et terroristes ». Boris Eltsine lui-même a réaffirmé, mardi, son intention d'« élever » les bases rebelles dans les villages tchétchènes, excluant toute négociation avec les chefs indépendantistes. Des négociations ne peuvent être menées, selon Moscou, qu'avec ceux qui « acceptent l'ordre constitutionnel » russe.

Par ailleurs, le Conseil de la Fédération, la Chambre haute du Parlement russe, réuni mardi pour la première fois dans sa nouvelle composition, a élu à sa présidence, à une grande majorité, un ancien membre du bureau politique du PC soviétique, Egor Strov. Ce dernier, qui se déclare « indépendant », a été appuyé par Boris Eltsine.

Sophie Shihab

Lire aussi notre éditorial page 13

La restauration du crédit de la France dans le Pacifique sud s'annonce laborieuse

Condamné pour la reprise des essais nucléaires, Paris subit un préjudice plus moral qu'économique

Alors que la campagne des essais nucléaires en Polynésie approche de son épilogue, une première évaluation de l'état des relations entre la

France et le Pacifique sud fait apparaître que le dommage pour Paris est davantage moral qu'économique. Au Japon, les inquiétudes sont

vives après les révélations sur des fuites - « minimes » selon les Français - d'une substance radioactive constatées à Mururoa.

CANBERRA
de notre envoyée spéciale
Michel Rocard vient d'accepter de mettre son crédit personnel au service de la cause du désarmement nucléaire en rejoignant, mardi 24 janvier, une commission d'experts internationaux installée par les autorités australiennes, alors que Jacques-Yves Cousteau a déclaré forfait (*Le Monde* du 24 janvier). A sa manière - privée -, l'ancien premier ministre amorce l'entreprise de restauration de l'image de la France dans le Pacifique sud qui ne pourra toutefois être pleinement engagée qu'après la fin de la campagne de tirs, prévue avant la fin février.

Alors que les Français semblent s'être surtout focalisés sur la virulence des réactions australiennes après l'annonce de la décision de Jacques Chirac, le 13 juin 1995, un fait mérite d'être rappelé : les relations entre Canberra et Paris avaient connu, jusqu'à cette date, une spectaculaire embellie. Deux événements y avaient contribué : la signature, en 1988, des accords de Matignon, qui ré-

tablissaient la paix civile en Nouvelle-Calédonie, et l'annonce par Pierre Bérégovoy, en 1992, d'un moratoire sur les essais nucléaires. Ce nouveau visage présenté par Paris avait permis aux relations franco-australiennes de devenir « meilleures que jamais », selon Bob Mac Mullan, ministre du commerce.

Aujourd'hui, le dommage causé par la reprise des essais nucléaires est plus moral qu'économique. C'est la réputation de la France qui est altérée. « Servir du champagne français à une réception se serait assuré de mauvais goût », avertit un homme d'affaires français de Sydney. En revanche, dès qu'on aborde les échanges franco-australiens sous l'angle pratique, le constat est moins alarmiste. Le nombre de demandes de visas pour la France n'a pas diminué et le rythme d'investissements français n'a pas fléchi. Le contrat pour le traitement de l'eau en Australie méridionale vient ainsi d'être remporté par la Compagnie générale des eaux.

En matière de coopération bila-

terale, les gros dossiers n'ont pas pâti du récent coup de froid. « Nous n'avons jamais eu autant de demandes de partenariats ou de bourses », indique-t-on à l'ambassade de France, où l'on se félicite de l'augmentation des effectifs dans les quatre écoles françaises d'Australie. Quant aux actions conjointes dans le Pacifique sud - opérations de secours en mer et de surveillance maritime - « rien n'a changé », selon le diplomate australien Stephen Henningham.

FRANCO-PHILIPPE DÉPITÉ
Dans ce contexte, l'épouvantail brandi par certains cercles parisiens d'un « complot anglo-saxon » qui viserait à « bouter la France hors de la région » tient plus du fantasme que de la réalité. Cette thèse fait fi d'une nouvelle réalité démographique : la composante anglo-saxonne ne représente plus que 60 % d'une population australienne remodelée par les vagues d'immigration de l'après-guerre. Elle ignore aussi la dimension identitaire, voire nationaliste, d'une attitude antimilitariste dont

les Britanniques ont probablement été davantage la cible que les Français eux-mêmes après que John Major eut affiché sa solidarité avec M. Chirac.

Cette théorie du complot fait enfin l'impasse sur une indiscutable francophilie qui a conduit de nombreux hauts fonctionnaires australiens à se former en France. « Sur les deux participants de nos réunions quotidiennes consacrées à la question des essais nucléaires, sept ou huit parlaient français et trois étaient d'anciens élèves de l'ENA », relève un haut fonctionnaire du ministère des affaires étrangères. C'est donc cette francophilie dépitée qu'il s'agit désormais de restaurer. La tâche ne sera pas facile. Selon Kim Jones, secrétaire aux affaires étrangères et ancien ambassadeur d'Australie à Paris, il faudra « plusieurs années » pour recréer le climat de confiance qui régnait entre les deux pays avant ce fameux 13 juin.

Florence de Changy

Les révélations sur la sécurité du site de Mururoa inquiètent Tokyo

TOKYO
de notre correspondant

Après les révélations publiées par le quotidien *Yomiuri* sur des fuites d'iode 131 radioactif sur le site d'expérimentations nucléaires de Mururoa, les autorités japonaises ont demandé, mercredi 24 janvier, des éclaircissements au gouvernement français. La réponse de Paris est arrivée le jour même : de légères fuites auraient été détectées en 1987 mais aucune depuis.

Selon le porte-parole du ministère des affaires étrangères, Hiroshi Hashimoto, qui a déclaré qu'un spécialiste français avait effectivement mentionné de telles fuites au cours

d'une réunion d'experts, en novembre 1995, Tokyo n'a pas encore arrêté sa position sur les suites à donner à cette affaire.

L'*Asahi*, qui consacre à cette question un éditorial, écrit que ces révélations mettent en doute les affirmations des autorités françaises selon lesquelles il ne peut y avoir de fuite radioactive dans le cas d'expériences souterraines puisque les substances dangereuses sont enfermées dans la roche. « S'il y a bel et bien eu fuite, cela signifie que les roches souterraines sont fissurées et que d'autres fuites sont possibles », ajoute le quotidien. « Dans le cas où les autorités françaises étaient au courant de cette fuite avant le

quatrième tir », il se demande « si, en y procédant quand même, elles n'ont pas délibérément cherché à tromper l'opinion internationale ».

S'il se confirme que les affirmations des autorités françaises sur la sécurité des essais sont remises en cause, il conviendrait de mettre en place une commission internationale de spécialistes, chargée d'examiner l'atoll, avance l'*Asahi*. « C'est là, la responsabilité d'un pays nucléaire qui a choisi de polluer le Pacifique », conclut-il en souhaitant que la France s'abstienne de procéder à son dernier tir.

Philippe Pons

L'Europe et les Etats-Unis se préparent à une « guerre des hormones »

BRUXELLES
(Union européenne)

de notre correspondant
L'Europe se rebelle à l'idée de devoir importer, contrainte et forcée, de la viande aux hormones des Etats-Unis. C'est ce qui ressort de l'échange de vues qu'ont eu à ce sujet les ministres de l'Agriculture des Quinze, réunis lundi 22 et mardi 23 janvier à Bruxelles. Le Conseil rejette ainsi l'opinion déjà donnée par le Parlement européen, ainsi que par la Commission de Bruxelles, sans oublier celle des organisations de consommateurs et d'agriculteurs.

Il reste à voir comment cette quasi-unanimité sera gérée face à l'offensive américaine : Washington a décidé d'attaquer l'Union européenne (UE) devant l'OMC (Organisation mondiale du commerce), lui reprochant d'interdire, sans que cela soit justifié par des raisons de santé publique, la commercialisation, et donc l'importation, de viandes produites à l'aide d'acteurs de croissance. Franz Fischler, le commissaire (autrichien) chargé des affaires agri-

coles, a expliqué aux ministres que l'assouplissement de la directive actuelle, autrement dit l'autorisation donnée d'utiliser les cinq hormones que les scientifiques estiment inoffensives, risquerait de se traduire par une diminution massive de la consommation en Europe.

De telles raisons de nature économique et psychologique ne sont pas prises en compte par l'OMC, dont les règles ont été largement écrites sous la dictée américaine. A l'époque, en 1994, Ray Mac Sharry, le prédécesseur (irlandais) de M. Fischler, avait demandé que la « préoccupation des consommateurs » soit considérée comme une raison valable pour justifier des restrictions aux échanges, mais il n'avait pas été suivi. Résultat, l'UE peut craindre d'être condamnée par le panel, l'instance d'arbitrage de l'OMC qui, à la demande des Américains, va être convoquée à Genève. Une phase de consultations est prévue avant que celle-ci se réunisse. Selon M. Fischler, les Américains ont annoncé leur intention de faire des

offres à l'UE. Cependant, à moins de tromper le citoyen moyen, consommateur ou bien producteur de viande, on ne voit guère quel type d'arrangement à l'amiable pourrait intervenir.

LA POSITION DE M. VASSEUR

Si l'UE n'obtient pas gain de cause devant le panel, il lui faut soit s'incliner, c'est-à-dire se résigner à laisser entrer les viandes hormonées, soit accorder des compensations (sous forme de réduction de droits de douane) aux Etats-Unis ainsi qu'à ses autres fournisseurs. Les ministres ont tous rejeté l'idée d'assouplir l'embargo actuel, à l'exception, gravement significative, de Douglas Hogg, le Britannique. Celui-ci s'est dit favorable à l'ouverture du marché communautaire aux viandes hormonées américaines, estimant fâcheux que la politique de l'Union en la matière soit fondée sur les états d'âme des consommateurs.

Philippe Vasseur, le ministre français, a défini sa position en quatre points. 1) Il est hostile à l'importation de viandes produites

à l'aide d'acteurs de croissance. 2) Indépendamment de cette affaire, M. Vasseur est décidé à mettre rapidement en place une politique davantage axée sur la qualité des produits et favorisant leur identification. 3) Dans l'hypothèse où l'UE perdrait devant le panel, il exclut qu'une viande hormonée soit mise sur le marché sans que le consommateur en soit dûment informé. 4) Si des viandes hormonées peuvent être importées des pays tiers, les éleveurs européens pourront alors également utiliser les acteurs de croissance, étant entendu que les viandes ainsi produites seront toutes étiquetées « viandes aux hormones ». Bien qu'il s'en défende, la position ainsi exposée par le ministre français donne une impression d'ambiguïté, dans la mesure où il n'exclut pas, comme étant une éventualité à laquelle il faut se préparer, une situation où les barrières interdisant l'entrée des viandes américaines seraient levées.

Philippe Lemaître

Selon Jacques Delors, la monnaie commune ne dispense pas d'une politique volontariste pour l'emploi

JACQUES DELORS, qui intervenait mardi 23 janvier à Bruxelles lors de la table ronde organisée par la Commission pour réfléchir aux conditions de lancement de la monnaie commune européenne, a conditionné la réussite de l'objectif 1999 à la capacité des gouvernements à réaliser de « réels progrès », de 1996 à 1998, « dans la coordination des politiques économiques et le renforcement de l'action communautaire ». Il a appelé les pays ayant les plus grandes chances de remplir les critères de Maastricht à se lier par un « pacte de confiance » plus ambitieux que le simple pacte de solidarité monétaire proposé par les Allemands.

Selon l'ancien président de la Commission, l'objectif devrait être de « conjurer une monnaie forte

et la création d'emplois en soutenant la croissance par une stratégie coopérative entre les pays membres, par des politiques actives du marché du travail, par l'impulsion de l'environnement et du tissu choisi dans notre modèle de développement ». Jacques Delors a estimé que la situation actuelle donnait raison à ceux qui avaient voulu, lors des négociations du traité de Maastricht, introduire la défense de l'emploi parmi les critères imposés aux pays candidats à l'Union monétaire. En remettant, a-t-il dit, les finalités politiques et sociales au cœur de la stratégie coopérative de croissance, « l'on serait mieux armé pour illustrer les avantages considérables d'une monnaie unique pour la prospérité interne comme pour le rayonnement exté-

rieur de l'Europe ». Pour Jacques Delors, l'objectif reste de réaliser l'Union monétaire en temps voulu, c'est-à-dire au 1^{er} janvier 1999, mais en évitant de donner l'impression qu'elle est un but en soi.

Le respect du rendez-vous de 1999 a également été défendu mardi à Paris par le chef du groupe parlementaire chrétien-démocrate au Bundestag, Wolfgang Schäuble, qui avait été reçu dans la matinée par le président Chirac et le premier ministre Alain Juppé. M. Schäuble, qui est resté prudent sur les moyens de mieux coordonner les mesures prises par les deux gouvernements sur le plan économique et social, a en revanche estimé que Bonn et Paris ne se laisseraient pas dévier par les doutes émis sur la faisabilité de la mon-

naie commune dans les délais prévus.

La position du gouvernement français a reçu mardi également le soutien des trois principales organisations agricoles françaises, la FNSEA, le CNJA et l'APCA, dont les dirigeants s'étaient réunis à Paris pour réfléchir aux défis posés à l'agriculture européenne par l'élargissement aux pays de l'Est. Les présidents des trois organisations se sont prononcés pour le respect des engagements du traité de Maastricht en matière monétaire. Ils ont également défendu la nécessité pour l'Union européenne de se doter d'institutions efficaces capables de gérer la future Union élargie.

H. de B.

XII /

L'assassin d'Itzhak Rabin affirme qu'il n'a pas voulu le tuer

L'un des deux avocats se retire, protestant contre la « défense idéologique » que prépare son confrère

Ygal Amir, l'extrémiste juif de vingt-cinq ans qui a tué, le 4 novembre, le premier ministre Itzhak Rabin, a choisi, mardi 23 janvier, à l'ouverture de

son procès, une défense ambiguë. Il a de nouveau revendiqué son acte et affirmé qu'il ne le regrette pas. Mais il a soutenu qu'il n'avait ja-

mais prémédité la mort de M. Rabin. L'un des deux avocats s'est retiré, invoquant entre autres les pressions dont il ferait l'objet.

JÉRUSALEM
de notre correspondant
L'opinion israélienne savait, depuis le meurtre d'Itzhak Rabin, le 4 novembre, qu'Ygal Amir, son assassin, était un fanatique idéologique de la pire espèce. Mais depuis la publication, mardi 23 janvier, par le Yedioth Aharonot, des minutes d'un interrogatoire d'Amir par la police, l'opinion a compris que ce dernier était animé d'une haine toute religieuse pour « l'ennemi musulman ».

« Êtes-vous pour ou contre l'élimination des Arabes ? » Ainsi, selon le journal, Amir sélectionnait-il ses petites amies. « Pour connaître une fille plus avant, je posais généralement une question, précise l'intéressé : que pensez-vous de Baruch Goldstein ? » Ce colon juif extrémiste, « énormément admiré » par Amir, avait, un matin de février 1994, vidé plusieurs chargeurs de son pistolet-mitrailleur dans le dos de centaines de Palestiniens en prière à la mosquée des Patriarches, à Hébron. Vingt-neuf

en moururent, plusieurs dizaines d'autres furent blessés. « La réponse à ma question, ajoute Amir, me permettait de juger si la fille à qui j'avais affaire était attirante ou superficielle. »

Le « test Goldstein », pour reprendre l'expression d'un policier, ne figurait pas, mardi, au menu de la première séance du procès. La tâche des trois magistrats de Tel Aviv en charge du dossier criminel le plus important de l'histoire d'Israël consiste d'abord à déterminer si le meurtrier a tué avec préméditation, ou non.

CONTRACTIONS
Se sachant menacé d'une condamnation à perpétuité en cas de préméditation démontrée et, sinon, de vingt ans « seulement », Amir, un peu revenu de ses redoutables initiatives sur le thème « je suis prêt à mourir pour mes idées », a choisi de plaider le second terme de l'alternative.
« Je n'avais rien de personnel contre Itzhak Rabin, a-t-il expliqué.

Je souhaitais seulement le mettre hors d'état de nuire au peuple juif, le paralyser, le mettre hors d'état d'assumer ses fonctions à la tête du pays. Je ne voulais pas précisément le tuer, sinon j'aurais visé la tête alors que, comme vous le savez, j'ai tiré dans le dos, en direction de sa moelle épinière. » Cette version nouvelle est contredite par les premières déclarations du meurtrier aux policiers. L'un d'eux l'a dit au tribunal. « Lorsque je lui ai appris que Rabin était mort, il m'a répondu : "Je suis heureux. Quiconque met des juifs en danger mérite de mourir." »

La ligne de défense adoptée par le jeune accusé a laissé au moins l'un de ses deux avocats pantois. Arrivé dans la salle d'audience avec près d'une heure de retard, M. Mordechai Ofri a déclaré peu après qu'il se retirait de l'affaire. Motif invoqué par l'intéressé : l'autre avocat, un Américain qui soutient l'extrême-droite juive, M. Jonathan Ray Goldberg, penche « pour une défense de type

idéologique », qui impliquerait que l'accusé plaide non coupable. Amir est trop fier de son geste pour se plier totalement à cette tactique. Mais ce sont des juifs américains anonymes qui payent les frais du procès, et M. Ofri n'hésite plus à évoquer à leur sujet « les pressions » dont il ferait l'objet.

Patrice Claude

GAZA : les résultats complets des premières élections générales palestiniennes publiés, mardi 23 janvier, ont confirmé qu'avec 65 élus, le Fatah de Yasser Arafat s'est taillé la part du lion au sein du Conseil de l'autonomie composé de 88 membres. Deux élus s'étaient présentés sans étiquette, mais ils sont proches du Fatah, de même que le député du petit parti Fida. Douze députés sont des indépendants, sept sont proches de l'opposition et un représente la minuscule communauté samaritaine de Naplouse. Parmi les élus figurent cinq femmes. (AFP)

L'Irak veut renouer le dialogue avec l'ONU sans perdre la face

AMMAN
de notre correspondant au Proche-Orient
Le président Saddam Hussein semble résolument désireux d'ouvrir un dialogue avec l'ONU, selon la formule « pétrole contre nourriture ». C'est la principale conclusion que tire Jean-Bernard Raimond, l'ancien ministre français des affaires étrangères, qui dirigeait une mission parlementaire française de retour d'une visite de cinq jours en Irak. Sans mentionner formellement la résolution 986, qu'ils refusent, les dirigeants irakiens estiment que le secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, dispose d'une marge de manœuvre pour l'appliquer dans un sens qui ne violerait pas officiellement la souveraineté irakienne.

Bagdad conteste cette résolution — qui autorise l'Irak à exporter du pétrole pour l'équivalent de 1 milliard de dollars par trimestre, à des fins humanitaires et sous contrôle international — sur deux obligations qui, à ses yeux, violent sa souveraineté : le pétrole doit être acheminé principalement par l'oléoduc qui tra-

verse la Turquie et, surtout, 130 à 150 millions de dollars doivent être versés au programme humanitaire de l'ONU, dans les trois provinces kurdes, Dohouk, Erbil, Souleimanié.

PROBLÈME KURDE
Selon M. Raimond, Bagdad considère que le fait que l'ONU soit, seule, responsable de la distribution de l'aide dans les provinces kurdes, équivaut à une reconnaissance de facto de la séparation du Kurdistan. Le gouvernement, qui assure depuis l'entrée en vigueur de l'embargo, le 2 août 1990, une distribution de vivres quasi gratuite à la population, tient à jour les listes des familles du Kurdistan, au même titre que celles des autres provinces. Sans nier la difficulté des prochains discussions, M. Raimond estime qu'un dialogue est nécessaire à ce stade. La nouvelle attitude des autorités irakiennes serait dictée par la volonté de renouer avec la communauté internationale et par l'aggravation de la situation économique.

Comme la plupart des observateurs de l'Irak, la délégation française, qui comprenait aussi Jean-Marc Nesme (UDF centriste) et Michel Fromet (PS), a le sentiment que le régime n'est pas au bout de ses ressources, et que, d'une certaine manière, l'embargo le consolide, les Irakiens rejetant sur l'étranger la responsabilité de leurs maux. « L'embargo est un problème politique qu'on ne règlera que politiquement », affirme M. Raimond.

Dans l'attente de l'ouverture des discussions, un certain assoupissement semble se faire jour, y compris du côté américain. Selon de bonnes sources, Washington, toujours totalement opposé à la levée de l'embargo pétrolier, verrait d'un oeil plus favorable un échange « pétrole contre nourriture ». Nul doute que, dans ce difficile dialogue, Bagdad compte sur l'appui de la France et de la Russie, dont le nouveau ministre des affaires étrangères, Evgeni Primakov, connaît bien l'Irak.

Françoise Chipaux

Après la trêve électorale, violence et assassinats ont repris en Algérie

LA TRÊVE électorale est loin, qui avait vu, pendant quelques semaines, à l'occasion du scrutin présidentiel du 16 novembre, une vie presque normale reprendre son cours à Alger. Le miracle n'a pas duré. « Moins de dix jours après l'élection, les attentats ont recommencé. On a dû déchanter très vite », rappelle Sellma Ghezali, directrice de publication de l'hebdomadaire algérien La Nation.

Comme la plupart de ses compatriotes, elle vit « la peur au ventre », au rythme des « nouvelles atrocités », attentats et assassinats, que l'on apprend par téléphone. « Très peu d'Algériens dorment la nuit. L'horreur est devenue quelque chose d'ordinaire. Pourtant, ajoute-t-elle, on ne s'habitue pas. Certains d'entre nous deviennent obsessionnels, d'autres se sauvent ou dé-

clinent de se terrer chez eux. On s'endurcit un peu, car on se fait à l'idée que la guerre va durer. »

La violence, mais aussi la « censure » et l'« autocensure », ajoutées au « harcèlement judiciaire » et aux diverses pressions du pouvoir — « les imprimés comme la publicité relèvent du monopole d'Etat », limitent considérablement le travail de la presse. De fait interdits de reportages ou d'enquêtes, les journalistes ne livrent à leurs lecteurs que « le millénaire de la réalité de la guerre ». Depuis 1992, suspensions et saisies sont devenues monnaie courante. La Nation, comme de nombreux titres de la presse privée, en a fait à plusieurs reprises, la dure expérience.

« Les journalistes se déplacent de moins en moins. On évite les villages de l'Algérie, particulièrement ceux

qui sont situés dans ce que l'on appelle le Triangle des Bermudes [Bilida, Médéa, Lakdaria]. Pourtant, certains habitent encore là-bas », ajoute-t-elle. Seuls ils n'écrivent pas. « Décrire le quotidien de la violence, dont les acteurs sont à la fois les groupes armés et les forces de sécurité, est un exercice dangereux, souligne Sellma Ghezali. Personne ne peut témoigner librement. »

LES ENFANTS AUSSI

Etre femme et journaliste, « c'est beaucoup à la fois ! », reconnaît-elle, avec un sourire triste. Elle a dû, par prudence, se séparer de ses enfants, qu'elle ne voit que « très rarement ». Les enfants, les siens comme ceux des autres, ne sont pas épargnés. « Quand une voiture piégée explose, quand il y a un ratis-

sage, quand les cadavres de « terroristes » sont abandonnés sur la place publique, les enfants, eux aussi, violent tout. » Habités par la guerre, les gosses la dessinent ou la miment, inlassablement. « A cinq ans, ils connaissent le nom des armes aussi bien que celui des hommes politiques ! »

Il n'est pas rare que des « accrochages » aient lieu devant les écoles, dont les élèves sont les témoins et parfois les victimes. A l'horreur vécue s'ajoute celle des images du journal télévisé. Des images « instrumentalisées », affirme Sellma Ghezali, et qui ancrent la violence « au cœur même de la vie privée ».

En attendant une hypothétique éclaircie du paysage politique — « tout le monde attend les élections législatives », la vie continue « comme avant, soupire la journaliste. Dans la guerre... » Mardi 23 janvier, la presse locale annonçait les assassinats de quatorze civils, perpétrés la semaine dernière : les cadavres de cinq villageois d'Oned Sebt, à l'ouest de la capitale, ont été retrouvés, décapités, sur les monts de Gouraya, tandis que dans la région de Tebessa, à l'est du pays, neuf civils connaissent le même sort, victimes, eux aussi, de groupes armés.

C. S.

Le président Djohar est autorisé à regagner les Comores

LE PRÉSIDENT Saïd Mohamed Djohar, que la France avait évacué vers la Réunion le 6 octobre, après l'intervention militaire provoquée par le coup d'Etat du mercenaire Bob Denard, a été autorisé à rentrer aux Comores. M. Djohar a en effet conclu, mardi 23 janvier, un accord avec des représentants du gouvernement intérimaire — qui s'opposait à son retour au pouvoir — à l'issue d'une réunion convoquée par l'Organisation de l'unité africaine (OUA) à Tananarive, à Madagascar. M. Djohar, toujours président en titre de la République fédérale islamique des Comores depuis 1990, a accepté de renoncer à toutes ses prérogatives constitutionnelles autres que celles attachées aux symboles de l'Etat. Le président devrait regagner Moroni dans les jours à venir.

L'accord entérine aussi, au grand soulagement de l'opposition, les résolutions de la table

ronde des partis politiques comoriens d'octobre, qui fixe à soixante-dix ans l'âge limite des candidats au scrutin présidentiel. Or, « Papa Djo », que l'opposition soupçonnait de vouloir manipuler les élections, approche des quatre-vingts ans. L'OUA souhaitait le retour de M. Djohar, qui, malgré son exil à la Réunion, n'avait pas été déchu de ses fonctions, l'intérim étant assuré par son premier ministre, Caambi El Yachourti, qui avait formé son gouvernement pendant le putsch, dans les locaux de l'ambassade de France.

DES ÉLECTIONS EN MARS

Après l'avoir évacué à la Réunion pour « des soins médicaux », la France avait toujours affirmé que M. Djohar restait « libre de ses mouvements ». Mais ce dernier rétorquait qu'on ne lui avait pas laissé le choix et qu'il se considé-

rait comme « exilé ou déporté ». Selon un communiqué de l'OUA, qui se félicite de la « conclusion positive » de la conférence de Tananarive, les deux parties sont aussi « d'accord pour la tenue d'élections libres et justes, les 6 et 16 mars » prochains. Les deux délégations ont demandé à la France de maintenir jusqu'aux élections son contingent d'une cinquantaine de soldats restés à Moroni depuis leur intervention.

Le coup d'Etat du 28 septembre, mené par Bob Denard à la tête d'une trentaine de mercenaires, avait renversé M. Djohar et mis en place un gouvernement « de transition ». Le 5 octobre, l'intervention militaire française, dans le cadre de l'opération « Azalee », mettait fin à l'aventure des « affreux », tout en évacuant M. Djohar vers la Réunion.

Jean Hélène

Bosnie : les Américains exigent la libération des prisonniers

SARAJEVO — Les Etats-Unis ont haussé le ton mardi 23 janvier pour obtenir la libération des prisonniers de guerre en Bosnie. Le secrétaire d'Etat américain adjoint pour les droits de l'homme, John Shattuck, a exprimé au président Iztbegovic la « très grande déception des Etats-Unis ». Tous les prisonniers de guerre auraient dû être relâchés vendredi dernier. 646 sont toujours détenus. John Shattuck s'est rendu jusqu'à la frontière sur le dossier des disparus. Washington a obtenu des Serbes de Bosnie que des enquêteurs internationaux puissent accéder aux charniers où des corps pourrissent. D'autre part, les forces américaines, craignant une attaque terroriste, ont diffusé le portrait d'un ressortissant américain du nom de Kevin Holt, qui serait lié aux monothéistes présents en Bosnie. (AFP Reuters.)

Le chef de l'opposition demande la démission du président colombien

LE CHEF de l'opposition conservatrice, Andres Pastrana, a demandé mardi 23 janvier, la démission du président colombien Ernesto Samper, accusé par son ancien ministre de la défense, Fernando Botero, d'avoir financé sa campagne électorale avec des fonds du cartel de la drogue de Cali. Adversaire de M. Samper à l'élection présidentielle de juin 1994, M. Pastrana a indiqué que, se sentant menacé, il s'appuyait à quitter le pays. De son côté, le ministre de la santé, Augusto Galarza Samudio, a présenté mardi sa démission. La Maison Blanche a réagi avec prudence, mardi, aux accusations portées contre le président colombien. « Le gouvernement des Etats-Unis ne peut pas spéculer sur une enquête judiciaire qui suit son cours », a affirmé le porte-parole de la présidence, Michael McCurry. (AFP)

EUROPE

AUTRICHE : le gouvernement a décidé mardi 23 janvier de lancer une enquête sur les 79 caches d'armes américaines installées dans le pays au début des années 1950 et dont Washington a révoqué l'existence samedi. Ces armes devaient servir dans le cas où Moscou aurait tenté d'imposer un régime communiste en Autriche. (AFP)

TURQUIE : le premier ministre Tansu Ciller a annoncé mardi 23 janvier qu'elle avait proposé un accord pour un gouvernement de coalition à son rival de droite Mesut Yilmaz, chef du Parti de la Mère patrie (ANAP). L'accord prévoit une alternance au poste de premier ministre, chacun l'occupant pendant deux ans et demi. (AFP)

PROCHE-ORIENT

ISRAËL : l'usage de « pressions physiques » sur des détenus palestiniens soupçonnés de « être liés au terrorisme » fait l'objet d'un projet de loi qui sera présenté en février au Parlement, a annoncé, mardi 23 janvier, le ministre israélien de la justice, David Levi. (AFP)

LES NÉGOCIATIONS ENTRE ISRAËL ET LA SYRIE DEVRAIENT REPRIRE MERCREDI 24 JANVIER PRÈS DE WASHINGTON, NOTAMMENT SUR L'EAU ET L'ÉCONOMIE. LE PREMIER MINISTRE ISRAËLITE, SHIMON PERES, EST CONVAINCU QUE LE PRÉSIDENT SYRIEN, HAFIZ EL ASSAD, A « FAIT LE PAS DE LA PAIX », MAIS PEUT-ÊTRE PAS ENCORE « DÉCIDER DE LA VOIE POUR Y PARVENIR ». (AFP)

AFRIQUE

SOUDAN : les élections législatives et présidentielle auront lieu simultanément du 1^{er} au 12 mars, a-t-on annoncé de source officielle. (AFP)

BURUNDI : les 17 000 réfugiés rwandais qui ont fui le camp de Ntaramba ont passé une nouvelle nuit sans abri, à la frontière avec la Tanzanie. Mardi 23 janvier, l'armée burundaise s'est opposée à leur départ dans le camp et les autorités tanzaniennes ont maintenu la fermeture de leur frontière. Les autorités militaires burundaises ont démenti avoir interdit le retour des réfugiés, mais le représentant du HCR a fait état de « réticences » très fortes sur le terrain. (AFP)

AMÉRIQUES

CUBA : le Parti communiste cubain (PCC) estime, dans le journal officiel Granma du 23 janvier, que la reconstruction de l'économie cubaine a un « impact positif » et provoque des « inégalités frappantes ». Celles-ci sont « de plus en plus fortes à mesure que l'on avance sur la voie de la reconstruction », a affirmé le parti lors d'une réunion ce week-end à La Havane. (AFP)

ASIE

CORÉE DU NORD : la situation va continuer à se détériorer après les inondations catastrophiques de 1995, a indiqué mardi 23 janvier le département des affaires humanitaires de l'ONU. Les Etats-Unis se sont prononcés pour la poursuite d'une aide à Pyongyang, tandis que la Corée du Sud et le Japon s'y sont déclarés opposés. (AFP)

TAIWAN : le gouvernement prévoit d'augmenter ses dépenses militaires de 13 % au cours de la prochaine année fiscale (juin 1996-juin 1997) afin de faire face à une menace jugée grandissante de la Chine communiste, ont indiqué lundi 22 janvier des responsables du ministère de la défense. (AFP)

ÉCONOMIE

CHINE : seize millions de personnes sur 54 millions arrivant sur le marché du travail urbain dans les cinq prochaines années pourraient ne pas trouver d'emploi, a indiqué un représentant du ministère du travail. Le plan quinquennal 1996-2000 vise à maintenir le chômage au taux actuel de 3 %. A la campagne, on évalue les « sureffectifs » à 130 millions, dont 80 millions devraient émigrer en ville dans les cinq ans. (AFP)

Baisse de l'excédent commercial japonais en 1995

TOKYO. L'excédent commercial japonais a atteint 107,1 milliards de dollars en 1995, a annoncé mercredi 24 janvier le ministère japonais des finances. Il est en baisse de 11,4 % par rapport à l'année précédente (120,9 milliards de dollars). Les exportations ont progressé de 12 %, à 443 milliards de dollars, mais les importations ont crû de 22,3 %, pour atteindre 335,9 milliards de dollars. Le surplus avec les Etats-Unis est de 45,56 milliards de dollars, en baisse de 17 %. Avec l'Europe, il s'est établi à 19,44 milliards de dollars, en retrait de 13 %. En revanche, les échanges avec le reste de l'Asie ont généré pour le Japon un excédent de 70,75 milliards de dollars, en hausse de 15 %. (AFP)

stages intensifs

PRÉPARATION AUX CONCOURS DES ÉCOLES DE COMMERCE ET DE GESTION

BACHELIERS : SESAME, VISA, EBS, CESMI...

BAC+2 : TREMPLIN, PROFILS, PASSERELLE, ISG...

(stages d'une semaine pendant les vacances d'hiver ou de printemps)

CONTACTER FRANCIS PASTEUR À PREP. HEMI

6, RUE MICOT - 75116 PARIS - (16-1) 53 70 71 03 / 00

ÉTABLISSEMENT PRIVÉ D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

FRANCE

LE MONDE / JEUDI 25 JANVIER 1996

ORDONNANCES Le conseil des ministres a approuvé, mercredi 24 janvier, les deux premières ordonnances prises en application de la loi du 20 décembre 1995, autorisant le

gouvernement à légiférer ainsi pour réformer la « Sécu ». L'un des deux textes crée le RDS (remboursement de la dette sociale), nouvel impôt de 0,5 % sur la quasi-totalité des

revenus, qui sera prélevé à compter de février. L'autre ordonnance établit des pénalités financières pour les médecins libéraux qui dépasseraient les normes annuelles de progression

des dépenses. ● ALAIN JUPPÉ a affirmé, mardi, à l'Assemblée nationale, que son plan n'est pas vidé de son contenu et qu'il est et sera, au contraire, mis en œuvre selon les ob-

jectifs et le calendrier prévus. ● LA MAJORITÉ s'est ralliée au compromis élaboré avec le premier ministre sur le contrôle parlementaire des comptes sociaux.

M. Juppé se défend d'être en recul sur la réforme de la Sécurité sociale

Le conseil des ministres a approuvé les textes sur le RDS et la maîtrise des dépenses de santé, qui ont désormais force de loi. Le nouvel impôt sera prélevé à partir de février sur presque tous les revenus

LE CONSEIL DES MINISTRES a adopté, mercredi 24 janvier, les deux premières ordonnances sur la réforme de la Sécurité sociale. Ces textes prévoient l'instauration d'une contribution de 0,5 % sur tous les revenus pour le remboursement de la dette sociale (RDS), qui sera prélevé sur la quasi-totalité des revenus à partir de février, et des mesures d'urgence pour redresser les comptes 1996 et 1997. Ils devraient être suivis, d'ici fin avril, de trois autres ordonnances sur l'hôpital, la maîtrise médicalisée des dépenses de médecine de ville et la modification de l'architecture des organismes sociaux.

La veille, le premier ministre avait vigoureusement contesté les analyses de ceux qui assuraient que la réforme de la Sécurité sociale est peu à peu vidée de son contenu sous la pression des groupes d'intérêt (chémios, médecins, mouvements familiaux, fonctionnaires, Le Monde du 24 janvier). Affirmant

400 millions de francs attendus des jeux

L'ordonnance sur le RDS prévoit, pour les jeux, trois types de prélèvements. Pour ceux de La Française des Jeux, il est institué une contribution de 0,5 % « sur une fraction des sommes mises » à partir du 1^{er} février, qui équivaut à ce qui est redistribué aux joueurs, soit 58 % des sommes mises. Le total des enjeux étant de 35 milliards de francs, le RDS rapportera 100 millions par an. Pour le PMU, la contribution de 0,5 % sera prélevée « sur 70 % des sommes engagées » (70 % de 35 milliards) et rapportera 120 millions par an. Pour les casinos, le prélèvement de 0,5 % portera « sur une fraction égale à 60 % du produit brut des jeux dans les casinos » et rapportera 180 millions par an. Au total, le ministère de l'Économie et des Finances estime donc que les prélèvements du RDS sur les jeux rapporteront de l'ordre de 400 millions de francs par an.

que le calendrier est tenu, il a cité le projet de réforme constitutionnelle en cours de discussion au Palais-Bourbon, les deux premières ordonnances et les « ateliers de concertation et d'échanges » mis en place par le ministre des affaires sociales, Jacques Barrot.

Le remboursement de la dette sociale (RDS) fait l'objet de la première ordonnance. Il prévoit la création d'une caisse ad hoc et l'instauration d'une contribution spéciale. La Caisse d'amortissement de la dette sociale (CADES) est mise en place pour treize ans (et un mois) afin d'assurer la gestion et l'amortissement du capital et des intérêts de la dette accumulée par les organismes sociaux entre 1992 et 1996 (soit 250 milliards de francs). Son président sera assisté d'un « comité de surveillance » composé de parlementaires, de représentants des organismes sociaux et du secrétaire général de la commission des comptes de la Sécurité sociale.

La CADES pourra contracter des emprunts. Les milieux financiers s'interrogent à la fois sur la possibilité qu'elle aura de faire appel aux marchés internationaux et sur les garanties apportées par l'État français. Elle devra présenter chaque année un rapport d'activité au Parlement. Sa création déstabilise le Fonds de solidarité-vieillesse (FSV) des 12,5 milliards de francs qu'il devait rembourser jusqu'en 2008 au titre de la dette cumulée par la « Sécu » en 1992-1993. Le FSV n'aura plus à sa charge que certaines dépenses de retraite.

La caisse disposera du produit de la vente, dans un délai de quatre ans, du patrimoine immobilier localisé des caisses nationales et de l'ACOSS (gestionnaire de la trésorerie du régime général) et des remboursements des créances que les organismes sociaux étrangers ont vis-à-vis des caisses françaises. La CADES sera, pour l'essentiel, alimentée par le produit du RDS, cette contribution de 0,5 % prélevée sur l'ensemble des revenus (hors minima sociaux et Livret A et assimilés) à partir de février



et jusqu'à la fin janvier 2009.

L'assiette du RDS est plus large que celle de la CSG. Les contributions patronales aux régimes de prévoyance et de retraite supplémentaire, les indemnités de licenciement et les allocations parentales complémentaires seront taxées. Toutes les allocations chômage (hors allocation de fin de droit), les pensions (hors minimum vieillesse) et les indemnités d'invalidité des personnes exonérées de l'impôt sur le revenu seront soumises au RDS, ainsi que les indemnités journalières maladie, les indemnités de maternité ou d'accident du travail et les allocations de logement. Les prestations familiales ne seront soumises au RDS qu'à partir de 1997. Les revenus d'activité et les retraites perçus à l'étranger seront taxés, le recouvrement s'effectuant en même temps que l'impôt sur le revenu.

Le gouvernement a exclu plusieurs prestations sociales du champ du RDS : les indemnités de licenciement « n'excédant pas le montant légal ou conventionnel », les allocations de veuvage, les pensions militaires d'invalidité et les retraites des combattants, les

rentes d'accident du travail ainsi que certaines prestations familiales pour les foyers en difficulté, comme l'allocation pour les parents isolés ou l'allocation d'éducation spéciale.

Les revenus du capital et du patrimoine seront taxés, à commencer par l'épargne déqualifiée : revenus des comptes et des plans

d'épargne (CEL, PEL, PER, PEA), des contrats d'assurance-vie, de la participation, des plans d'épargne d'entreprise, des fonds communs de placement à risque et des sociétés de capital risque. Une contribution de 0,5 % est aussi instituée sur la vente de métaux ou d'objets précieux. L'ordonnance précise les conditions dans lesquelles s'effectuera le prélèvement.

Les mesures de redressement des comptes en 1996 font l'objet de la seconde ordonnance. L'objectif de ces mesures « d'urgence » est de ramener le déficit du régime des salariés de 60 milliards à 17 milliards de francs cette année. Deux autres ordonnances (hôpital, médecine de ville) seront prises d'ici fin avril pour assurer, selon le gouvernement, un équilibre plus structurel de la branche maladie.

Assurance-maladie. En l'absence d'accord conventionnel entre les caisses et les médecins, le gouvernement pourra désormais se substituer à eux pour mettre en place une maîtrise des dépenses (références médicale), fixer les honoraires des praticiens et définir des sanctions s'ils n'ont pas respecté les objectifs de dépenses. Les partenaires de la convention médicale ont jusqu'au 15 février pour

parvenir à un accord. Contrairement au projet initial du gouvernement, les pénalités financières dues par les médecins libéraux (1 milliard de francs) n'iront pas au renforcement de l'assurance-maladie, mais à un fonds de modernisation de la profession médicale.

Prestations familiales. Elles seront gelées en 1996, et le plafond de ressources nécessaire pour l'octroi de certaines prestations (allocation de rentrée scolaire) ne seront pas revalorisés. Les revalorisations de l'an prochain ne tiendront pas compte de la hausse des prix enregistrée en 1996. L'allocation pour jeune enfant (955 francs par mois), versée à toutes les femmes enceintes, ne sera plus octroyée qu'aux foyers aux revenus modestes.

Gestion et financement. Un prélèvement de 6 % est institué sur la contribution des employeurs au financement des prestations de prévoyance complémentaire. Les laboratoires pharmaceutiques devront acquitter une « contribution exceptionnelle » de 2,5 milliards cette année. Les mandats des conseils d'administration des caisses sont prorogés jusqu'au 30 septembre 1996.

Jean-Michel Bezat

Une « conférence nationale » sur la famille en mars

ALAIN JUPPÉ a annoncé, mardi 23 janvier, à l'Assemblée nationale, la réunion en mars d'une « conférence nationale de la famille », dont l'objectif sera de « relancer une politique ambitieuse » dans ce domaine. Répondant à une question d'actualité, le premier ministre a annoncé que, « dans le cadre de la politique de dialogue qui doit être (celle du gouvernement) en 1996, des propositions seront mises à l'ordre du jour de la conférence sur la famille ».

M. Juppé a affirmé qu'il n'a pas renoncé à son projet de fiscaliser les allocations familiales et que cette réforme, guidée par un souci « d'équité et de justice », n'est que différée (Le Monde du 24 janvier). Il a rappelé que la fiscalisation se fera à deux conditions : « que le barème de l'impôt sur le revenu soit modifié, de façon à ce que les familles qui ne sont pas imposables ne le deviennent pas du fait de l'as-

sujetissement des allocations familiales à l'impôt », et « que les économies ainsi dégagées soient intégralement recyclées au profit de la branche famille ».

D'autres propositions seront soumises à la conférence sur la famille. M. Juppé a cité celle du groupe socialiste, qui tend à soumettre les allocations à des conditions de ressources. Le premier ministre entend mettre en œuvre « une politique, familiale ambitieuse ». Il s'agit « d'abord d'une exigence sociale », a-t-il dit, et « il y a de la cohésion nationale, car la politique familiale est l'un des liens les plus forts du pacte républicain ». « C'est, ensuite, une nécessité économique et démographique », a ajouté M. Juppé, car « un pays en déclin démographique est aussi un pays en déclin économique ». La veille, lors de la cérémonie annuelle en l'honneur des familles nombreuses, Jacques Chirac s'était inquiété de la baisse de la natalité en France.

La majorité approuve le compromis accepté par le gouvernement sur la révision constitutionnelle

JACQUES TOUBON, ministre de la justice, et Pierre Mazeaud, président de la commission des lois de l'Assemblée nationale, ont, mercredi 23 janvier, dans l'hémicycle du Palais-Bourbon, à l'ouverture du débat sur le projet de révision constitutionnelle destinée à donner compétence au Parlement pour se prononcer sur les grands choix financiers de la protection

sociale. Il est vrai que l'on avait au préalable, en coulisse, frôlé d'assez près la crise de nerfs - sion la crise politique - et échangé assez de noms d'oiseaux pour pouvoir s'en dispenser en séance publique. Le différend qui opposait le gouvernement et la majorité avait été tranché in extremis dans le bureau d'Alain Juppé au cours de la matinée (Le Monde du 24 janvier). Le premier ministre savait de-

puis plusieurs jours que bon nombre des parlementaires RPR et UDF jugeaient le texte gouvernemental trop timoré et incomplet, puisqu'il n'accordait au Parlement que le pouvoir de déterminer, à l'avenir, les « objectifs de dépenses » de la Sécurité sociale, sans avoir de prise sur ses recettes. Contre l'avis initial du garde des sceaux, M. Juppé a finalement accepté l'amendement de la

commission des lois qui, comme M. Mazeaud n'a pas résisté au plaisir de le souligner, « tend à modifier de fond en comble » les dispositions définissant les pouvoirs futurs du Parlement.

Après d'ultimes arbitrages, l'article premier du projet de révision de la Constitution précise que « les lois de financement de la Sécurité sociale déterminent les conditions générales de son équilibre financier et, compte tenu des prévisions de recettes qu'elles prévoient, fixent les objectifs de dépenses, dans les conditions et sous les réserves prévues par une loi organique ». Autrement dit, les parlementaires pourront s'appuyer sur les « prévisions de recettes » pour fixer les objectifs de dépenses ; l'emploi du pluriel (« les lois ») indique qu'ils pourront discuter de lois rectificatives sur les comptes sociaux et ne seront pas enfermés dans le carcan d'une loi annuelle ; enfin, ils ont obtenu que ces lois soient qualifiées de « lois de financement de la Sécurité sociale » - ce qui les rapproche des lois de finances - et non de « lois d'équilibre », dénomination jugée trop floue.

NOUVELLE RESPONSABILITÉ

Sur la base de ce compromis, chacun, dans la majorité, a pu se réjouir de voir mise en œuvre la volonté affirmée par le premier ministre, le 15 novembre, de donner compétence au Parlement sur les comptes sociaux. « Le vote du Parlement deviendra la pierre angulaire de l'action du gouvernement », a lancé M. Toubon, précisant que la loi sur le financement de la Sécurité sociale « ne sera pas une loi de finances », mais qu'il

serait faux de déduire de cette différence de situation qu'elle ne sera qu'indicative », car « elle créera des obligations pour le gouvernement ».

Bruno Bourg-Broc (RPR), président de la commission des affaires sociales, a émis le souhait que le Parlement « assume pleinement sa nouvelle responsabilité de chef de vuie du système de Sécurité sociale » et de « véritable donneur

sive de la Sécurité sociale ». Il reste que, dans l'opposition comme dans la majorité, chacun mesure que la formulation retenue sur les compétences futures du Parlement laisse subsister des incertitudes qui devront être tranchées par la loi organique. Selon la première esquisse, rédigée par le cabinet du garde des sceaux - mais déjà caduque puisqu'elle ne tient pas

M. Chevènement et le « service public à la française »

APRÈS AVOIR attiré, mardi 23 janvier, dans l'après-midi, une cinquantaine de députés, dont Edouard Balladur et Raymond Barre, le débat sur la révision constitutionnelle a rapidement cessé de faire recette. Malgré les déclarations sur le caractère historique de cette réforme, il ne restait plus qu'une dizaine de députés en séance, en début de soirée. Ceux qui avaient déserté l'hémicycle auront manqué l'un des rares moments forts de cette discussion.

Après avoir dénoncé une réforme « en trompe-l'œil », qui fera du Parlement « la caution d'une politique de maîtrise des dépenses ou de rationnement des soins », inscrite dans la logique « ultra-libérale » du traité de Maastricht, Jean-Pierre Chevènement (MDC, Territoire de Belfort) a rappelé le gouvernement à l'engagement pris par le premier ministre, le 5 décembre 1995, au plus fort de la crise sociale, d'inscrire la notion de service public « dans nos textes fondamentaux, qu'ils soient nationaux ou européens ». Prenant Alain Juppé au

mot, M. Chevènement a donc longuement plaidé pour que la révision constitutionnelle soit l'occasion d'inscrire dans la loi fondamentale la notion de service public, dont « le modèle français est, par son ampleur et son influence sociale, économique et culturelle, sans équivalent en Europe » et en contradiction avec la logique, « essentiellement fondée sur la concurrence », prônée par la Commission de Bruxelles.

Bref, lançait M. Chevènement, « la question du service public est un test de notre volonté politique et de notre conception de l'Europe ». « Le président de la commission des lois, qui y est attaché, a pourtant volé au secours du gouvernement en déclarant qu'il faut, plutôt que d'en inscrire le principe dans la Constitution, imposer leur mention dans les traités européens », a observé l'ancien ministre. Il n'en fallait pas davantage pour faire bondir Pierre Mazeaud. « Chacun sait que je ne suis pas loin de penser, sur ces questions, rigoureusement comme vous », commentait-il, sous l'œil amusé de M. Che-

vénement, mais, ajoutait-il, « il ne servirait à rien, étant donné la jurisprudence scandaleuse de la Cour de justice des Communautés et, hélas !, du Conseil d'État et de la Cour de cassation, d'inscrire le principe du service public dans la Constitution ». Ces jurisprudences donnent la primauté aux actes communautaires, ayant valeur de traité, sur les constitutions et les éléments fondamentaux du système juridique des pays membres. L'efficacité conduit donc, a conclu M. Mazeaud, à inciter le gouvernement à obtenir l'inscription de la notion de service public « dans le traité de Rome lui-même ».

La réplique de M. Chevènement s'imposait : « Il me semble, ne vous en déplaise, que vous playez indolument le genou devant la jurisprudence de la Cour de justice, du Conseil d'État et de la Cour de Cassation. (...) C'est une erreur de considérer que le mépris de notre droit n'est plus la Constitution de 1958, mais le traité de Rome. » Beau duo !

G. C.

La CGT appelle à de nouvelles manifestations

La CGT a annoncé des actions, du 5 au 11 février, sur les salaires, l'emploi, la réduction du temps de travail, mais aussi pour « le retrait définitif du plan Juppé ». Pour la centrale, cette « exigence (...) se conjugue avec le droit pour chacun de quitter la vie active après trente sept années et d'acte de cotisations ». Avec la Fédération syndicale unitaire (FSU) et d'autres organisations, la CGT appelle notamment à plusieurs rassemblements régionaux le dimanche 11 février.

De son côté, Marc Blondel a jugé « curieux » que les parlementaires discutent des « 2 000 milliards de cotisations » à la Sécurité sociale « comme si c'était leur bien ». « Ces 2 000 milliards, c'est des cotisations sociales, pas des impôts ! », a affirmé le secrétaire général de FO, qui a dénoncé, mardi 23 janvier, sur Europe 1, à la fois « la confiscation » et « l'étatisation » de la Sécurité sociale.

d'orientations » sur les comptes sociaux. José Rossi, au nom du groupe UDF, s'est réjoui de cette réforme, « qui obligera tous les responsables à effectuer des arbitrages plus justes que les décisions prises dans le désordre actuel » des responsabilités. RPR et UDF ont récusé les accusations lancées par Jacques Floch (PS, Loire-Atlantique), soulevant une exception d'irrecevabilité, et par Jacques Brunhes (PC, Hauts-de-Seine), posant une question préalable, qui dénonçait tous deux, derrière cette révision constitutionnelle, une « logique d'étatisation progres-

compte du compromis », cette loi organique devra préciser l'objet des lois de financement de la Sécurité sociale et leur procédure d'élaboration. Comme l'a relevé M. Rossi, il conviendra de « différencier clairement les lois d'équilibre de la Sécurité sociale des lois de finances et des lois de programmation, et [de] préciser le contenu de la loi d'équilibre, notamment la définition des objectifs de dépenses, le choix de ces dépenses ». Vaste champ de controverse pour les semaines à venir.

Gérard Courtols

Le gouvernement projette une extension des formes civiles du service national

La gendarmerie contrôlerait la formation de l'ensemble des appelés

La France cherche à concilier une armée de plus en plus professionnalisée avec un contingent affecté à des tâches d'intégration sociale. Les

orientations retenues par le projet de programmation militaire 1997-2002 devraient aboutir à une disparition de la formule actuelle du service

national. Cette réforme devrait toucher d'abord l'armée de terre, avec une réduction de près de moitié de ses effectifs.

CHARLES MILLON parle tantôt de « service national rénové », tantôt de « service civil », voire de « service civique ». Jamais le ministre de la défense n'évoque la perspective d'un abandon pur et simple de certaines formes de la conscription, qui serait compensée par la mise sur pied d'une armée totalement de métier. Il n'en reste pas moins que, d'ici à la fin du siècle, selon les orientations retenues par le projet de programmation militaire 1997-2002, soumis à l'approbation du Parlement avant l'été, le service national, dans sa formule actuelle, aura vécu.

Nul n'ignore que les recrues les plus défavorisées sur le plan social revêtent souvent l'uniforme, quand d'autres plus en cour - ceux-là mêmes que les militaires baptisent les « fils d'archevêque » - y échappent en adoptant le service civil.

« BRIGADES HUMANITAIRES »

L'idée qui fait son chemin est donc celle d'une extension du service civil, d'un temps dit par chaque jeune citoyen à la nation pour « refonder la République », selon l'expression de M. Millon (*Le Monde* du 11 décembre 1995). Pour le reste, les armées, dont le « format » - ce qui signifie les effectifs et l'organisation - sera très sensiblement réduit, devraient pouvoir attirer, à côté de professionnels en proportion accrue, de jeunes volontaires pour des contrats de service long. L'objectif est d'être en mesure de déployer des forces interarmées dites de « projection », puisque le temps de crise est devenu permanent et que la menace requiert, d'abord, des unités disponibles, entraînées et aptes à intervenir loin de leurs bases de départ.

Comment occuper désormais l'essentiel d'une classe d'âge si les armées n'en ont plus la capacité ? C'est à quoi tend l'idée d'un service national « rénové » d'intégration sociale, allant jusqu'à la formation de « brigades humanitaires ». On y travaille sans que tout soit arrêté en fin, dans les états-majors, à la délégation aux affaires stratégiques (DAS) et au secrétariat général de la défense nationale (SGDN).

Dans les formations politiques, à droite comme à gauche, l'idée n'est pas globalement rejetée d'entrée de jeu, encore que certains se demandent si un service civique peut être obligatoire, dès lors qu'il ne contribue pas à la défense *stricto sensu* du pays.

Dans les administrations ou les associations, qui pourraient en être les premiers bénéficiaires une fois le conscript « dégrossi » après une

brève initiation militaire, on se montre plus perplexe a priori, le projet n'étant pas totalement clair : qui prendra en charge ces appels d'un nouveau type ? Qui les encadrera et les gèrera ? A quelles tâches précises seront-ils affectés si l'intention n'est pas de leur confier des occupations en pointillé, déjà sous-payées, mal ou peu considérées, voire rivalisant de celles qui sont aujourd'hui dévolues par d'autres sa-

cette révolution du passage - même progressif - à un service national « rénové ». Elle incorpore actuellement 61 % des appelés et, dans le cadre d'un format quasiment réduit de moitié, elle devra apprendre à s'en passer, sans être toujours assurée de disposer de volontaires sous contrat suffisamment qualifiés, voire motivés. Sauf si elle se préoccupe, ce qui est à l'étude, de leur garantir une reconversion ultérieure.

De la police à l'éducation nationale

Selon les dernières statistiques officielles connues, le service civil (police nationale, sécurité civile, aide technique, coopération, objection de conscience) régit par la loi mobilisait quelque 22 000 recrues en 1994. Le service basé sur de simples protocoles entre les armées et certaines administrations civiles (santé, rapatriés, culture, solidarité, éducation nationale, ville ou environnement) rassemblait moins de 6 000 hommes à la même date. Le service civil est relativement stable. Le service dit de protocoles l'est moins : il devrait compter 10 000 conscrits en 1996.

De toutes les formes civiles du service national, ce sont les protocoles avec l'éducation nationale et la ville qui ont le plus de succès. Les services civils et de protocoles ne représentent aujourd'hui que 10 % à 11 % du contingent. En revanche, près de 234 000 appelés en 1994 - le gros de la classe d'âge si l'on exclut les dispensés ou les réformés - faisaient un service sous l'uniforme, avec tous les risques connus d'inégalités ou d'injustices.

lariés ? Les jeunes filles ne devront-elles pas être invitées à donner leur écot, sous la forme d'un volontariat, pour des raisons d'égalité devant les nécessités de la vie en collectivité nationale et devant l'emploi ?

Sauf modifications de dernière minute, deux points paraissent près d'être acquis. Primo, la direction centrale du service national (DCSN) pourrait, comme elle le pratique depuis des décennies, administrer toute une classe d'âge. Elle répartira ensuite le contingent selon les besoins exprimés par les institutions intéressées par le nouveau service. Secundo, la gendarmerie devrait jouer un rôle primordial dans la mise en place du système, en devenant - avec des unités de la sécurité civile - le chef de file, en quelque sorte, de l'encadrement d'un service de sécurité.

LA RELATION AVEC L'ALLEMAGNE

Les gendarmes assureraient la formation initiale, commune à tous, avec l'aide d'officiers et de sous-officiers issus des autres armées. Mais ils redoutent d'y perdre ce à quoi les 16 000 d'entre eux qui en sont pourvus tiennent le plus, à savoir leur spécialité d'officier de police judiciaire partagée avec les policiers. Les promoteurs de la réforme considèrent cette crainte comme infondée.

C'est l'armée de terre qui subira l'essentiel du choc que représente

La difficulté de l'exercice tient aussi, pour l'armée de terre, au fait qu'elle doit concilier son agglomération vers une professionnalisation accrue et ses engagements, de plus en plus contraignants, dans une coopération sans cesse plus étroite avec la Bundeswehr. Pas plus tard qu'au sommet franco-allemand de Baden Baden, en décembre 1995, Jacques Chirac et Helmut Kohl sont convenus de lancer l'idée d'un service militaire que jeunes Français et jeunes Allemands pourraient en alternance effectuer dans le pays voisin.

L'échéance électorale de 1998 incite néanmoins à la prudence, d'autant que l'institution de défense est déjà confrontée au séisme provoqué par les restructurations industrielles.

Le gouvernement peut-il éviter de désorganiser - même momentanément - une corporation militaire dont il peut avoir besoin en cas d'événements graves à l'extérieur ? Des précédents à l'étranger montrent qu'il faut bien compter de cinq à sept ans pour qu'une armée profondément réorientée retrouve son équilibre.

Jacques Isnard

Le RPR prône un élargissement rapide de l'Union européenne

Pierre Leilouche et Robert Pandraud ont élaboré le document de base sur lequel les militants vont discuter

LE PRINCIPAL PARTI de la majorité ne pouvait se dérober plus longtemps. En dépit des clivages que la campagne pour le référendum sur le traité de Maastricht avait mis à jour en 1992, le RPR vient de décider de rouvrir le dossier européen dans la perspective de la prochaine conférence intergouvernementale. Un groupe de travail animé par Pierre Leilouche, député du Val-d'Oise, et Robert Pandraud, député de Seine-Saint-Denis et président de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne, a élaboré un rapport destiné à alimenter le débat dans les rangs du mouvement. Une vingtaine d'« orateurs nationaux » doivent se rendre dans les fédérations départementales en février.

Présenté mercredi 24 janvier, par M. Leilouche, après avoir été validé par Alain Juppé, président du RPR, le document, d'une trentaine de pages, a essentiellement une vocation pédagogique.

Il propose, cependant, un élargissement rapide de l'Europe en direction des anciens pays de l'Est : « Faisons en sorte qu'avant l'an 2000 soit organisée la pleine participation politique de ces Etats aux travaux du Conseil et du Parlement européens, en même temps que leur accession à certaines politiques communes (telles que l'énergie, l'environnement, la recherche ou encore les réseaux d'infrastructure), tout en modulant, pour le reste, des périodes transitoires adaptées aux économies de chacun ».

L'idée dominante est de retrouver les contours de la « grande Europe, entrevue dès 1960 par le général de Gaulle », mais que l'affrontement des blocs rendait alors impossible. Outre les quinze

partenaires actuels, la future Union européenne pourrait s'ouvrir à Chypre et à Malte, aux pays de l'Europe centrale et orientale, aux trois Etats baltes, mais non aux autres anciennes Républiques de l'ex-URSS.

Pour préserver le fonctionnement de l'Union, le RPR propose la constitution d'un « noyau dur, composé d'un petit nombre d'Etats autour de la France et de l'Allemagne ». Sur le modèle du Conseil de sécurité de l'ONU, la présidence tournante du Conseil européen serait réservée aux cinq principaux Etats pour une durée de deux ans et demi chacun. Toujours pour des raisons d'efficacité, le RPR recommande la généralisation des décisions prises à la majorité qualifiée, sous réserve de l'adoption d'une formule de pondération des votes établie en fonction de la démographie et du PNB.

REVALORISER LES PARLEMENTS

Le RPR souhaite toujours renforcer le rôle des parlements nationaux, lesquels pourraient se retrouver au sein d'un « haut conseil interparlementaire ». En matière institutionnelle, l'idée centrale est de revaloriser le rôle des organes représentatifs des Etats, « qui, seuls, demeurent la source de la légitimité démocratique », au détriment de la Commission, qui, redevenue un « organe d'exécution », se verrait confier des « mandats précis et impératifs ».

Selon M. Leilouche, le rapport a été élaboré en concertation avec la cellule diplomatique de l'Elysée. Il s'engage pas pour autant le président de la République, qui « ne se retrouverait pas forcément dans certaines propositions ».

Jean-Louis Saux

M. Léotard invite le PR à réfléchir à une politique de relance

OÙ DÉNICHER des idées neuves ? Peinant à les discerner dans les cénacles politiques habituels, le Parti républicain s'est mis en tête de les déboucher dans les caves de Saint-Germain-des-Près. En quête d'un nouveau projet, le mouvement de François Léotard a décidé d'organiser, une fois par mois, des débats thématiques associant ses élus, des experts et des sympathisants. Et, puisque la mode est à la « philosophie de comptoir », il a entrepris de transposer la formule au domaine politique.

En présence de François Léotard et d'Alain Lamassouze, chargé de piloter l'élaboration du nouveau projet politique du PR, quelque cent cinquante personnes, dont une quarantaine de parlementaires PR, se sont retrouvées, mardi 23 janvier, au sous-sol d'un bistrot du 6^e arrondissement de Paris pour le premier de ces

« mardis de la réforme », afin d'entendre Guy Sorman, chargé de mission de prospective auprès d'Alain Juppé, Jean-Paul Fitoussi, directeur de l'OFCE, Jean Kaspar, ancien secrétaire général de la CFTD, Jean-René Fourtou, PDG de Rhône-Poulenc, débattre de la meilleure manière de « doubler la croissance ».

Soucieux de ne pas embarrasser M. Lamassouze, qui doit jongler, depuis le 7 novembre, entre ses fonctions de ministre délégué au budget, porte-parole du gouvernement, et l'élaboration d'une « politique alternative » libérale, les invités ont évité des incursions trop précises dans l'actualité immédiate de la politique gouvernementale. « Pauvre chef d'entreprise confronté à des problèmes quotidiens », M. Fourtou a déploré « l'accroissement des charges sociales et fiscales », tandis que M. Fitoussi a assu-

ré que le contexte monétaire européen laissait aujourd'hui à la France « une marge de manœuvre considérable » pour engager une baisse drastique des taux d'intérêt.

La politique a repris ses droits avec l'intervention de M. Léotard. Tout en assurant, avec Flaubert, que « l'erreur, c'est de conclure », le président du PR a fait de l'« injustice » de la fiscalité, d'une mauvaise hiérarchie des priorités (la monnaie avant l'emploi), et d'une « administration trop forte et d'un Etat trop faible » les principaux obstacles à la croissance. Il a donc invité les responsables de son parti à réfléchir à une politique de relance articulée autour de la poursuite des privatisations, d'une réforme fiscale et d'une politique de formation.

Cécile Chambrault

Les mouvements préfectoraux sont moins nombreux que sous la seconde cohabitation

L'ÉLECTION de Jacques Chirac à la présidence de la République n'a pas donné lieu à de spectaculaires réajustements de comptes avec le corps préfectoral. Depuis mai 1995, trente-quatre postes de préfet ont changé de titulaire. Huit préfetures de région, vingt et une préfetures de département et cinq préfetures de police (préfets délégués pour la sécurité et la défense) ont eu un nouvel hôte. Une dizaine de ces mutations sont liées au départ de certains préfets pour les cabinets ministériels. Une dizaine d'autres ont permis de promouvoir des hommes considérés comme proches de la majorité actuelle.

Quatre préfets proches de la gauche ont été écartés de leur poste : Gérard Deplace, ancien préfet de Seine-et-Marne ; Jean-François Gueullette, ancien préfet de l'Ariège (*Le Monde* du 14 juillet 1995) ; Philippe Martin, ancien préfet des Landes ; Jean-Jacques Pascal a perdu la préfecture du Val-d'Oise, mais il a obtenu la direction des Journaux officiels. Jean-Cyril Spinetta, préfet chargé d'une mission de service public, a demandé qu'il soit mis fin à ses fonctions pour travailler sur l'éducation à la Commission européenne.

Bien que toute comparaison avec les périodes précédentes soit difficile, il semble que ces mouvements soient proportionnellement

moins nombreux que sous la seconde cohabitation. Pendant les six premiers mois du gouvernement Balladur, quarante-huit préfetures (dont quatorze de région) avaient changé de titulaire. Une quinzaine de préfets de gauche avaient été écartés de leur poste entre avril 1993 et décembre 1994 (*Le Monde* du 4 janvier 1995).

RAPPORTS HOULEUX

A l'inverse, deux préfets mis hors cadre après l'élection de François Mitterrand, en 1981, ont obtenu une promotion. Il s'agit de Jean Anciaux, nommé préfet de Limousin le 31 mai 1995, et de Charles-Noël Hardy, envoyé dans

les Pays de la Loire, le 4 octobre. M. Hardy est proche de Valéry Giscard d'Estaing, dont il avait été le collaborateur au ministère de l'économie et des finances avant d'exercer la fonction de secrétaire général des Chûtes Perspectives et Réalités, créés par l'ancien chef de l'Etat. Préfet du Loiret-et-Cher en 1981, il avait été placé hors cadre par Gaston Defferre. Le ministre socialiste de l'intérieur et de la décentralisation lui reprochait d'avoir déclaré, en 1979, que si la gauche gagnait l'élection présidentielle, il donnerait sa démission. M. Hardy avait été réintégré sous la première cohabitation.

Lorsque François Baroin, porte-

Philippe Martin et la « promotion Charasse »

Avec la mise hors cadre de Philippe Martin, préfet des Landes, c'est un nouveau représentant de la « promotion Charasse » qui a été mis à l'écart le 4 octobre 1995. M. Martin devait, en effet, sa nomination dans un poste de préfet à l'ancien conseiller de l'Elysée, qui « faisait » les mouvements préfectoraux et dont il avait été le chef de cabinet au ministère du budget.

Nommé préfet du Gers en 1992, M. Martin avait fait preuve de loyauté à l'égard de M. Balladur : ainsi avait-il « boycotté » la cérémonie de la Compagnie des mousquetaires de l'Armagnac, à laquelle était invité Georges Soros, gourou de Wall Street, en prétextant que ce dernier avait « attaqué la politique monétaire du premier ministre en spéculant contre le franc ». M. Martin avait mécontenté l'organisateur de cette cérémonie, Aymeri de Montesquiou, député (UDF), mais obtenu les félicitations de Charles Pasqua lors d'une cérémonie organisée par l'ancien ministre de l'intérieur.

parole du premier gouvernement Juppé, avait annoncé la nomination de M. Hardy dans les Pays de la Loire, le 4 octobre. Il avait souligné les bons résultats obtenus par le préfet en matière d'emploi dans le Languedoc-Roussillon, où il était en poste depuis octobre 1993. M. Hardy avait entrepris, en effet, des actions originales d'aide à la création d'emplois (*Le Monde* du 24 juin), et c'est dans le Languedoc-Roussillon qu'il avait été signée la première charte régionale pour l'emploi.

Pourtant, M. Hardy avait eu des rapports houleux avec Georges Frêche, maire (PS) de la capitale régionale, Montpellier, puisque ce dernier a déclaré publiquement le 10 novembre : « Le préfet qui nous quitte était un nul absolu, certes courtois, oui, mais nul. Qui c'est, M. Hardy ? Un petit politicien proche de Giscard d'Estaing, qui a quitté la politique pendant deux ans et qui n'a pas réussi à débouler un seul dossier ! »

Le maire de Montpellier, connu pour son franc-parler, ajoutait : « Le nouveau préfet qui arrive, il est RPR, et ça me fait plaisir, il vaut mieux avoir un RPR, je suis sûr que ça va, qu'un UDF fiasco, qui est incapable de faire quoi que ce soit ». M. Frêche faisait allusion à la nomination dans le Languedoc-Roussillon, le 18 octobre, de Bernard

Monginet, ancien directeur de la campagne présidentielle de Jacques Chirac en 1988 et ancien préfet des Hauts-de-Seine, département dont Charles Pasqua (RPR) préside le conseil général.

LES BALLADURIENS « CHOISIS »

M. Anciaux, nouveau préfet de la région Limousin, avait été mis hors cadre, une première fois, le même jour que M. Hardy en 1981. Il était alors préfet des Landes. Philippe Labeyrie, conseiller général (PS) de Mont-de-Marsan, lui reprochait d'avoir écrit aux maires du département, pendant la campagne présidentielle pour se plaindre de la façon dont « certains journalistes serviles » avaient présenté les résultats du premier tour et apparemment le succès de M. Mitterrand à une « victoire à la Pyrrhus ». M. Anciaux avait retrouvé un poste en avril 1986, avant d'être de nouveau placé hors cadre en 1990. Il était alors devenu directeur général des services du conseil régional de Bretagne, présidé par Yvon Bourges (RPR).

Les proches d'Edouard Balladur n'ont pas été oubliés dans les nominations intervenues depuis huit mois. Philippe Marland, conseiller pour les affaires intérieures auprès de l'ancien premier ministre, a obtenu le poste prestigieux de préfet des Alpes-Maritimes. Il y remplace

Maurice Joubert, ancien directeur adjoint du cabinet de Charles Pasqua au ministère de l'intérieur (1987-1988) qui, âgé de soixante-cinq ans, a été nommé conseiller-maire en service extraordinaire à la Cour des comptes. Pierre Mongin, ancien chef du cabinet de M. Balladur, a été nommé préfet d'Eure-et-Loir.

François Lépine, directeur du cabinet de François Léotard lorsque ce dernier était ministre de la défense du gouvernement Balladur, a été nommé préfet de la région Franche-Comté, le 30 août. Jean-Charles Marchiani, proche de M. Pasqua, pour lequel il a mené de nombreuses opérations secrètes au Proche-Orient, vient de se voir confier la préfecture du Var (*Le Monde* du 1^{er} décembre).

Michel Sappin, conseiller technique au cabinet de M. Pasqua, a été nommé préfet délégué pour la sécurité et la défense de la zone Sud.

Il arrive aussi que le collaborateur d'un ministre, jugé indésirable par l'hôtel Matignon, soit invité à explorer une nouvelle activité en même temps qu'à changer de résidence. Ainsi Jacques Reiller, proche de Jean Arthuis, ministre de l'économie, a-t-il rejoint la préfecture du Territoire de Belfort.

Rafaële Rivaïs

Jacques Chirac se rend dans les Deux-Sèvres pour apprécier la mobilisation en faveur de l'emploi

Rural et industriel, ce département a un taux de chômage modéré

Jacques Chirac devait entamer mercredi 24 janvier dans l'après-midi un voyage de deux jours dans le département des Deux-Sèvres. Le pré-

sident de la République veut, en rencontrant les forces vives sur le terrain, saluer les efforts conduits sous l'autorité du préfet, José Inizan,

en faveur de l'emploi. Le chef de l'Etat a annoncé son intention d'effectuer, à intervalles réguliers, des visites en province.

NIORT

L'incrédulité du commerçant niortais n'est pas feinte. « Jacques Chirac, deux jours dans les Deux-Sèvres ? Vous êtes sûr ? Deux jours ? ». Il a du mal à concevoir qu'un « homme aussi occupé » consacre autant de temps à un département comme le nôtre. Il ne s'agit pas de faire une raison : le président de la République passera quarante-huit heures dans les Deux-Sèvres pour y rencontrer les acteurs économiques et les élus mobilisés contre le chômage.

Dès son élection, Jacques Chirac avait demandé à ses collaborateurs d'organiser, à intervalles réguliers, des « plongées » dans les provinces françaises, en s'inspirant de ce qu'il avait fait pendant la campagne présidentielle, pour être « à l'écoute » du pays et « s'immerger dans la vie

d'un département ». Ces voyages doivent être centrés autour d'un thème, comme l'emploi, la solidarité, ou la question des banlieues. « Je suis à l'affût de tout effort d'imagination qui se traduit concrètement par une création d'emploi », avait déclaré le chef de l'Etat au cours de l'été 1995 alors que, depuis peu à l'Elysée, il effectuait dans le Maine-et-Loire voisin une visite surprise à l'entreprise de viennoleries Pasquier, qui a créé des emplois en réduisant le temps de travail.

Le département rural, connu pour ses Mutuelles à Niort, son marais poitevin dans le Sud et pour son fromage de chèvre, le Chabichou, attire donc lui aussi l'attention présidentielle.

Les Deux-Sèvres « bénéficient » d'un taux de chômage de 9,6 %. Ce résultat, plutôt flatteur si on le compare à la moyenne régionale

(11,6 %), tient essentiellement au dynamisme industriel du nord du département.

Dans le bassin de Bressuire, Jacques Chirac visitera les usines du groupe Henlex (2 000 emplois bien répartis), véritable « locomotive » du développement. Le constructeur, sous-traitant de grandes marques automobiles (Citroën, PSA), est en train de transformer trois cent cinquante contrats à durée déterminée (CDD) en contrats à durée indéterminée (CDI).

En venant dans les Deux-Sèvres, Jacques Chirac veut surtout souligner l'action du préfet, José Inizan, en faveur de l'emploi. Au soir du 22 mai, après que le président de la République eut appelé les représentants de l'Etat à être « les fers de lance » de la bataille pour l'emploi, en précisant que leur « réussite » en la matière serait le « critère essentiel d'appréciation de leur mérite », José Inizan n'avait pas perdu une minute. De la voiture qui le ramenait de la capitale, il avait téléphoné au directeur départemental de l'ANPE pour le nommer commissaire à l'emploi.

Le lendemain, il réunissait à la préfecture l'ensemble des chefs de service départementaux, auxquels s'était joint le général commandant l'Ecole nationale de sous-officiers de réserve de Saint-Maixent, pour les prévenir qu'une salle opérationnelle était désormais ouverte dans les locaux préfectoraux : « J'y passerai tous les jours », avait-il précisé.

Depuis, un guichet a été installé, une charte régionale initiative-emploi a été signée et un formulaire unique d'embauche mis en œuvre. Près de mille contrats ini-

tiative-emploi ont été conclus en six mois. Les syndicats demeurent toutefois dubitatifs : « Nous avons dans le département un nombre d'emplois précaires bien supérieur à la moyenne nationale », se plaint un représentant de la CGT. « Jacques Chirac vient dans les Deux-Sèvres pour nous entendre. J'espère qu'il saura nous écouter », déclare André Bodin, secrétaire départemental de FO.

« Je suis à l'affût de tout effort d'imagination qui se traduit concrètement par une création d'emploi »

Pendant son séjour, le président doit également rencontrer des lycéens, des étudiants et des agriculteurs, c'est-à-dire les « forces vives ». Le RPR fait cependant figure de parent pauvre de la majorité présidentielle dans le département.

Armelle Guinebertière, député européen, est le seul élu gaulliste à siéger au conseil général tenu par l'UDF. En dépit du soutien de Jacques Chirac, elle avait été battue aux législatives, en 1993, par le candidat du CDS, Dominique Pallié. Pour le parti néogaulliste, les Deux-Sèvres restent une terre de mission.

Alain Tissot

Le préfet du Var s'oppose à la municipalité FN de Toulon

JEAN-CHARLES MARCHIANI, préfet du Var, vient de s'opposer à une délibération du conseil municipal de Toulon, en date du 21 décembre 1995, visant au lancement d'une consultation par marché négocié en vue de la sélection et de la préparation au concours de recrutement d'une trentaine de policiers municipaux. Interpellé le 8 janvier par Robert Gaia, conseiller municipal (PS), le préfet a pris en compte ses observations. Il considère que cette présélection permettrait à la majorité Front national de choisir à sa guise des candidats sur des critères flous et non conformes à la loi concernant la fonction publique territoriale. Pour le préfet, la délibération prévoyait « de limiter ce recrutement aux seuls Toulonnais, ce qui est impossible ». Par ailleurs, seuls les personnels déjà recrutés peuvent accéder à des actions de formation et non le contraire. Robert Gaia qualifie l'initiative du maire de « détournement de procédure du concours » et, en outre, estime qu'en agissant ainsi la mairie « veut choisir ses copains pour constituer sa propre police municipale ». (Corresp.)

DÉPÊCHES

■ INCOMPATIBILITÉ : le Conseil constitutionnel a déclaré incompatibles, pour trois députés, l'exercice de leur mandat parlementaire et celui de membre ou de président d'un conseil d'administration, indique le Journal officiel du mercredi 24 janvier. Ces décisions concernent René Beaumont, député (UDF) de Saône-et-Loire, qui envisageait d'exercer la fonction de président du conseil d'administration de la société Sorellif Saône-Rhin, Patrick Braouezec, député (PCF) de Seine-Saint-Denis et membre du conseil d'administration de la Société centrale pour l'équipement du territoire (SCET), ainsi que Charles Josselin, député (PS) des Côtes-d'Armor et lui aussi membre du conseil d'administration de la SCET.

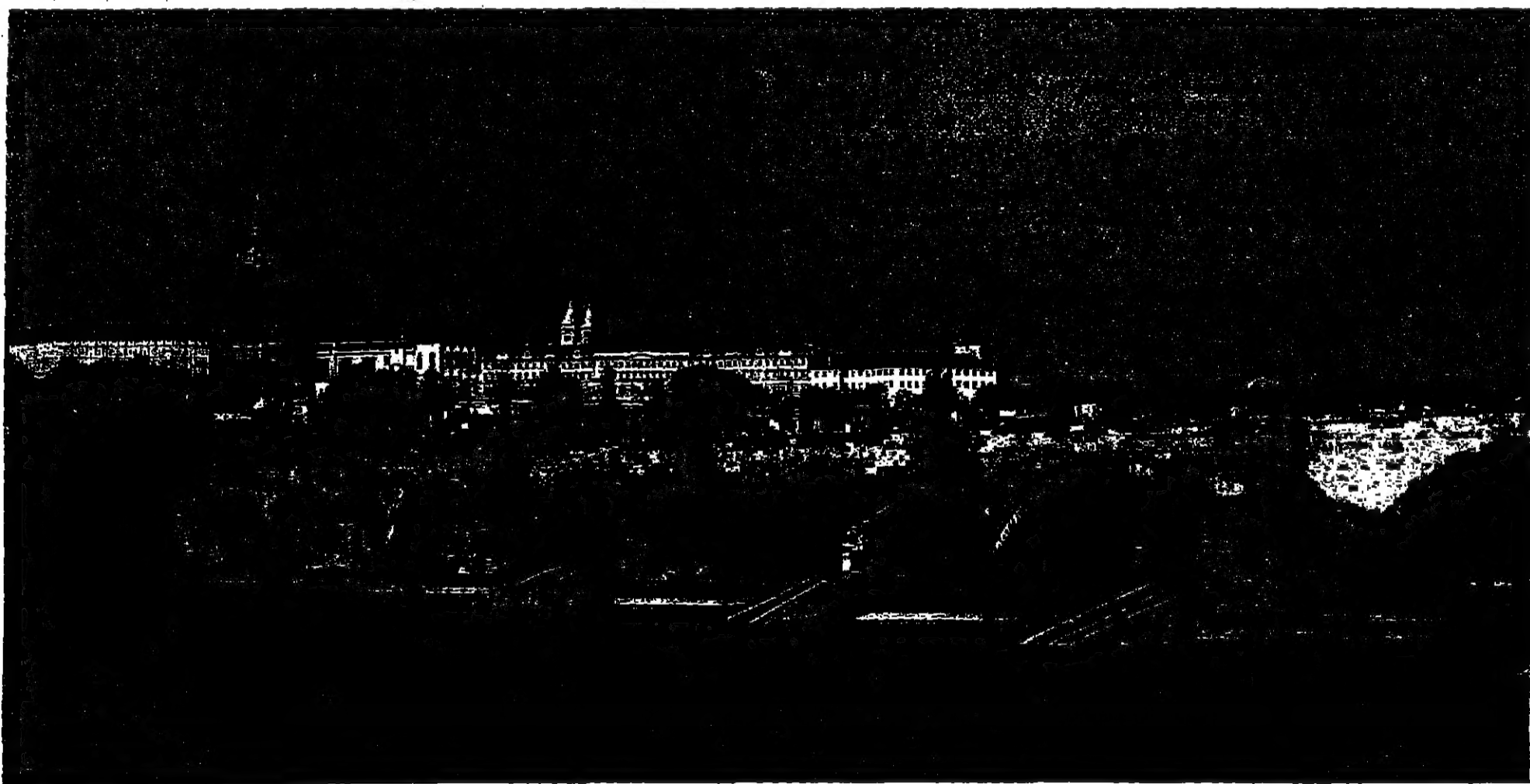
■ ANNULATION : le tribunal administratif de Versailles a notifié, mardi 23 janvier, sa décision, en date du 9 janvier, d'annuler l'élection municipale de Brétigny-sur-Orge qui avait vu, en juin, la victoire du maire (RPR) sortant, Jean de Boishue, ancien secrétaire d'Etat à l'enseignement supérieur dans le premier gouvernement d'Alain Juppé. Les juges ont notamment considéré que « les attaques dirigées par M. de Boishue contre M. Simon [son adversaire socialiste battu par cent quarante-cinq voix d'écart] et ses collègues ont revêtu un caractère particulièrement violent et pernicieux ». M. de Boishue a décidé de faire appel.

■ CANDIDATURE : Alain Juppé, premier ministre et maire de Bordeaux, sera, selon Hugues Martin, son premier adjoint, candidat aux élections législatives de 1998 dans la deuxième circonscription de la Gironde dont le siège est actuellement occupé par l'ancien premier ministre Jacques Chaban-Delmas. A Matignon, l'entourage de M. Juppé se refuse à commenter cette information.

■ RPR : Jean-François Mancel, secrétaire général du mouvement, a nommé, le 17 janvier, Jean-Yves Herbeval, adjoint au maire de Maubeuge, au poste de secrétaire départemental de la fédération du Nord du RPR, en remplacement de Colette Codaccioni, qui avait démissionné le 20 novembre 1995. Il sera notamment assisté par Anne-Sophie Grave, conseillère régionale du Nord-Pas-de-Calais et directrice du cabinet de M. Mancel.

■ LIVRET A : répondant aux responsables politiques - dont le président du Sénat, René Monory - qui plaident pour un abaissement de la rémunération du livret A, Jean Arthuis, ministre de l'économie et des finances, a affirmé, mardi 23 janvier à l'Assemblée nationale, que « le gouvernement n'a pris aucune décision mais entend préserver et protéger l'épargne populaire. Il faut tenir compte de la rémunération des placements identiques », a-t-il ajouté en citant les « dépôts » et les « livrets monétaires ».

Pourquoi Prague a choisi JCDecaux



Prague est l'une des plus belles villes au monde ; son centre historique fait partie du patrimoine architectural universel protégé par l'Unesco. Afin de respecter ce patrimoine unique, JCDecaux a initié un concours auprès des architectes praguais pour créer un mobilier spécifique venant compléter l'abribus de Norman Foster. La ville a alors décidé de lui confier pour 25 ans l'installation et l'entretien de l'ensemble de son mobilier urbain. JCDecaux est présent dans plus de 1000 villes en Europe, et vient de démarrer son activité américaine à San Francisco.

JCDecaux

Le sens de la ville

BONN, ALLEMAGNE - PARIS, FRANCE - PORTO, PORTUGAL - ROME, ITALIE - STAVANGER, NORVÈGE - STUTTGART, ALLEMAGNE - SUDBURY, ANGLETERRE - TALLINN, ESTONIE - TROMSØ, NORVÈGE - VALENCIA, ESPAGNE - VILNIUS, LITUANIE - ZÜRICH, SUISSE

Amsterdam - Anvers - Barcelone - Birmingham - Bruxelles - Cologne - Copenhague - Dusseldorf - Göteborg - Hambourg - Helsinki - La Haye - Leipzig - Liège - Londres - Luxembourg - Madrid - Manchester - Munich - Paris - Prague - San Francisco - Stockholm - Stuttgart - Valencia

XII

CANCÉROLOGIE La polémique sur la gestion de l'ARC conduit aujourd'hui à s'interroger sur l'avenir du fichier informatisé de l'association, qui comprend trois millions et

demi de noms de donateurs. Selon nos informations, en cas de rupture des accords, l'ARC devait verser entre 50 et 200 millions de francs à la société International Development, sa

principale société sous-traitante. **DANS UN DOCUMENT CONFIDENTIEL**, les six administrateurs chargés de répondre à la Cour des comptes, justifient la position du conseil d'ad-

ministration de l'ARC tout en évoquant de possibles « évocations de capitaux ». **S'AGISSANT DU TRAIN DE VIE** du président-fondateur, plusieurs informations font apparaître

que M. Crozemarie a réalisé d'importantes plus-values lors de transactions immobilières dans lesquelles étaient impliqués des responsables de sociétés sous-traitantes.

L'ARC veut récupérer son fichier de trois millions et demi de donateurs

Jacques Crozemarie avait confié la gestion des noms et adresses de ses membres à une société privée qui refuse de dire ce qu'elle fera de ces précieux listings. Les contrats prévoyaient, en cas de rupture, des dédommagements allant de 50 à 200 millions de francs

JAMAIS la polémique concernant l'Association pour la recherche sur le cancer (ARC) et les agissements de son fondateur, Jacques Crozemarie, n'avait été aussi violente. Jamais, non plus, les questions et les enjeux d'une affaire vieille de près de vingt ans ne sont apparus aussi clairement. Après les dernières insinuations de M. Crozemarie concernant le devenir des dons faits au professeur Léon Schwartzberg, et en marge des accusations de ce dernier à l'encontre de l'ancien président (Le Monde du 24 janvier), le groupe des six administrateurs de l'ARC chargés d'étudier les mesures à prendre pour modifier la gestion des dons et des legs est aujourd'hui confronté à une série de problèmes sans précédent.

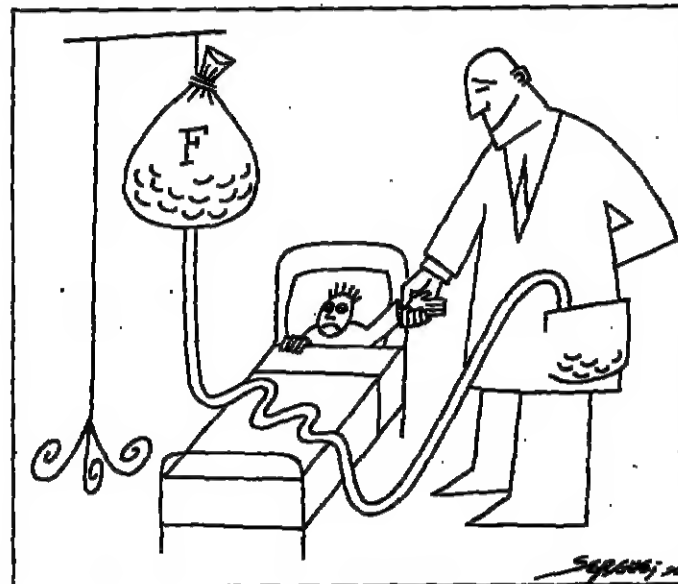
Ces derniers trouvent leur origine dans les contrats passés, au fil du temps, entre l'omnipotent président de l'ARC et un petit groupe de sociétés qui, en exclusivité, effectuaient de nombreux et fructueux travaux de sous-traitance pour cette association. La formulation précise de ces problèmes fait suite aux investigations effectuées par les magistrats-enquêteurs de la Cour des comptes ainsi qu'à la volonté de transparence exprimée depuis peu par quelques administrateurs de l'ARC.

L'Inspection générale des affaires sociales (IGAS) avait, dès 1990, noté les profondes anomalies concernant les « services extérieurs » et les sociétés auxquelles

Jacques Crozemarie avait confié de très nombreuses activités de sous-traitance. Ces activités concernaient notamment l'information par voie de presse (conception, réalisation et diffusion du magazine *Fondamental*) et des autres publications de l'association, les campagnes de collectes des fonds, la promotion de l'association et les travaux informatiques (traitement des adhésions et mise à jour du fichier des adhérents, traitement des dons ; conception, réalisation, maintenance des applications de gestion interne de l'ARC relatives aux legs ou aux aides à la recherche, paies du personnel).

Elles concernaient également les « manifestations » (remises de prix, conférences, colloques, etc.) et les « maîtrises d'ouvrages ». « Les contrats sont non seulement signés par le président mais étudiés et négociés par lui avec l'aide de ses avocats-conseils, notaient alors les inspecteurs de l'IGAS. Trois sociétés, dont les raisons sociales sont International Development, SQ2, Publicadvis, sont dirigées par une même personne, Michel Simon, qui est aussi administrateur d'une quatrième société, B. Production, également prestataire de services de l'ARC. »

Aujourd'hui, ce sont plus particulièrement les liens établis entre l'ARC et la société SQ2 qui soulèvent les problèmes les plus importants, créant une situation qui réclame en urgence une solution



permettant aux intérêts généraux de s'imposer devant les profits particuliers. En 1990, déjà, l'IGAS relevait que la SARL SQ2 était la deuxième société traitant avec l'ARC, en ordre d'importance des factures totales payées (plus de 15 millions de francs en 1989 et un bénéfice affiché de plus de 500 000 francs). Les premiers contrats passés entre l'ARC et SQ2 datent de 1987 et ont été renouvelés par tacite reconduction. Les constatations effectuées par les inspecteurs de l'IGAS les conduisaient à écrire, en 1990, que se posait « la question de la destination des profits réalisés par des sociétés commerciales sous couvert d'une activité associative ».

DEUX DOCUMENTS

Très inquiète des liens établis entre l'ARC et la société SQ2, le groupe des six administrateurs de l'ARC vient d'obtenir de la Cour des comptes communication de deux documents essentiels. Le premier, cité dans le rapport que la Cour vient de consacrer à l'ARC, date du 7 décembre 1991. Fort de 41 pages, suivi d'annexes, il a été signé à Villejuif par Jacques Crozemarie. Il est intitulé « Contrat relatif à la gestion des fichiers et systèmes informatiques de l'ARC ». Le second a été signé, toujours à

Villejuif, par Jacques Crozemarie, le 23 avril 1992. Il précise divers aspects des « conditions matérielles et financières » du contrat de 1991. On peut lire dans ce dernier document que l'objet social de l'ARC « l'oblige à s'adresser régulièrement à ses adhérents et à ses donateurs, soit dans le cadre du fonctionnement social de l'association, soit pour obtenir les dons et les legs nécessaires au financement dudit objet social ». Créée en 1987 « à la demande de l'ARC », la société SQ2 acceptait alors de « poursuivre sa mission dans les nouveaux locaux et sur le nouveau matériel installé par l'ARC ».

Aux termes de ce contrat, SQ2 était autorisée à effectuer, notamment, la « mise sur bandes informatiques de la totalité des adresses du fichier ARC » ainsi que « l'extraction à la demande de l'ARC de sous-fichiers particuliers, par exemple le sous-fichier constituant les adhérents statutaires ». « La société SQ2 est particulièrement sensibilisée sur le fait que le plus grand soin doit être donné au traitement du courrier des adhérents et des donateurs de l'ARC », peut-on lire dans ce document.

Le traitement du courrier en provenance de l'ARC comporte notamment « l'édition du courrier en réponse sur imprimante à partir

des modèles de réponse préétablis par le président de l'ARC » et « l'envoi aux personnes faisant un don d'un montant égal ou supérieur à 3 000 francs d'un courrier de remerciement, suivant les modèles fixés chaque année par le président de l'ARC ». Au chapitre des « prestations dites particulières », ce contrat prévoit « la consultation spécifique des abonnés à la revue *Fondamental*, des adhérents ou des donateurs, sur des questions d'actualité ou des sujets spécifiques ».

« MONTANT AHURISSANT »

On ignorait jusqu'à présent l'histoire des contrats liant l'ARC et son président au groupe des sociétés de Michel Simon. Il apparaît aujourd'hui que les liens contractuels établis en 1985 et reconduits en 1988 et en 1991 comportaient des clauses que la Cour qualifie, par euphémisme, de « dévances » pour l'ARC. « En clair, si l'ARC mettait fin à ces contrats, elle devait verser à ces sociétés des sommes d'un montant ahurissant, comprises, selon les cas de figure, entre 50 et 200 millions de francs, indique-t-on de bonne source. Toutes les opérations comptables, toutes les pièces de défense, effectuées jusqu'en 1985 ne font référence qu'à ces documents. Et ce n'est qu'au dernier moment de la phase contradictoire entre la Cour et l'association, à la fin de l'année 1995, que Jacques Crozemarie a produit un contrat daté du 7 décembre 1991 qui ne comportait plus les clauses pénalisantes. » Le président de l'ARC a alors expliqué que cet « oubli » résultait de « dysfonctionnements dans ses services et dans ceux du prestataire. » C'est ainsi que la Cour des comptes a dû retirer de son rapport définitif les développements qu'elle consacrait à cette question tout en « maintenant ses observations ».

Pour autant le « nouveau » contrat liant l'ARC et SQ2 ne permet pas à l'association de récupérer simplement les fichiers informatiques de ses adhérents, dont un spécialiste assure qu'ils sont « hautement performants ». Les futurs responsables de l'ARC pourront-ils faire valoir les droits de cette association et récupérer ce qui lui appartient sans devoir ver-

ser des indemnités ? Faute de disposer des réponses des responsables de cette société (lire ci-contre les déclarations de M. Soulez-Larivière), plusieurs des adhérents de l'ARC ne cachent pas aujourd'hui une vive inquiétude. Au-delà des considérations financières, certains souhaitent qu'un groupe d'experts en informatique soit au plus vite constitué afin d'enquêter sur les utilisations qui

La « délocalisation » des données

Le préambule du contrat liant l'ARC à la société SQ2 explique comment le fichier des adhérents et donateurs de l'ARC ne se trouve pas au siège de l'association. « L'évolution de l'importance du fichier a nécessité une adaptation progressive de la structure destinée à faire fonctionner son système d'exploitation », indique le préambule. « En 1990, il est apparu nécessaire à l'ARC de maîtriser, pour des raisons de confidentialité, de sécurité et de fiabilité de son fichier, à la fois le système d'exploitation et sa localisation géographique », ajoute le texte.

C'est ainsi que « l'impossibilité matérielle de localiser le fichier dans les dépendances de l'ARC a conduit l'association à prendre en location un local et à effectuer les travaux nécessaires à la mise en conformité desdits locaux. Cette mise en conformité a été effectuée d'ordre et pour le compte du prestataire de service qui sera appelé, à la demande de l'ARC dans le cadre de la présente convention, à gérer son fichier ».

ont pu être faites, ces dernières années, d'une aussi précieuse mémoire informatique. Une mémoire qui comporte les noms et les adresses de près de trois millions et demi de personnes ayant, à une ou plusieurs reprises, pensé aider la recherche sur le cancer en offrant de l'argent à l'ARC.

Jean-Yves Nau et Franck Nouchi

L'avocat de Michel Simon promet de répondre

Interrogé, mardi 23 janvier, sur les modalités de reprise par les futurs responsables de l'ARC de la mémoire informatique de cette association, M. Daniel Soulez-Larivière, avocat de Michel Simon, gérant de la société International Development Holding, principale société sous-traitante de l'ARC et responsable de la société SQ2, nous a répondu : « Il est totalement paradoxal que vous soyez amenés à me demander des choses que les membres du conseil d'administration de l'ARC ne m'ont pas encore demandées. S'ils ont des questions à me poser, qu'ils me les posent ! S'ils veulent avoir connaissance des contrats et des clauses de résiliation, qu'ils nous les demandent. »

« Nous avons des contractants. Ces contractants sont-ils ou non contents de nous ? Ont-ils des interrogations à formuler ? Nous leur répondrons. Et, éventuellement, à ce moment-là, s'il y a des choses à expliquer à la presse nous le ferons. Le contrat liant l'ARC et la société SQ2 est tout à fait raisonnable et il sera appliqué correctement par des parties de bonne foi. Si ces parties ne sont pas d'accord, le juge tranchera. »

« Il faut reconnaître la validité des chiffres avancés par la Cour des comptes »

Dans un document interne dont nous reproduisons quelques extraits, le groupe des six membres du conseil d'administration de l'Association pour la recherche sur le cancer (ARC) désigné pour répondre à la Cour des comptes fait une première analyse du rapport de cette dernière.



VERSATIM Cette note se présente tout à la fois sous la forme d'une autocritique et d'une autojustification.

« Le rapport de la Cour des comptes suggère le mécanisme par lequel une évocation de capitaux était rendue possible : la surfacturation des travaux effectués par un groupe de sociétés sous-traitantes appartenant à un même groupe. Ce point faisant l'objet d'une action en justice, il convient de ne pas interférer avec elle. »

« Le rapport souligne par ailleurs l'opacité de la présentation des comptes annuels, ce qui explique les difficultés éprouvées par le conseil d'administration pour connaître le véritable chiffre des dépenses effectuées pour faire de la recherche et de la prévention. En particulier, les comptes présentés au conseil indiquaient les sommes destinées à la recherche même si celles-ci n'avaient pas été engagées et a-

fortiori dépensées. Cette présentation avait pour effet de laisser croire que la part affectée à la recherche et à la prévention était de l'ordre de 75 % des sommes disponibles. Ainsi, en 1993, année qui a fait l'objet de l'inspection de la Cour des comptes, les chiffres présentés au conseil d'administration indiquaient 45 % pour la recherche et environ 25 % pour la prévention et l'information, soit un total de 70 %, alors que la Cour des comptes, se fondant sur les

« Comment expliquer, dans ces conditions, que les membres du conseil d'administration, tant scientifiques que représentants des organismes d'Etat, n'aient pas plus tôt exigé une autre présentation des comptes ? »

« Une seule séance du conseil d'administration était chaque année consacrée à la discussion des comptes, en présence du commissaire aux comptes assermenté auprès de la Cour de cassation. Il y avait à cette occasion des ques-

susceptés par l'IGAS, qui avaient entraîné une inspection de l'IGAS ordonnée par le ministre de la santé en 1988. Mais celle-ci, après des débuts prometteurs, s'est heurtée à un veto du président de l'ARC quand a été abordé le dossier des sociétés sous-traitantes. Le jugement du tribunal administratif déclara l'inspection de l'IGAS, elle ordonna son interruption et interdit la publication de ses conclusions mettant ainsi un terme à cette inspection de 1989. »

« On peut se demander pourquoi les membres du conseil d'administration n'ont pas démissionné. Une démission isolée aurait été, l'expérience l'a montré, sans effet. Une démission en bloc avec explication au public aurait préjugé le résultat d'inspections en cours ou projetées, et condamné à mort l'ARC alors qu'il n'existait aucune preuve d'un dysfonctionnement et que l'ARC rendait des services éminents à la recherche sur le cancer. C'est pourquoi certains membres du conseil, tout en s'abstenant d'appuyer les appels à la générosité du public, de participer au conseil ou de s'associer à ses décisions, n'ont pas démissionné, de façon à pouvoir intervenir efficacement le jour où le rapport aurait été déposé et assuré ainsi la sauvegarde des sommes données par les adhérents de l'ARC. »

On peut se demander pourquoi les membres du conseil d'administration n'ont pas démissionné

dépenses réelles engagées, indique 27 % pour la recherche et 11 % pour l'information et la prévention.

« Après étude du dossier, la conviction intime du groupe de travail est qu'il faut reconnaître la validité des chiffres avancés par la Cour des comptes. Il faut souligner que les sommes affectées à la recherche mais non dépensées ne se sont pas volatilisées mais ont été thésaurisées, ce qui explique le très important dépôt en banque actuel (environ 600 millions), auquel viennent s'ajouter des immeubles et des propriétés.

tions. Les réponses et les documents fournis n'ont pas permis de déceler l'existence de surfacturations ni celle d'un biais dans la présentation des comptes. »

Certes, depuis plusieurs années, il existait des suspicions mais, en l'absence de preuves, il était difficile de porter un jugement et il était évident que seul un audit externe effectué par un organisme extérieur pouvait apporter la lumière. Rappelons qu'en 1987, à l'occasion d'une inspection de l'IGAS demandée par le directeur de l'Institut Gustave-Roussy, des anomalies avaient été

Les plus-values immobilières de Jacques Crozemarie

SECON Le Nouvel Observateur et Libération, le président-fondateur de l'Association pour la recherche sur le cancer (ARC), Jacques Crozemarie, a réalisé d'importantes plus-values immobilières lors des cessions successives de deux villas « somptueuses » en Provence.

Selon Libération, qui publie un fac-similé du document officiel de la vente – pour 5,6 millions de francs – de la villa de Jacques Crozemarie à Bandoil (Var), ce dernier aurait acheté cette résidence en 1992 pour la somme de 3,725 millions de francs, juste après avoir revendu celle qu'il possédait à Rians (Var). La maison de Rians, qu'il avait achetée 1,6 million en 1984, avait été revendue quant à elle, selon Le Nouvel Observateur, pour 4,6 millions de francs. Cette demeure, luxueusement aménagée, comportait en particulier pas moins de sept salles de bains.

RACHETÉE PAR UN PROCHE

Supervisés par un salarié de la société Publicadvis – principal prestataire de l'ARC –, les travaux d'aménagement de la villa de Rians avaient été réalisés par des entreprises ayant également travaillé sur les chantiers de l'Institut Gustave-Roussy et de l'hôpital Paul-Brousse de Villejuif. Cette maison aurait été rachetée par un proche du président de l'ARC, un Français vivant aux Etats-Unis

chargé d'organiser les déplacements de Jacques Crozemarie outre-Atlantique.

NOUVEAU HORS-BORD

Quant à la villa de Bandoil, elle a été revendue le 10 octobre dernier par M. Crozemarie pour 5,6 millions de francs à Jacques Litwak, un homme d'affaires belge très proche de Michel Simon, le patron d'International Development (ID). Jacques Litwak est en particulier président de Distribuleu, de Christel Organisation, de Coliblu, du Train bleu, de Centraldistri, toutes ces sociétés faisant partie du groupe ID. Le notaire qui s'est occupé de cette transaction n'est autre que le fils de Roger Andrieu, vice-président de la chambre des notaires et membre du conseil d'administration de l'ARC depuis de très longues années.

Par ailleurs, toujours concernant le train de vie de Jacques Crozemarie – peu conforme, on le voit, aux revenus d'un ingénieur du CNRS à la retraite –, Libération révèle qu'avec François Caillavet (le fils du sénateur Henri Caillavet) Jacques Crozemarie avait acheté un bateau en investissant 700 000 francs dans une société baptisée Secunage. La vente de ce premier navire lui avait permis d'acquiescer un nouveau hors-bord, actuellement amarré dans le port de Bandoil.

L'année dernière, nous sommes entrés dans le 3^{ème} millénaire.

Livraison de l'ensemble de prise de vues du satellite d'observation HELIOS IB

Sortie d'usine de la 53^{ème} ARIANE 4.

1^{er} tir guidé du missile antichar TRICAT-LP

1^{er} essai en vol de la sonde Interplanétaire HUYGENS

Sortie d'usine du 700^{ème} AIRBUS 300/310

Commande de 14 ARIANE 5 par Arianespace

Succès de la mise au point du missile Antichar TRICAT-MP

1^{er} vol de l'hélicoptère monomoteur EC120

1^{er} vol de l'ATR 42-400

Certification de l'ATR 42-500 en France, Grande-Bretagne et Italie

1^{er} tir à longue portée du missile «antimissile» ASTER 30

1^{er} vol de l'AIRBUS 319

1^{er} vol de la nouvelle version de l' AIRBUS 340-300

Certification du BELUGA (Airbus 300-600 ST)

Mise en orbite du satellite d'astronomie dans l'infrarouge ISO

Lancement du nouvel AIRBUS 330 à long rayon d'action

1^{ers} essais de tir de l'hélicoptère TIGRE

1^{er} vol de l'hélicoptère NH 90



AEROSPATIALE

LE RÉALISME, C'EST D'ÊTRE EN AVANCE

Une héritière japonaise rachetait des châteaux pour mieux en organiser le pillage

Les propriétés étaient vidées de leurs meubles et objets d'art, ensuite vendus aux enchères

Kiko Nakahara, cinquante ans, fille d'un magnat de l'immobilier de Tokyo, Hideo Yokoi, a été mise en examen et écrouée, dimanche 21 janvier pour

abus de confiance et usage de faux. Avec son mari, un Français de quarante-neuf ans qui est recherché par la police, elle a acheté, entre 1985 et

1989, une quinzaine de châteaux dont huit en France. Ces bâtiments ont été vidés de leurs objets de valeur avant d'être laissés à l'abandon.

AU MILIEU des années 80, Kiko Nakahara effectue de nombreux voyages en Europe, et particulièrement en France, afin d'acquiescer des châteaux pour le compte de la Sangyoo Kabushiki Kaisha, une société japonaise que dirige son père, Hideo Yokoi, quatre-vingt-trois ans. Ce riche homme d'affaires, qui achète il y a quelques années l'Empire State Building à New-York, purge à Tokyo depuis 1994 une peine de trois ans d'emprisonnement pour homicide involontaire. En 1982, l'incendie d'un de ses hôtels, le New Japan, provoque la mort de trente-trois personnes, et l'absence d'équipement de sécurité avait été dénoncée à l'époque. Cette société, outre l'immobilier, a également de nombreuses activités dans les transports et la gestion de bars et de salles de jeux.

C'est en janvier 1985 que la fille de ce magnat se porte acquéreur du château de Rosny-sur-Seine (Yvelines), pour près de 7 millions de francs. Elle s'engage à rénover

la partie classée de l'ancienne demeure de Sully et à transformer les galeries de l'édifice en musée. C'est là qu'elle installe le siège de la Sangyoo Sangyoo pour la France, une SARL dont son mari, Jean-Claude Perez-Vanneste, qui aime se faire appeler Jean-Paul Renoit au Japon, est gérant. En quatre ans, la société achète ainsi huit châteaux en France, et presque autant en Europe, principalement en Angleterre et en Espagne.

135 MILLIONS DE FRANCS

Les anciens propriétaires voient en M^{me} Nakahara un véritable sauveur du patrimoine et certains s'imaginent que ces achats successifs sont les signes avant-coureurs de la constitution d'un ensemble hôtelier de grand luxe. Mais en 1990, le maire de Louveciennes (Yvelines), Pierre Lequiller (UDF), ville où Kiko Nakahara a acheté pour 30 millions de francs le château de M^{me} du Barry, un an auparavant, s'interroge. Le bâtiment est à l'abandon. Il somme la société japonaise de réagir, sa demande

reste lettre morte. Il est bientôt rejoint par la famille de Guy Des Cars qui a vendu, en décembre 1985, à la société Nippon Sangyoo le château de Sourches, près du Mans (Sarthe). Le château a entièrement été vidé de son mobilier.

En septembre 1992, une information judiciaire est ouverte par le parquet de Versailles à la suite de nombreuses dégradations constatées dans deux châteaux des Yvelines, propriétés de la Sangyoo Kabushiki Kaisha : Millemonts, acheté 33,5 millions de francs en novembre 1987, et Rosny-sur-Seine. Des statues, des vases et des meubles manquent à l'appel. Cette information conduit à la mise en examen de Jean-Claude Perez-Vanneste et d'un antiquaire londonien, John Shaw Drummond, qui prétendent avoir opéré ces déménagements pour faire restaurer les objets.

Les deux hommes engagent une longue bataille procédurale. Alors que la plupart des châteaux sont quasiment vidés de leur mobilier, qui est dispersé lors de ventes aux

enchères, et laissé à l'abandon, l'affaire en serait restée là si, en novembre 1995, le parquet du Loiret n'avait pas alerté le procureur de la République de Versailles. Depuis Tokyo, la Sangyoo Kabushiki Kaisha venait de déposer une plainte. Elle soupçonnait Kiko Nakahara et son mari, qui avaient créé en août 1995 à Corbeilles (Loiret) une société anonyme baptisée Châteaux holding, de vouloir revendre à leur profit le patrimoine de la Sangyoo alors qu'ils avaient été mandatés seulement pour réaliser des acquisitions.

Un mandat d'amener était immédiatement délivré contre M^{me} Nakahara et Jean-Claude Perez-Vanneste. Dimanche, la femme a été mise en examen pour « abus de confiance et usage de faux » et écrouée à la maison d'arrêt de Versailles. Les enquêteurs tentent maintenant d'établir la provenance des 135 millions de francs investis en France pour l'achat de ces demeures historiques.

Jean-Claude Pierrette

Les circonstances du décès du lycéen de Sartrouville restent confuses

Les accusés donnent des versions contradictoires

VENUS nombreux pour assister aux débats de la cour d'assises des Yvelines qui juge depuis lundi 22 janvier trois vigiles accusés de « coups mortels » envers Djamel Chettouh, un



PROCES

lycéen de dix-neuf ans, les jeunes de la cité des Indes de Sartrouville ne cachent pas un déception bien compréhensible. Malgré une instruction menée pendant quatre ans par deux magistrats successifs, il n'a pas été possible de reconstituer ce qui s'est exactement passé le soir du 26 mars 1991.

L'audience est à l'image de cette interminable instruction. Les débats s'étirent laborieusement avec une foule de témoins qui se contredisent. Pour ajouter à la confusion, le principal accusé, Kamel Zouabi, donne une version des faits sensiblement différente de celle qu'il avait fournie aux enquêteurs. Ainsi, il déclare que personne ne tenait Djamel Chettouh lorsqu'il a tiré le coup de fusil à pompe. Or ses deux coaccusés sont jugés pour complicité principale parce que l'accusation leur reproche d'avoir maintenu le lycéen au moment du tir.

Quant à son geste, Kamel Zouabi maintient qu'il a été involontaire. « A la radio, on nous a dit que des jeunes gens armés arrivaient devant la cafétéria. On y est allé avec la voiture (...) M^{me} Mostefa a ceinturé une jeune (...) Un autre m'a attaqué par derrière, en le repoussant il y a eu le coup de feu. » Et Kamel Zouabi ajoute, formel : « Je vous jure que je n'ai pas appuyé sur la détente. Je n'ai même pas senti le recul. » Il affirme qu'il n'a pas chargé le fusil, qu'il ne sait pas s'en servir et qu'il ignore complètement la ma-

nœuvre nécessaire pour armer un fusil à pompe. Même la présence de ce fusil dans la voiture est expliquée de façon confuse par les accusés, qui affirment que l'arme était réservée à la surveillance nocturne des réserves d'Euromarché.

Si Kamel Zouabi semble écarter la responsabilité de M^{me} Mostefa à l'instant du tir, il n'hésite pas à le charger par ailleurs, en affirmant que son chef disposait d'un pistolet. M^{me} Mostefa dément. Agacée par ses dénégations, la salle proteste bruyamment. Sur le banc des parties civiles, le père de la victime, Abderhamane Chettouh, ramène le silence d'un geste de la main. Et l'audience se poursuit avec la consternante évocation des pressions qui auraient été faites sur les accusés par la société de vigiles afin que leurs déclarations ne soient pas défavorables à l'entreprise. Pourtant, les débats font clairement ressortir que les vigiles n'avaient aucune idée des limites que la loi leur impose.

Les voleurs ou supposés tels étaient fouillés et frappés à coups de batte de base-ball par des vigiles sans formation et pudiquement engagés comme « agents d'exploitation ». « Je suis effaré que l'on puisse porter aussi facilement de batte de base-ball, de pistolet, de fusil à pompe, note M^{me} Françoise Cotta, l'avocate de Kamel Zouabi. A partir de quel moment estimez-vous donc qu'il faut appeler la police ? » M^{me} Mostefa explique que cette décision appartenait au directeur ou au responsable de la sécurité d'Euromarché. Mais il ajoute : « Une fois, il a fait appel au commissariat d'Argenteuil. On lui a répondu de se débrouiller. »

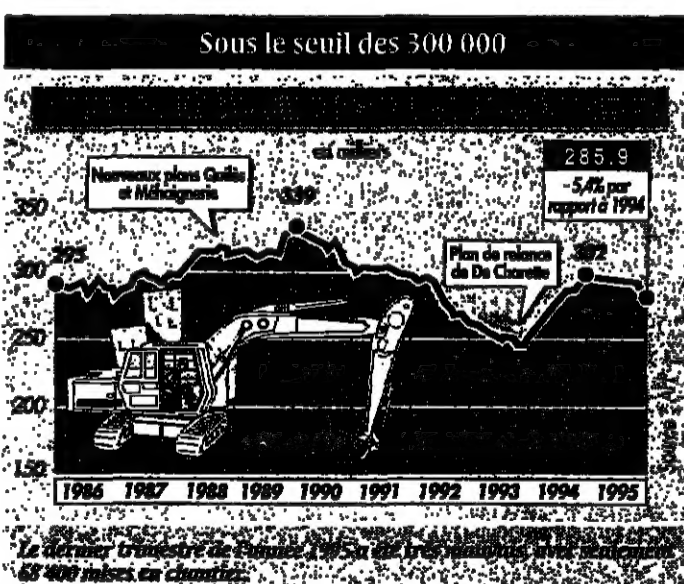
Maurice Peyrot

La construction de logements neufs a chuté l'an dernier

LE NOMBRE de mises en chantier de logements a reculé de 5,4 % en 1995, et les perspectives pour l'année 1996 ne sont pas bonnes. Sans toutefois atteindre les niveaux très bas des années 1992 et 1993, le nombre de mises en chantier est resté, pour l'année qui vient de s'écouler, en dessous de la barre symbolique des 300 000.

Les derniers chiffres du baromètre mensuel du ministère de l'aménagement du territoire, de l'équipement, des transports et du logement font état de 286 000 logements construits, au lieu de 302 000 en 1994. Ce retournement s'est produit dès le début de l'année pour la construction de logements en immeubles collectifs. Il est plus important que pour les logements individuels, où il n'est intervenu qu'en milieu d'année. Plus grave : ce recul s'est amplifié au cours du dernier trimestre de l'année 1995 - en partie, sans doute, en raison des mouvements sociaux - avec un rythme mensuel de mises en chantier de 17 000 seulement (au lieu de 23 000 l'an dernier). Or, le dernier trimestre de l'année est, traditionnellement, un trimestre de rattrapage pour le démarrage de chantiers. Par rapport au dernier trimestre 1994, le recul enregistré est de 15,4 %.

Les professionnels, qui ne s'estiment pas surpris par ces mauvais ré-



sultats, doutent de la possibilité d'un redressement rapide dès 1996. La Fédération nationale du bâtiment (FNB) se souhaite pas modifier ses prévisions pour 1996 de 295 000 mises en chantier.

Ce chiffre, souligne-t-on néanmoins à la FNB, tablait sur la construction de 105 000 logements - soit plus du tiers de l'ensemble - financés par le biais du prêt à taux zéro. Reste à atteindre cet objectif,

rendu plus incertain, selon les professionnels, depuis que le gouvernement a assoupli, pour une durée d'un an, les conditions d'obtention du nouveau prêt pour l'achat de logements anciens avec travaux.

Initialement, le nouveau prêt à taux zéro, en vigueur depuis le 1^{er} octobre, était réservé, dans l'ancien, à l'achat de logements nécessitant de gros travaux. Pour bénéficier du prêt, le montant des travaux

n'est plus, désormais, de 35 %, mais de 25 % du prix de l'acquisition du logement. Salués par les professionnels de l'immobilier, cette mesure, annoncée en décembre, mais qui n'a pour l'instant fait l'objet d'aucun texte officiel, inquiète ceux du bâtiment.

Enfin, alors que le ministère du logement promet pour les prochaines semaines le démarrage d'une concertation sur les procédures d'attribution de logements MLM, la construction, dans ce secteur, est également en panne : 75 000 logements de type PLA (près localisés aidés) ont été construits en 1995, mais 65 000 seulement sont prévus au budget de 1996.

Le gouvernement multiplie depuis huit mois les effets d'annonce sur le logement, mais cela ne suffit pas, visiblement, à renverser la tendance. Les effets du prêt à taux zéro, dont le ministre du logement, Pierre-André Pélissol, affirme à chaque occasion « qu'il connaît des défauts très positifs », ne se font pas encore sentir. Et les mesures conjoncturelles prises en décembre pour favoriser l'achat dans l'ancien (Le Monde daté 23 décembre) pourraient bien, comme le craint la FNB, fragiliser un peu plus un marché du neuf en plein marasme.

Christine Garin

L'affaire des écoutes, un Watergate français

« UN RÉGIME républicain se reconnaît au fait qu'il préserve dans quelque situation que ce soit les principes qui sont sa raison d'être et accorde à la liberté, surtout celle de ses adversaires, un prix inestimable. S'il trahit cette règle d'or, il se perd. » Ecrits par François Mitterrand en 1973 dans *La Rose au poing* (Ed. Rencontre), ces mots auraient pu figurer en entête du livre de Jean-Marie Pontaut et Jérôme Dupuis. Lecture faite de leur enquête, chacun reste libre de juger si le régime mitterrandien s'est perdu, ou simplement égaré, dans ses errements policiers. Il ne sera pas contestable, en revanche, que la trop fameuse « cellule » de l'Elysée, entre 1983 et 1986, se rendit coupable de trahison à l'égard de l'idéal républicain, en espionnant sans vergogne, et parfois sans raison, ceux qui passèrent, ne serait-ce qu'une journée, pour des ennemis potentiels.

L'affaire est connue, et les deux journalistes n'en font pas la révélation : le 12 mars 1993, c'est par un article de *Libération* que notre collaborateur Edwy Plenel apprit que sa ligne téléphonique privée avait été écoutée au moment même où ses investigations l'avaient conduit

trop près du sommet de l'Etat. Il ignorait alors que la liste des « écoutes » serait longue et que la plainte qu'il déposerait conduirait un juge à mettre en examen deux des plus proches collaborateurs de feu l'ancien président de la République : le directeur de son cabinet, Gilles Ménage, et le gendarme devenu préfet, Christian Prouteau, le chef de la « cellule ». Enquêteurs pointilleux, Jean-Marie Pontaut et Jérôme Dupuis dressent le bilan détaillé des trois années d'espionnage des hommes du président. Sous la couverture commode de l'antiterrorisme, avocats, journalistes, politiques, éditeurs, policiers, hommes d'affaires et tant d'autres furent enregistrés et mis en fiches par un petit groupe d'hommes directement placés sous l'autorité du président et n'obéissant qu'à lui.

Du dossier judiciaire, instruit par le juge Jean-Paul Valat, il ressort que cent cinquante personnes furent directement « branchées ». Selon le calcul des auteurs, quel que soit le nombre de conversations furent ainsi interceptées jusqu'en mars 1986 et la victoire de la droite aux élections législatives. Les deux journalistes racontent que l'entourage de Jacques Chirac, bientôt premier ministre, avait eu en main les preuves matérielles de l'existence de ces écoutes « présidentielles » dès avant les élections,

mais que le futur successeur de François Mitterrand avait refusé l'exploitation politique de l'affaire. Ainsi est-on resté dans les limbes d'un Watergate bien français : membres de la « cellule », ministres et collaborateurs de feu l'ancien chef de l'Etat ont jusqu'ici nié jusqu'à l'absurde, sans que l'affaire ne soit jamais l'objet d'un débat public, ni au Parlement ni ailleurs. M. Mitterrand, lui, n'a jamais abordé publiquement la question, opposant à deux journalistes de la télévision belge qui avaient eu l'impudence de l'interroger sur ce point la réponse la plus sèche : « Si j'avais su qu'on allait tomber dans ces bas-fonds, je n'aurais pas accepté l'interview. »

DÉRIVE LIBERTICIDE

Du livre de Jean-Marie Pontaut et Jérôme Dupuis, écrit pour l'essentiel avant la mort de l'ancien président, le destin a donc fait le premier réquisitoire de l'après-Mitterrand. Chargée de la sécurité personnelle du président, l'escouade de gendarmes dirigée par Christian Prouteau fut bientôt chargée de la sécurité du pays tout entier face aux terroristes de tous poils. De même, la protection de la vie privée du président servit-elle d'alibi à l'espionnage le plus illégitime, visant tous ceux qui pouvaient briser la loi du silence : de l'écrivain Jean-Eddi Hallier, qui

menaçait de publier un pamphlet intitulé *L'Homme perdu* de François Mitterrand, à la responsable d'une boutique de meubles situés au rez-de-chaussée de l'immeuble où habitait Mazarine et sa mère.

« Rempart de ce lourd mystère » qu'était l'existence d'une telle cellule, la « cellule » n'a-t-elle pas pris pour un secret d'Etat ce qui n'était que le secret du chef de l'Etat ? N'a-t-elle pas présenté comme des ennemis du régime ceux qui n'étaient que les contempteurs du prince ? « S'il savait, c'était une faute », concluent Jean-Marie Pontaut et Jérôme Dupuis. S'il l'ignorait, c'était un crime d'Etat. La justice donnera un jour à ces faits, inimaginables dans toute autre démocratie occidentale, et à ceux qui les ont commis la qualification et la sanction qu'ils méritent. L'affaire des écoutes, d'ici là, formera une chronique exemplaire de la dérive liberticide d'un système de pouvoir uniquement préoccupé de sa propre survie. « Il n'y a pas de bonne blessure pour le droit, écrivait en 1964, dans *Le Coup d'Etat permanent*, François Mitterrand. Toutes sont mortelles. »

Hervé Gattegno

* Les Oreilles du président, de Jean-Marie Pontaut et Jérôme Dupuis, Fayard, 277 p., 110 F.

En 1995, le nombre de tués sur les routes aurait baissé

LE NOMBRE de personnes tuées en France dans un accident de la circulation aura sans doute été en 1995 « très légèrement inférieur » aux 8 533 morts enregistrés en 1994, a indiqué, mardi 23 janvier, le délégué interministériel à la sécurité routière, Alain Bodon. Au cours des onze premiers mois de 1995, 7 674 personnes ont trouvé la mort sur la route, contre 7 705 pour la même période de 1994. « Ce résultat, même s'il est à la baisse, n'est pas totalement satisfaisant puisque la Grande-Bretagne a toujours deux fois et demie moins de tués sur ses routes que la France », a précisé M. Bodon. De janvier à novembre, le nombre de blessés graves a aussi baissé, passant de 37 065 en 1994 à 35 932 l'an dernier. En revanche, le nombre de blessés légers a progressé de 0,8 %.

Selon M. Bodon, « le premier semestre 1995 a été mauvais parce que les automobilistes ont anticipé les mesures de grâce prises après l'élection présidentielle de mai. Mais une légère décade a été observée au cours du second semestre, en raison de la nouvelle mesure d'alcoolémie et du plan « Vigipirate ». Le bilan définitif sera connu à la mi-février.

DÉPÊCHES

■ JUSTICE : Bernard Challe, chef du service central de prévention de la corruption (SCPC), a été nommé, par décret du président de la République du 19 janvier, conseiller à la Cour de cassation. Sauf, le 11 juillet, par quatorze élus socialistes qui se demandaient si un maire-adjoint pouvait réduire le loyer de son fils dans un appartement de la ville - allusion au cas du premier ministre, Alain Juppé -, le SCPC avait estimé en septembre que les circonstances du délit d'ingérence « pourraient être réunies ». Quelques jours auparavant, Jacques Toubon avait annoncé la démission de M. Challe, immédiatement démentie par l'intéressé.

■ POLICE : des sirènes départementales ont été créées dans six départements - Alpes-Maritimes, Bouches-du-Rhône, Nord, Réunion, Rhône, Seine-et-Marne - par un décret publié au *Journal officiel* du mercredi 24 janvier. Instituées au sein des directions de la sécurité publique, ces unités à compétences judiciaires élargies ont pour principale mission de lutter contre la délinquance.

■ AMIANTE : le tribunal de grande instance de Clermont-Ferrand a désigné, mardi 23 janvier, un expert judiciaire afin d'établir les conditions dans lesquelles se sont déroulées les opérations de « désamiantage » de l'usine de torréfaction Excella Café de Lempdes (Puy-de-Dôme). Selon la direction, les derniers prélèvements révèlent un taux de 50 à 90 fibres d'amiante par litre d'air, alors qu'un taux de moins de 5 fibres par litre est prévu par la loi. Toutes les mesures de sécurité (Le Monde du 23 janvier) ont été maintenues. - (Corresp.)

■ ATTENTAT : trois supports de bougie placés à proximité de trois bouteilles de gaz ouvertes ont été découverts, lundi 22 janvier, dans une classe d'un collège de Saint-Médard-de-Guizières (Gironde). L'établissement avait déjà été le théâtre, le 7 novembre 1995, d'une explosion, apparemment due à une fuite accidentelle de gaz, qui avait fait 24 blessés. Selon les premiers éléments de l'enquête, les bouteilles ont été déposées par un ou plusieurs inconnus qui se sont introduits dans la salle de classe par la fenêtre.

■ JACQUES MÉDECIN : extradé d'Uruguay en novembre 1994, l'ancien maire de Nice est retourné, samedi 20 janvier, à Punta del Este (Uruguay). M. Médecin a affirmé qu'il était revenu en Uruguay « pour s'occuper de ses affaires et veiller à l'éducation de sa fille ».

HORIZONS

ENQUÊTE

CHAQUE année, l'illumination des imposants dômes dorés de mosquées flamboyantes, de la cité lacustre ainsi que du petit centre-ville donnent à Bandar Seri Begawan, cinquante mille âmes, l'air d'un « Mille et Une Nuits » provincial perdu dans l'immobilité des tropiques asiatiques. Cela dure un mois, l'été, le temps de célébrer l'anniversaire – le quarante-neuvième en 1995 – de Mouda Hassanali Bolkiah, vingt-neuvième sultan, premier ministre, ministre de la défense et chef des forces armées de Brunei Darussalam. Héritier de la plus vieille dynastie de la planète – plus de cinq siècles –, le personnage est surtout connu pour sa fortune. Monarque absolu, il est souvent présenté comme l'homme le plus riche du monde. L'Etat, c'est lui, et les finances royales et publiques font apparemment bon ménage.

Riche à ne plus savoir qu'en faire, le sultanat sis sur la côte septentrionale de Bornéo se languit au rythme de ses rentrées de pétrodollars, entre palais royaux et mosquées, sous la férule de l'homme le plus fortuné du monde



Brunei, les Mille et Une Nuits de l'ennui

Sur la côte septentrionale de Bornéo, un territoire équivalent au département de l'Ardèche par sa superficie (5 765 km²) et le nombre de ses habitants (270 000) fait figure d'eldorado grâce à l'exploitation de fabuleuses réserves d'hydrocarbures. L'islam en est la religion officielle mais, la tolérance aidant, une poignée de restaurateurs, surtout chinois, servent de la bière – interdite depuis 1991 – dans des tasses à thé. Quelques boîtes de nuit, fréquentées par de jeunes Bruniens aisés, fonctionnent dans l'obscurité et la semi-clandestinité. Après la tombée du jour, le seul lieu animé paraît être un marché aux fruits improvisé sur le trottoir qui longe le canal du centre-ville.

Brunei est riche à ne savoir qu'en faire : une voiture pour deux habitants et un revenu annuel par tête situé dans une fourchette de 18 000 à 21 000 dollars. L'Etat, qui emploie près de la moitié de la population active, est généreux : absence d'impôts, gratuité de l'enseignement et des soins, aide très substantielle au logement et prêts à la famille royale, elle ignore sans doute les frontières de sa fortune, à telle enseigne, estime un expatrié, que « la moitié de la place Vendôme fermerait ses portes en perdant un tel client ». Pour sa part, le sultan vit dans un palais de 1 778 pièces qui, le soir, brille de

pétrole et, depuis deux décennies, surtout du gaz. L'exploitation de fabuleux gisements off-shore a commencé en 1963. A la veille de l'indépendance, proclamée en janvier 1984, le partage de la propriété et des énormes profits réalisés a été négocié entre la compagnie et l'Etat. La Shell est installée à Seria, à une centaine de kilomètres de Bandar Seri Begawan, où elle emploie huit cents personnes, dont quatre cents expatriés. Seria est protégée par une unité de Gurkhas britanniques, et le poids de la compagnie est tel que l'on évoque parfois un « Shellanat ».

CETTE fortune – c'est le point fort du système – est apparemment bien administrée. Les gisements d'hydrocarbures, dont les exportations rapportent 4 milliards de dollars à l'Etat chaque année, sont exploités de façon prudente, afin de préserver des réserves évaluées à quarante ans pour le gaz et à dix-huit ans pour le pétrole. En outre, les réserves de devises accumulées au fil des années, évaluées à 40 milliards de dollars, ont été placées à l'étranger ; elles sont gérées par des agences de la BIA (Brunei Investment Agency) à Boston, à Londres ou à Bruxelles. Surtout, ces dernières années, une diversification s'est opérée, et les bénéfices sur ce

patrimoine rapporteraient aujourd'hui autant que les profits tirés de l'exploitation des hydrocarbures. L'Etat ne se contente donc plus des revenus d'hôtels ou de biens immobiliers achetés à Londres ou à Singapour. Il vient d'acquiescer 20 % des parts de Daval Securities et met en place un fonds vietnamien de quelques milliards de dollars. Les travaux d'infrastructure, sur fonds publics, se multiplient, de l'autoroute au centre de loisirs, afin de rompre l'ennui sous des tropiques un peu austères. Se passant volontiers d'investissements et de crédits étrangers, Brunei est, cependant, devenu le 180^e membre de la Banque mondiale et du FMI. Aux pays riches, une telle adhésion coûte fort cher et ne rapporte rien : il ne peut donc s'agir, quitte à accepter la transparence de comptes encore fort opaques, que de peaufiner une image de marque et de ne plus être le seul pays asiatique, avec la Corée du Nord, à ne pas adhérer aux deux organismes inter-

nationaux. En fait, les Bruniens, effacés et riches, ne souhaitent pas tellement qu'on parle d'eux. Un luxueux palais en construction se voit sans doute réservé à des hôtes de marque. Le sultanat ne fait pas la cour à des touristes auquel il n'offre, d'ailleurs, que peu de centres d'intérêt. De l'héritage d'une si vieille dynastie, il ne reste pas grand-chose. Le Centre d'histoire et le Royal Regatta de Bandar Seri Begawan sont avant tout des hommages, fort connus, à la famille royale. Les vestiges du passé, notamment de l'époque où Brunei dominait, voilà près de cinq siècles, la plus grande partie de Bornéo, sont incertains, et la cité lacustre est une curiosité dont on a vite fait le tour. Pour être hospitalière, la « monarchie musulmane malaise » aurait plutôt le goût de vivre cachée. C'est depuis cette date que l'islam a davantage d'empire sur la vie publique. Les neuf petits hôtels de la capitale suffisent donc, en temps normal, à loger les gens de passage.

Y aurait-il un revers à une telle médaille ? 80 % des produits de consommation en vente dans les supermarchés sont importés : de Rungis, on importe yogourts, fromages et poissons surgelés. L'immense majorité des quelque quarante mille Chinois, qui jouent un rôle important dans l'économie lo-

cale, n'ont pas accès à la nationalité. Ces apatrides disposent cependant de leurs écoles. En outre, l'Etat fait de plus en plus appel à une main-d'œuvre étrangère – soixante-dix mille travailleurs immigrés, dont vingt mille Thaïlandais et sans doute autant de Philippins – pour accomplir les tâches que les riches Bruniens n'ont plus de raison de remplir : bâtiment, petit personnel, nettoyage de la voirie... Enfin, plus de six mille expatriés, en majorité britanniques, jouent un rôle crucial dans le fonctionnement de l'Etat.

Le marché intérieur est trop limité pour qu'un secteur industriel s'ébauche. Outre une usine, obligatoire, de liquéfaction d'un gaz transporté par la flotte bruniennne de méthaniers, un abattoir et une usine d'emballage d'eau gazeuse sont les exceptions. D'un autre côté, rien n'indique encore que Brunei souhaite ou puisse devenir un centre régional financier ou de services. Un projet de développement régional, baptisé « qua-

drangle de croissance » parce qu'il associe à Brunei la Malaisie, l'Indonésie et les Philippines, demeure assez vague. Le sultanat paraît plutôt se contenter, pour le moment, d'un axe Singapour-Brunei (convertibilité des monnaies, investissements à Singapour, coopération militaire) qui lui donne un peu d'allure, avec ses espaces verts coquets et ses mosquées, d'une ban-

se qui se contenterait aujourd'hui de la portion congrue, préservée par la formation de l'Empire britannique. Et du tas d'or noir qui lui vaut d'avoir survécu.

Les deux territoires qui forment le sultanat de Brunei sont séparés par une langue de terre appartenant à l'Etat malaisien de Sarawak. Brunei a également pu jauger sa vulnérabilité lors de la révolte de

en janvier 1964, le sultanat adhéra à l'Ascan, l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, au sein de laquelle ses deux voisins encombrent, la Malaisie et l'Indonésie, sont donc, depuis, ses parents. **M**AIS le sultan Hassanali Bolkiah, en faveur duquel son père, mort en 1986, avait abdiqué en 1967, multiplie les précautions. Un bataillon de Gurkhas britanniques est présent en permanence sur le territoire, et le sultan recrute ses propres Gurkhas parmi des retraités qui ont regagné le Népal. En outre, l'armée, bien encadrée, est choyée. Enfin, des exercices sont régulièrement menés en compagnie d'unités australiennes et d'un bataillon singapourien, ce dernier demeurant stationné sur place. Le confort d'un moins deux générations semble ainsi assuré. De ce coin de Bornéo, la France est un peu absente, à l'exception du commerce de l'orfèvrerie et de

Jean-Claude Pomonti

bière islamisée de la cité-Etat. Sur le plan politique, le sultan premier ministre gouverne par décrets, avec un frère qui gère l'économie et un autre, Mohamad Bolkiah, la diplomatie. En 1962, à l'époque de l'autonomie interne, le père de l'actuel sultan avait bien organisé des élections, mais elles avaient été remportées par un Parti du peuple lié à l'indonésien de feu Soekarno. Le sultan

1962 : cette dernière fut l'un des facteurs d'une forte tension (la campagne de *Konfrontasi* de feu Soekarno) entre l'Indonésie et la Malaisie. Dans les années 70, la Malaisie fut à son tour tentée par le contrôle de l'ensemble de la partie septentrionale de Bornéo. Brunei refusa donc, en 1963, de rejoindre la fédération de Malaisie et ne renonça à la tutelle britannique que fin 1983. Dès l'indépendance totale,

Le Monde

ÉDITORIAL

L'ami Boris Eltsine

HERVÉ DE CHARETTE, le ministre français des affaires étrangères, et Sergueï Kovaliev, l'ancien dissident, parlent-ils du même pays ? La question s'impose tant les propos des deux hommes, tenus le même jour, mardi 23 janvier, dans la même ville, Moscou, divergent. Tandis que M. de Charette, à l'issue d'une rencontre de six heures avec le chef de la diplomatie russe, donnait un blanc-seing à la Russie chrétienne en prônant son intégration au sein du Conseil de l'Europe et du G7, le frère et courageux défenseur des droits de l'homme démissionnait de son poste de conseiller auprès de Boris Eltsine, invoquant « l'abandon définitif par le président de la politique des réformes démocratiques ». Hui par la nomination en raison de son opposition farouche à l'intervention russe en Tchétchénie - un « accord regrettable » pour M. de Charette - M. Kovaliev s'est même interrogé sur l'opportunité de l'adhésion de la Russie au Conseil de l'Europe, qui doit être examinée jeudi.

Alors que le Kremlin multiplie les concessions aux nationalistes et aux communistes, majoritaires à la Douma depuis les élections de décembre, et donne des signes croissants

d'autoritarisme, dont l'intervention sanglante au Daghestan n'est que l'expression la plus scandaleuse, les propos du ministre français laissent songeur. M. de Charette peut, certes, s'entretenir avec son homologue russe. Qu'il renonce, en revanche, à la moindre réserve envers la Russie de Boris Eltsine, engagé dans une surenchère sans retenue à l'approche du scrutin présidentiel de juin, est déjà regrettable. Mais qu'il en rajoute dans les compliments à l'égard d'un « ami » en devient presque obscène. Même Washington, jusque-là allié inconditionnel de Boris Eltsine, a exprimé, la semaine dernière, par la voix du secrétaire d'État, Warren Christopher, des inquiétudes, estimant que les réformes russes se heurtent à des « signes troublants ».

Quoi qu'en dise Boris Eltsine, qui s'est de nouveau livré à un exercice de double lan-

La diplomatie brutale de Moscou

Suite de la première page

Afortiori une Russie où les forces les plus conservatrices reprennent le dessus. Le principal objectif du Kremlin est de reconstruire l'espace de l'ex-URSS en liant autour de lui les anciennes républiques, à l'exception sans doute des pays baltes. Au récent sommet de la Communauté des États indépendants, la semaine dernière, les Russes ont proposé en vain la constitution d'une alliance militaire. Le prétexte officiel est de faire contrepoids à l'extension prévue de l'OTAN en direction de l'Europe centrale : mais les alliés potentiels de Moscou ne sont pas tous d'accord ; la Biélorussie, dirigée par un nostalgique de l'époque communiste, est restée dans le rang ; d'autres se méfient, comme les républiques d'Asie centrale ; d'autres enfin, au premier rang desquelles l'Ukraine, sont parfaitement hostiles à la reconstitution d'un bloc dont elles savent bien qu'il signifierait la fin de leur indépendance. Mais la Russie n'a pas dit son dernier mot et elle possède des moyens de pression - du chantage à l'appropriation énergétique jusqu'à l'encouragement de menées séparatistes - pour amener les plus récalcitrants à réciprocité. Si elle a fait montre d'une remarquable modération quand les Russes de Crimée ont voulu se séparer de l'Ukraine, elle n'hésite pas ailleurs à utiliser la force quand elle considère que ses intérêts vitaux sont en cause, que ce soit au Tadjikistan ou en Tchétchénie. Le Caucase et la frontière sud-est constituent certes les régions les plus vulnérables de la Russie, mais les autorités moscovites n'hésitent pas à considérer, partout ailleurs, les Russes et les « russophones » vivant dans les ex-républiques soviétiques comme les vecteurs de leur influence dans « l'étranger proche ».

MESURES DE REPRÉSAILLES

M. Primakov n'a pas caché, dès son arrivée au ministère des affaires étrangères, que cet « étranger proche » ferait l'objet de ses soins prioritaires. Aussi longtemps que cette sollicitude ne concerne que les républiques caucasiennes ou d'Asie centrale, les Occidentaux peuvent manifester une indifférence tranquille ; il leur sera plus difficile de rester inertes si le Kremlin se tourne vers ses voisins de l'Ouest. Nous n'en sommes certes pas encore là, mais la presse russe est remplie des mesures de représailles qui devraient être décidées en cas d'adhésion de la Pologne à l'OTAN, menaces contre les pays baltes, déstabilisation de l'Europe centrale, réorientation des armes nucléaires vers l'Ouest, renforcement de la coopération avec certains États hostiles à l'Occident (Iran, Irak, Libye, Corée du Nord...).

La Russie n'a sans doute plus tous les moyens d'une politique de grande puissance ; avec une économie

complètement désorganisée, des institutions embryonnaires, un soutien populaire faible pour les aventures armées du pouvoir, une dépendance croissante à l'égard des subsides internationaux, une conception générale qui doit plus à la géopolitique du XIX^e siècle qu'aux exigences des échanges internationaux, elle ne peut guère avoir une diplomatie offensive. Mais il lui reste assez de ressources pour semer le trouble chez ses partenaires.

Les dirigeants de Moscou ont de plus en plus tendance à ignorer les engagements russes du passé, soit parce qu'ils estiment avoir fait naître des concessions excessives, soit pour obtenir plus des Occidentaux. Aussi ne paraissent-ils plus disposés à respecter les accords sur le désarmement conventionnel en Europe ; le traité SALT II sur la limitation des armes nucléaires stratégiques a encore moins de chances d'être ratifié par cette Douma que par la précédente ; la Russie ne semble plus vouloir accepter les visites sur les sites nucléaires décidées avec les Américains au printemps dernier (Le Monde du 23 janvier).

Au-boutés sur un territoire réduit - par rapport non seulement à l'URSS, mais même à l'empire tsariste à la veille de la Révolution de 1917 -, les Russes cherchent à obtenir de l'Occident, et d'abord des États-Unis, une reconnaissance de leur statut de grande puissance. Jusqu'à maintenant, toutes les propositions de coopération ont déçu leurs attentes ; le « partenariat pour la paix » avec l'OTAN les ravale, selon eux, au rang de l'importation quel petit pays d'Europe centrale qui a été leur vassal ; l'accord « 16+1 » (entre les seize membres de l'OTAN et la Russie) pour leur participation à la force d'interposition en Bosnie leur paraît une amable plaisanterie.

L'élargissement de l'OTAN est devenu leur obsession et ils ont déjà réussi à troubler suffisamment certains Occidentaux pour que les Allemands enjointent leurs amis d'Europe centrale à donner la priorité à l'adhésion à l'Union européenne sur l'entrée dans l'OTAN. Ils veulent plus, une structure de sécurité européenne qui les mette sur un plan d'égalité avec l'Alliance atlantique et leur donne un droit de regard sur l'avenir de l'Europe centrale. C'est ainsi qu'ils avaient compris le « partenariat stratégique » proposé par Washington et qu'ils considéraient sans doute le « partenariat privilégié » avancé par le ministre français des affaires étrangères. Mais n'importe quelle forme de partenariat suppose l'existence d'intérêts communs et le respect de quelques règles que l'attitude actuelle des Russes ne corrobore pas.

Le retour des méthodes et du discours anciens n'implique pas un isolement de Moscou comme les Russes et quelques Occidentaux naïfs semblent le croire. Il devrait en revanche éveiller la vigilance de ceux qui traitent avec le Kremlin et qui donnent depuis trop longtemps l'impression de prendre pour argent comptant des bonnes paroles démenties par les actes.

Daniel Vernet

REVUE DE PRESSE

EUROPE 1

Alain Duhamel ■ La polémique redouble sur le point de savoir si la réforme de la Sécurité sociale se poursuit ou ralentit. On voit bien ce qui milite en faveur de la thèse de l'enlèvement (...). S'agissant des allocations familiales, c'est la réforme fiscale qui est repoussée, pas la réforme de la Sécurité sociale ; quant aux régimes spéciaux, ils ne sont pas en cause, puisque la réforme de la Sécurité sociale concerne le régime général. S'agissant de celui-ci, le RDS est maintenu et la révision constitutionnelle sera adoptée. Quant à la réforme des hôpitaux, de la médecine de ville et de la

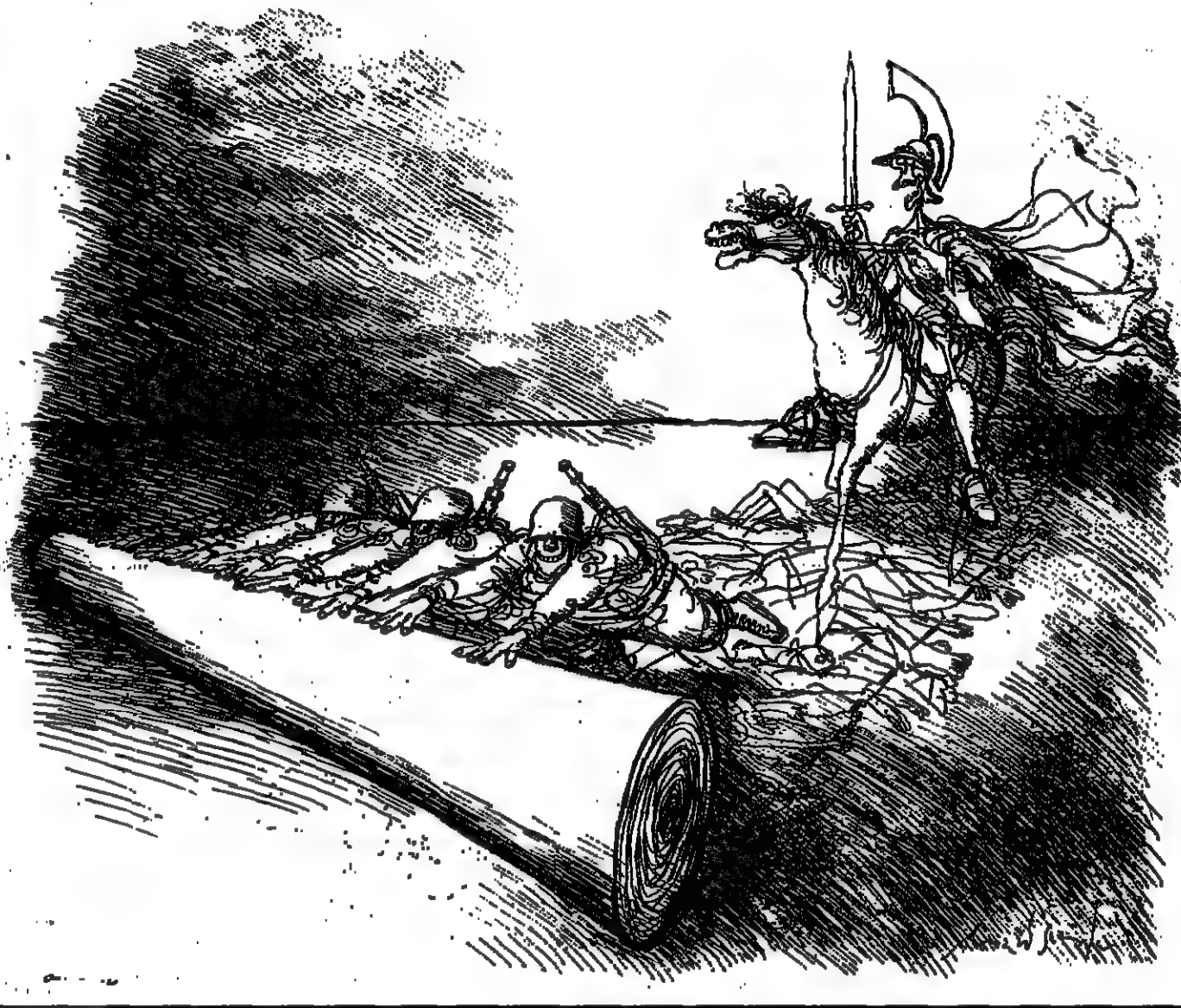
gestion des caisses, cela fera l'objet de trois ordonnances dans les semaines qui viennent et dans les délais prévus.

L'HUMANITÉ

Arnaud Spire

■ Le gouvernement de M. Juppé renonce à imposer les allocations familiales. Que cette pièce importante ne fasse plus partie du dispositif visant la protection sociale est significatif de l'onde de choc produite par le mouvement social de décembre (...). L'hôte de Matignon est en difficulté. Contrainte de manœuvrer en recul, il ne veut ni reconnaître le désaveu de sa politique par le peuple ni avouer sa défaite à ses pairs et à ses commanditaires.

Tapis rouge par Ronald Searle



Les Français se méfient des médias

ENTRE les Français et les médias, la méfiance s'installe. Depuis 1987, les sondages réalisés par la Sofres pour Le Croix et Télérama montrent que le public entretient des rapports pour le moins difficiles avec l'information. 1989 est une année-clé : celle de la chute du mur de Berlin et des faux chantiers de Timisoara. D'un côté, un bouleversement complet des grilles de lecture de l'histoire de l'après-guerre et le besoin d'explications qui en découle ; de l'autre, un truchement mondial de l'information et un doute qui plane sur ceux qui sont chargés de la diffuser et de l'expliquer.

Depuis 1989, le goût des Français pour l'information ne s'est jamais démenti. En 1987, 62 % d'entre eux déclaraient manifester un intérêt grand ou très grand pour l'information. Ils étaient 75 % en 1989, 76 % aujourd'hui. Simultanément, la confiance dans l'information s'est fortement dégradée. En 1989, 63 % des Français faisaient confiance à l'information télévisée, ils ne sont plus que 45 % aujourd'hui. Pour la presse, on passe de 55 % à 45 % et pour la radio de 63 % à 55 %. Il existe donc un besoin et une attente qui ne sont pas satisfaits par les médias.

Après 1994, qui semblait marquer une embellie, la confiance revenant pour la presse comme pour la télévision, l'enquête

de 1995 fait l'effet d'une douche froide, car la plupart des médias atteignent leur niveau le plus bas. Certes, il ne s'agit que d'un sondage, et la récente élection présidentielle a montré que les Français se méfient presque autant des sondages que des médias et des journalistes. Certes, cette enquête réalisée auprès de 1000 personnes, du 26 au 28 décembre 1995 - soit au lendemain des grèves - traduit des sentiments pour ainsi dire « à chaud », donc plus sévères.

PAS D'INDÉPENDANCE

Mais ses résultats confirment une tendance lourde, qui se répète depuis plusieurs années (1994 exceptée), et qui ne laisse pas d'être inquiétante. Depuis Timisoara se sont enchaînés, dans des registres divers, le faux entretien de Fidel Castro par Patrick Poivre d'Arvor, la vision unilatérale de la guerre du Golfe, la surprise du vote très serré lors du référendum de Maastricht, et, tout récemment, l'unanimité médiatique autour du plan Juppé sur la Sécurité sociale, qui a jeté plus d'un million de personnes dans la rue. Malheureusement dans la présentation des faits, manque de recul par rapport à des informations officielles, impossibilité de sentir les aspirations d'une France moins médiatique et plus silencieuse, collusion avec des hommes d'affaires et des politiques : la liste

des reproches faits aux journalistes est bien fournie.

Elle se traduit par un jugement sans appel sur l'indépendance : selon 62 % des personnes interrogées (contre 55 % en 1994), les journalistes ne sont pas indépendants du pouvoir politique et, pour 59 % d'entre elles, ils ne sont pas insensibles aux pressions de l'argent. Le regard des plus jeunes est encore plus sévère : les 18-24 ans estiment à 70 % que les journalistes ne résistent pas aux pressions. « C'est vrai que la crise de novembre-décembre a montré les difficultés qu'ont eues les médias à affronter les réalités », estime Jean-Marie Charon, chercheur au CNRS et responsable de l'Observatoire des médias du CFP. Si les journalistes sont à ce point désorientés, comme on l'a vu lors de ce mouvement ou même lors de la campagne électorale, c'est aussi qu'ils sont peu aidés par les intellectuels, qui ont des difficultés à donner des repères, des pistes de réflexion, à porter un diagnostic précis sur les mutations en cours.

Lecteurs avides d'informations et surtout de sens à leur donner dans un monde en manque de repères, journalistes et intellectuels déconcertés face à la quantité et à la rapidité des nouvelles, face à l'offensive du monde de la communication et à ses manipulations. Dans ce climat d'incertitude, la méfiance à l'égard des médias grandit. C'est la radio qui

tire le mieux son épingle du jeu. Ceux qui lui font confiance sont plus nombreux que ceux qui s'en défient. Elle est jugée plus proche, plus rassurante, son information plus factuelle.

Elle donne moins de leçons que la presse écrite, elle est moins émotionnelle que la télévision et préservée de l'information-spectacle. La presse conserve l'image négative qu'elle entretient depuis longtemps en France - on surhomme encore le journal - le meneur - mais elle reste le média le plus profond, celui vers lequel on se tourne pour comprendre. Si 28 % des personnes interrogées ont connaissance d'une nouvelle importante dans les journaux (contre 47 % à la télévision), 44 % font confiance à la presse pour obtenir des explications détaillées sur cette même nouvelle.

Le jugement porté sur l'information télévisée est le plus sévère. Pour la première fois depuis 1987, une majorité de personnes interrogées se méfient de la télévision. Ils sont 54 % à penser qu'il y a des différences entre la réalité et ce qui est montré à la télévision.

A l'heure où les images virtuelles, manipulées, déformées, se développent sans grand contrôle, ce regard critique à quelque chose de rassurant.

Alain Salles

DISPARITIONS

Pierre Lalumière

Un universitaire engagé à gauche

PIERRE LALUMIÈRE, décédé dimanche 21 janvier à Paris des suites de la maladie d'Alzheimer, a été inhumé mercredi matin à Eysines, dans la banlieue de Bordeaux, d'où il était originaire. Il était l'époux de Catherine Lalumière, députée européenne, ancien secrétaire d'Etat aux affaires européennes.

Ancien élève de la faculté de droit puis de l'IEP de Bordeaux, Pierre Lalumière avait été titulaire de la chaire de finances publiques de l'Université Paris-I, chargé de cours à l'ENSA, tout en gardant dans sa ville un enseignement marquant.

Adhérent à la SFIO en 1962, proche de Gaston Defferre, il a participé aux campagnes de François Mitterrand jusqu'en 1981, dans le cercle des plus proches conseillers. Très présent également sur le terrain politique local, il fut élu maire du Bouscat en 1977 et, à cette époque, le principal leader de l'opposition de gauche à Jacques Chaban-Delmas pour le contrôle de la Communauté urbaine de Bordeaux.

Premier secrétaire de la fédéra-

tion du PS de la Gironde en 1980 et 1981, il ne réussit pas à contrer les luttes de courants et de pouvoirs à l'intérieur de son parti. Il subit ensuite deux échecs électoraux aux cantonales de 1982 et aux municipales de 1983. Délégué ministériel à la décentralisation en 1981, il avait dû abandonner cette charge au bout de quelques mois.

Cet échec avait été mis sur le compte d'une incompatibilité d'humeur avec Gaston Defferre. En fait, seuls ses proches savaient qu'il était la conséquence d'une inéluctable maladie à évolution plus ou moins rapide. Catherine Lalumière a assumé cette maladie jusqu'au bout, dans la discrétion la plus totale, et cela n'a pas été sans influencer ses décisions politiques.

Pierre Lalumière ne laisse pas à Bordeaux le seul souvenir d'un universitaire brillant, mais celui d'un militant politique sincère, peu intéressé par les jeux du pouvoir, passionné par le débat d'idées, incapable de sectarisme comme de démagogie.

Pierre Cherruau

ARTHUR GIOVONI, compagnon de la Libération, le dernier survivant des chefs de la Résistance corse, est décédé, vendredi 19 janvier, à Paris. Né le 6 octobre 1909 à Moca-Croce (Corse-du-Sud), professeur de lettres à Bastia, puis à Rodes, il entre dans la Résistance en 1941. Sous l'occupation italienne en Corse, Arthur Giovoni crée le Front national de l'île, qui réunit les patriotes décidés à combattre les armées de la main, et il réceptionne les armes parachutées. En août 1943, il est à Alger où il participe aux discussions sur la conduite à tenir, au moment de la Libération, à l'encontre des administrations de Vichy. A bord du torpilleur *Le Fantasque*, il rejoint

en septembre 1943 la Corse, qui s'est dégage de l'emprise italienne, et il combat les Allemands. Il sera fait compagnon de la Libération le 16 août 1944 au titre du Front national et il terminera la guerre avec les Forces françaises de l'intérieur (FFI). Elu maire, puis député d'Ajaccio en 1945, à la tête d'une liste d'union de la gauche, Arthur Giovoni avait été battu à la mairie d'Ajaccio en 1947 et à la députation en 1956. Il reprit ensuite son poste d'enseignant à Paris, où il tenait aussi une librairie, mais resta membre du comité central du PCF jusqu'en 1961. Arthur Giovoni était chevalier de la Légion d'honneur.

ARTHUR PIOTON, créateur de la série de bande dessinée *Jess Long* et pilier du journal *Spirou*, est mort lundi 22 janvier, à l'âge de soixante-quatre ans. Né le 4 juin 1931 à Antheim (Belgique), graphiste de formation, Arthur Pioton avait commencé en 1951 dans le journal belge *La Cité*, avec *Le Crime de Tolumont*, sa première BD. Il entre ensuite en 1956 aux éditions Dupuis, où il rencontre le scénariste Maurice Tillieux, créateur de *Gil Jourdan*. Il illustre des récits pour les magazines *Moustique* et *Bonne Soirée* avant de dessiner plusieurs *Belles histoires de l'Oncle Paul* dans *Spirou*, ainsi que des séries réalistes comme *Michel et Thierry*, humoristiques comme *Pépé et Vodka* ou *Les Krostons*, avec Paul Delage (Bobo). Mais l'ouvrage le plus personnel d'Arthur Pioton, dessinateur réaliste et scénariste réputé pour sa maîtrise du récit court à dimension policière, est la série *Jess Long*, entamée en 1969 avec Maurice Tillieux au scénario et qu'il reprendra à la mort de celui-ci, en 1978. Inspirée de la tradition classique américaine, cette série, dont le vingt et unième album doit paraître prochainement, met en scène Jess Long et Slim Sullivan, d'impassibles et incorruptibles agents du FBI.

BARBARA JORDAN, la première Noire élue au Congrès comme représentant du sud des Etats-Unis depuis la guerre de Sécession, est décédée, mercredi 17 janvier, au Texas, à l'âge de cinquante-neuf ans. Bill et Hillary Clinton se sont, dans un communiqué, dits « profondément attristés » d'apprendre la mort de celle dont Jimmy Carter avait pensé faire sa collègue pour la vice-présidence des Etats-Unis en 1976 avant de retenir Walter Mondale. Elle sous la bannière démocrate en 1973 dans une circonscription de Houston, Barbara Jordan était devenue une célébrité lors des auditions télévisées de la Chambre des représentants sur le scandale du Watergate : elle fut l'un des membres les plus actifs de la commission des affaires judiciaires. A l'issue de trois mandats parlementaires de deux ans, elle avait opté pour un poste de professeur à l'université du Texas, à Austin.

NOMINATIONS

DIPLOMATIE

Patrick Gautrat a été nommé consul général de France à New York, en remplacement d'André Baeyens qui part à la retraite, par décret paru au *Journal officiel* du 4 janvier.

(Né le 21 mars 1944, à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine), Patrick Gautrat est licencié en droit, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et ancien élève de l'ENA (1968-1970). Il a été notamment en poste à Vassoulé (1971-1974), à Washington (1977-1980), à Bruxelles (1980-1982). Chargé de missions, de septembre 1976 à septembre 1977, en cabinet de Raymond Barre, premier ministre, il a aussi été délégué général adjoint, puis délégué général du Comité central des armateurs de France (1981-1987), directeur de la stratégie à la direction générale de la sécurité extérieure (DGSE), d'octobre 1992 à septembre 1993, et il était directeur des sports au ministère de la jeunesse et des sports depuis septembre 1993.)

Stanislas Lefebvre de Laboulaye a été nommé consul général de France à Jérusalem, en remplacement de Jean de Glinasty nommé en août à l'administration centrale, par décret paru au *Journal officiel* du 5 janvier.

(Né le 12 décembre 1946, à Bayonne (Landes), Stanislas Lefebvre de Laboulaye est agrégé de lettres modernes et ancien élève de l'ENA (1978-1980). Il a été notamment en poste à Bruxelles auprès des Communautés

européennes (1984-1987) et à Madrid (1987-1991), avant d'être directeur de la communication (1991-1994), puis directeur de l'action audiovisuelle extérieure (depuis janvier 1994) à la direction générale des relations culturelles, scientifiques et techniques au ministère des affaires étrangères.)

Michel Rougagnon a été nommé ambassadeur au Zaïre, en remplacement de Jacques Depaigne, nommé ambassadeur au Kenya, par décret paru au *Journal officiel* du 13 janvier.

(Né le 21 juillet 1933, à Boleyn-Saint-Leger (Vendée), Michel Rougagnon est licencié en droit et titulaire de l'école nationale de la France d'outre-mer. Intégré au Quai d'Orsay en 1964, il a été notamment en poste à La Haye (1964-1968), à New-Delhi (1968-1970), à Los Angeles (1970-1972), à Bonn (1972-1978). Chargé de missions à l'étranger de 1970 à 1974, il a aussi été chef du protocole au Quai d'Orsay, avant d'être ambassadeur en Roumanie (1982-1987), puis au Pérou (1987-1989). Depuis août 1993, Michel Rougagnon était ambassadeur au Kenya.)

(Né le 25 septembre 1938, à Saint-Lô (Manche), Jacques Depaigne est licencié en droit, diplômé d'études supérieures de sciences économiques et de l'Institut d'études politiques de Paris, ancien élève de l'ENA (1963-1967). Il a été notamment en poste à Rio de Janeiro (1971-1973), à Tunis (1973-1975), à Abidjan (1980-1982), avant d'être directeur de la communication à la direction générale des

relations culturelles, scientifiques et techniques du Quai d'Orsay (1983-1986), puis conseiller diplomatique du chef d'état-major des armées (1986-1989) et chef du service des Français à l'étranger au Quai d'Orsay (1989-1993). Depuis juillet 1993, Jacques Depaigne était ambassadeur au Zaïre.)

FINANCES

Jérôme Gallot, conseiller référendaire à la Cour des comptes, a été nommé directeur du cabinet d'Yves Galland, ministre délégué aux finances et au commerce extérieur. Le *Journal officiel* du 17 janvier annonce aussi que celle qu'il remplace à ce poste, Elisabeth Bokspan, a été nommée chargée de mission à ce même cabinet ainsi qu'à celui de Jean Arthuis, ministre de l'économie et des finances.

(Né le 25 octobre 1959, à Paris, Jérôme Gallot est diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et ancien élève de l'ENA. A sa sortie de l'ENA, en 1985, il entre à la Cour des comptes. Il a été successivement directeur adjoint du cabinet de Gérard Longuet, ministre de l'Industrie, des postes et télécommunications et du commerce extérieur, d'avril 1993 à octobre 1994, puis, directeur du cabinet de José Rossi, ministre de l'Industrie, des postes et des télécommunications, d'octobre 1994 à mai 1995, et directeur du cabinet de Jean Pouch, ministre de la fonction publique, de mai à novembre 1995.)

JOURNAL OFFICIEL

Au *Journal officiel* du jeudi 18 janvier, sont publiés :

• Anciens combattants : deux arrêtés portant reconnaissance de conformité aux caractéristiques du cahier des charges de modèles de fauteuils roulants pour handicapés physiques.

• Promag : un décret relatif à l'appellation d'origine contrôlée « Rocamadour ».

Au *Journal officiel* du vendredi 19 janvier, sont publiés :

• Audiovisuel : une décision du Conseil supérieur de l'audiovisuel infligeant une sanction à la société Métropole Télévision (M6) ; deux décisions démantelant les modalités de programmation du temps d'émission accordé aux organisations syndicales et professionnelles représentatives à l'échelle nationale, ainsi qu'aux formations politiques représentées par un groupe dans l'une ou

l'autre des Assemblées du Parlement, pour l'année 1996.

Au *Journal officiel* du samedi 20 janvier, sont publiés :

• Afrique-Asie : un décret relatif au Centre des hautes études sur l'Afrique et l'Asie modernes.

• Concours : plusieurs arrêtés fixant les dates des épreuves écrites des concours d'entrée à certaines grandes écoles, notamment l'Ecole normale supérieure de Fontenay-Saint-Cloud.

• Agriculture : un décret instituant une taxe parafiscale au profit du Centre technique interprofessionnel des fruits et légumes.

Au *Journal officiel* du dimanche 21 janvier, sont publiés :

• Polynésie : un décret fixant les conditions d'application de la loi du 11 juillet 1966 relative à la création de corps de fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française.

• Démographie : un arrêté modifiant le chiffre de la population pour certaines communes à la suite d'un recensement complémentaire en 1995.

• Statistiques : un arrêté approuvant le programme d'enquêtes statistiques des services publics pour 1996.

Au *Journal officiel* daté lundi 22 janvier, sont publiés :

• Outre-mer : un arrêté relatif aux modalités du contrôle financier sur les agences d'insertion dans les départements d'outre-mer.

• Agriculture : un décret relatif au transfert des quantités de référence laitières.

• Audiovisuel : des décisions du Conseil supérieur de l'audiovisuel autorisant des radions en modulation de fréquence pour la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Guyane et Laurent LACHAUX, ont la joie d'annoncer la naissance de

Stanislas, le 13 janvier 1996, 32, villa Auguste-Blanqui, 75013 Paris.

Décès

M^{me} Robert Arribehaute, ses enfants et petit-enfant font part du décès de

docteur Robert ARRIBEAUTE, survenu dans sa quatre-vingt-cinquième année.

La cérémonie religieuse a été célébrée dans la plus stricte intimité familiale, suivie de l'incinération, selon ses volontés, au crématorium de Nice.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Général,

Tu es choisi de quitter ce monde.

Thérèse et Roger ARRANT, ses parents, Julie, son épouse, Xavier et Géraldine, ses filles, Michel, sa sœur, Et Jean-Louis, son beau-frère, Aurélien, Camille et Margaux, ses neveux, ne disent leur chagrin et leur immense amour.

Comme tu l'es souhaité, tes cendres reposent au Montin des Verres. Et les tourterelles et les roses, à Versailles, continuent de fleurir.

228, rue de Courcelles, 75017 Paris. Versailles, 01330 Villars-les-Dombes.

M^{me} Yvonne Sved, ses enfants et sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

Etienne SVED, dans sa quatre-vingt-douzième année.

— Aline, son épouse, Hélène, sa fille, Alain et Carol, ses frères, Les familles Bourgeois et Ricoux, ont la douleur de faire part du décès de

Jean-Luc BOURGEOIS, survenu le 20 janvier 1996, à l'âge de cinquante-cinq ans.

Une cérémonie religieuse aura lieu en l'église Saint-Quentin de Chambray (Rhône), samedi 27 janvier, à 10 h 15.

37, rue des Plantes, 75014 Paris.

— Le conseil d'administration et les psychologues de l'Institut de recherche appliquée pour l'enfant et le couple ont la grande tristesse de faire part du décès de leur présidente-fondatrice,

M^{me} Cécile FOURNIER.

L'œuvre qu'elle a soutenue avec simplicité, générosité, intelligence, ils la poursuivront.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 24 janvier 1996, à 14 h 15, en l'église Sainte-Bernadette d'Albi, à Annecy.

IRAEC, 41, rue Joseph-de-Maistre, 75018 Paris.

— M^{me} Pierre Mey, sa mère, M. Gabriel Garnier, son époux, M. et M^{me} Garnier-Caban, M. et M^{me} Haki, M^{me} Garnier, M. Caillaud, ses filles, ses gendres et leurs enfants, M. et M^{me} Jean Garnier, M. et M^{me} Jacques Grier, M. et M^{me} Patrick Mey, M. et M^{me} Hubert Roger-Vasselin, ses frères et sœurs et leurs enfants, M^{me} Suzanne Mey, ont la douleur de faire part du décès de

Françoise GARNIER, née MEY,

survenu le 21 janvier 1996, à l'âge de soixante-cinq ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 22 janvier, à 14 heures, en l'église Sainte-Cécile, 44, rue de l'Est, Boulogne-Billancourt.

Ni fleurs ni couronnes.

Son courage face à sa très longue maladie restera pour nous un exemple.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M^{me} Tani Haddad, son épouse, Le docteur et M^{me} Gérard Haddad, leurs enfants, belles-filles et petits-enfants, Les familles Haddad, Tati et Demma, ont la douleur de faire part du décès de leur épouse, mère, grand-père et arrière-grand-père,

M^{me} Haddad, née à Tunis, le 13 janvier 1913, décédée à Paris, le 20 janvier 1996.

L'inhumation a eu lieu au cimetière de Clichy-la-Garenne (Val-d'Oise).

— Marie-Claude Hurig, sa femme, Alain, Catherine, Marie-Hélène Hurig, ses enfants, Agathe, Nadia et Martin Hurig, Mathieu, Brier, Nicolas et Mathilde Oziol, ses petits-enfants, François et René Dulac, son frère, sa belle-sœur et sa nièce, Béatrice Jouin, Michel Brier, Daniel Oziol, sa belle-fille et ses gendres, François et René Dulac, Valérie et Henri-Charles Cagat, Perrine, Guillaume Dulac, Jean-Pierre et Hélène Bonafous, Antoine, Charlotte Bonafous, ses belles-sœurs, beaux-frères, nièces et neveux, Nane Ruel, sa tante, Ses cousins, cousines et nombreux amis,

ont la tristesse d'annoncer la mort de

Michel HURTIG,

survenu subitement à son domicile, le 22 janvier 1996.

Les obsèques ont eu lieu à Aix-en-Provence, le 24 janvier.

— Les enseignants, les chercheurs, Tous les membres de l'UFR de psychologie, sciences de l'éducation de l'université de Provence, ont la douleur de faire part du décès de leur collègue et ami,

Michel HURTIG.

Il n'oublieront pas sa générosité, son ouverture d'esprit et sa très grande culture.

— Le président P.-Y. Cam et les membres du conseil d'administration du CIBC de Marseille, Ainsi que les membres du conseil scientifique du CIBC et son équipe, ont le regret de faire part du décès de

Michel HURTIG, secrétaire du conseil scientifique du CIBC.

— M^{me} Micheline Lièvre, Bab's et Jacques Lièvre, Anne-Marie, Maud et Pierre Lièvre, Anne et Alexis, Florence Lièvre de l'Epine, Alain Smaghe, Baptiste Andrieux, Barbara, David et Jérôme Pissard et tous la famille, ont la tristesse de faire part du décès de

Philippe LIÈVRE, cinéaste, directeur de production, survenu à l'âge de quarante-sept ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 25 janvier 1996, à 11 heures, en l'église Saint-Pierre de Montrouge, à Paris-14^e, place Victor-Basch.

La prière sera dite à l'issue de la messe.

— M. André Ligas, son mari, M^{me} Caroline et Catherine Ligas, ses filles, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Magdalène LIGEZA, née WILENKO,

survenue le 16 janvier 1996.

18, quartier Bois-de-la, 92800 Pantin.

— M^{me} André Sentenac, ses enfants, ont la douleur de faire part de la disparition de

Roger SENTENAC, ancien résistant FTP, décédé le 21 janvier 1996.

Il sera inhumé le 25 janvier, à Lumio (Haute-Corse).

1, parc de Montrouge, 92210 Saint-Cloud.

Conférences

LE GROUPE D'ETUDES

C.G. JUNG DE PARIS

vous invite à participer à sa prochaine conférence « On est le maître »

avec Aimé Agnel, analyste, membre du conseil de la SFP.

Le mardi 6 février, à 20 h 45, 5, rue Les-Claux, 75007 Paris.

Pour tous renseignements, téléphoner au (01-1) 45-55-42-90, le jeudi, de 14 h 30 à 18 heures.

• On écrit au groupe d'études C.G. Jung, 1, place de l'Ecole-Milinaire, 75007 Paris.

École du Louvre Reprise des étudiants 1996-1997

L'accès à la première année de premier cycle (cours diplômés en histoire de l'art et archéologie) est ouvert aux candidats ayant réussi un test probatoire d'entrée.

Conditions d'inscription au test Etre bachelier, futur bachelier, diplômé de l'enseignement supérieur.

Modalités d'inscription au test • Retrait des dossiers, avant le 26 février 1996 (délai de rigueur), 34, quai du Louvre, 75001 Paris ou par correspondance.

• Dépôt des dossiers, exclusivement par correspondance, avant le 4 mars 1996, le cachet de la poste faisant foi.

Renseignements : (1) 40-20-56-15.

Communications diverses

— Sous l'égide du Fonds social juif uni- versitaire, le Centre de la culture juive, sous l'égide de la Sorbonne, avec David Baron, Gilles Benheim, Catherine Chazier, Ilana Cizel, le R.P. Bernard Dupuy, Alain Finkelkraut, Bernard-Henri Lévy, Salomon Malka, Guy Pétimondange, Paul Ricœur, Jacques Rolland, RCT 94.8 FM, L'Arche.

Renseignements : Centre communautaire de Paris. Tél. : 49-95-92-92 - PAF.

Soutenances de thèse

— M^{me} Solange Wilkman présentera le lundi 29 janvier 1996, à 10 heures, à l'Ecole pratique des hautes études, bâtiment du Crous, escalier B, 1^{er} étage, 29-31, rue Daviel, 75013 Paris, une thèse de doctorant intitulée : « Les attitudes religieuses et politiques des protestants français », enquête qualitative.

SOLDES
SALLE GAVEAU

Hermès fête la musique en 1996 et organise ses soldes du lundi 22 au vendredi 26 janvier inclus à la Salle Gaveau, 45, rue La Boétie, Paris 8^e (métro Miromesnil) de 9 h à 18 h sans interruption.

HERMÈS
PARIS

Hermès, Paris 8 068 8804 10 le 300778. *Soldes autorisés en vertu de l'article 4 du décret du 26 novembre 1982, modifié par le décret du 27 mars 1983. Autorisation : Paris le 12 01 96, N° 0711596.

OPA Le groupe de loisirs britannique Granada a remporté, le 23 janvier, l'offensive lancée le 22 novembre sur Forte, septième groupe hôtelier mondial et premier britan-

nique, pour environ 30 milliards de francs. **CAROL GALLEY**, vice-présidente de Mercury Asset Management, détenteur de 14,1 % de Forte, également actionnaire (15 %) de

Granada, a été l'arbitre de la plus grande bataille boursière qu'ait connue la City depuis dix ans et dans laquelle les fonds d'investissement ont joué un rôle prépondé-

rant. **GRANADA** avait indiqué qu'en cas de succès de son OPA il revendrait, dans les quinze mois, les hôtels Exclusive Forte et Meridien, deux chaînes d'établissements haut

de gamme, la dernière ayant été rachetée à Air France en 1994. Cette revente devrait ouvrir la voie à des grandes manœuvres dans les chaînes hôtelières internationales.

La victoire de Granada sur Forte modifie le paysage de l'hôtellerie mondiale

Le groupe de loisirs a remporté pour 30 milliards de francs environ son offensive sur Forte. La revente promise des hôtels haut de gamme va entraîner des restructurations dans le secteur, dominé par les Américains, encore peu présents en Europe

DEUX MOIS, une bataille de communiqués et surtout l'aide de puissants fonds d'investissement comme Mercury Asset Management (MAM) ont permis au groupe de télévision et de loisirs britannique Granada de mettre la main sur Forte, septième groupe hôtelier mondial, pour un montant d'environ 3,9 milliards de livres (environ 30 milliards de francs). Lancée le 22 novembre pour un montant initial de 3,4 milliards de livres, l'offre avait été relevée par Granada le 9 janvier (*Le Monde* du 11 janvier). Le 23 janvier, Granada annonçait détenir, sous forme de promesses de vente, 66,68 % du capital de Forte, en comptant les 9,9 % qu'il avait acquis en deux blocs en Bourse il y a une semaine.

MAM, détenteur de 14,1 % de Forte, également actionnaire (15 %) de Granada, a été l'arbitre de la plus grande bataille boursière qu'ait connue la City depuis dix ans. Mardi 23 janvier en fin de matinée, le fonds d'investissement annonçait qu'il apportait sa participation à Granada, levant définitivement le suspense sur l'issue de l'offre, dont le résultat officiel ne devait être connu que dans l'après-midi.

Le rôle prépondérant des géants de fonds d'investissement a été mis en avant par les analystes londoniens. Ceux-ci ont tranché en acceptant l'offre de Granada. Ils mettaient ainsi en doute la capacité de management de Forte à dégrader des profits à la hauteur des ambitions décrites dans son argumentaire de défense.

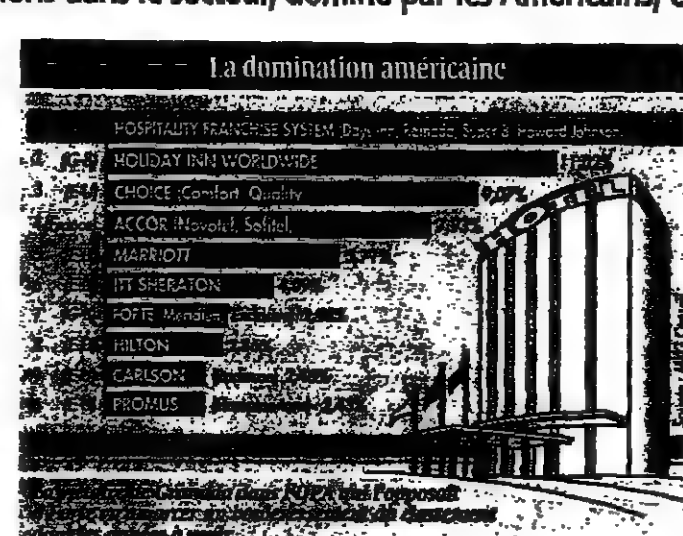
« Nous devons maintenant tirer tout l'avantage du potentiel de Forte, pour la plus grande satisfaction des actionnaires actuels et futurs », a déclaré Gerry Robinson, directeur général de Granada, à l'issue de sa victoire. La fin de cette bataille boursière rend, bien sûr, caduques toutes les propositions de désinvestissement qu'avaient faites Rocco Forte lors de ses dif-

férentes déclarations pour assurer sa défense. Ces mesures portaient notamment sur la revente au bras armé de Whithread - aujourd'hui déchu - de la restauration autoroutière (Little Chef, Happy Eater, Welcome-Break, et Côté France, qui exploite 55 restaurants d'autoroutes en France, ainsi que la chaîne d'hôtellerie économique Travelodge UK. L'ensemble était estimé à 1,05 million de livres.

RECOMPOSITION

Un nouvel épisode va désormais commencer : Granada avait en effet indiqué qu'en cas de succès de son OPA il revendrait, dans les quinze mois, les hôtels Exclusive Forte et Meridien, deux chaînes d'établissements haut de gamme, la dernière ayant été rachetée à Air France en 1994 (*Le Monde* du 8 novembre 1994).

Pour les spécialistes du secteur, cette première restructuration devrait préfigurer une recomposition du paysage des grands groupes hôteliers, qui a peu varié au cours



de ces dernières années. Les dix premiers du classement représentent à eux seuls 61 % du parc hôtelier et les cinq premiers représentent 46,5 % du parc selon le classement établi par la revue *Hôtels et Marketing*. Sur ces dix groupes, sept sont américains, deux britanniques et un français, le groupe Accor.

Le repère potentiel de Meridien se trouve parmi ces dix

groupes. Les rumeurs ne manquent pas. Elles vont de Marriott à Accor. Ce dernier, candidat malheureux au rachat de l'ex-fidèle d'Air France en 1994, pourrait bien être intéressé par le « dossier ».

Selon Georges Panayotis, consultant en hôtellerie et PDG de MKG Conseil, dans les cinq prochaines années le secteur pourrait changer avec la constitution de nouveaux groupes plus puissants. Les évolutions sont très rapides. Pour preuve, le premier groupe mondial, Hospitality Franchise System (HFS), s'est créé en cinq ans.

LA CIBLE FRANÇAISE

Même si le secteur est dominé par les Américains, leur présence en Europe est très faible. Les groupes d'outre-Atlantique, appuyés par des financiers, sont à l'affût de la moindre occasion. HFS a d'ailleurs racheté à Forte la chaîne économique Travelodge États-Unis quand le britannique a

entamé sa politique de cession pour effectuer son restructuration sur l'hôtellerie haut de gamme.

La France reste une cible privilégiée d'investissement pour les Américains : le 15 février, ITT Sheraton va ouvrir un hôtel de grand standing sur la zone de l'aéroport Roissy 2 et Marriott devrait revenir dès 1997 sur les Champs-Élysées.

Les entreprises françaises attirent aussi les regards. Les noms les plus souvent cités sont le Club Méditerranée et Accor. Le Club Méditerranée est à l'abri depuis que la famille Agnelli est montée en puissance dans le capital du groupe de loisirs. Accor, en revanche, pourrait figurer sur la « short list » des raiders. Ses principaux actionnaires, la Caisse des Dépôts et Suez (plus de 30 % des droits de vote à eux deux), ne rechigneront pas à apporter leurs titres à une OPA pour peu que la plus-value soit intéressante.

François Bostnavaron

Carole Galley, la femme qui a fait la décision

LONDRES
de notre correspondant dans la City

Les financiers de la City ne devaient pas juger les gens sur leur mine. A la fin des années 80, une femme fit irruption dans le cercle très fermé des grands gestionnaires de patrimoine. La nouvelle vice-présidente de Mercury Asset Management prétendait diriger de gros investisseurs financiers sur le marché britannique avec cette dégaîne de

PROFIL

chercheuse universitaire, ce sourire excessif, cette poignée de main trop décidée ? Un collaborateur de Sir Rocco Forte avoue aujourd'hui, un peu pénétré : « Nous l'avons sous-estimée. » Après le triomphe de Granada, il ne manque plus qu'une anecdote à Carole Galley, quarante-sept ans, véritable terreur des entreprises dans lesquelles ce personnage-clé du

veste Monopoly des OPA prend des participations.

L'art du placement et de la plus-value, cette fille de fonctionnaire municipal des Midlands, diplômée en lettres modernes de l'université de Leicester, l'a appris auprès de la prestigieuse banque d'affaires Warburg, où elle est entrée, en 1971, comme bibliothécaire. Son ascension, elle la doit à un don naturel pour les mathématiques, une intelligence pratique, un sens de la précision et, surtout, un sang-froid à toute épreuve. Courtoise, utilisant toute la palette de ses qualités pour emporter le morceau, à commencer par le charme et la diplomatie, Carole Galley est d'abord animée par l'indéfectible conviction qu'une compagnie doit faire des bénéfices dans l'intérêt de ses actionnaires, de son personnel, de ses fournisseurs.

Au fond, c'est ce que pourraient lui reprocher la brochure de patrons peu performants, remerciés brutalement à la suite de l'interdiction de celle que la revue *Business Age* a cruel-

lement baptisée « le monstre ». Son pouvoir colossal est à la hauteur de ce poste stratégique qui lui donne un droit de regard sur les groupes-clés du royaume. Carole Galley a mis en place ses « commandements » de bonne gestion que « ses » entrepreneurs ont tout intérêt à suivre. Séparation des fonctions de président et de directeur général, présence de directeurs dits indépendants chargés de l'audit et des rémunérations, stratégie claire et objectifs précis. Bref, c'en est fini de la féodalité protégée des grandes sociétés.

MICHE MORAL

Son goût prononcé pour les valeurs de croissance et sa méfiance à l'égard des grandes familles l'amenent, la plupart du temps, à se ranger dans le camp du prédateur lors des grandes OPA. « La chute d'un titre en Bourse est un péché moral », a murmuré un jour cette libérale tendance victorienne.

Même à ses proches collaborateurs cette

femme sérieuse, qui fait les choses sérieusement, ne se livre guère. Ceux qui la connaissent bien évoquent un mari allemand, banquier de son état, des journées de quatorze heures et de courts week-ends passés dans sa villa du sud de la France, ainsi que de rares escapades à l'opéra.

« Cette aventure est en fait un raidier qui s'avance masqué... ». Un grand industriel lève les bras au ciel lorsque le nom de Galley revient sur le tapis. Les critiques l'accusent d'encourager les opérations inamicales afin de faire monter le cours des actions et d'être la cheville ouvrière du tout-financier si préjudiciable aux investissements à long terme. « L'activité de gestion de fortunes est trop fragmentée pour qu'elle puisse à elle seule déstabiliser le marché. Il n'existe pas de participant dominant », réplique un administrateur. La City pourrait donc dormir sur ses deux oreilles.

Marc Roche

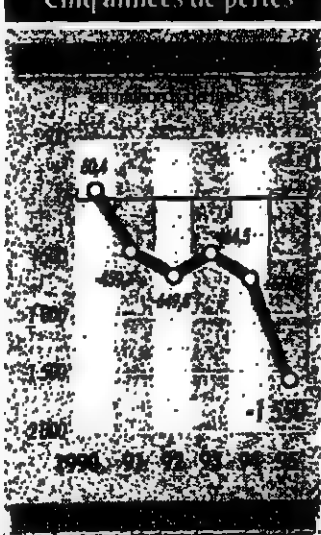
Olivetti négocie un difficile pas de deux entre informatique et télécommunications

« SUR LE LONG TERME, on peut s'attendre à ce que nos activités dans les télécommunications génèrent des bénéfices. Mais, pour les quatre ans qui viennent, nous nous devons avant tout d'être rentables dans nos métiers actuels. » Tenu par Bruno Lamborghini, le responsable de la stratégie chez Olivetti, ces propos résument le dilemme auquel est confronté l'industriel italien : s'il ne jure plus que par les services de télécommunication et le multimédia, il reste encore un fournisseur informatique.

En attendant de pouvoir bénéficier de la croissance, et surtout des marges promises par ces nouveaux métiers de la communication, il se doit, dans l'immédiat, de redresser des activités de bureau et informatique qui constituent toujours la très grande majorité de son chiffre d'affaires, mais qui restent lourdement déficitaires, comme en attestent les résultats de l'exercice 1995, publiés mardi 23 janvier.

Carlo De Benedetti, le président d'Olivetti, est parvenu, fin 1995, à convaincre la communauté financière de l'accompagner dans la gestion de ce difficile pas de deux en apportant 2 257 milliards de francs (7 milliards de dollars) de capitaux frais à la firme d'Ivrea. Au prix de sérieux sacrifices. Personnels tout d'abord, puisque dans cette opération, CIR, la holding industrielle de Carlo De Benedetti, a vu sa part dans Olivetti tomber de 21 % à 16 %. Désormais, 70 % du capital sont aux mains d'institutionnels non italiens, en particulier américains. Mais c'est surtout au niveau social que les sacrifices sont lourds : cinq mille suppressions

Cinq années de pertes



Le résultat 1995, qui marque la fin d'une période de cinq années de pertes, est le résultat d'une stratégie de réduction des coûts.

d'emplois d'ici juin 1996. Le groupe, qui employait trente mille deux cents salariés fin 1995 et qui s'est déjà séparé de vingt-deux mille personnes depuis 1989, s'est aussi engagé à céder pour 400 milliards de francs (1,2 milliard de dollars) d'actifs « non stratégiques ».

Les restructurations touchent les activités de systèmes et services informatiques, pôle le plus rentable, ainsi que la bureautique, mais elles visent pour une large part à redresser l'activité micro-informatique. Celle-ci représente un peu plus de 20 % du total du groupe (soit 2 600 milliards de francs de chiffre

d'affaires), mais constitue l'essentiel de ses pertes. En 1995, ces dernières auraient avoisiné 140 milliards de francs (444 millions de dollars), après un déficit de 260 milliards de francs en 1994. Filialisée début 1996, l'activité micro-informatique doit voir ses effectifs tomber de quatre mille cinq cents à deux mille sept cents employés, la production se concentrant à Scamagna, près de Milan.

PAS LA TAILLE CRITIQUE

Olivetti a-t-il la capacité de se redresser dans ce domaine, alors qu'il a perdu beaucoup de terrain - sa part de marché en Europe a plongé à près de 3,5 %, contre un peu plus de 8 % en 1992 - et que ses pertes sont importantes ? « Olivetti n'a pas la taille critique, qui se situe au-delà du million de machines vendues, pour être rentable », constate Erich Ochs, directeur général adjoint de la société d'études IDC en France. « Ils n'ont pas de technologie dans les machines haut de gamme, les serveurs, les plus rentables, et n'ont pas les quantités suffisantes pour pouvoir résister », renchérit Michel Lederman. « On a vraiment l'impression qu'ils tiennent pour essayer de vendre au mieux », ajoute ce consultant qui vient de réaliser une étude sur les stratégies et les ruptures au sein des industries de l'informatique.

Officiellement, chez Olivetti, on veut toujours y croire. L'objectif assigné à l'activité micro-informatique est, cette année, de franchir la barre du million d'ordinateurs vendus (contre sept cent cinquante mille en 1994) et d'afficher des comptes à l'équilibre. Si ces résultats ne sont pas atteints fin 1996,

on ne cache pas que ce sera l'arrêt ou la vente. « Si on ne regarde que le critère de la taille critique, c'est clair, il leur faut vendre », indique Erich Ochs. « Mais s'ils ne l'ont pas encore fait, c'est peut-être qu'ils s'interrogent sur le fait de savoir s'il faut ou non disposer d'une base installée de micro-ordinateurs pour pouvoir proposer des nouveaux services comme les services de télécommunications, les produits multimédia. »

Édition électronique, téléphonie mobile, services sur le câble, téléphonie par fil classique... le développement dans les nouveaux métiers n'est pas dépourvu d'une certaine logique pour la communauté financière. Il suscite cependant des interrogations. « On a plus l'impression d'une politique de coups que d'une stratégie globale », relève Michel Lederman. Certains pointent les arrière-pensées financières. « Aujourd'hui, si vous voulez toucher l'argent des banquiers, dites que vous investissez dans les télécommunications », résume un expert du secteur.

Au-delà, c'est surtout la capacité d'Olivetti à préserver des alliances stratégiques sur le long terme qui est en question. Ces dernières années, le groupe italien n'a guère fait preuve de constance : après la rupture avec l'américain AT&T, il s'est séparé d'un autre américain, Digital Equipment. Aujourd'hui, Carlo De Benedetti rejette toute idée de nouvelle alliance dans l'informatique. Mardi 23 janvier, il a qualifié d'absurdes les rumeurs de rapprochement avec le français Bull ou le coréen Samsung.

Philippe Le Cœur

La métallurgie CGC se prononce pour la semaine de quatre jours

JEAN-PIERRE CHAFFIN, président de la Fédération de la métallurgie CFE-CGC devait annoncer, mercredi 24 janvier, que son organisation était favorable à l'instauration de la semaine de quatre jours.

Pour le principal syndicat représentant l'encadrement, cette décision constitue une petite révolution. « Les salariés que nous représentons étaient jusqu'ici peu sensibles à la réduction du temps de travail, mais désormais il faut une rupture franche », explique Jean-Pierre Chaffin. Deux faits justifient, selon lui, cette prise de position : « Depuis vingt ans, ni l'action des gouvernements ni celle des partenaires sociaux n'ont permis de combler le fossé entre ceux qui ont un travail et les autres ». A cette raison valable pour l'ensemble des salariés s'en ajoute une seconde, spécifique à l'encadrement : « Jusqu'ici, en matière de réduction du temps de travail, les cadres se sont toujours fait avoir. L'instauration de la semaine de quatre jours constitue le seul moyen de rendre la réduction effective ».

Comme la grande majorité des salariés (*Le Monde* du 12 janvier), Jean-Pierre Chaffin ne confond pas la semaine de quatre jours avec les 32 heures de travail hebdomadaires, solution qui lui semble impraticable pour l'encadrement. Selon lui, l'organisation du travail sur quatre jours est une des pistes les plus prometteuses pour créer des emplois. Deux conditions sont, à ses yeux, nécessaires : « Un signal fort de la part des pouvoirs publics, qui ne doivent pas hésiter à investir de

l'ordre de 100 milliards de francs par an », et des négociations, dans chaque entreprise, sur l'organisation du travail et les contreparties à négocier. Pour la CFE-CGC, « l'entreprise ne doit pas être moins compétitive après avoir organisé le travail sur quatre jours, au contraire, mais l'incidence sur les salaires doit être de plus faible ampleur que la réduction du temps de travail ». Sur la délicate question de la compensation salariale, Jean-Pierre Chaffin entend « laisser les entreprises négocier ».

EN CAMPAGNE ÉLECTORALE

Cette prise de position n'est sans doute pas dénuée d'arrière-pensées : elle intervient à quelques jours de la reprise des négociations entre le patronat et les syndicats de la métallurgie sur l'annualisation et la réduction du temps de travail. Par ailleurs, Jean-Pierre Chaffin, qui, en 1993, n'a été battu que d'une quinzaine de voix par Marc Villetto à la présidence de la confédération de la CFE-CGC, s'est à nouveau porté candidat. Le congrès confédéral arbitra en juin. La semaine de quatre jours constituera donc un axe fort de sa campagne électorale.

Plus fondamentalement, cette prise de position confirme la distanciation qui s'opère entre les entreprises et l'encadrement. Loin de se dévouer sans réserve pour leur employeur, les cadres veulent relativiser leur engagement professionnel et ne plus sacrifier leur vie privée.

Frédéric Lemaître

Bertrand Collomb, président de l'Institut de l'entreprise « Nous sommes trop gestionnaires et pas assez entrepreneurs »

Bertrand Collomb, PDG du groupe Lafarge, a été élu mercredi 24 janvier à la présidence de l'Institut de l'entreprise, où il succède à Didier Pinau-

Valenciennes, PDG de Schneider. Créé en 1975, cet organisme sert de groupe de réflexion pour le patronat. M. Collomb souhaite entamer son

mandat par une redéfinition du rôle des entreprises, qui, selon lui, doivent « privilégier la croissance et l'innovation ».

Vous venez d'accéder à la présidence de l'Institut de l'entreprise. Pourquoi avez-vous accepté cette mission ?

« J'ai accepté la présidence de l'Institut de l'entreprise car j'estime qu'il faut savoir consacrer un peu de son temps à animer la réflexion. Depuis son origine, l'Institut de l'entreprise a été un lieu de débat pour les chefs d'entreprise. Parce qu'il n'est pas inventé de pouvoir, il n'a pas les contraintes des acteurs institutionnels et peut avancer librement des propositions et des idées pour le long terme. »

« Ces dernières années, les responsables n'ont cessé d'échanger leurs expériences sur la façon d'améliorer leurs entreprises. Mais dans le même temps, l'environnement a changé. Des pressions de tous ordres se sont manifestées, rendant les chefs d'entreprise perplexes devant l'évolution économique et sociale. On a perdu de vue ce qu'était l'entreprise. Il nous faut redéfinir une conception à long terme. »

Revenons à la notion « d'entreprise citoyenne » ?

« Au moins celle d'entreprise dans la cité. Le premier rôle de l'entreprise est de créer des richesses, de la valeur. Mais, à la différence des États-Unis, les sociétés en Europe ont toujours considéré qu'elles avaient une responsabilité, notamment en matière sociale ou d'environnement à l'égard de la collectivité. Cela peut donner lieu à des contradictions. Mais mieux vaut les affronter que les nier. »

« Notre conception européenne de l'entreprise, faite de

plus de solidarité, a abouti, cependant, à nous rendre moins mobiles. Nous devons trouver un mode d'organisation sociale original qui nous permette de réduire ces rigidités. Car le développement économique d'un pays n'est pas d'abord dû à un pilotage d'un gouvernement ou à la politique monétaire d'une banque centrale, mais à la capacité d'entreprendre. C'est ce dynamisme-là qui est créateur de richesses. »

Ces dernières années, les entreprises ont plus parlé de restructurations que de création de richesses...
« C'est vrai. Nous sommes parfois trop gestionnaires et pas assez entrepreneurs. L'environnement nous a poussés à rechercher la sécurité plutôt que la prise de risque. Les chefs d'entreprise étaient plus appréciés s'ils restructuraient que s'ils innovaient. »

« Nous devons changer cet état d'esprit. Il nous faut désormais redevenir plus entrepreneurs, créer de nouveaux produits, inventer des technologies. Et cette mutation ne peut pas être réservée aux PME. Les grands groupes aussi doivent privilégier l'innovation et la croissance. Par expérience, je sais que c'est beaucoup plus difficile que de réduire les coûts. Mais nous n'avons pas le choix. »

Est-ce, pour vous, une des réponses aux décrets de l'entreprise, qui estiment qu'elle n'a pas répondu à leurs attentes ?

« Les attentes ont un nom : l'emploi. Face à la montée du chômage, tout le monde est désorienté. On a pensé que les entreprises pouvaient répondre à tout, en ou-

blisant la réalité : il ne peut y avoir d'embauche sans logique économique. »

« Cela dit, le problème, ce n'est pas le chômage mais la création d'emplois. Les États-Unis ont, au cours des dix dernières années, créé des millions d'emplois dans le privé grâce à un fort dynamisme économique et en abaissant le coût du travail non qualifié. En France, nous n'avons fait ni l'un ni l'autre. Nous n'entreprendons pas assez et notre coût du travail est trop élevé. Nous savons tout cela depuis longtemps mais nous n'avons pas la conclusion, qui nous proposerait un choix entre le chômage et les inégalités. »

« Nous avons cru pendant longtemps que la redistribution pouvait corriger les inégalités. Aujourd'hui, on s'aperçoit que ce système de correction n'est pas neutre. S'il devient trop coûteux, il tue le dynamisme économique. Au lieu d'égalité, il va créer plus d'inégalité. Il faut aujourd'hui d'équité, comme l'a fait une commission du Plan, et imaginer des solutions. Par exemple, refuser l'effort et faciliter la mobilité interne, ce que les entreprises ont insuffisamment fait ces dernières années. Mais, pour le moment, tout le monde continue de baisser. On a remplacé le débat essentiel sur les structures par des mesures palliatives. »

La réduction du temps de travail, souhaitée par de nombreux syndicats et des partis politiques, se classe-t-elle pour vous dans les « mesures palliatives » ?

« S'il s'agit de diminuer uniformément le temps de travail, tout

en maintenant le pouvoir d'achat, la preuve a déjà été faite en 1981 que cela ne marche pas. En revanche, s'il existe des formules souples qui permettent aux entreprises d'être plus compétitives et de créer des emplois, il faut les utiliser. Mais surtout pas de dogmatisme. Toute mesure générale engendrant des effets contraires bien supérieurs aux maux qu'elle est censée soulager. »

Depuis la crise de 1993, les salaires manifestent de plus en plus de désenchantement à l'égard de leur entreprise. Faut-il réinventer un nouveau dialogue social ?

« Les mutations de ces dernières années n'ont sans doute pas été assez expliquées à l'intérieur comme à l'extérieur. Cela a créé un sentiment de doute chez les salariés, particulièrement chez les jeunes. C'est un problème sérieux. Contrairement à certaines idées en vogue, je ne crois pas aux liens distendus, aux relations strictement contractuelles, ni même au télétravail. Cela ne correspond pas à la réalité de l'entreprise. Si l'engagement des salariés fléchit, les entreprises en souffriront à moyen terme. »

Il y a donc urgence à revitaliser le dialogue dans l'entreprise. Mais il faut pour cela une base de vérité. On a trop demandé, trop promis au nom de l'entreprise. Il faut reprendre les fils de la discussion dans une optique renouvelée, qui prenne en compte tous les changements intervenus au cours de ces dernières années.

Propos recueillis par
Martine Orange

Elf Aquitaine associé à un appel d'offres au Venezuela

LE CONSORTIUM FRANCO-AMÉRICAIN Elf Aquitaine - DuPont Conoco a emporté le 23 janvier le troisième permis d'exploration sur les dix qu'entend attribuer PDVSA, la société nationale des pétroles vénézuéliens, à des groupes étrangers. Mettant un terme à vingt ans de nationalisation, le gouvernement ouvre de nouveau son industrie pétrolière aux capitaux privés pour augmenter la production. La zone d'exploration confiée à Elf-DuPont, appelée Guanare, s'étend sur 1 900 kilomètres carrés. Située dans le piémont de la Cordillère des Andes, au centre-ouest du pays, elle renfermerait des réserves estimées à 800 millions de barils de brut. Le premier appel d'offres a été emporté par l'américain Mobil, associé à l'allemand Veba Oel et au japonais Nippon. Le deuxième est revenu à l'américain DuPont-Conoco, allié à Canadian Occidental, au consortium italo-suédois Agip-Norsk et à l'association canado-argentine Talsman-Astra.

■ Découvert bancaire : la Cour de cassation a jugé mardi 23 janvier qu'un découvert bancaire toléré durant plus de trois mois sur le compte d'un particulier constituait de la part de la banque une ouverture de crédit soumise à la loi de 1978 relative à la protection des consommateurs. Les magistrats ajoutent que, lorsque cette ouverture de crédit est consentie tacitement, la banque doit renoncer à tout intérêt, légal ou conventionnel, faute d'avoir conclu avec son client une convention à ce sujet.

■ Digital Equipment : le groupe informatique américain a clos, fin décembre 1995, son cinquième trimestre bénéficiaire consécutif. Sur le premier semestre de son année fiscale 1995-96, il affiche un résultat net de 197 millions de dollars (985 millions de francs), contre une perte de 111,7 millions de dollars un an plus tôt. Le chiffre d'affaires est en hausse de 9,4 %, à 7,2 milliards de dollars.

■ Retards d'impôts : le fisc continuera en janvier à examiner « avec bienveillance » la situation des entreprises qui rencontrent des difficultés pour régler leurs échéances fiscales en raison des grèves de fin 1995, a indiqué mardi le ministre de l'économie dans un communiqué. « Pour les dettes fiscales et sociales importantes », le fisc et les organismes de sécurité sociale étudieront également « la possibilité de mettre en place des délais de règlement », explique le ministre des finances.

■ Crédit foncier de France : le CFF n'aura comme quelques jours de répit. Après une brève accalmie consécutive à l'octroi d'une ligne de crédit de 20 milliards de francs consentie par la Caisse des dépôts, le titre CFF a de nouveau plongé mardi 23 janvier, perdant 6,3 % de sa valeur. Le gouverneur, Jean-Claude Collin, devrait présenter fin février le plan de reconversion de l'institution. Le CFF doit faire face à la disparition des prêts PAR, qui lui assuraient près de la moitié de son chiffre d'affaires.

■ Seita : privatisée voici un an, le fabricant et distributeur français de tabac a annoncé le 23 janvier que son résultat net consolidé part du groupe pour 1995 devrait s'établir à environ 670 millions de francs, en progression de 1,8 % sur 1994. La Seita prévoit que l'année 1996 devrait être « plus favorable ».

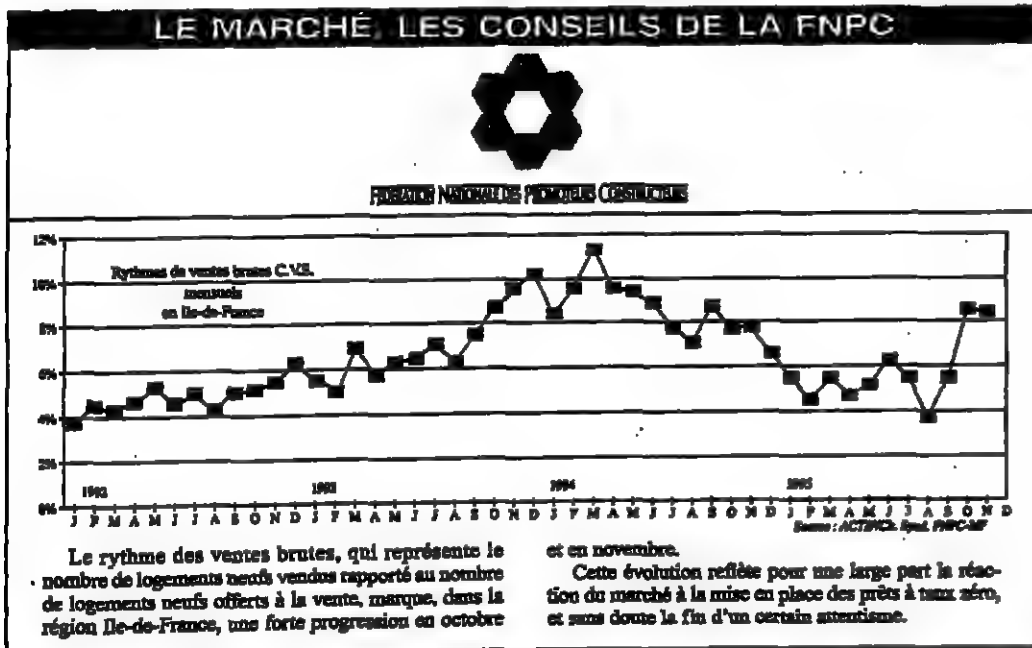
■ Assurance-vie : l'agence américaine Standard and Poor's a estimé, mercredi 24 janvier, qu'aucun des grands assureurs-vie japonais ne mérite une note AAA. Nippon Life, le premier assureur-vie mondial, avec un chiffre d'affaires 1994-95 de 5 662 milliards de yens (64 milliards de dollars), a obtenu un AA. Pour Standard and Poor's, la profession doit faire face à d'importants défis dans les prochaines années, puisque les assureurs « dommages » japonais vont être autorisés à proposer des produits « vie ».

Le Monde IMMOBILIER POUR ACHETER, VENDRE, LOUER

REPRODUCTION INTERDITE

LE RENDEZ-VOUS DU NEUF

Les opportunités pour acheter, investir...



6^e arrondissement

Résidence Bonaparte 64, rue Bonaparte. Reste quelques appartements disponibles de studio au 3/4 pièces.	Commercialisation : PATRICK RANDI 64, rue Bonaparte, 75006 Paris. Tél : 45.25.61.00 (de 14 h à 19 h) 268, bd Saint-Germain, 75007 Paris. Tél : 45.55.22.00. Fax : 45.51.30.85.	Entre la Place Saint-Germain et l'Église Saint-Germain-des-Prés. Dans un immeuble de très grand standing, prêt à être habité, avec façade à l'ancienne en pierre de taille. Prestations luxueuses : solaires de marbre, parquet flottant, etc. Les appartements de 37 à 80 m ² sont idéalement conçus pour en faire votre pied à terre parisien. Certains bénéficient de balcons ou terrasses. Parking en sous-sol. Très sécurisés. Appartements situés à par pas de la gare de Saint-Germain des-Prés et de la 4 à 19 h, 64, rue Bonaparte, Paris VI.
----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Exceptionnel à Paris

MONTBARNASSE
PARIS 17^e

SAINT-AUGUSTIN
PARIS 8^e

LIVRAISON
96

35
RUE DU ROCHER

108
RUE DE LA GARE

A quelques minutes à pied de la Gare Montparnasse. Studios, 2, 4 et 5 pièces.

PARIS OUEST IMMOBILIER
78, Bd St-Marc 75005 PARIS
FAX : 45 87 70 89

PARIS OUEST
45 87 70 20

14^e arrondissement

Closerie-Montparnasse Rue Procheville Réalisation : PONCIEUX SAÏES Groupe BANQUE IMMOBILIERE 82, rue de la Folie-Montparnasse 75116 PARIS Tél : 45.83.78.78.	21 appartements disponibles. Du studio au 5 pièces, quelques duplex. 28.000 F le m ² moyen. Une des rues les plus calmes de Montparnasse. Quelques appartements ont une vue dégagée sur tout Paris. Livraison : 1 ^{er} trimestre 1997. Renseignements et visite : tél. 45.83.78.78.
-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

■ LA SUÈDE a lancé, sur le marché international, un emprunt obligataire de 3 milliards de francs, sous la direction de la BNP et de la banque américaine Merrill Lynch

■ L'ONCE D'OR s'échangeait, mercredi 24 janvier, sur le marché international de Hongkong, à 403,15-403,45 dollars, contre 403,50-403,80 dollars la veille en clôture.

■ WALL STREET a terminé la séance de mardi en baisse. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a perdu 27,09 points, soit 0,52 %, pour s'établir en clôture à 5 192,27 points

■ LA CAISSE centrale du Crédit immobilier de France (CCIF) a annoncé mardi que ses besoins de financement devraient atteindre 10 à 11 milliards de francs en 1996.

■ LA BOURSE de Tokyo a progressé, mercredi 24 janvier. L'indice Nikkei a gagné 1,15 %, soutenu par le rebond de la monnaie américaine face à la devise japonaise

LES PLACES BOURSILIÈRES

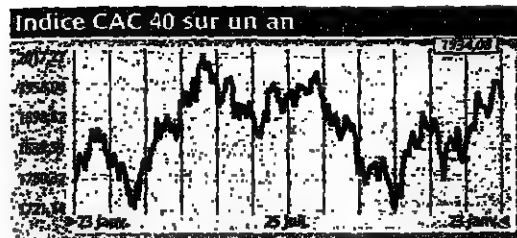


Paris à nouveau en baisse

LA BOURSE DE PARIS se reprenait un peu mercredi 24 janvier, dernier jour du mois boursier de janvier. Un mois qui se termine sur un gain appréciable de l'ordre de 5 %. A l'ouverture l'indice CAC 40 gagnait 0,26 % mais avait du mal à rester en hausse. Il finissait en milieu de journée par perdre du terrain et abandonner 0,31 % à 1928,03 points, peu après l'annonce par la CGT d'une semaine d'action en février.

Pourtant, l'annonce de la baisse de 0,10 % du taux du Repo allemand, de 3,65 % à 3,55 %, suivie d'une diminution du taux central belge et du Repo danois, est considérée sur les marchés comme très favorable. Dès lors, les investisseurs ont progressé en France et en Allemagne, où la baisse d'au moins 0,05 % du Repo était anticipée. Sur le Matif, le contrat notional mars s'ajustait à 0,28 % à 125,04. Le contrat Pibor mars était stable à 95,35.

Mais les investisseurs soulignent



que les difficultés du plan Secu et les doutes entourant l'UEM pèsent sur la tendance. Les perspectives de mauvais résultats des entreprises françaises pour 1995

inquiètent aussi de plus en plus le marché. « Certaines grandes entreprises vont afficher pour la première fois des pertes ou un fort recul », souligne un analyste.

Fraikin, valeur du jour

LE TITRE FRAIKIN a perdu 7,3 % mardi 23 janvier à la Bourse de Paris, à 174,20 francs. La société de location de camions vient de prendre le contrôle de 50,50 % de son concurrent direct, Locamion. Le bloc a été acheté en Bourse à 589 francs, nettement au-dessus du dernier cours coté de 365 francs, et cela valorise Locamion à 800 millions de francs. Le reste du capital sera acquis par voie d'OPA simplifiée avec maintien de cours. Cette opération permet à Fraikin de doubler sa taille : la nou-

velle structure représentera un chiffre d'affaires de 2,4 milliards de francs. Fraikin a eu recours à un emprunt de 620 millions de francs à 7 ans.



PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÈGLEMENT MENSUEL

Cours au 24/01	Var. %	Var. %
HAUSSES, 12h30	24/01	23/01
Ingénico	34	+2,1
RS	440	+2,1
NEI	50	+3,0
De Dietrich	258	+2,0
Nordson (NY)	410	+3,5
SLTA	929	+4,1
Euro Disney	12	+7,5
Ball Inerts	84	+1,8
Peugeot	440	+1,8
Stas Rougier	126	+1,7

Cours au 24/01	Var. %	Var. %
BAISSES, 12h30	24/01	23/01
CAN	139,50	-14,8
Peugeot	71,10	-1,3
Orféole	185	+1,3
Schneider SA	194,20	+10,8
SEITA	195,10	+9,1
Euro RSCG MW	49	+8,2
Laposte	258	+5,7
Cheminot	94,90	+5,1
Galeries Lafayette	1140	+4,2
Crédit Foncier	63,10	+8,6

VALEURS LES PLUS ACTIVES

24/01	23/01	Capitalisation en RF
SEANCE, 12h30	échange	en RF
VMH Mot Winton	31700	3607586
BNP	94622	3283502
Christian Dior	45687	2652418
Alcatel Alsthom	55827	29554220
Danone	26884	2164752
Sat-Coban	33917	1934482
Lyonnais Elan	31406	1420706,30
Alitalia Berlin	14186	1228207
Azor	17554	1148550
Guibert	17804	1182430

PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

Cours au 24/01	Var. %	Var. %
HAUSSES, 12h30	24/01	23/01
Alcatel Alsthom	1158	+12,5
Canal+ (C)	26,25	+0,6
Medias (M)	84	+1,0
Soprop	130,20	+4,3
Procter & Gamble	45	+3,2

Cours au 24/01	Var. %	Var. %
BAISSES, 12h30	24/01	23/01
RSCG	757	-8,1
Peugeot (P)	219,50	+2,9
Technolab (T)	96	+1,8
Desquenes Gerol	106	-8,2
CA de la Brie	337,10	-5,3

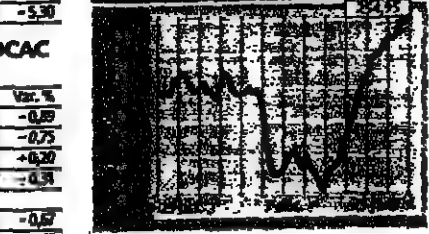
INDICES SBF 120-250, MIDCAC ET SECOND MARCHÉ

24/01	23/01	Var. %
Ind. gen. SBF 120	1322,46	-0,7
Ind. gen. SBF 250	1284,22	-0,7
Ind. Second Marché	254,93	+1,8
Ind. MidCAC	1050,41	-0,3

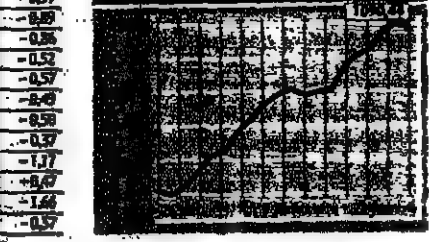
Indice SBF 250 sur 3 mois



Indice second marché sur 3 mois



Indice MidCAC sur 1 mois



Reprise à Tokyo

LA BOURSE de Tokyo a terminé la séance du mercredi 24 janvier sur un gain de 231,82 points (1,15 %), à 20 312,74 points, après être passé sous la barre des 20 000 points dans la matinée pour la première fois depuis le 4 janvier. La fermeté du dollar a contribué au redressement du Kabuto Cho.

A Wall Street, la veille, la grande Bourse de New York a consolidé ses gains après avoir atteint un nouveau record historique lundi. Le Dow Jones a abandonné 27,09 points (0,52 %), à 5 192,27 points, à l'occasion d'une séance animée avec 415 millions de titres échangés. Un nouvel accès de faiblesse sur le marché obligataire a incité les investisseurs à prendre leurs bénéfices après les 124 points engrangés la semaine dernière et la hausse de 35 points de lundi. Le taux de l'emprunt de référence à trente ans s'est tendu à 6,09 %, contre 6,05 %

lundi. Une fois de plus, le marché obligataire pâtit de l'absence de progrès sur le plan de la dette. « Les positions de la Maison Blanche et celles des républicains sont très éloignées », constate Bill Sullivan, chef de la division des affaires étrangères de la banque d'affaires Dean Witter Reynolds. Les investisseurs se sont également inquiétés de la reprise des dépenses des ménages après les récentes tempêtes de neige.

INDICES MONDIAUX

Cours au 24/01	Cours au 23/01	Var. %
Paris CAC 40	1928,03	-1,05
New York DJ	5192,27	-0,52
Tokyo Nikkei	20312,74	+1,15
Londres FT100	3725	+0,51
Frankfurt Dax 30	2384,47	+0,25
Bruxelles C20	853,41	+0,47
Bruxelles C20	1913,81	+0,53
Bruxelles C20	1648,91	+0,53
Milan MIB 30	1003	+0,30
Amsterdam AEX	333,20	+0,28
Madrid IBEX 35	338,17	+0,44
Stockholm Aftal	1322,31	-
Londres FT30	2769,60	+0,37
Hong Kong Hang Seng	10957,20	+0,02
Singapore Strait	2433	+0,44

NEW YORK

Les valeurs du Dow Jones

24/01	23/01
Alcoa	2801
American Express	51,50
Allied Signal	48,12
AT & T	64,75
Bell	72,12
Boeing Co	77,82
Caterpillar Inc.	62,50
Chevron Corp.	31,75
Coca-Cola Co	73,62
Danone	60,50
Du Pont Nemours & Co	75
Eastman Kodak Co	62,12
Exxon Corp.	76,12
Gen. Motors Corp.	59,50
Gen. Electric Co	72,87
Goodrich T & Rubber	45,50
IBM	102,87
Intl Paper	74,75
J.P. Morgan Co	75,50
Mc Don Douglas	84,75
Merkel & Co Inc.	66,87
Minnesota Mng. & Mfg	62,62
Philip Morris	59,50
Procter & Gamble C	65,12
Sears Roebuck & Co	40,62
Tesaco	76,25
Union Carb.	59,87
Unid Technol	94,25
Westingh. Electric	16,87
Woolworth	11

LONDRES

Sélection de valeurs du FT 100

24/01	23/01
Allied Lyons	5,35
Barclays Bank	7,79
B.A.T. Industries	5,77
British Aerospace	8,79
British Airways	5,16
British Gas	2,49
British Petroleum	5,14
British Telecom	3,75
B.T.L.	3,35
Chubb & Son	5,59
Comptel	0,81
Glaxo	9,11
Grand Metropolitan	4,55
Guinness	4,84
Hanson Plc	2,05
Greiff	6,89
M.S.B.C.	10,58
Imperial Chemical	8,21
Marks & Spencer	4,35
National Westminster	6,68
Peninsula Orienta	5,04
Reckitt	6,17
Satchell & Satchell	1,06
Shell Transport	8,33
Smithline Bechtel	7,09
Tate & Lyle	4,65
Unilever Ltd	13,63
Zeneca	12,85

FRANCKFORT

Les valeurs du Dax 30

24/01	23/01
Allianz Holding N	280
Bayer AG	247,90
Bayer AG	40,80
Boehringer AG	25,12
Boehringer AG	42,38
BMW	800
Commerzbank	245,40
Continental AG	25,26
Daimler-Benz AG	266
Deutsche Bank AG	125,30
Deutsche Bank AG	17,68
Dresdner Bank AG	37,22
Haniel AG	569
Hoechst AG	430,80
Karstadt AG	285,30
Kaufhof Holding	48
Linde AG	881
DT. Lufthansa AG	213,50
Man AG	426,50
Mannesmann AG	302,80
Metallgesellschaft AG	34,60
Preussag AG	420,50
RWE AG	369,70
Scherling AG	165,35
Siemens AG	820
Thyssen	281,70
Veba AG	64,80
Viel AG	627,50
Wella AG	795

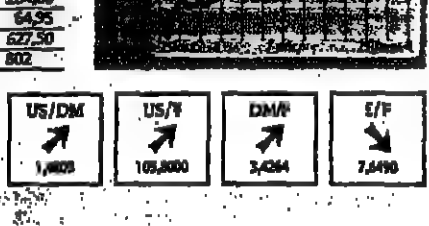
New York, Dow Jones sur 3 mois



Londres, FT100 sur 3 mois



Frankfurt, Dax 30 sur 3 mois

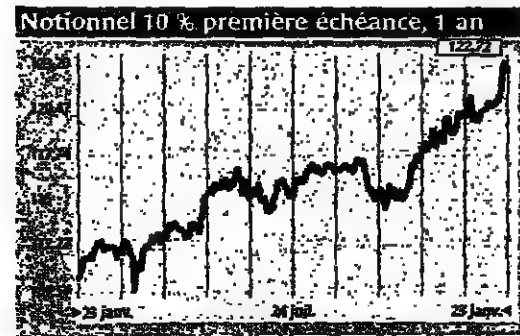


LES TAUX



Progression du Matif

LE CONTRAT NOTIONNEL du Matif - le contrat à terme sur les obligations d'Etat françaises - a ouvert en hausse, mercredi 24 janvier. Après quelques minutes de transactions, l'échéance mars gagnait 22 centimes à 122,98 points. Le taux de rendement de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) à dix ans s'inscrivait à 6,33 %, soit un écart de 0,51 % par rapport à celui du titre d'Etat allemand de même échéance.



LES TAUX DE RÉFÉRENCE

Taux 23/01	Taux au 24/01	Taux au 23/01	Indice des prix
France	4,13	-0,36	7,07
Allemagne	5,50	-0,66	6,66
Grande-Bretagne	9,87	-10,30	10,26
Italie	0,38	-3,07	4,75
Japon	5,44	-5,62	6,05
Etats-Unis	6,09	-0,20	2,80

MARCHÉ OBLIGATAIRE DE PARIS

Taux de rendement	Taux au 23/01	Taux au 24/01	Indice (base 100 fin 95)
Fonds d'Etat 3 à 5 ans	5,30	-0,14	107,74
Fonds d'Etat 5 à 7 ans	5,67	-0,08	102,05
Fonds d'Etat 7 à 10 ans	6,13	-0,19	102,54
Fonds d'Etat 10 à 15 ans	6,36	-0,05	102,61
Fonds d'Etat 20 à 30 ans	6,90	-0,05	104,89
Obligations françaises	6,81	-0,05	100,45
Fonds d'Etat 3 TME	-1,21	-0,28	100,62
Fonds d'Etat 3 TRE	-1,21	-0,28	99,96
Obligat. franc. 3 TME	-0,63	-0,72	100,07
Obligat. franc. 3 TRE	+0,24	+0,22	100,07

La confiance actuelle des investisseurs internationaux dans le marché obligataire français est restée par le bon accueil qu'ils réservent aux nouvelles et nombreuses émissions (2 milliards de francs pour la banque autrichienne OKB, 3 milliards pour la Suède et 2,5 milliards pour l'émetteur espagnol Argenta).

La Banque de France a abaissé, d'un seizième de point le taux de l'argent au jour le jour, ramené à 4,38 %.

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 7,50 %)

Achat	Vente	Achat	Vente
24/01	23/01	24/01	23/01
Jour le jour	4,38	4,38	4,38
1 mois	4,38	4,38	4,38
3 mois	4,38	4,38	4,38
6 mois	4,38	4,38	4,38
1 an	4,38	4,38	4,38
Pibor France 1 mois	4,68	4,68	4,68
Pibor France 3 mois	4,68	4,68	4,68
Pibor France 6 mois	4,68	4,68	4,68
Pibor France 9 mois	4,68	4,68	4,68
Pibor France 12 mois	4,68	4,68	4,68
Pibor Ecu 1 mois	4,78	4,78	4,78
Pibor Ecu 3 mois	4,78	4,78	4,78
Pibor Ecu 6 mois	4,78	4,78	4,78
Pibor Ecu 9 mois	4,78	4,78	4,78
Pibor Ecu 12 mois	4,78	4,78	4,78

MATIF

Échéances 23/01	volume	dernier prix	plus haut	plus bas	premier prix
NOTIONNEL 10 %					
Mars 96	17679	122,98	122,98	122,98	122,98
Juin 96	247	123,28	123,28	123,28	123,28
Sept. 96	62	122,06	122,06	122,06	122,06
Dec. 96	-	-	-	-	-

PIBOR 3 MOIS

Échéances 23/01	volume	dernier prix	plus haut	plus bas	premier prix
Mars 96	4262	95,35	95,35	95,35	95,35
Juin 96	13240	95,40	95,40	95,40	95,40
Sept. 96	6943	95,45	95,45	95,45	95,45
Dec. 96	4399	95,58	95,58	95,58	95,58

ECU 1000 TENURE

Échéances 23/01	volume	dernier prix	plus haut	plus bas	premier prix
Mars 96	2807	92,10	92,10	92,10	92,10
Juin 96	-	-	-	-	-

CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40

Échéances 23/01	volume	dernier prix	plus haut	plus bas	premier prix
Janvier 96	16329	1953,75	1953,75	1953,75	1953,75
Février 96	2671	1940,5	1940,5	1940,5	1940,5
Mars 96	860	1947,5	1947,5	1947,5	1947,5
Juin 96	51	1958,75	1958,75	1958,75	1958,75

LES MONNAIES



Rebond du dollar

LE DOLLAR était en hausse, mercredi matin 24 janvier, lors des premières transactions entre banques sur les places financières européennes. Il s'échangeait à 1,4813 mark, 106,45 yens et 5,06 francs.

Le billet vert était soutenu par l'annonce d'une nouvelle contraction de l'excédent commercial japonais au mois de décembre. Il s'est établi à 10,95 milliards de dollars, soit 107,1 milliards de dollars sur

l'ensemble de l'année 1995, ce qui représente une baisse de 11,4 % par rapport à 1994. Vis-à-vis des États-Unis, le surplus commercial nippon s'est également réduit (45,6 milliards de dollars en 1995 après 54,9 milliards en 1994).

AUJOURD'HUI

SPORTS

COUPE D'EUROPE Le Limoges CSP a préservé ses chances de qualification pour les demi-finales de la Coupe d'Europe des clubs en battant, dans leur salle, les

Lituanais de Kaunas (82-68). Les Limogeois doivent encore s'imposer à Ostende, mardi 30 janvier, pour obtenir leur place dans le dernier carré européen. ● L'ÉQUIPE

championne d'Europe en 1993 a retrouvé une motivation depuis le limogeoise surprise de l'entraîneur israélien Zvi Sherf, arrivé en début de saison, dont les qualités ont été ju-

gées insuffisantes pour donner au CSP le style offensif réclamé par le public et les dirigeants. ● EN CHAMPIONNAT d'Europe des clubs, Antibes reçoit les Turcs d'Istanbul tan-

dis que Pau-Orthez se déplace chez les Grecs du Panathinaïkos d'Athènes, jeudi 25 janvier, pour la quatrième journée retour des poules huitièmes de finale.

Le Limoges CSP veut chasser le doute de son basket

Le club vient de changer d'entraîneur pour tenter de redonner un style à l'équipe, sur la voie d'une demi-finale européenne après son succès sur les Lituanais de Kaunas (82-68)

LIMOGES

de notre envoyé spécial

Les victoires ne suffisent pas au Limoges CSP. Pourtant, la qualification pour la demi-finale de la Coupe d'Europe des clubs se précise, même si elle dépend encore d'un déplacement à Ostende, la semaine prochaine. Mardi 23 janvier, Limoges a facilement battu Kaunas (82-68). Des Lituanais, vainqueurs du match aller, toujours en tête de cette poule des quarts de finale. La domination de Limoges à domicile est cependant dans l'ordre des choses. Le club s'impose dans l'Europe du basket, depuis sa victoire dans le championnat des clubs en 1993.

Mais le score de ce match, joué pour la première fois depuis longtemps avec la manière, ne rassure pas complètement. La crise financière, qui a laissé le club au bord du dépôt de bilan à la fin de la saison dernière, a créé un doute profond (Le Monde du 23 novembre 1995).

Pour le début de la première saison sans Borzid Malikovic, l'entraîneur serbe du triomphe de 1993, Limoges a cependant gagné

22 matches sur 25. Avec ce bilan flatteur, Zvi Sherf, arrivé pendant l'été pour deux saisons, aurait pu envisager avec sérénité la poursuite de sa mission au CSP. Mais l'entraîneur israélien n'a mis que quelques heures, après la trêve de Noël, pour accepter de partir. Comme si son échec, masqué par les chiffres des victoires, ne faisait aucun doute à ses propres yeux.

Et celui qui avait amené cet entraîneur au club a été le premier à reconnaître son erreur. Car Didier Rose ne joue pas ici le rôle de l'ombre qu'on lui prête généralement. Cet agent est le plus puissant du basket français avec une centaine de joueurs et d'entraîneurs sous contrat avec lui. Ancien membre du CSP, il n'a pas bûd sa réussite dans la ville de son enfance. Cependant, après la restructuration financière de l'été, Didier Rose a fait une entrée officielle au club.

Il a été appelé au comité stratégique du CSP. Cette instance de huit membres se réunit régulièrement autour du président Xavier Popelier pour faire le point des objectifs financiers et sportifs fixés par les élus. « Je me suis vite rendu compte que Zvi Sherf n'avait pas les moyens techniques de relever de Limoges une grande équipe », explique Didier Rose. Malgré nos mises en garde, il

n'a jamais réussi à exploiter l'effectif mis à sa disposition. C'était alors à moi de convaincre le comité stratégique de se séparer de lui. »

« Zvi Sherf n'avait pas les idées fortes nécessaires pour fédérer un groupe de fortes personnalités », dit Richard Dacoury, le capitaine limogeois, actuellement blessé. Les défaits à Pau en championnat, à Vitoria et en Lituanie en Coupe d'Europe avaient montré que Sherf ne savait pas gérer le money time. Alors que les joueurs avaient su maîtriser ces matches jusqu'aux minutes décisives. » Pour lui, cette décision de l'état-major du club aura permis d'éviter « six nouveaux mois d'errements ».

Derrière les regrets se dessine en creux le portrait de l'entraîneur rêvé par des joueurs pleins d'ambition. « Zvi Sherf n'a jamais su créer le lien entre l'assaut défensif laissé par Malikovic et les attaques arrivées à l'intersaison », explique Frédéric Forte, un des joueurs qui connaît le mieux Limoges, après sept saisons au CSP. « Il fallait réussir cette osmose pour créer un basket plus moderne. » Car, après trois ans du « verrou Malikovic », les joueurs, comme le public de Limoges attendaient un retour à l'offensive.

Et si l'équipe a montré ses qualités dans les premiers matches de la saison, elle s'est vite retrouvée face

à des limites tactiques. « On ne jouait pas un très bon basket, mais nous n'avions pas de propositions pour nous faire progresser », regrette Yann Bonato, qui fonce avec Eric Occassey et l'Américain Larry Miedion un redoutable trio offensif. Et le jeune attaquant de l'équipe de France se surprend à réclamer plus de travail aux entraînements. Comme Forte, qui se rappelle pourtant avoir voulu « balancer ses chaussures à la tête de Malikovic à la fin de certaines séances ».

UN APPRENTI

Limoges a également peur d'être redevenue une équipe comme les autres. « Nous ne faisons plus peur », regrette Richard Dacoury. Battus par Nancy au lendemain du départ de Sherf, tenus au score par Montpellier, avant une difficile victoire en Languedoc-Roussillon, samedi dernier, Limoges a pris 103 points à Belgrade en Coupe d'Europe. Un véritable affront aux anciens maîtres du système défensif. « Nous perdons alors que nous avons sur le papier un effectif imbattable, affirme Forte sans arrogance. Il y avait une raison. Les joueurs de chez de base s'épuisaient, se blessaient. Et ceux du banc étaient frustrés. »

Bâille pour durer, avec le jeune espoir Frédéric Forte, Limoges se doit non seulement de se qualifier,

mais de briller dans l'Europe, le prochain championnat d'Europe complètement rénové. « Nous avons besoin pour cela de la première place du championnat, et non d'une deuxième place derrière Pau », explique Xavier Popelier. Nous ne pouvions pas accepter que l'équipe se fût partie. La surie du club pose par une grande équipe pour rembourser nos dettes. » Route de moyens pour recruter un entraîneur vedette, c'est à Jean-Michel Ségol, l'assistant de Sherf, de réussir là où l'entraîneur israélien a échoué. L'ancien joueur du CSP a pourtant connu des difficultés quand il dirigeait Lyon ou Montpellier. Il dit n'avoir pas souhaité cette place, mais se sait porté par les joueurs : « J'ai compris leur message. J'ai la même culture qu'eux. Il me faut gérer des matches importants deux fois par semaine, redéfinir un système de jeu et redonner confiance à l'équipe avant les prochaines séances. »

Christophe de Chenay

■ Trois contrôles positifs au cannabis ont été enregistrés depuis le début de la saison par la Fédération française de basket-ball (FFBB). En Pro A et Pro B, sur une vingtaine de contrôles effectués cette année, aucun cas de dopage n'a été relevé.

■ **AUTOMOBILISME** : François Chatot (Peugeot 306) a abandonné, mardi 23 janvier, dans le 64^e Rallye Monte-Carlo, avant le départ de la dixième épreuve spéciale, sur pneus d'embayage. Chatot était très retardé au classement après une sortie de route, la veille, dans la spéciale de la première étape.

■ **TÉLÉVISION** : les retransmissions des matches de football de l'Euro 96 seront assurées alternativement par TF1 et France Télévision. « Au terme de deux réunions, nous venons de nous mettre d'accord », déclare Jean-Claude Dassié, le responsable des sports à TF1 dans un entretien au Parisien, mercredi 24 janvier. Nous avons partagé les matches équitement. » Précisant que sa chaîne diffuserait quatorze rencontres, et les chaînes publiques seize ou dix-sept, il ajoute : « La guerre des chaînes en sport n'a pas de sens. »

■ **FOOTBALL** : Arsenio Iglesias remplace Jorge Valdano comme entraîneur du Real Madrid. Surnommé « le sorcier », ce technicien de soixante-cinq ans s'est rendu célèbre en conduisant le Deportivo de la Corogne de la deuxième division à la deuxième place du championnat en trois ans (de 1991 à 1994).

Le cas Richard Dourthe repose la question de l'aide à l'arbitrage par la vidéo

IL Y A DES IMAGES qui accusent. Comme le dit Jean-Claude Skrela, l'entraîneur de l'équipe de France, « la vidéo ne ment pas, elle est sans appel ». Instrument docile et complexe lorsqu'il s'agit d'étudier le jeu d'un adversaire ou les manques de son propre rugby, elle se transforme en redoutable accusateur dès qu'il est question de brutalités commises sur le terrain. Richard Dourthe l'a appris à ses dépens. Pris la main dans le sac - ou plutôt le pied sur la tête d'un Anglais (Le Monde du 24 janvier) - par la caméra-joueuse de France-Télévision, il n'a pu dissimuler sa fureur. Le trois-quart centre d'acquois est passé aux aveux, coupable anonyme dénoncé par l'intrusion des images dans le champ de jeu.

Dans l'arbitrage du Tournoi, comme dans celui du championnat de France, la vidéo n'intervient pas. L'arbitre est le seul maître à bord en matière de discipline. Il n'est assisté d'aucune caméra. Le règlement lui offre la possibilité d'avertir les fautes par un carton jaune, et d'expulser les auteurs des actions les plus répréhensibles. L'arbitre adresse ensuite un rapport à une commission de discipline, seule apte à prendre des sanctions.

Depuis plusieurs saisons, le recours à un usage disciplinaire des images s'est pourtant banalisé dans les matches internationaux. Les retransmissions télévisées se sont retrouvées à plusieurs reprises partie prenante.

Faute d'un système d'aide vidéo à l'arbitrage, elles sont en dernier recours la seule source capable d'identifier des agresseurs. Les exemples

récents abondent. Lors de la dernière Coupe du monde en Afrique du Sud, les images télévisées, consultées a posteriori, ont permis de sanctionner le trois-quart aile sud-africain Pieter Hendricks, auteur d'un coup de pied sur un joueur au sol, et l'arrière canadien Scott Stewart. Ils avaient été respectivement suspendus pour 90 et 60 jours. Dans le Tournoi 1995, un coup de tête du deuxième ligne Olivier Merle sur un pilier gallois qui avait échappé à l'arbitre avait été saisi par les caméras. Pierre Berbizier l'avait alors écarté de l'équipe de France pour deux matches.

CAMÉRAS INDÉPENDANTES

L'usage des images s'est donc peu à peu instauré. Les Français se sont montrés exemplaires, sans doute parce que Pierre Berbizier puis Jean-Claude Skrela ont fait de la correction sur le terrain un axe fort de leur politique sportive. Devant chaque faute prise par les caméras, ils se sont inclinés. Le sort de Richard Dourthe, qui sera connu, jeudi 25 janvier, ne devrait pas faire exception.

Mais ce n'est pas le cas de tous les membres de l'International Board, y compris les plus érudits. Les champions du monde sud-africains, habitués de la rudesse de leur Coupe des provinces, sont longtemps restés sourds à toute réclamation. Les Anglais n'ont pas toujours fait preuve de la sévérité qu'ils exigent de leurs adversaires. En février 1992, dans le Tournoi, le deuxième ligne Wade Dooley avait frappé d'un

coup de coude au visage Doddie Weir. Malgré une démission éconômée, il s'était vu suspendu.

Dans ces conditions, le problème de l'utilisation de la vidéo est à nouveau posé, au nom d'une équité sportive dont le rugby s'est toujours prétendu le héraut. Si elle était officialisée, elle garantirait le même barème de sanctions pour tous les coupables de gestes répréhensibles. La Nouvelle-Zélande a déjà su franchir le pas. Sous la menace de la concurrence du rugby à XIII, et face au lobby des mères de famille choquées par la violence sur les stades, la fédération a mis au point un règlement original. Il permet à tout spectateur ou téléspectateur témoin d'un mauvais geste, de porter plainte auprès d'elle. Les effets ont été immédiats. La correction a gagné du terrain.

C'est de l'Australie et du puissant rugby à XIII que vient l'exemple le plus probant. Des caméras indépendantes ont été placées dans toutes les enceintes de la première division. Elles ont pour fonction explicite d'enregistrer toutes les actions répréhensibles qui peuvent entacher le cours d'un match. Celles-ci sont ensuite visionnées par la commission de discipline de la Rugby League chargée d'appliquer d'éventuelles sanctions. Le XV est encore loin d'en être là. Le passage progressif à un rugby professionnel risque cependant de rendre le problème de plus en plus épineux.

Pascal Comzi

Une faute avouée aux trois quarts

« Je me suis colporté quelques jours en prison, jusqu'à ce que j'aie été libéré », a expliqué Richard Dourthe à l'agence Reuters, mardi 23 janvier, à propos de son coup de pied sur la tête de l'Anglais Ben Clarke. L'aurais pu l'éviter, passer à côté, sauter au-dessus. Les gestes y ont, il est répréhensible. Mais si j'avais vraiment voulu lui faire très mal, je crois qu'on ne lui aurait pas fait que quelques points de suture. » L'international, fils de Claude Dourthe, ancien trois-quarts centre du XV de France repêché dans les années 70 pour sa vitesse et sa rudesse sur le terrain, reconnaît ainsi son « erreur » tout en minimisant ses intentions et leurs conséquences. Face aux Néo-Zélandais, Richard Dourthe s'était fait remarquer par la presse britannique pour son agressivité sur les deux centres. « Je lui avais dit avant le match, et je n'avais pas été le seul, que tous ses faits et gestes étaient épiés », expliquait, mardi 23 janvier, son équipier à Dax et en équipe de France, Thierry Lacroix.

RÉSULTATS

BASKET-BALL
COUPE D'EUROPE DES CLUBS
Poules des demi-finales
■ Pour retour
POULE A
Limoges (Fra.)-Jaegers Kaunas (Lit.) 82-68
Pancras Belgrade (You.)-Ostende (Bel.) 88-67
Vitoria (Esp.)-Hertford (Ger.) 61-67
Classement : 1. Jaegers Kaunas, 16 ; 2. Limoges et Vitoria, 15 ; 3. Pancras Belgrade, 13 ; 4. Hertford et Ostende, 11.
POULE B
Tallinn (Est.)-Zagreb (Cro.) 82-60
PAOK Salonique (Gré.)-Dynamo Moscou (Russ.) 64-59
Widzew (Pol.)-Olimpia Ljubljana (Slo.) 97-85
Classement : 1. PAOK Salonique et Dynamo Moscou, 16 ; 2. Zagreb, 14 ; 3. Tallinn et Widzew, 12 ; 4. Olimpia Ljubljana, 11.

SKI ALPIN
COUPE DU MONDE MESSIEURS
Super-G de Valloire
1. H. Knauss (Aut.) ; 2. A. Skarvdal (Nor.) ; 3. D. S. 2 ; 4. F. Nyberg (Sue.) ; 5. G. Meder (Aut.) ; 6. S. 3 ; 7. A. Pastor (Ita.) ; 8. D. S. 4.
Classement général de la Coupe du monde : 1. L. Kjus (Nor.), 956 pts ; 2. G. Meder (Aut.), 753 ; 3. M. Von Grunigen (Sui.), 725 ; 4. H. Knauss (Aut.), 665 ; 5. A. Tomba (Ita.), 616.

TENNIS
INTERNATIONAUX D'AUSTRALIE
Simple messieurs
Quart de finale
A. Agassi (Et.-U.), no 21 b. J. Courier, 6-7, 2-6, 6-3, 6-2.
Simple dames
Quart de finale
A. Huger (All.), no 8 b. C. Martinez (Esp.), no 21, 4-6, 6-2, 6-1 ; A. Coetzee (Afr. du S.), no 16 b. M. Wright (Sui.), 7-5, 4-6, 6-1.

A Melbourne, Andre Agassi retrouve la place de numéro un mondial

MELBOURNE
de notre envoyé spécial
Jim Courier était l'obstacle. En cas de défaite face à lui, en quarts de finale, Andre Agassi, tenant du titre, passait bien sûr, à côté d'une éventuelle nouvelle victoire aux Internationaux d'Australie.

Mais l'Américain aurait surtout manqué l'occasion de redevenir numéro un mondial, après l'élimination prématurée de Pete Sampras.

L'obstacle Courier a été passé, mercredi 24 janvier, à l'arraché. Andre Agassi a défait son compatriote en cinq sets (6-7, 2-6, 6-3, 6-4, 6-2) retrouvant ainsi la place de leader qu'il avait occupée entre les mois d'avril et de novembre 1995 avant que Sampras ne la reprenne.

Andre Agassi est venu en Australie le crâne rasé. Il se voulait conquérant, mais il n'était pas sûr de lui. Il s'avouait incapable d'évaluer ses forces après deux mois de convalescence. La malchance s'en

était mêlée. Victime d'une chute dans l'escalier de son hôtel à la veille du tournoi, Andre Agassi, le genou bandé, a failli disparaître dès le premier tour face à un joueur qualifié, l'Argentin Gaston Etis.

De cette poisse, il s'est ensuite dépeigné tant bien que mal. Au bout de cinq matches, l'Américain a déjà dû abandonner sept matches à ses adversaires. « Je sais, ce n'est pas dans mon habitude, mes démarques n'étaient pas très faciles parce que j'avais perdu des marques », estime-t-il.

Le choc annoncé contre Jim Courier - quart de finaliste malheureux en 1995 après un match en cinq sets contre Pete Sampras - a tourné court, mardi soir. Les deux hommes avaient commencé les débats à 23 heures après le match fleuve entre Chanda Rubin et Arantxa Sanchez-Vicario.

Ils s'étaient séparés sous une averse alors que Jim Courier menait cinq jeux à quatre sur le service d'Andre Agassi. Les choses sérieuses ont donc commencé mercredi, en fin d'après-midi, après les deux derniers quarts de finale dames.

Très vite, Jim Courier s'engouffrait dans la partie. Déportant son vaste coup droit sur des services approximatifs d'Agassi, il le fait vaciller sur ses positions. Agassi se défend, précise ses coups. Le tie-break donne Jim Courier vainqueur. Celui-ci, en parfaite maîtrise de son métier, répète des coups révisés à longueur d'entraînement et y ajoute, si c'est possible, de la volée.

Agassi est dépassé, galope derrière les balles. Et, poussé à bout, commet les fautes aux pires moments.

Chanda Rubin, à la longue

Chanda Rubin est une joueuse habituée des matches marathons. A Roland-Garros, en 1995, elle avait gagné une partie contre la Tchèque Jana Novotna, après le sauvetage de 9 balles de match, alors qu'elle était menée 5 jeux à 1 dans le troisième set. Deux semaines après son exploit parisien, elle avait dû batailler pendant 3 h 45 et 58 jeux contre la Canadienne Patricia Hy-Boulay lors du deuxième tour de Wimbledon. Mardi, l'Américaine de 19 ans a fermé l'œil pendant 3 h 33, a joué 48 jeux pour arracher une place en demi-finale à Arantxa Sanchez-Vicario. Match fou, superbe d'intensité et d'une grande qualité technique. A sa débile balle de match, l'Américaine l'a emporté 6-4, 2-6, 16-14. Mercredi, les deux adversaires devaient se retrouver en partenaires de double.

« Quand le troisième set a commencé, j'avais perdu les deux premiers et j'ai tout de suite perdu mon service, raconte-t-elle. Ce fut extrêmement un moment très difficile. On ne gagne pas un quart de finale contre une tête de série avec deux sets de retard comme on gagne un premier tour dans les mêmes conditions devant un joueur modeste. Alors, j'ai attendu un miracle. Puis je me suis dit qu'il fallait mieux que j'attaque et que je sois seulement attaché à gagner le moindre point ».

Il s'estime très fier, Agassi. Fier d'avoir fait le vide dans sa tête, fier

d'avoir eu les trépas de revenir » et de s'échapper dans la victoire. « Ne faites pas de moi un héros, lance-t-il à la fin. C'était juste un bon match de tennis ». Il en écrit la fin. Jim Courier, en légère baisse de forme après une heure de tennis orageux, s'incline devant ce qui fait la force de son compatriote : ces retours tirés au cordeau, ces accélérations de coup droit dans tous les coins du court.

Pendant sa convalescence, Andre Agassi a encore travaillé son jeu de jambes et amélioré sa condition physique, ce qui devenait plus que nécessaire. En demi-finale, il rencontrera, vendredi 26 janvier, son compatriote Michael Chang qui n'a pas concédé une manche depuis le début de l'épreuve et fait grosse impression.

Est-il heureux de redevenir numéro un mondial ? « Ce qui me rend heureux, c'est d'avoir battu Jim Courier en cinq sets après avoir perdu les deux premiers. Je n'aurais jamais gagné ce match si j'y n'avais pas cru que je deviens un grand joueur ».

Bénédicte Mathieu

سكز لمن لا أمل

Des systèmes aident les automobilistes à « naviguer »

De l'orientation au guidage, de nouveaux équipements sont maintenant à la disposition des conducteurs, mais leur prix élevé en limite la diffusion

Les premiers systèmes d'aide à la navigation automobile qui arrivent sur le marché promettent un confort de conduite grâce à la localisation par satellite du véhicule et à la cartographie numérisée. Le coût de ces dispositifs

demeure leur principal handicap. Les plus performants reviennent à 25 000 francs là où le public serait prêt à dépenser de 10 000 à 15 000 francs. Une gamme de produits allant du guidage sophistiqué à la simple orientation

pourrait résoudre ce problème. En attendant que le prix des écrans plats, l'un des composants les plus coûteux du dispositif, baisse sous l'effet du volume des ventes, Renault et PSA Peugeot-Citroën restent prudents malgré

un premier test du marché avec la série limitée Safrane Carminat. La cartographie numérisée reste à compléter tandis que l'ouverture des services d'information sur les conditions de trafic se fait attendre.

A LA FIN DU MOIS, le japonais Sony commercialisera en France son système de navigation NVX-F160. Un écran à cristaux liquides monté sur la planche de bord affiche la cartographie de la France, de la Suisse ou de la Belgique. Les échelles disponibles vont de 1 centimètre pour 1,5 kilomètre pour les territoires interurbains à 1 centimètre pour 200 mètres dans les villes de plus de 100 000 habitants, les seules dont les plans sont numérisés. La voiture reste au centre de la carte qui « suit » ses déplacements en temps réel. Pour cela, un récepteur GPS (Global Positioning System) capte, avec son antenne, les signaux émis par au moins trois des vingt-quatre satellites du réseau Navstar. Le conducteur indique sa destination et le système fournit la direction ainsi que la distance, à vol d'oiseau, qui le sépare de son objectif. A 1 kilomètre, puis à 300 mètres du but, une alarme retentit.

Ce dispositif, que l'on trouvera dans les magasins spécialisés en autoradios, va créer un nouveau marché d'équipement automobile. La France, dans ce domaine, accuse un certain retard, essentiellement sur le Japon. Là-bas, le marché explose avec un parc d'un million de systèmes de navigation déjà montés. Les 300 000 unités vendues en 1995 témoignent de la forte croissance du marché nippon dans ce domaine. Sony, qui est entré sur ce créneau en 1992, fait partie des leaders avec Pioneer et la plupart des autres producteurs d'autoradios. S'appuyant sur l'apport sans limites des japonais pour les gadgets électroniques, les fabricants nippons ont commercialisé des systèmes simples qu'ils ont progressivement améliorés. Mais celui que lance Sony en France semble relativement fruste par rapport à la concurrence.

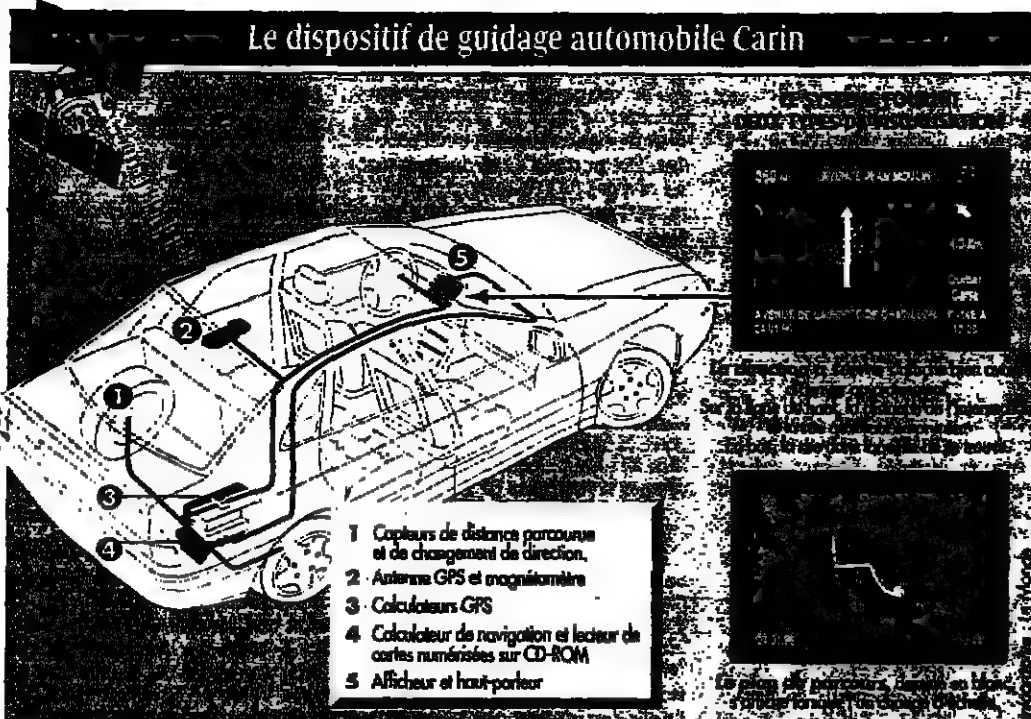
En Europe, Philips tient la corde

avec Carin (Car Information and Navigation), premier résultat du programme Euréka Carminat lancé en 1986 par Renault, Philips, Saegem et TDE. En plus de la localisation sur la carte, Philips apporte un véritable guidage. L'ordinateur du système calcule la route à suivre pour atteindre l'adresse donnée par le conducteur. Ensuite, il indique, à chaque bifurcation, s'il faut tourner à droite ou à gauche. L'information est répétée par une voix synthétique et affichée sur l'écran au moyen d'une flèche visible d'un seul coup d'œil.

Pour avoir une vue d'ensemble de son parcours, le conducteur peut visualiser la carte sur laquelle le chemin, jusqu'à son arrivée, est « surligné » en blanc. Carin surprend par sa précision et son raffinement. Ainsi, la distance qui sépare la voiture du prochain croisement est indiquée en permanence. Impossible de se laisser surprendre. D'autant que la voix de synthèse annonce les bifurcations bien à l'avance.

Le constructeur allemand BMW a été le premier, dès octobre 1994, à proposer Carin en option sur ses modèles de haut de gamme de la Série 7. Philips a vendu 4 500 systèmes en Allemagne l'an dernier et BMW France se déclare satisfait d'avoir équipé 26 % de ses ventes de modèles 750 avec Carin. Mais cela ne représente qu'une trentaine de voitures. En effet, la Série 7 se distingue par son prix, qui dépasse les 600 000 francs... L'option Carin revient alors à 25 368 francs. Cette année, le système est disponible sur l'ensemble de la Série 7 et, dès le mois de mars, il le sera sur la Série 5. Celle-ci étant moins équipée, Carin coûtera... plus cher (29 270 francs).

Philips a également choisi le mois de mars pour lancer la vente de son système en équipement de seconde monte. Il faudra compter



La Safrane Carminat, série limitée commercialisée par Renault l'an dernier, dispose d'un système de guidage complet conçu par Philips. Les informations du GPS sont relayées par celles qui proviennent des capteurs situés sur les roues arrière lorsque les satellites sont masqués (tunnels, brouillages...).

25 000 francs plus la pose. L'opération est assez complexe. Selon Christian Janson, directeur commercial de Philips autoradio, il faut compter une dizaine d'heures de main-d'œuvre, soit environ 3 000 francs supplémentaires. Le guidage automobile devient donc l'option la plus coûteuse du marché automobile. Philips en conviendrait. « Nous estimons qu'il faut atteindre les 10 000 francs et nous prévoyons d'y parvenir fin 1998 ou début 1999 », indique Christian Janson.

La contrainte du prix demeure l'un des principaux handicaps à la commercialisation des systèmes de guidage. Renault a bien vendu une série limitée, la Safrane Carminat, équipée de Carin, entre septembre et décembre 1995. Cette centaine d'exemplaires a confirmé l'intérêt du public pour la fonction guidage. Mais Renault n'annonce pas de suite à l'expérience. « Le système reste trop coûteux », explique Philippe Challe, responsable du développement du projet.

Pour faire baisser le prix, le constructeur négocie avec tous les fournisseurs. « Les fabricants d'écrans demandent des séries de 100 000 exemplaires pour pouvoir réduire leurs prix », précise-t-il. Misan sur la qualité, Renault a adop-

té des écrans couleur à matrice active utilisés par les micro-ordinateurs portables haut de gamme.

Si cette solution garantit un affichage parfaitement lisible des cartes, elle augmente considérablement le coût de l'ensemble. « D'autant que nous imposons le cahier des charges automobile avec, en particulier, une gamme de température de fonctionnement « sévère », précise Philippe Challe.

La distance séparant la voiture du prochain croisement est indiquée en permanence. Impossible de se laisser surprendre

PSA Peugeot-Citroën, qui ne faisait pas partie du projet Carminat, joue la surenchère. « Nous n'avons pas voulu en rester à la solution Ca-

min car son concept de base date de 1988-1989 », déclare André Rault, directeur adjoint de la recherche et des affaires scientifiques du groupe. PSA Peugeot-Citroën s'est tourné vers une PME issue de l'aéronautique, BCI, qui a réalisé le système de localisation des bus de la RATP (Le Monde du 6 mai 1995). La technologie développée combine les informations du GPS avec un gyromètre et un odomètre pour parvenir à une précision de localisation de l'ordre de 4 à 5 mètres.

André Rault estime que les résultats obtenus avec le système BCI sont supérieurs à ceux de Carin. Mais, après plus de trois ans de collaboration, le groupe n'annonce toujours pas de modèle équipé d'un système de navigation. « Il faut prévoir ce type d'intégration cinq ans à l'avance », explique André Rault, qui reconnaît l'avoir manqué pour la 406. Il semble que le premier modèle de PSA Peugeot-Citroën doté d'un système de guidage ne sortira pas avant la fin 1997.

En attendant, outre le système Sony dont le prix de vente atteint 17 000 francs, formation et pose comprises, les automobilistes argentés et en mal d'assistance électronique vont pouvoir se tourner vers l'italien Magneti Marelli, qui s'apprête également à commercialiser son équipement « Route Planner » pour 19 000 francs, plus 1 300 francs pour le CD-ROM cartographique. Celui de Bosch, le « Travel Pilot », seul véritable concurrent de Carin en matière de guidage, est en vente en Allemagne et devrait être mis sur le marché français au début du second semestre de 1996, qui s'annonce comme l'année du vrai démarrage commercial de l'aide à la navigation.

Michel Alberganti

Efficacité et ergonomie

« Préparez-vous à tourner à gauche. » La voix de synthèse nasillarde prévient le conducteur de la Safrane Carminat. Sur l'écran couleur intégré au tableau de bord, une flèche apparaît sur le dessin du croisement dont la voiture se rapproche. Le conducteur a le temps d'emprunter la file de gauche. « Tournez à gauche », le système répète l'ordre au moment où il faut exécuter la manœuvre. Ensuite, le guidage se poursuit jusqu'au message final : « Vous êtes arrivés ». Au départ, le conducteur a facilement indiqué l'adresse de sa destination à l'ordinateur de bord grâce à un bouton de commande unique, bijou d'ergonomie. Les premiers utilisateurs ne cachent pas leur enthousiasme. Leurs derniers doutes s'envolent devant un raccourci astucieux ou lorsque, le conducteur ayant quitté la voie indiquée, le calculateur propose, en quelques secondes, un nouveau parcours tenant compte du détournement.

Le « pilote électronique » au secours des conducteurs néophytes

DES GRAVILLONS, une plaque de verglas ou, plus simplement, une vitesse un peu excessive : cela est souvent suffisant au conducteur médiocre, voire moyen, pour sortir de la route dans un virage. Les heureux possesseurs de Mercedes haut de gamme peuvent désormais, dans ces cas extrêmes, compter sur le secours d'un « aide » électronique aux capacités de pilotage proches de celles d'un Prost : l'ESP (Electronic Stability Program).

Mis au point en collaboration par les ingénieurs de Mercedes et de l'équipementier Bosch, l'ESP équipe déjà les modèles Mercedes SL 500 et SL 600 de la classe S (à partir de 380 000 francs...). Il est disponible en option (au prix de 7 300 francs) sur le modèle S 420 et le sera bientôt sur les modèles de la classe E. A l'horizon 2000, la firme de Stuttgart envisage d'équiper l'intégralité de sa gamme avec ce système, qui sera prochainement adopté aussi par BMW.

L'ESP agit sans intervention humaine, dès que la voiture se met à déraper. Si le train arrière se déporte vers l'extérieur à l'entrée d'un virage, le couple moteur sera réduit. Si cela ne suffit pas, la roue avant extérieure à la courbe sera freinée, alors que le régime du moteur sera limité davantage.

En situation de sous-virage, c'est-à-dire si les roues avant dé-



Lors d'une perte d'adhérence, le système ESP (Electronic Stability Program) calcule une nouvelle trajectoire pour la voiture. Si ce dernier sous-vire, l'ESP freine automatiquement la roue arrière intérieure (1) ce qui fait tourner la voiture autour de son axe (2) et la ramène en courbe. Pour corriger un sur-virage, le principe est le même, mais le système agit cette fois sur la roue avant extérieure.

rapent vers l'extérieur, c'est sur la roue arrière intérieure que sera imposée une action de freinage (exercée en tenant compte de l'état de la chaussée), afin de créer une force opposée et de ramener la voiture dans le droit chemin grâce à un mécanisme hydraulique qui transmet les ordres aux freins et au moteur.

Le fonctionnement de ce système de sécurité repose sur les informations recueillies par les cap-

teurs utilisés par l'ABS et l'antipatinage (vitesse de rotation des roues, pression de freinage) ainsi que par un capteur spécial, situé sous la plaque arrière, qui permet de mesurer le mouvement de dérapage, autrement dit la vitesse d'embarcadé.

Tout cela permet à l'unité centrale de l'ESP (deux calculateurs d'une capacité de mémoire de 48 000 octets chacun) de calculer une vitesse d'embarcadé théorique

garantissant une trajectoire optimale, qu'il compare à la trajectoire en cours. Dès qu'une différence significative apparaît entre les deux calculs, le système de correction intervient. Un coup de volant inopérant du conducteur ne modifiera pas la correction en cours.

« La stabilisation a lieu en permanence et s'adapte instantanément aux mouvements du véhicule grâce à un ajustement qui se réalise non pas par essai, comme c'est le cas pour l'ABS, mais au niveau de chaque roue », souligne-t-on chez Mercedes. Le constructeur fait état d'une expérience menée par l'intermédiaire du simulateur de conduite Daimler-Benz auprès de quatre-vingts essayeurs volontaires, qui a donné des résultats probants puisque aucun d'entre eux n'a subi d'accident ni de dérapage.

Toutefois, Mercedes souligne que, « comme tout autre système, l'ESP n'est pas en mesure de préserver les occupants des suites d'une conduite trop audacieuse à une vitesse excessive ». Cette prudence est particulièrement bienvenue. Elle rappelle à point nommé que la multiplication de systèmes de sécurité, aussi performants soient-ils, incite en réalité certains conducteurs à prendre des risques supplémentaires.

Jean-Michel Normand

■ ESPACE : la station russe Mir pourra être utilisée pour des missions habitées jusqu'en l'an 2000, a annoncé, lundi 22 janvier à Paris, le général Boris Kriouchkov, directeur adjoint du centre d'entraînement des cosmonautes russes. On considérerait jusqu'à présent que Mir, lancée en février 1986, devait être abandonnée à partir de 1997 ou 1998. La station internationale Alpha, construite en coopération par les Etats-Unis, la Russie, l'Europe, le Japon et le Canada, et dont le premier élément devrait être lancé en 1998, prendra ensuite le relais. Un astronaute européen de nationalité allemande, Thomas Reiter, y effectue actuellement une mission de longue durée sur Mir. Son retour, prévu initialement le 7 janvier, a été reporté au 21 février. La cosmonaute française Claudie André-Dezhays devrait lui succéder en juillet pour mener à bien une mission de 16 jours.

■ ÉLECTRONIQUE : un système de sécurité pourvu d'un nez électronique capable de reconnaître l'odeur de chaque personne va être commercialisé par la société britannique Mastiff Electronics. Basée à Cranleigh, dans le Surrey, l'entreprise a annoncé qu'elle a déjà réalisé un prototype de son produit, baptisé Scentinel. Ce dispositif exploite le caractère unique de l'odeur émise par un individu, qu'il peut reconnaître si elle a été préalablement enregistrée dans le système. Mastiff estime que Scentinel est pratiquement sûr à 100 %. Conçu avec l'aide de biochimistes de l'université de Leeds, il devrait être vendu 10 000 à 20 000 livres (76 000 à 152 000 francs) et visera le marché du contrôle d'accès dans les installations militaires et les laboratoires. - (AFP)

■ ARCHÉOLOGIE : le saure de jade, coulé de fil d'or, d'un monarque chinois a été découvert par des archéologues dans une tombe vieille de 2 170 ans, creusée dans le flanc d'une montagne de la province de Jiangsu, dans l'est de la Chine, a rapporté, lundi 15 janvier, l'agence Chine nouvelle. Le linéaire qui portait le prince Liu Wu, troisième roi de l'Etat de Chu sous la dynastie Han de l'Ouest (206 avant Jésus-Christ-24 de notre ère) est constitué de 4 000 plaques de jade extrêmement fines, cousues entre elles à l'aide de fil d'or et décorées de fleurs et de boutons d'or. Certains éléments de décorations indiquent, selon l'un des inventeurs du site que « les ceintures provenaient d'Asie centrale ». Les archéologues ont également retrouvé 176 000 pièces de monnaie, plus de 200 sceaux officiels, et environ 1 700 objets divers en or, argent, cuivre, fer, jade, laque ou encore en os. - (AFP)

■ AGRICULTURE : la musique rock permettrait de réduire la prolifération d'insectes nuisibles sur les arbres fruitiers. Un entomologiste sud-coréen, Lee Han-joo, affirme avoir constaté que des pucerons disséminés sur des pêchers bombardés par de la musique très puissante se multipliaient 4,5 fois moins vite que leurs congénères privés de rock'n'roll. Ce chercheur a fait la même observation pour d'autres insectes. Il attribue ce phénomène à l'accroissement dans les arbres, sous l'effet du son, du pigment « rutin » et du restricteur de neurotransmetteur « gaba », qui seraient néfastes aux insectes. Les biologistes français préfèrent attendre la publication de ces résultats pour se prononcer sur leur bien-fondé. - (AFP)

La science en débat

Conférence autour de l'exposition « Espace »
jeudi 1^{er} février 1996 à 17h

Installation de l'homme sur la Lune
et sur Mars, aventure et enjeux

Jacques Breton, Centre national d'études spatiales, Toulouse.
Jean-Jacques Dordain, Agence spatiale européenne, Paris.
Animation : Eric Jouan, rédacteur en chef, magazine Euréka.

accès libre

cité des Sciences et de l'Industrie
30, avenue Corentin-Cariou 75019 Paris
Métro Porte de la Villette, Informations (1) 40 05 72 99

Un dimanche à Rangoun

Après trente ans d'isolement, la Birmanie a décrété 1996 Année du tourisme. Une occasion de visiter le stupa de la Shwedagon

RANGOUN
de notre envoyée spéciale
Rien n'a changé dans le hall de l'aéroport Mingaladon. On s'assoit sur des banquettes de bois des années 30. On attend son bagage devant un comptoir vétuste. Les passagers en correspondance, parqués dans des enclos métalliques, ruissellent sous un auvent. La Birmanie (rebaptisée Myanmar par la junte au pouvoir), demeurée, durant trente ans, à l'écart de toute influence occidentale, ignore les objets périssables. Rien n'a changé, et pourtant la suspicion délibérément affichée il y a cinq ans ne

la rue aborde volontiers l'étranger. Le gouvernement veut se racheter une conscience. 1996 a été officiellement déclarée Année du tourisme avec l'objectif ambitieux d'accueillir quelque 200 000 visiteurs, presque dix fois plus qu'en 1994. Vingt-trois hôtels de standard international (dont le tiers en cinq étoiles) sont en chantier à Rangoun. Certains ont déjà ouvert. Les tours poussent comme des verrous, menaçant de défigurer le centre. Celles du futur Sofitel dominent le stupa doré de la pagode Sule, plantée sur le Piccadilly Circus local, d'où rayonnaient les princé-

toriens, panthéons grecs, cathédrales gothiques et manoirs écossais, repeints de frais, se disputent la parade. Face aux docks, la grande poste, le ministère de la marine, celui des finances et l'Hôtel Strand, palace de renom, ont conservé leurs fonctions. Il n'en va pas de même des compagnies florissantes de l'époque coloniale, qui avaient pignon sur l'avenue Pansodan. Des portes s'entrouvrent sur les vestiges de l'Histoire. Au numéro 50, l'ancien bâtiment de l'Irrawaddy Flotilla, qui transportait jusqu'à neuf millions de passagers par an en bateau à vapeur, demeure figé dans l'opulence, avec ses marbres, son escalier à double révolution, ses ventilateurs et ses colonnes cannelées. A côté, la Rander House fourmille sous une verrière octogonale art déco. Maçons et menuisiers s'affairent autour des aménagements commandés par le ministère de l'Industrie.

« Les touristes n'aiment pas les buildings »

Quelque 3 500 personnes, des jeunes, des vieux, des bonzes, des femmes et des hommes de toutes conditions, attendent chaque dimanche l'apparition d'Aung San Suu Kyi, agglutinés en silence depuis des heures sur le talus qui regarde la maison. La star, longyi rouge (la jupe fourreau traditionnelle) et cardigan rose, grappe de fleurs blanches piquée dans son chignon et sourit radieux, se juche vers 16 heures sur une estrade derrière la haute grille de son jardin. D'une seule voix, la foule l'acclame : « Longue vie, bonne santé ! » Elle entame un calme réquisitoire.

Le leader de l'opposition, prix Nobel de la paix, libérée le 10 juillet 1995, s'insurge contre l'inflation : « Un verre de thé, dans la rue, 12 kyats (35 centimes), vaut aujourd'hui cinquante fois plus qu'il y a sept ans. » Elle dénonce les grands travaux en cours à Rangoun, qui ne rapportent rien au peuple : « On rénove la pagode Shwedagon pour les étrangers, dit-elle (un hall monumental en béton a notamment été ajouté à l'entrée sud, celle des boutiques de souvenirs). Pourtant, les touristes n'aiment pas les nouveaux buildings mais les vieilles choses. »

semble plus à l'ordre du jour. Les contrôles minutieux, en vigueur depuis la répression sanglante de 1988, paraissent assouplis, sinon moins visibles. Le pays, récemment ouvert aux investissements étrangers, a commencé sa mutation. Une joyeuse langue et le sens de l'accueil propres à l'Asie ont repris le dessus. Les sourires éclairent de nouveau les visages, et l'homme de

pales avenues dessinées au cordeau par les Anglais à la fin du siècle dernier. Sur l'avenue Strand, qui longe le fleuve, vitrine pompeuse de l'administration britannique à l'époque où la région faisait partie de l'Empire des Indes (jusqu'en 1937), domine le vert pistache, le jaune et le rouge brique. Clochetons, colonnades et portiques vic-

toriens, panthéons grecs, cathédrales gothiques et manoirs écossais, repeints de frais, se disputent la parade. Face aux docks, la grande poste, le ministère de la marine, celui des finances et l'Hôtel Strand, palace de renom, ont conservé leurs fonctions. Il n'en va pas de même des compagnies florissantes de l'époque coloniale, qui avaient pignon sur l'avenue Pansodan. Des portes s'entrouvrent sur les vestiges de l'Histoire. Au numéro 50, l'ancien bâtiment de l'Irrawaddy Flotilla, qui transportait jusqu'à neuf millions de passagers par an en bateau à vapeur, demeure figé dans l'opulence, avec ses marbres, son escalier à double révolution, ses ventilateurs et ses colonnes cannelées. A côté, la Rander House fourmille sous une verrière octogonale art déco. Maçons et menuisiers s'affairent autour des aménagements commandés par le ministère de l'Industrie.



CARNET DE ROUTE

● **VOYAGE.** Parmi les voyageurs qui réservent billets d'avion, chambres d'hôtel et voiture de location, Asia (tél. : (1)-44-41-50-10, ou agences), dont la filiale Mékong Land vient d'ouvrir à Rangoun, propose vol Paris-Rangoun sur la Thai, transferts et deux nuits à l'Imperial Jade, au centre, récent et confortable pour 7 295 F. En catégorie « luxe », préférez le tout nouveau Banyok Kandaewyi, dont les vastes chambres s'ouvrent sur le lac, proche de Shwedagon (8 135 F, même forfait). Les jours supplémentaires s'ajoutent à la carte, comme les excursions. Notamment 3 jours à Pegu et Kyaito : 2 100 F par personne en partant à deux. Propositions similaires chez les voyageurs programmant « l'Asie à la carte », par exemple Forum Voyages (Mintel 3615 FV, ou 46-43-71-72).

● **VISA.** Valable 4 semaines. S'obtient en 48 heures à l'Ambassade de Myanmar (60, rue de Courcelles, 75008 Paris, tél. : 42-25-56-95).

● **BARS-RESTAURANTS.** Le Mandalay slice (rhum et citron vert) servi au bar du Strand est une tradition. De l'hôtel mytique refait à neuf, il ne reste que l'orchestre : au saxo, le vieux Oncle Jo est formidable. Les Birmanes sont des couche-tôt. Le soir, le seul quartier animé est chinois, avec marché de nuit le long de l'avenue Mahabandoola. Sur la 19^e Rue, s'arrêter entre les gargottes qui servent des brochettes grillées (canard, poulet, porc) au numéro 89, chez Tin Ohn. En redescendant vers le port, même principe, mais chez les Indiens : excellent tandoori au Kou-Tu.

● **LECTURES.** Les Pagodes d'or, de Pierre Loti (Kailash) ; Une histoire birmane, de George Orwell (Gérard Lebovici) ; Terre d'or, de Norman Lewis (Oikaze). Birmanie, Petite Planète (Seuil). Parmi les guides en français consacrés à la Birmanie, ceux de Gallimard et Lonely Planet. Le plus récent et le plus pertinent est en anglais : Trade and Travel Handbook, disponible à l'Astrolabe, tél. : (1)-42-85-42-95.

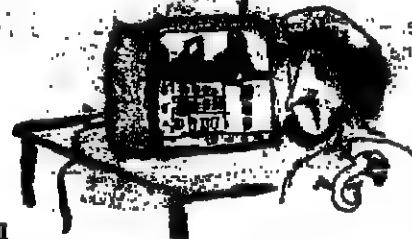
Florence Evén

Celebrity Cruises
VIVEZ L'EXCEPTIONNEL À BORD DE NOS PAQUEBOTS
CENTURY • HORIZON • MERIDIAN • ZENITH
ANTILLES
CÔTE PACIFIQUE USA
CANADA - ALASKA
8 jours Antilles
10 jours Paris/Paris à partir de 9.890 FF
Pour recevoir la brochure Celebrity Cruises 96 (tél. 01 43 75 00 00)
Votre Agence de Voyage ou Celebrity Cruises 35, rue Edmond Morel 75001 Paris
Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Code Postal : _____ Ville : _____

Voyager sur écran

■ Mais que cherche donc Jacques Maillet, le remuant PDG de Nouvelles Frontières ? Il fonde, en 1967, ce qui est devenu le premier tour-opérateur français (2,2 mill de clients, un chiffre d'affaires de 7,2 milliards de francs en 1995, en progression de 15 % par rapport à 1994) et, ce faisant, démocratisa le voyage. Pour abaisser les coûts, il intégra tous les secteurs : séjours, circuits, hôtels, vols (Corsair). Voici maintenant que, pour rester à l'avant-garde, il annexe le multimédia. Le Mintel en 1981, un serveur Web sur Internet en juin 1995, le CD-ROM maintenant. Pour être plus près de ses clients, leur donner le sentiment d'être maître du jeu, et, par la voie, faire naître la pulsion voyageuse. Hier, les images des catalogues sur papier glacé. Aujourd'hui, l'écran de l'ordinateur personnel (PC et Mac) et, d'ici à la fin de l'année, les bornes interactives des agences. Avant les autoroutes de l'information et le kiosque Micro.

■ Le CD-ROM « Les Paladins » (les

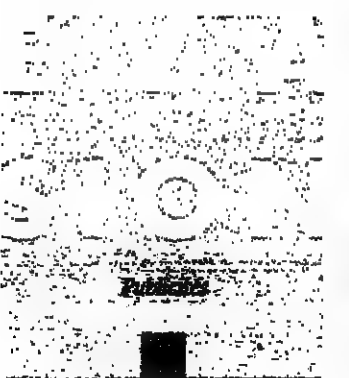


hôtels-clubs (un voyageur) est gratuit. On le commande par Mintel ou en envoyant le coupon encarté dans certaines des brochures « Destinations passion » et « Séjours couleur ». Présenté dans une pochette aux couleurs éclatantes, habilement construit - entrées multiples, graphisme ludique, bruits d'ambiance tels glouglous, tam-tams, halètement du marcheur, cri de l'aigle -, il permet d'anticiper les sensations, de jouer et, finalement, de composer son séjour en fonction de ses envies et de son budget. Pour réserver, le client a le choix entre le téléphone, le Mintel ou la visite à une agence du réseau. Ce diaporama (images fixes) dure huit heures dans sa totalité, et sera réactualisé au fil des saisons. Des versions en langues différentes sont prévues pour la clientèle européenne. Le voyageur mise beaucoup sur ce CD-ROM puisqu'il lui attribue, précède-t-il, un « budget flottant ».

■ La FNAC a lancé son CD-ROM

« Voyageur I » deux mois plus tôt. Elle y présente ses meilleurs séjours et circuits touristiques, soit plus de 200 possibilités. Lui aussi comporte diverses entrées, est consultable sur PC, bientôt sur Mac, et sera réactualisé tous les six mois. Il est offert à tout acheteur d'équipement multimédia des agences FNAC. Sinon, il coûte 50 francs. ■ Hachette entre à son tour dans la danse multimédia, en coopération avec la Caisse nationale des monuments historiques (CNMH). Premier titre, Châteaux de la Loire/Val de Loire, vendu (CNMH, FNAC, librairies) en CD-ROM seul (399 francs) ou associé au Guide bien correspondant (549 francs). Une mine d'informations, présentées avec l'érudition, l'élégance et la pertinence de ce vétéran plus que cent cinquanteenaire. Le concepteur utilise la vidéo. Effort louable, bien que l'image tressaille, ce qui est inévitable en l'état actuel des choses. ■ Les 800 000 utilisateurs français de CD-ROM (2 millions et demi prévus à la fin de l'année) peuvent se réjouir. Quant aux autres, ils ne sont pas oubliés pour autant. « On aura toujours besoin de contacts humains », assure Jacques Maillet.

Danielle Tramard



PARIS
HÔTEL BOILEAU ** NN
Calme et sérénité en plein cœur du 16^e. 350 à 395 F - Jardin - bar, -10 % en janvier
bain, wc, tv - Salle de séminaire
81, rue Boileau - 75016 PARIS
Tél : 42 88 83 74 - Fax : 45 27 62 98

DireTours
OMAN 8/7n : 5990 F
vol + voiture + hôtels 4*
prix valable en Février et Mars
LOUISIANE 8/7n : 2490 F
vol rép. + voiture loc et ass. incl. + Hôtels
départs quotidiens en Février
Base 4 : Base 2 = 200 F Base 2+ = 600 F
MARRAKECH 8/7n : 1630 F
vol + hôtels 4* centre ville petit déj.
prix valable jusqu'au 14/02
Brochures sur demande : 45 62 62 62
ou 3615 DIRETOURS (1, 2, 3 min)
36 63 45 62 AUDIOTEL (12, 25 F/min)

LE COMPTOR BLEU
VOLS RÉGULIERS A/R, départ Paris
USA - 30 villes 1940 F
Toute l'Allemagne 1090 F
Antilles 2200 F
Australie/Pacifique 5950 F
SÉJOURS & WEEK-ENDS
Croisière Egypte 3950 F
vol A/R + Base 5* 2474 + pers. complète
Canaries 2850 F
vol A/R + Base 3* 9474 + demi-pension
Séville 2240 F
Vol 402 + Hotel 3* 2474 + pers. déjeuner
Hawaï 6900 F
vol A/R + Base 3* 9474 (département seul)
Télé : 40 44 72 72
AGENCE DE VOYAGES

DÉGRIFTOUR
ILE MAURICE
9 Nuits en Hôtel 3*
Demi-Pension
Départ Paris 7.920 F 13.800 F
MERIBEL / MOTTARET
1 Semaine
En Studio 4 Personnes
2.110 F 3.210 F
DAKAR
Vols Réguliers A/R
Départ de Paris 2.160 F 3.100 F
3615 DT - (122 F/min)

Direct
Pour choisir chez vous vos vacances, le meilleur
CIRCUITS
LOUISIANE 1.225 7650 F
MEXIQUE 1.225 8490 F
THAILANDE 1.225 9195 F
USA QUEST 1.225 9995 F
ARGENTINE 1.225 11995 F
AFRIQUE DU SUD 1.225 12995 F
BRESIL 1.225 12995 F
3615 VADIR

ITALIE
SPECIAL CARNAVAL
VENISE EN TRAIN
Départ 15/02 Retour 21/02/96
Hôtel 3** VILLA ADA
(Hôte de Venise) 2.800 F
Prix par pers : vol 2e classe A/R, crocielle A/R, transfert, A/R Lido, logt 3 nts centre ville petit déj.
SUPER EVASION ROME
14/02 au 01/04 - Départ vol direct lundi
Hôtel 3** à partir de 1.765 F
Prix par pers : Vols réguliers A/R, transfert A/R, logt 3 nts chambre double petit déjeuner
Tous les séjours en vol 70 F
Tél : 44 51 39 27
MINTEL 3615 :
Cit Evasion
L.L. 95 95 8167

SUISSE - LEYSIN
La neige arrive
Le TGV des neiges vous y porte.
Le train des hôtels de famille.
FORFAIT demi-pension 7 nuits
+ abonnement de ski 6 jours.
LE GRAND CHALEY - Forfait env. FF 3000
Tél : 34.11.36 - Fax : 34.13.14
MONT-RIANT - Forfait env. FF 2700
Tél : 34.27.01 - Fax : 34.27.04
ORCHESDES B&G - Forfait env. FF 2600
Tél : 34.14.21 - Fax : 34.13.10
LA PAIX E&G - Forfait env. FF 2600
Tél : 34.13.75 - Fax : 34.13.75
LA PRIMEVERE E&G - Forfait env. FF 2600
Tél : 34.11.48 - Fax : 34.11.48
CH-1854 Leysin-Indeville tél. : fax 1941-25

Le Dubaï
Promotion Board,
Emirates Airlines
« Bleu Ciel »
vous proposent d'aller faire les
SOLDES à DUBAI
Entre le 15 Février et le
28 Mars 1996 au prix de :
6.390 FF
par adulte
3.860 FF
par enfant de 2 à 12 ans
pour 8 jours/7 nuits
au départ de PARIS ou
NICE en hôtel 4****
Renseignements au
43.87.50.55 ou dans
votre agence de voyages.

CHAQUE SEMAINE RETROUVEZ NOTRE RUBRIQUE « ÉVASION »
RENSEIGNEMENTS PUBLICITÉ : 44.43.77.86 (FAX : 44.43.77.80)

HAUTES-ALPES
05350 MOLINES-EN-QUEYRAS
Hautes-Alpes - Station Village
à 5 km de SAINT-VERAN
HÔTEL LE CHAMOIS **
Logis France / Michelin
Ski de Fond, Ski de Randonnée
chiens de Traîneaux
Haute saison 1/2 P. Base 2 pers : 271 F
Basse saison : 250 F
Tél : 92.45.83.71 - Fax : 92.45.80.58

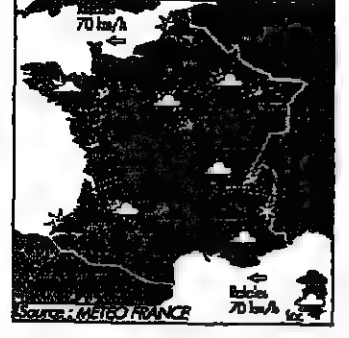
Republik
Ses prix magiques !
LONDRES
EUROSTAR
de Paris
860 F
Prix par personne P classe
+ 1 nuit Hôtel LONDON PARK
3415 REPUBLIC - Tél. (1) 43 85 39 30
ou votre Agence de Voyages

هكذا من الإصل

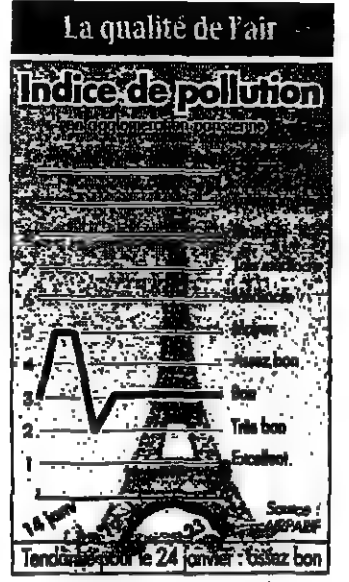
Nuages et faibles pluies

UNE ZONE dépressionnaire reste stationnaire sur l'ouest de la France et le proche Atlantique. Autour de cette dépression remontent des zones perturbées difficiles à suivre. Un anticyclone thermique persiste sur la Scandinavie.

Jeudi matin, le ciel sera couvert et pluvieux sur l'Aquitaine, la région Midi-Pyrénées, le Limousin, l'Auvergne, le Languedoc-Roussillon et la Provence. Les pluies seront faibles, loca-



Prévisions pour le 25 janvier vers 12h00



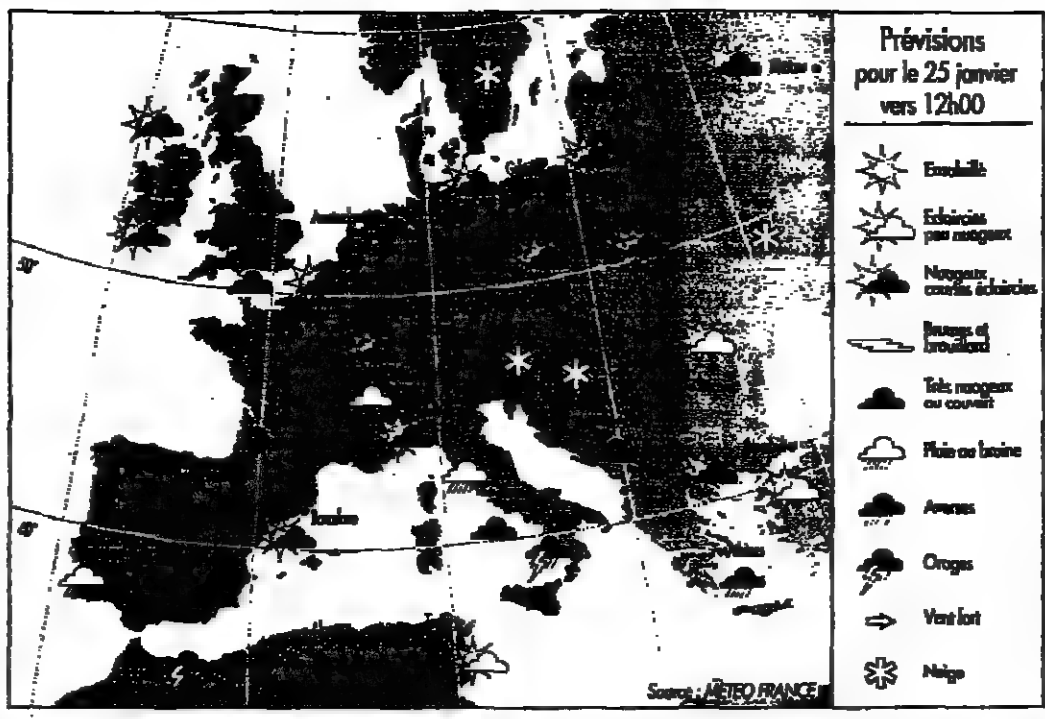
Tendance pour le 24 janvier - Ciel très bon

lement modérées, sur les Cévennes et la Provence. Il neigera sur les Pyrénées au-dessus de 1200 mètres. Le vent d'est soufflera à 70 km/h sur les côtes varaises. Partout ailleurs, le ciel sera très nuageux, avec quelques gouttes possibles près de la Manche. Le vent d'est sera modéré et soufflera à 50 km/h.

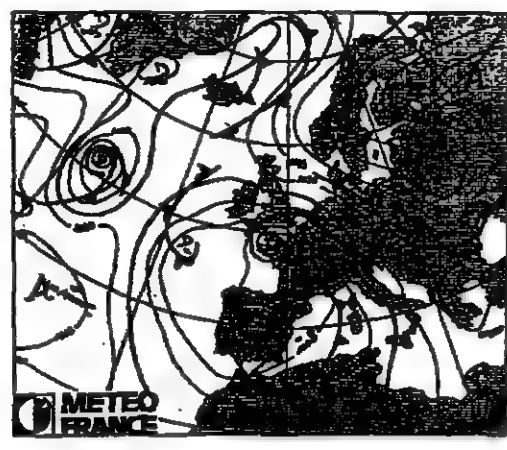
Jeudi après-midi, la zone pluvieuse remontera vers le Nord et se situera sur la Bretagne, les pays de Loire, le Centre, l'Île-de-France, la Bourgogne, les régions Rhône-Alpes et Provence-Côte d'Azur. Il neigera sur les Alpes au-dessus de 1400 mètres. En soirée, les pluies atteindront la Champagne et la Lorraine, et seront parfois verglaçantes. Sur un grand Sud-Ouest, les éclaircies reviendront mais seront entrecoupées d'averses. Le vent d'est sera toujours modéré.

Les températures maximales varieront entre -4 et 0 degré près de la frontière belge et entre 2 et 10 degrés du nord au sud du pays. Jeudi après-midi, il fera entre 0 et 15 degrés du nord au sud, localement -1 degré en Alsace.

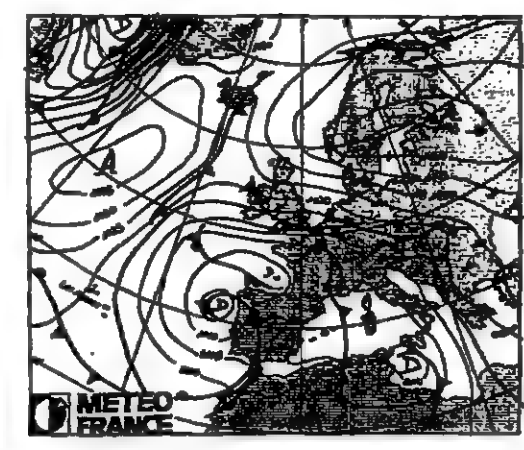
(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)



TEMPÉRATURES	GRENOBLE	7/4	TOURS	11/5	CHICAGO	6/-2	LESBONNE	12/7	PRETORIA	24/20
du 25 janvier	LILLE	13/2	RENNES	10/5	COPENHAGUE	-3/-4	LONDRES	10/12	ABUJA	28/32
Mars/Mars	LYON	10/5	ALGER	10/5	DAKAR	24/29	LOS ANGELES	12/15	RIO DE JANEIRO	32/23
FRANCE	MARSEILLE	14/9	AMSTERDAM	-2/-5	DIARBA	22/23	LUXEMBOURG	-2/-3	ROME	14/21
ALPES	NANTES	11/7	ATHENES	9/5	DUBLIN	5/9	MADRID	9/6	SAN FRANCISCO	11/14
ALPES	NICE	13/8	BANGKOK	28/25	FRANCOFORT	-1/-3	MARRAKECH	17/10	SANTIAGO	20/12
ALPES	PARIS	6/5	BARCELONE	14/9	GENEVE	1/3	MEXICO	24/8	SEVILLE	15/7
ALPES	STRASBOURG	13/6	BERGAMO	-1/-4	HANOI	16/13	MILAN	2/1	ST-PETERSBURG	-4/-14
ALPES	TOULOUSE	13/5	BERLIN	-3/-11	HELSINKI	-13/-10	MONTECARLO	10/12	STOCKHOLM	-2/-5
ALPES			BOMBAY	31/19	HONGKONG	21/16	MOSCOW	-13/-17	SYDNEY	22/16
ALPES			BRASILIA	24/14	ISTANBUL	10/5	MUNICH	-3/-5	TENERIFE	22/16
ALPES			BUCAREST	-4/-14	JERUSALEM	19/10	NEW DELHI	29/19	TOKYO	11/15
ALPES			BUDAPEST	-10/-6	LE CAIRE	25/18	NEW YORK	12/15	TUNIS	10/15
ALPES			CARACAS	28/22	LIMA	25/18	PRAGUE	-3/-7	VARSOVIE	-6/-13
ALPES									VIENNE	-4/-5



Situation le 24 janvier, à 0 heure, temps universel



Prévisions pour le 26 janvier, à 0 heure, temps universel

IL Y A 50 ANS DANS le Monde

Félix Gouin élu

HIER, en fin d'après-midi, Félix Gouin a été élu président du gouvernement provisoire de la République française. Tel est le résultat positif et clair d'une journée pendant laquelle les réunions de groupes, les discussions entre représentants des trois grands partis et les délibérations au sein du MRP se sont succédé sans désemparer.

Si l'accord s'était fait aisément depuis la veille sur le choix du successeur du général de Gaulle, il ne l'était pas sur le programme de la future équipe ministérielle, et il semblait que la persistance de divergences sur ce point put, au dernier moment, remettre en question l'entente réalisée sur le nom de Félix Gouin, qui n'avait accepté de laisser poser sa candidature que s'il pouvait compter sur la participation du MRP.

Ainsi, la France a un président du gouvernement. Il reste à savoir quand elle aura un gouvernement. On pensait généralement, hier soir, dans les couloirs du Palais-Bourbon, que Félix Gouin réussirait, et on le souhaitait. On le souhaitait par sympathie pour sa personne. On le souhaitait aussi et surtout pour le pays, que l'on sent désorienté par le départ du général de Gaulle et par tant de manœuvres, de palabres, de discussions autour de grands principes, qui risquent de dégénérer en obscures querelles de mots ; pour le pays qui souffre, attend et s'inquiète.

On discernait, chez la plupart des députés, le désir sincère sinon d'un accord unanime, au moins d'une conciliation nécessaire. Car, ainsi que le disait une personnalité de la SFIO devant qui l'on évoquait l'éventualité, en cas d'échec définitif des conversations, d'une combinaison socialiste-communiste : « Ce n'est pas dans une période aussi grave que l'on peut songer à un gouvernement de combat. »

A. B.

(25 janvier 1946.)

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 6742

1	2	3	4	5	6	7	8	9
I								
II								
III								
IV								
V								
VI								
VII								
VIII								
IX								
X								
XI								

HORIZONTALEMENT
1. Un homme qui fait le Jacques. - 2. Moins on mange et plus elles grossissent. - 3. Appareils permettant de

broyer et de déchirer. - IV. Eut une réaction très rose. Ses recommandations ne sont pas toujours suivies. - V. Crî pour annoncer une passe. La fin des revers. - VI. Superfiant dans le milieu. Coule à l'est. - VII. Peut être corrigée pour avoir le prix. - VIII. Nous a laissé quelques discours. Abréviation évitant une répétition. - IX. Tout naturel. Peut se produire en retour. - X. Dieu. Le Grand Moghol y résidait. - XI. Conjonction. Fournit des noix.

VERTICALEMENT
1. Bijou évoquant une belle. - 2. Dont on ne voit pas la tige. Ne brille pas par les paroles. - 3. Faire venir le tout. - 4. N'avait pas de prix. Brisa le goudon. - 5. Nourriture enfantine. Dans le groupe des lanthanides. Un peu d'argent. - 6. Composé chimique. Peut être traité de banane si ce n'est pas une femme. - 7. L'homme du grefier. Qui convient très bien. - 8. Utilisé quand on a déjà doublé. Utile pour préparer le terrain. Peut servir à faire des filets. - 9. Ouverture sur une table. Qui ont peut-être beaucoup d'illusions.

SOLUTION DU N° 6741
HORIZONTALEMENT
1. Anafrobie. - 2. Ravageux. - III. Lieu. Eblé. - IV. En. Zèle. - V. Sâné. - VI. About. - VII. Ereintant. - VIII. Nos. Geste. - IX. Nu. FI. - X. Emailant. - XI. Inné. Nue.

VERTICALEMENT
1. Ariétienne. - 2. Naine. Roumi. - 3. Ave. Nues. An. - 4. Eauze. Fin. - 5. Ru. Evangile. - 6. Odelette. - 7. Bêbê. Oasien. - 8. Iule. Uns. Nu. - 9. Ere. Attente.

Guy Bray

LE CARNET DU VOYAGEUR

MEXIQUE. Les mesures d'urgence anti-pollution déclenchées à Mexico le 19 janvier, en raison d'une concentration d'ozone supérieure aux normes admises, ont été maintenues les 22 et 23 janvier. L'activité industrielle était réduite de 30 à 40 % et la circulation automobile de 50 %. Huit cents patrouilles de policiers quadrillaient les rues de la capitale pour faire respecter les consignes, et les automobilistes indisciplinés ont fait l'objet d'amendes de 400 francs. - (AFP)

ZIMBABWE. Des pluies torrentielles se sont abattues sur le Zimbabwe le week-end du 20 au 21 janvier, entraînant d'importantes inondations. Dans le nord-ouest du pays, des routes et des bâtiments ont été emportés par les eaux. - (AFP)

FRANCE. Le trafic voyageurs du port de Calais a enregistré un recul de 7,28 % en 1995 : 17,55 millions de passagers ont transité par le port, contre 18,39 l'année précédente. - (AFP)

TAIWAN. La compagnie aérienne de Taïwan, China Airlines, a conclu un accord de maintenance technique avec la compagnie allemande Lufthansa pour améliorer la sécurité de ses vols. - (AFP)

ORIENT-EXPRESS. Après un arrêt de trois mois pour sa remise en état annuelle, le Venice Simplon-Orient Express reprendra sa course hebdomadaire vers Venise dès le mois de mars. Tous les jeudis soirs, les dix-sept voitures bleu et or du train légendaire quitteront la gare de l'Est pour un voyage de vingt et une heures à travers la France, la Suisse, l'Autriche et l'Italie.

ALLEMAGNE. Lufthansa et South African Airways ont signé un accord de coopération axé dans un premier temps sur des vols conjoints. Dès le 1er avril, les deux compagnies offriront vingt-neuf connexions hebdomadaires en vols conjoints vers Francfort, Munich et Düsseldorf en Allemagne, Johannesburg et Le Cap en Afrique du Sud.

SNC. Les tarifs voyageurs hors Île-de-France de la SNCF augmenteront de 1,9 % en moyenne à partir du 28 janvier. Les tarifs en Île-de-France devraient augmenter en août en même temps que ceux de la RATP. - (AFP)

PARIS EN VISITE

Vendredi 26 janvier

- MUSÉE DU LOUVRE (33 F + prix d'entrée) : les coptes, 11 h 30 ; les vases de Suger, 12 h 30 (Musées nationaux).
- MUSÉE D'ART MODERNE : exposition Passions privées (25 F + prix d'entrée), 12 h 30 (Musées de la Ville de Paris).
- MUSÉE GUIMET : exposition « Chine, des chevaux et des hommes » (24 F + prix d'entrée), 12 h 30, 6, place d'Iéna (Musées nationaux).
- L'HÔTEL DE BOURRIENNE (50 F + prix d'entrée), 14 heures, 58, rue d'Hauteville (Institut culturel de Paris).
- LE MINISTÈRE DES FINANCES : maquette et hall d'honneur (37 F), 14 h 15, sortie du métro Bercy, côté POPB (Monuments historiques).
- LE HAMEAU BOULEAU et son quartier (60 F), 14 h 30, sortie du métro Exelmans (Émile de Laing).
- PASSAGES COUVERTS autour

de la Grange-Batellière (50 F), 14 h 30, sortie du métro Le Peletier (Passages pittoresques et insolites).

PASSAGES ET GALERIES MARCHANDES : 1er parcours (50 F), 14 h 30, 1, rue du Louvre (Paris intra-muros).

L'ÉGLISE SAINT-ÉLISABETH : les mystères des Templiers (55 F), 15 heures, 196, rue du Temple (Paris et son histoire).

MARAIS : hôtels, jardins et place des Vosges (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

MUSÉE NISSIM DE CAMONDO, 15 heures (40 F + prix d'entrée) (Approche de l'art), 15 heures (50 F + prix d'entrée), 63, rue de Monceau (Pierre-Yves Jaslet).

LA MAISON DE VICTOR HUGO (37 F + prix d'entrée) : 15 h 15, 6, place des Vosges (Monuments historiques).

MUSÉE DU PETIT PALAIS : exposition « A l'ombre du Vésuve » (55 F + prix d'entrée), 15 h 15, entrée de l'exposition (Paris et son histoire).

GRAND PALAIS : exposition « Sérénade, terre de Bouddha » (50 F + prix d'entrée), 16 heures, devant l'entrée (Christine Merle).

ABONNEMENTS 3615 LE MONDE CODE ABO

Buletin à renvoyer accompagné de votre règlement à : Le Monde Service abonnements, 24, avenue du G ^e Leduc - 69646 Chantilly Cedex - Tél : 16 (1) 49-60-32-90.			
Je souhaite la durée suivante			
	France	Europe, Belgique, Luxembourg, Pays-Bas	Autres pays de l'Union européenne
1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
3 mois	536 F	572 F	790 F

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Pays : _____

Ci-joint mon règlement de : _____ FF par chèque bancaire ou postal ; par Carte bancaire _____

Signature et date obligatoires

Changement d'adresse : _____

● par téléphone 4 jours. (Merci d'indiquer votre numéro d'abonnement.)

Renseignements : Portage à domicile ● Suspension vacances.

● Tarif autres pays étrangers ● Paiement par prélèvements automatiques mensuels.

33 (1) 49-60-32-90 de 8 h 30 à 17 heures du lundi au vendredi.

● Par Minitel 3615 code LE MONDE, accès ABQ.

LES SERVICES DU Monde

Le Monde 40-65-25-25

Télématique 3615 code LE MONDE

CompuServe : 36 63 81 22

Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Documentation 3617 code LMOOC ou 36-29-04-56

CD-ROM : (1) 43-37-66-11

Index et microfilms : (1) 40-65-29-33

Films à Paris et en province : 36-68-03-78 ou 3615 LE MONDE (2,23 F/min)

Le Monde est édité par le SA Le Monde, société anonyme avec directeur et conseil de surveillance.

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications n° 57 457.

ISSN : 0595-2037

Imprimerie du Monde : 12, rue M. Gursburg, 94852 Ivry-Cedex.

PRINTED IN FRANCE.

Président-directeur général : Jean-Marie Colombani

Directeur général : Gérard Morin

Membres du conseil de direction : Dominique Audo, Claude Puyot

Secrétariat : 133, avenue des Champs-Élysées, 75409 Paris Cedex 08

Tél : (1) 44-43-76-00 ; fax : (1) 44-43-77-30

Chaque week-end

TV-Radio-Multimédia.

Une fois par semaine.

nous donnons la parole à la concurrence.

Le Monde

CINÉMA Après treize ans d'absence, malgré l'âge - quatre-vingt-trois ans - et un grave handicap physique, l'un des plus grands cinéastes du monde revient en pleine possession



tion de ses moyens artistiques. ● **FILM À ÉPISODES** réalisé avec le concours de Wim Wenders, *Par-delà les nuages* possède pourtant une unité intérieure marquée au sceau

du génie de Michelangelo Antonioni. ● **LA SOLIDARITÉ** d'une équipe a permis de mener à bien cette œuvre exceptionnelle, réalisée dans des conditions « limitées ».

Sous l'empire du regard de Michelangelo Antonioni

Par-delà les nuages. Avec le renfort d'interprètes magnifiques, le cinéaste italien compose à partir de quatre histoires brèves un chant de désir et d'espoir

Film franco-italo-allemand de Michelangelo Antonioni. Prologue, entractes et épilogue de Wim Wenders. Avec John Malkovich, Kim Rossi Stuart, Ines Sastre, Sophie Marceau, Peter Weller, Chiara Caselli, Fanny Ardant, Jean Reno, Vincent Perez, Irène Jacob, Marcello Mastroianni, Jeanne Moreau.

Ils sont nombreux les nuages à traverser pour accéder à la lumière envoûtante du seizième long métrage de Michelangelo Antonioni. Le premier tient au statut de son auteur, icône vivante du cinéma d'auteur : on a bien vu au Festival de Venise comment cette admiration muséale et médiatique précédant le film risquait d'en fausser la vision. S'y ajoute la note des conditions extrêmes de mise en scène par un cinéaste octogénaire, que la maladie a laissé incapable de parler, de lire et d'écrire. Elles ont imposé l'étonnant rituel de pouvoir - du cinéaste - et de divination - de ses collaborateurs - dont est né le film tel qu'Antonioni l'a voulu. Aventure exceptionnelle, mais qui ne doit pas parasiter l'œuvre elle-même. Le cumul le plus trompeur tient sans doute à la forme même de *Par-delà les nuages*, qui se présente comme un film à épisodes dont chacun possède son style et sa logique. Le risque est de laisser l'ensemble se disjoindre alors que leur somme est supérieure à la simple addition de ses composants, comme une symphonie dépasse la réussite de chaque mouvement.

Par-delà les nuages se présente comme la révélation d'un cinéaste, interprété par John Malkovich au cours d'intermèdes tournés par Wim Wenders. Chaque épisode est l'hypothèse d'un film imaginé par lui, au hasard d'une rencontre ou d'un souvenir que les circonstances ravivent. Les quatre histoires sont inspirées du livre « splendide » d'Antonioni *Rien que des mensonges*, recueil de notes, d'ébauches de scénarios et de réflexions sur son travail, publié en 1983 (traduction française chez Ramsay, 1985).

Le premier, *Chronique d'un amour insaisissable*, se déroule à Comacchio, dans le delta du Pô, puis à Ferrare, la ville natale du cinéaste, dont on sait combien l'atmosphère confinée et codifiée l'a marqué. Sortant d'un brouillard droit venu du *Désert rouge* et d'identification d'une femme, on y assiste au coup de foudre feutré entre un voyageur (Kim Rossi Stuart) et une institutrice (Ines Sastre). Mais, le soir, il ne la re-



joindra pas dans sa chambre. Ils s'aimeront trois ans, à distance, jusqu'à ce que le hasard les rapproche, puis les sépare à l'issue d'une scène d'amour inaccomplie. Étrange récit qui se précipite sans cesse vers un but jamais atteint. On y retrouve d'emblée cette manière propre à Antonioni de peupler les espaces et les durées de mystère, de pulsions et de sentiments, en éliminant les détails

d'une vie sociale anecdotique. La matière des choses, la texture des visages, la chaleur et la plasticité des corps règnent ici absolument. Deuxième épisode, *La Jeune Femme et le Crime* se bâtit entièrement sur la chorégraphie de trois regards. A Portofino, en hiver, celui du cinéaste John Malkovich, apparemment découvert, en fait auteur en quête d'un personnage, se pose sur Sophie Marceau. La

façon dont sa beauté à elle se constitue dans ce regard, puis dont elle le regarde pour lui livrer son secret, le tout recomposé par le regard de la caméra - celui d'Antonioni lui-même - compose avec un subtil jeu de reflets dans les vitrines, les fenêtres et les plans d'eau une sidérante invocation des énigmes de la création. Cette glissade passe par l'une des très rares scènes d'amour phy-

sique que le cinéma peut s'honorer d'avoir montrées. Et, face à Malkovich parfait de séduction retenu, la force et la grâce de Sophie Marceau font regretter qu'elle choisisse souvent ses rôles avec moins de discernement.

Ajouté in extremis, *Ne me cherche pas* possède une forme différente, hantée. Les « noirs » séparant les séquences mettent en relief les cadrages serrés préférés aux plans larges et fluides. Riche Américain à Paris, Peter Weller délaisse son épouse, Fanny Ardant, pour sa maîtresse italienne (Chiara Caselli). La femme s'en va. On retrouve Antonioni cinéaste du couple en crise, de la violence des corps et des sentiments quand les règles du jeu social se défont. Le cinéaste impose alors un vertigineux coq-à-l'âne. Changement de décors et de personnage, arrivée

ders de réinsérer cet itinéraire singulier dans le collectif, par le coulé du plan séquence qui se boucle sur le regard du cinéaste Malkovich, indice de l'omniprésence d'Antonioni.

On retrouve dans le film beaucoup de ce qu'on sait d'Antonioni. Sa manière inégale de filmer les femmes : à côté de personnages masculins instables, mal inscrits dans le monde (voyageur de commerce, hommes volages...), les cinq jeunes femmes - les personnages comme les actrices, somptueuses - ont droit à un chant d'exaltation, dans un registre chaque fois différent. Il dévoile et magnifie leur apparence pour mieux porter, « par-delà les nuages », leur beauté intime et secrète, la puissance de leur désir et de celui qu'elles inspirent.

Les femmes sont le chemin et le but dans l'étrange géographie de

Le « cinéaste de l'incommunicabilité », aujourd'hui privé des moyens ordinaires de la communication, bâtit un monde nouveau, qui n'est plus fermé

via un ballet d'ascenseurs qui est à lui seul le parage d'un metteur en scène. d'exception - de Jean Reno. Sombre, très beau, Reno vient d'être abandonné par sa femme, qui a vidé son appartement et l'a mis en location. Fanny Ardant débarque pour l'occuper. C'est absurde et étonnant, d'une logique implacable, quelque part entre Goldoni et Beckett.

Pour amener le film vers son terme, prend place alors le principal intermède réalisé par Wenders. Un savoureux entracte offert par Marcello Mastroianni en peintre du dimanche devant la Sainte Vierge, en butte à l'ironie de Jeanne Moreau. Le cher Marcello y délire avec le sourire un modeste éloge du geste, du « faire » obstiné et quotidien. C'est Wenders qui parle, en contrepoint mineur, et ne détonne pas.

Quatrième épisode, *Ce corps de boue*. Dans les rues d'Aix, Vincent Perez fait la cour à Irène Jacob, qui se presse vers l'église. Circulation dans la ville, station fervente au temple, chemin du retour, jusqu'à la révélation du destin que s'est choisi la jeune femme. Sujet que guetterait la gravité, voire la naïveté, mais transfiguré par une mise en scène dynamique et légère. Cet épisode, le seul à ne pas comporter de scène de nu, n'est pas moins sensuel que les autres. A charge pour le finale de Wenders.

Michelangelo Antonioni. Le « cinéaste de l'incommunicabilité », aujourd'hui privé des moyens ordinaires de la communication, bâtit un monde nouveau, qui n'est plus fermé. Les murs opaques, fermant la route, ont longtemps été son motif de prédilection. Ceux qui, longtemps, Steve Cochran dans *Le Cri*, celui qu'effritait Jeanne Moreau dans *La Nuit*, les parois couvertes de photos de *Blow-Up* ou la muraille traversée à la fin de *Profession : reporter*. Deux autres éléments architecturaux donnent ici le premier rôle : les vitres et les escaliers.

Les vitres, transparentes mais infranchissables, suggèrent la forme contemporaine d'une solitude où tout est visible mais où plus rien ne se partage sauf, peut-être, dans l'imaginaire. Les escaliers, véritables protagonistes des histoires, dessinent un autre mouvement, ascendant, qui professe une sorte de foi, au moins d'espoir. Antonioni se garde bien de nommer cette transcendance, ce bonheur - même si, sous quatre thèmes suggérés (la parole et l'image, l'effet de réel, la puissance de la fiction, l'âme et le corps), le cinéma en est l'évident royaume. Mais cela ne se dit pas. Il suffit que le film en orchestre la musique. Il suffit que le titre en désigne le lieu.

Jean-Michel Frodon

Un metteur en scène de l'allusion qui engendra de nombreux malentendus

LE RETOUR de Michelangelo Antonioni au cinéma a été salué par un concert de déclarations enflammées dont le Festival de Venise, en septembre 1995, avait donné à entendre les premières mesures.

A quatre-vingt-trois ans - il est né le 12 septembre 1912 à Ferrare -, dix ans après qu'une commotion cérébrale l'a privé de la parole et laissé paralysé du côté droit, le maestro restitue à un cinéma italien rendu orphelin par la mort de Fellini un peu de son lustre. Cette sacralisation prête à sourire, si l'on se souvient qu'Antonioni a toujours été considéré comme le cinéaste ennemi de l'ennui, le chantre d'une incommunicabilité. Un grand metteur en scène, peut-être, mais dont il convenait de citer le nom en se gardant bien de voir les films. Statut singulier, façonné pour partie dans les festivals de cinéma.

A Cannes notamment, où ont été présentés *Identification d'une femme* (1982) et *Profession : reporter* (1977), où la Palme d'or avait été décernée à *Blow-Up* (1967), après que *L'Ecluse* (1962) obtint le Prix spécial du jury, et *acqua* avec *Le Procès de Jeanne d'Arc*. A Cannes, où la présentation de *L'Aventura*, en 1960, avait fait soulever le vent de la révolte chez un groupe de critiques, scandalisés par l'accueil hostile des festivaliers. L'incompréhension ne date pourtant pas de cette année-là, puisque son premier long métrage, *Chronique d'un amour*, avait été présenté, en 1950, au Festival du film maudit, à Biarritz. Le principal reproche adressé à ce film tenait à sa trop grande froideur. Déjà. En fait, Antonioni affirmait les principes de son cinéma, qui ne varieront guère et lui vaudront de tous jours encourir les mêmes reproches.

Antonioni est un cinéaste de l'abstraction, comme Fritz Lang, mais de manière différente. Lang fonde l'abstraction sur un travail

de l'intrigue et des personnages, alors que la mise en scène d'Antonioni questionne sans relâche la relation physique de l'humain au monde qui l'entoure. La filiation entre ses documentaires et ses films de fiction y apparaît clairement. Du travail sur le réel effectué sur les rives du Pô (*Gente del Po*, 1947) ou sur les éboueurs de Rome (*N.U. [Nettezza Urbana]*, 1948), est né le désir de mise en perspective de l'homme et de son environnement, qui produira les séquences les plus mémorables des grands films des années 60.

RÉPUTÉ ENNUYEUX

L'influence du néoréalisme est patente, comme celle du Visconti de *La Terre tremble* ou de *Ossessione*. Cette influence engendre un premier malentendu, parce que les films d'Antonioni se situent non dans les milieux populaires, mais dans la bourgeoisie du nord de l'Italie - alors que, dans ses documentaires, il s'était intéressé aux gens modestes. La vacuité et l'ennui étant deux des constantes de

ses personnages, voici Antonioni réputé cinéaste vide et ennuyeux.

Il est vrai qu'il ne se soucie pas de combler ce « manque ». Les plans désertés par les humains, et considérés communément comme vides, abondent dans son œuvre. La thématique du cinéaste s'organise autour de la disparition et de l'absence. Disparition d'Anna dans *L'Aventura*, échange d'identité de *Profession : reporter* (ou comment continuer de vivre tout en cessant d'être au monde), quête du cinéaste d'identification d'une femme qui se conclut par une double disparition. De là, également, l'impression de réification d'un monde dans lequel l'humain ne parvient plus à se situer, parce qu'il ne le comprend plus.

Le deuxième malentendu tient à ce qu'Antonioni est considéré comme un cinéaste intellectuel, alors que sa mise en scène est fondée sur une approche sensitive de la réalité.

Lui-même s'est défendu d'être un intellectuel : « Je fais des films avec mon ventre. » Mais l'enthousiasme manifesté à son égard par les tenants du « nouveau roman » a contribué à enraciner une réputation qui faillit lui coûter sa carrière, ses films étant censés éloigner le public des salles de cinéma.

Antonioni est un formaliste sensuel qui, après avoir abordé le cinéma en théoricien et critique, tente d'en renouveler les possibilités, quitte à passer par une redéfinition de la réalité (faire repêcher une pelouse à ses yeux pas assez verte ou faire recouvrir des arbres de peinture blanche).

LA TECHNIQUE COMME LEURÉE

Preuve de la sensualité du cinéma d'Antonioni, le souvenir que l'on garde de ses films est lié avant tout à des impressions. Le visage de ses actrices, Lucia Bosé, Monica Vitti et les autres, une route de campagne dans *Le Cri* (une de ses rares fictions situées dans un milieu populaire, et une de ses réussites les plus magistrales), un angle de rue dans *L'Ecluse*, un petit matin de fête triste dans *La Nuit*, une place de village dans *Profession :*

reporter, le brouillard d'identification d'une femme. Le Londres des *soirées* décrit dans *Blow-Up* existe moins à travers l'évocation des *drug-parties* de la société branchée de l'époque que par le bruit du vent dans un parc. Cette réalité, il faut l'accepter sans forcément la comprendre, à l'image du photographe de *Blow-Up*, qui entend rebondir la balle de tennis imaginaire avant de faire mine de la ramasser et de la renvoyer.

Le cinéma d'Antonioni se situe entre l'imperceptible et le visible. Ce qui peut le conduire à élaborer des dispositifs aisément repérables, à défaut d'être faciles à disséquer. La visibilité du dispositif serait, pour beaucoup de cinéastes, la preuve de l'échec de la mise en scène. Pas pour Antonioni, metteur en scène de l'allusion et non de l'illusion, qui fait de la technique et de l'intérêt qu'elle suscite un leurre supplémentaire, affirmant là encore que la vérité est ailleurs.

Pascal Mériaux

Enrica Antonioni, Wim Wenders et John Malkovich

Trois personnages autour d'un auteur

PAR-DELÀ LES NUAGES illustre à la perfection la façon dont, au cinéma, un créateur doit composer avec de nombreux intermédiaires et partenaires pour, en fin de compte, imprimer sa marque personnelle à un film. Le handicap de Michelangelo Antonioni, qui ne peut ni parler, ni lire, ni écrire, a poussé à l'extrême ce rapport complexe. Il l'empêche aussi de donner des entretiens. Poursuivant en quelque sorte le processus particulier de fabrication du film, nous nous sommes adressés aux trois personnes qui furent, chacune d'une manière différente, les interlocuteurs d'Antonioni avec son propre film.



Enrica Antonioni, compagne puis épouse du cinéaste depuis un quart de siècle, est devenue son indispensable porte-parole, dans une constante relation, proche parfois d'une position de médium. Wim Wenders, sollicité par les producteurs comme *stand-by director* (réalisateur « en réserve »), prêt à intervenir en cas de défaillance — qui n'eut pas lieu —, est également le metteur en scène des intermédiaires qui relient les différents épisodes. Il a mis sa propre personnalité de cinéaste au service de celle du vieux maître. John Malkovich, enfin, qui joue, sûr et de manière distanciée, le rôle de Michelangelo Antonioni à l'écran.

L'entretien qui suit est un montage réalisé à partir d'entretiens accordés séparément par les trois participants.

« Comment a commencé, pour vous, l'aventure de *Par-delà les nuages* ? »

Enrica Antonioni. — J'ai d'abord été celle qui savait que Michelangelo pouvait faire ce film. Son énergie est toujours là, et son esprit est toujours le même, malgré ses difficultés à s'exprimer. Depuis dix ans que je vis avec lui dans ces conditions, j'ai appris un nouveau vocabulaire, mais il fallait trouver les gens assez forts pour accompagner pareille entreprise. L'histoire a vraiment commencé quand le producteur français Stéphane Tchalgadjeff [qui fut entre autres le producteur des grands films de Rivette au tournant des années 60-70] est venu voir Michelangelo avec Alain Robbe-Grillet. Celui-ci voulait lui offrir un rôle dans son film *La Forteresse*. Il avait accepté, mais le film n'a pu se faire. Tchalgadjeff a dit qu'il aimerait produire un film de Michelangelo. Il a ensuite été rejoint par un autre producteur français, Philippe Carcassonne. Quand il a fallu prendre un *stand-by director*, Michelangelo a choisi Wim Wenders, et le projet a continué d'évoluer sous son influence.

Wim Wenders. — A l'origine, Antonioni devait apparaître comme un personnage-clé du film. C'était un projet beaucoup plus complexe. J'ai vite compris qu'il ne voulait pas jouer, mais qu'il souhaitait adapter quelques-unes de ses nouvelles. Pour trouver l'argent, il a été nécessaire de construire une « histoire-cadre »



structurant les quatre épisodes, et réalisée par moi. Un film à épisodes facilitait le travail pour Antonioni, en permettant de fractionner le tournage en quatre tranches de deux semaines. La décision de confier le rôle du cinéaste à John Malkovich a été prise très tardivement, après qu'il eut déjà joué dans l'épisode avec Sophie Marceau.

« Comment s'est fait le passage des textes à la réalisation ? »

W. W. — Dès que nous avons commencé à travailler ensemble, Antonioni m'a envoyé à Ferrare, en me faisant comprendre que je devais connaître sa ville natale. Tonino Guerra [l'un des plus grands scénaristes italiens, collaborateur d'Antonioni depuis l'aventure, en 1960] était lui aussi convaincu qu'une des histoires devait se passer là où tout avait commencé.

E. A. — Tonino s'est concerté avec Michelangelo, Wenders et moi, puis il a écrit et envoyé son script au fur et à mesure. Je le lisais à Michelangelo, et il approuvait ou pas. Tonino et Michelangelo se connaissent depuis si longtemps, ce sont des amis très proches, qui ont beaucoup voyagé et discuté ensemble. Tonino possède cette incroyable habileté d'écrire un « script » d'Antonioni en renonçant à son propre ego.

W. W. — Tonino Guerra a fait l'essentiel des dialogues des épisodes. Pour l'histoire-cadre, j'ai utilisé les archives qu'Antonioni m'avait ouvertes, et qui contiennent d'innombrables carnets de notes.

« Jusqu'à quel point John Malkovich représente-t-il Antonioni ? »

John Malkovich. — Je ne sais pas. Si j'ai la chance de représenter au moins un peu Michelangelo à l'écran, c'est qu'il aime la façon que j'ai de me tenir sur le bord des situations. Je suis certain, en tout cas, d'avoir interprété un cinéaste européen. Il existe un personnage de « cinéaste européen ». Ceux que je connais bien — Antonioni, Louis Malle, Wenders, Schlöndorff, Bertolucci, Oliveira, Feraud — ont des points communs : ils sont très cultivés, très ouverts, ils ont de l'humour. Et ils aiment vrai-

ment le cinéma. En tout cela, ils diffèrent des cinéastes américains.

W. W. — Le premier acteur envisagé pour jouer le rôle était Gian Maria Volonte, ce qui aurait pris un sens différent. Mais Volonte est mort. Alors, nous avons attendu de voir les épisodes pour savoir comment compléter l'ensemble au mieux. C'est alors que nous avons choisi Malkovich, qui avait déjà travaillé sur un épisode. Il devait incarner cette contradiction d'être à la fois Antonioni et ne surtout pas l'imiter. Je voulais seulement qu'il représente son regard, cette avidité du regard.

« Michelangelo souhaite réaliser un autre film, il en a la force »

« Comment se passe la cohabitation de deux cinéastes sur un même plateau ? »

E. A. — C'est compliqué. Wim a été choisi par Michelangelo, il n'aurait voulu personne d'autre. Mais tous les deux ont souffert. Wim a beaucoup donné. Michelangelo ne voyait pas de nécessité aux épisodes de liaison, mais c'était dans le contrat, ce devait être un film d'Antonioni et Wim Wenders. Les discussions sur le script ont été interminables. Ensuite, Michelangelo a exigé beaucoup de coupes dans ce que Wim avait tourné. Wim en était un peu secoué, mais, finalement, nous sommes parvenus à une solution.

W. W. — Lorsqu'on est cinéaste, il est très rare de participer ainsi au tournage d'un autre et de voir un film maître après avoir collaboré au scénario, au casting, et donc avoir inconsciemment fabriqué son propre film, très différent. J'ai souvent pensé que ce que faisait Antonioni ne marcherait pas : il contredisait les règles de base de la réalisation. Mais, à la fin, ça fonctionne parce que la mise en scène d'Antonioni répond à une logique esthétique plus qu'à une logique narrative.

« Qu'Antonioni ne puisse pas

expliquer les motivations des personnages à leurs interprètes n'est-il pas un inconvénient ? »

E. A. — Non, c'est un avantage. Il n'a jamais rien expliqué aux acteurs, de toute façon. Il a toujours dit qu'il valait mieux que les acteurs ne comprennent pas ce qu'ils jouent. C'est à celui qui regarde par la caméra de créer la scène, de la construire.

W. W. — Jeanne Moreau a tout de suite dit : « Je ne vois pas où est le problème, avant il ne parlait pas non plus. »

J. M. — Comme il ne parle pas, tout ce qu'il fait monopolise l'attention. Il suffisait de regarder son visage pour savoir si c'était bien ou pas. Il a un visage si expressif et si habité, comme un visage de statue antique. Mais il est extrêmement rusé, on ne sait jamais s'il construit la scène, s'il vous fait la construire pour lui, ou si tout est déjà construit à l'avance. Je suis un acteur de théâtre, le dialogue est tout pour moi. Mais avec Antonioni, ça n'a plus d'importance. Il pourrait tout tourner en muet. Il me semble qu'en perdant les moyens ordinaires du dialogue Antonioni démontre désormais l'aspect sacré de la communication. Près de lui, comme près d'Oliveira, j'ai ressenti combien, quand la mort est aussi proche, elle oblige à ne se préoccuper que de l'essentiel.

« Par-delà les nuages est-il le dernier film d'Antonioni ? »

E. A. — Michelangelo souhaite réaliser un autre, il en a la force, et, comme le film obtient un succès considérable en Italie, Cecchi Gori, le coproducteur italien, semble d'accord. Le projet le plus probable serait *Le Ciel-volant*, un conte fantastique qui se tournerait en Asie centrale. Nilsa Mikhailov [dont le dernier plan du film *Unguard* apparaît dans *Par-delà les nuages*] pourrait en être le *stand-by director*. Mais il faut un gros budget, bien supérieur aux 50 millions de francs de celui-ci. Parce que Michelangelo a besoin de temps. Il attend la lumière, il attend que la « chimie » du plateau corresponde à ce qu'il veut. »

Propos recueillis par Jean-Michel Frodon

LES AUTRES NOUVEAUX FILMS

LES ENFANTS DU SOLEIL

Film français de Bernard Darrigues. Écrit et interprété par Philippe Caubère (3 h 20).

Soit, à l'origine, le mytique Théâtre du Soleil créé par Ariane Mnouchkine, dont l'épopée inspire à un de ses anciens membres, Philippe Caubère, sinon une odyssée, du moins un spectacle fleuve en forme de one-man-show feuilletonesque. A savoir onze épisodes de trois heures chacun, dont les diverses mises en scène ont drainé, en huit ans, plus de 600 000 spectateurs. *Les Enfants du soleil* est le film du premier de ces épisodes, enregistré par trois caméras camouflées dans la salle du Théâtre de l'Athénée lors des dernières représentations de l'intégrale en 1993.

Il évoque, sur un mode mi-drolatique, mi-nostalgique, les débuts et les déboires de quelques amis comédiens — dont ce Ferdinand Faure venu, comme Caubère, d'Aix-en-Provence — dans la troupe dirigée par « Ariane » à la Cartoucherie de Vincennes. Passés au crible du talent mimétique de l'acteur, personnages et objets (l'imitation d'un combiné téléphonique vaut à elle seule le détour) participent d'une reconstitution qui repose essentiellement, par-delà les allusions et les connotations, sur la performance. L'exercice a du charme, mais aussi ses limites, dues notamment à la monotonie des changements de caméra et à la régularité des effets de zoom.

Jacques Mandelbaum

DENISE AU TÉLÉPHONE

Film américain de Harold Salwen. Avec Tim Daly, Caroleen Feeney, Dan Guther (1 h 20).

Denise au téléphone repose principalement sur le tour de force d'un scénario qui dessine un entrelacs de relations entre six personnages qui ne se rencontrent jamais. Ce défi, parfaitement tenu, a consisté à inventer un récit composé de conversations téléphoniques qu'échangent six jeunes « branchés » new-yorkais. Ceux-ci se rencontrent, s'aiment et se quittent au gré des diverses conversations sans jamais réussir à s'approcher.

Comédie originale et sarcastique sur un devenir de la société, où les contacts humains sont de plus en plus remplacés par les prothèses de la communication, le film de Harold Salwen fait souvent mouche, même si la platitude de la mise en scène ne témoigne pas, chez son auteur, de grandes préoccupations formelles.

Jean-François Rauger

SOUVIENS-TOI DE MOI

Film français de Zaida Ghorab-Volta. Avec Zaida Ghorab-Volta, Thierry Lorent, Agnès Gomes-Saraiva (0 h 59).

Fille d'immigrés algériens, Mimouna vit dans la banlieue parisienne, coincée entre des parents traditionnels, mais dépassés, et un frère et une sœur avides d'émancipation. Elle travaille dans une cantine scolaire et semble terminer douloureusement une relation amoureuse. Les rituels vacanciers d'été en Algérie seront, cette année-là, une occasion de retrouver ou de découvrir brièvement, dans l'expérience d'une sonorité retrouvée, un rapport au monde et à la société différent. C'est sans doute à une tradition héritée du cinéma de Pialat que se rattache *Souviens-toi de moi*, premier film sans doute teinté d'autobiographie, d'une jeune réalisatrice qui incarne également le rôle principal. Le récit aligne ainsi, sans ligne de force apparente, une série de scènes naturalistes en comptant sur la durée de celles-ci (et le talent inégal des comédiens) pour installer la sensation d'un monde bloqué entre l'absence d'horizon, la molle oppression du travail salarié et des cadres familiaux.

J.-F. R.

WITTGENSTEIN

Film britannique de Derek Jarman. Avec Karl Johnson, Michael Gough, Tilda Swinton, John Quentin (1 h 15).

Réalisateur corréatif dont les recherches formelles s'alliaient fréquemment à la déclinaison du thème de l'homosexualité, Derek Jarman est mort du sida en 1994. *Blue* (1993), œuvre-testament, a été diffusé sur Arte au printemps 1995. *The Garden* (1990), provocante parabole chrétienne, projeté en salle en octobre dernier. *Wittgenstein* (1993) s'inscrit dans cette continuité transgressive. Tourné intégralement en studio, le film se présente, sous la forme de saynètes, comme une biographie adéquate à la pensée aphoristique du philosophe et logicien viennois.

Portrait du génie en coulottes courtes, photos de famille en costumes de la Rome antique, dialogue éduquant avec un Martien difforme, transmission rageuse de sa pensée à l'université de Cambridge : c'est, de l'enfance à la mort, une vie recomposée par un cinéma de chambre, qui joue, sur un avertissement fond noir, de la violence ironique des contrastes chromatiques et du brouillage des lignes géométriques. C'est aussi l'occasion pour Derek Jarman (comme il en fut de Thomas Bernhard) d'explorer ses affinités avec le personnage. Par le thème de la marginalité d'abord, sous les auspices des origines juives, de l'homosexualité suggérée et de la solitude existentielle. Mais également par l'apport théorique de l'auteur du *Tractatus logico-philosophicus*, des travaux sur les fonctions du langage et de l'énonciation recouperont les préoccupations esthétiques du cinéaste.

J. M.

LES LIENS DU SOUVENIR

Film américain de Diane Keaton. Avec Andie McDowell, John Turturro, Michael Richards, Nathan Watt (1 h 32).

Dans l'Amérique provinciale du début des années 60, un jeune garçon tente d'échapper au spectacle de la maladie de sa mère atteinte d'un cancer en s'installant chez ses deux oncles. L'un est un doux attardé mental, l'autre un paranoïaque excentrique qui voit des complots du FBI partout. Derrière un récit qui paraît anodin, le film de Diane Keaton est une méditation parfois émouvante sur la nécessité de maintenir les souvenirs intacts. C'est ainsi qu'il faut comprendre la réaction du jeune héros du film qui, après la mort de sa mère, sauve de la destruction les films amateurs tournés par son père (John Turturro) et projette les images révolues du bonheur familial.

Au-delà de la mémoire domestique, les personnages entretiennent un rapport plus ou moins intense avec celle de l'histoire récente de l'Amérique et des persécution maccarthystes ou avec les ancestrales traditions juives qu'il s'agit ou non de perpétuer. Mais le film porte un regard d'une inadmissible complaisance sur la folie, montrée comme acceptable tant qu'elle transforme les deux oncles en personnages pittoresques, évacuée dès qu'elle n'est plus utile aux ressorts du film.

J.-F. R.

XY

Film français de Jean-Paul Lilienfeld. Avec Clémentine Célarié, Patrick Braoudé, Jenny Clève, Maurice Chevit, Patricia Malvoisin (1 h 40).

De *La Boum* (1980) à *Trois hommes et un couffin* (1985), la comédie française régressait en cinq ans du flirt adolescent aux joies du pouponnage. Plus récemment, avec *Neuf mois* (1994), Patrick Braoudé remontait jusqu'à l'ère tourmentée de la grossesse, stade dépassé aujourd'hui par Jean-Paul Lilienfeld avec son autoproduit « première comédie d'adulte ». C'est au demeurant la seule originalité du film. Il s'agit de la rencontre de deux mondes : Clémentine Célarié, veuve froide et redoutable « meuse » d'un groupe industriel spécialisé dans la famille, incarne le premier ; Braoudé, célibataire et héritier d'une modeste entreprise familiale de jouets en bois, le second. Celle-ci réalise une double OPA sur celui-là, avalant son entreprise et lui proposant en contrepartie de son maintien un mariage de convenance destiné à légitimer l'enfant qu'elle désire. La manipulation est psychologique, mais aussi génétique, la future mère disposant secrètement des embryons congelés de son mari défunt et souhaitant en réalité une insémination artificielle. Alliance incertaine de comédie légère et de réflexion sur un problème pointu de bioéthique, le film échoue sur les deux tableaux, en opposant frileusement aux défis du capitalisme et de la procréation moderne les vertus éprouvées du paternalisme patronal et amoureux.

J. M.

MA FEMME ME QUITTE

Lire la critique dans Le Monde du 26 janvier.

Deux ouvrages dévoilent le « maestro » et les mécanismes de la création

DEUX LIVRES, fort différents, ont précédé la sortie de *Par-delà les nuages*. L'Antonioni de Tassone est une classique biographie critique, complète et documentée. Elle présente les débuts du cinéaste, analyse ses films un par un, fait largement appel aux témoignages de proches du réalisateur et à ses propres déclarations. On y trouve également une description de l'atmosphère de Ferrare, la ville natale du metteur en scène, qui l'a tant influencé, une évocation du cinéma italien de l'immédiat après-guerre, et un inattendu portrait du réalisateur en critique de cinéma. Aldo Tassone, qui connaît à la perfection son sujet, n'oublie pas non plus l'œuvre du peintre et celle de l'écrivain.



Son livre se termine durant la fabrication de *Par-delà les nuages*, que décrit par le menu l'ouvrage de

Wim Wenders, *Avec Michelangelo Antonioni*. Durant le tournage, Wenders a tenu un double journal de travail, écrit et photographié. Les photographies — en fait celles de Wenders, en couleurs, et de sa femme, Donata, en noir et blanc — donnent à l'ouvrage son aspect de livre d'art : format imposant, papier glacé, poix à l'avenant. Plus de deux cents pages d'images de plateau, où se combinent le visage expressif du vieux maître muet, ces chorégraphes soudaines qu'invente parfois une équipe de tour-

Reprises à Paris

Parallèlement à la sortie de *Par-delà les nuages*, les cinémas Action présentent quatre films d'Antonioni en réédition : *L'Avventura* (1960), avec Monica Vitti, Gabriele Ferzetti, Lea Massari et Dominique Blanchard, Prix spécial du Jury au Festival de Cannes, et *La Nuit* (1961), avec Marcello Mastroianni, Jeanne Moreau et Monica Vitti, Ours d'Or du Festival de Berlin, sont projetés en alternance, salle Club Henri-Ginet ; *Blow Up* (1967) et *Zabriskie Point* (1970), en alternance également, à midi, dans la salle panoramique Henri-Langlois, où est présenté, aux horaires habituels, *Par-delà les nuages*.

* Grand-Action, 5, rue des Ecoles à Paris (5^e). Tél. : 43-29-44-40.

par ses conditions comme par la personnalité de ceux qui y participent, mais il est rare qu'un compte-rendu de tournage soit publié avec autant de sincérité et de lucidité. En manifestant à la fois son admiration pour Antonioni et les rapports — de travail, mais aussi affectifs et d'ego — complexes qui se développent entre eux, Wenders détaille une situation limite. Pas à pas, on y voit à la fois comment le vieux maître italien bouscule les règles de la mise en scène classique au service de sa vision, et comment il s'approprie entièrement un film qui devait à l'origine être co-signé. Par-delà le cas extrêmement particulier de ce tournage, ce sont les mécanismes essentiels de la création cinématographique qui sont ainsi mis en évidence.

J.-M. R.

* Antonioni, d'Aldo Tassone. Flammarion, 150 F. Avec Michelangelo Antonioni, de Wim Wenders. Photos de Wim et Donata Wenders. L'Arche, 334 pages, 395 F.

Les artistes égyptiens se rebiffent contre la pression islamiste

La tentative d'agression contre une actrice très populaire provoque une vive polémique

LE CAIRE
de notre correspondant
Excédés d'être foulés aux pieds par les islamistes tant que par la presse à scandale, les artistes égyptiens ont décidé de réagir. Le syndicat national des acteurs appelle « à lutter contre les campagnes de calomnies dirigées contre les artistes » dont l'objectif serait « d'égarer l'Égypte et les Égyptiens de leur rôle de pionnier dans le monde arabe ».

Cette révolte, au moment où l'on fête le centenaire du cinéma égyptien, a été provoquée par un incident qui passionne la vallée du Nil d'Alexandrie à Assouan, autant que le monde arabe de l'Atlantique au Golfe.

Il s'agit de l'affaire Youssa, du nom de l'actrice la plus célèbre du cinéma égyptien de ces dernières années. Le 15 janvier, la presse annonçait que Youssa avait été victime d'une tentative d'agression par un jeune lieutenant de police,

membre des forces spéciales pour la lutte contre le terrorisme. Le quotidien officiel *Al-Ahram* précisait que le policier s'était introduit de force dans l'appartement de la vedette, situé dans le quartier résidentiel de Zamalek au Caire, en menaçant la servante de son pistolet de service.

JUSQU'À LA TV SAOUDIENNE

Après avoir ligoté et bâillonné le chauffeur, le lieutenant Ahmad Aboul Rouss a attendu plusieurs heures le retour de l'actrice, qui était en tournage. Alertée, des forces de police sont intervenues et ont tiré plusieurs coups de semonce avant d'arrêter l'officier. Ce dernier, selon un communiqué du ministère de l'Intérieur, cherchait à « exprimer son admiration à l'actrice ».

L'affaire a aussitôt été saisie au vol par les télévisions privées saoudiennes qui ont interrompu leurs programmes pour donner

l'information. Celle-ci a ensuite figuré en tête des journaux.

Jusqu'ici, il ne s'agissait que d'un fait divers dont l'importance tenait à la célébrité de l'actrice et au fait que l'agresseur était un membre des forces de l'ordre qui, selon les enquêteurs, a avoué avoir agi sous l'effet de pitié.

Toutefois, la situation a complètement changé le mercredi 17 janvier. Le quotidien *Al-Ahram* accordait alors une demi-page à de nouvelles déclarations du lieutenant Aboul Rouss et de son épouse, fille du rédacteur en chef du journal. Selon ces déclarations, toute l'affaire n'aurait été qu'un coup monté de l'actrice pour se venger du lieutenant qui, après avoir eu une liaison avec elle, l'aurait délaissée après son mariage.

Le fait divers s'est alors transformé en occasion de critiquer le milieu artistique en général et Youssa en particulier. Cette dernière est déjà poursuivie en justice par un collectif d'avocats islamistes pour la publication sur la couverture d'un magazine d'une photo laissant voir les cuisses de l'actrice.

Un autre procès a été intenté contre son dernier film, *Les Rapaces des ténèbres*, critiquant les extrémistes musulmans et les responsables corrompus. Elle était l'héroïne du film de Youssef Chahine, *L'Immigré*, lui aussi poursuivi en justice par les islamistes. Il n'est donc pas étonnant qu'une dizaine d'avocats islamistes aient offert leurs services pour défendre le lieutenant de police.

UNE ATTAQUE DE TROP
Pour les artistes, ce fut une attaque de trop. Au cours de la conférence du jeudi 18 janvier, ils ont dénoncé « le complot islamiste ». Le réalisateur Youssouf Nasrallah, qui a dirigé Youssa dans le film *Mercedes*, a expliqué que la victime devenait accusée pour le

simple fait qu'elle était une femme, et à cause de « l'air du temps imposé par la dictature, les Saoudiens et les intégristes, qui font qu'une femme est une prostituée à moins de prouver le contraire en se voilant, et que les artistes sont tous considérés comme des incroyants ».

Alexandre Bucclanti

La police égyptienne a arrêté, lundi 22 janvier, un islamiste en fuite depuis dix ans, condamné pour l'incendie de boutiques de casses vidéo auxquelles il reprochait de diffuser des films « blasphématoires », a rapporté mardi le quotidien *Al-Ahram*. Ahmed Lotfi Al Gindy vivait dans le quartier populaire d'Imbaba, au Caire, où il travaillait depuis plusieurs années comme chauffeur de taxi. Il envisageait de prendre prochainement la fuite hors du pays. (AFP.)

DÉPÊCHES

Les assises du cinéma indépendant se tiennent pour la première fois le 25 janvier, au cinéma le Balzac à Paris. Réunissant des professionnels des différents secteurs (production, distribution, exploitation), cette manifestation se veut un forum de réflexion et de propositions sur la situation des « indépendants », ceux qui n'appartiennent pas aux grandes structures industrielles du secteur. Les débats porteront notamment sur le développement des multiplexes, et sur l'état présent des interventions de la puissance publique, ainsi que les modifications que le ministère est susceptible d'y apporter.

Les « Lumières de Paris » seront attribuées pour la première fois le 29 janvier au cours d'une cérémonie. Créée par Unifrance Film et son toujours inventif président, Daniel Toscani du Plantier, elle s'inspire des Golden Globes américains. Ce sont en effet 130 correspondants de la presse étrangère à Paris qui décerneront les prix du meilleur film français, du meilleur réalisateur, de la meilleure actrice et du meilleur acteur, du meilleur scénario et du meilleur film étranger.

Lettre d'Amérique

Le 21 janvier, l'Association de la presse étrangère a décerné pour la 53^e fois ses Golden Globes, dédoublant les disciplines (cinéma, télévision), multipliant les rubriques afin que le plus grand nombre de gens puissent repartir avec une statuette. Déjouant les pronostics, Sharon Stone dans *Casino* a côtoyé Meryl Streep dans *La Route de*

Madison comme meilleure actrice « dramatique », et Mel Gibson grâce à *Braveheart* a pris l'avantage sur Martin Scorsese (*Casino*) parmi les réalisateurs. Crédité du meilleur scénario pour son adaptation du roman de Jane Austen, *Raison et sentiment* (qui sort en France le 28 février), Emma Thompson a aussi remporté les applaudissements pour le meilleur discours, en imaginant ce que la



romancière anglaise aurait pu écrire en semblable occasion. Deux fois présente pour le titre de meilleur film étranger, la France

emportait la récompense avec *Les Misérables*, de Claude Lelouch (notre photo), grand succès aux États-Unis, qui a été préféré à *Gazon maudit*. Mais si les Golden Globes sont souvent présentés comme le prétexte des Oscars, le phénomène ne risque pas de se reproduire à Los Angeles, seul le film de Josiane Balasko ayant été présenté par Paris, puisque chaque pays n'a droit qu'à un seul candidat.

Lettre d'Inde

Du 10 au 20 janvier, le vingt-septième Festival international du film d'Inde a présenté à New Delhi pas moins de 231 films. « Cinéma du monde », « Panorama indien », « Hommages » comprenaient une programmation disparate, qui s'explique par l'extrême difficulté pour les Indiens d'avoir accès à d'autres films que les grandes productions commerciales nationales ou américaines, sous les effets combinés d'une censure draconienne et d'une distribution en forme de goulot d'étranglement.

Pour la première fois depuis 1967, avait été créée une section compétitive, réservée aux films de réalisateurs asiatiques. Le jury, présidé par Jeanne Mouton, a attribué le premier prix à *Rishi*, de la Chinoise Li Shaozhong, le second à *On the Road* de son compatriote Niu Yin, partageant le troisième entre *Le Vieil homme de l'Inde* de Rakeshman Ramesh et *The Freedom* de la Libanaise Leyla Assaf Tengroff. Cette déflation restrictive n'a pas manqué de susciter des débats durant le festival, les fureurs bien calmes à côté des polémiques soulevées par la marginalisation dénoncée par les documentaristes.

Le traitement jugé dévalorisant imposé aux réalisateurs venus du nord-est du pays, et les mouvements suscités par plusieurs cas de censure, alors que le festival bénéficie en principe d'une « extraterritorialité ». Si celle-ci a permis de montrer *La Chinoise* de Chabrol, *Par-delà les nuages* d'Antonioni ou *Casino* de Scorsese, plusieurs films indiens ont été écartés. Notamment *Banaji*, dont la projection en avant-première déclenchait une manifestation, en même temps que la colère de son réalisateur, Shakti Kapur. En Inde, le cinéma déclenche toujours les passions. J.-M. E.

LES ENTRÉES À PARIS

■ Semaine un peu morose, avec une petite chute de la fréquentation globale, aussi bien par rapport à la semaine précédente que par rapport à la période correspondante de l'année dernière. Aucun des 115 films à l'affiche en exclusivité ne dépasse les 75 000 entrées dans la capitale et sa périphérie.

■ Parmi les huit nouveautés, le meilleur score revient à *Money Train*, mais 63 000 spectateurs dans 41 salles n'est pas un train de luxe. Début très moyen également pour *Fair Game*, à 37 000 dans 30 salles. Le meilleur résultat est plutôt celui de *L'Anglais qui gravit une colline*, avec 30 000 compagnons d'escalade devant seulement 15 écrans, confirmant la santé retrouvée de la comédie britannique. A plus petite échelle, *Erno* (3 500 dans trois salles) et *No Sex Last Night* (1 800 dans

une salle) ne démontrent pas non plus. Les trois champions de la fin de 1995 connaissent un sort différent : les deux comédies françaises, *Le bonheur est dans le pré* et *Les Trois frères*, poursuivent leur bonhomme de chemin, avec respectivement 780 000 entrées en sept semaines et 697 000 en six semaines. Alors que *Goldfinger*, s'il dépasse les 740 000, enregistre une chute brutale en cinquième semaine. Et ce n'est pas *Showgirl* qui viendra lui prêter main forte : à 48 000 en deuxième semaine, il a déjà perdu près de la moitié de son public par rapport à sa sortie.

■ Le double succès de *Smoke* et de *Brooklyn Boogie* se confirme : en sixième semaine, le premier en est à 263 000, le second marche vaillamment sur ses traces à 75 000 en deux semaines. A noter également la bénéfique stabilité du public des *Apprentis*, qui atteint ainsi les 130 000 spectateurs en cinq semaines.

Source : Le Film français.

Le 15^e Festival de Sundance du cinéma indépendant veut maîtriser son succès

PARK CITY
correspondance
La grande vitrine du cinéma indépendant américain fait des concessions aux goûts commerciaux de Hollywood ? C'est la question que posent les critiques à l'ouverture de la 15^e édition du Festival de Sundance, qui se tient jusqu'au 29 janvier à Park City (Utah). Avec un record de 118 films programmés cette année (contre 109 en 1994), le festival confirme sa place prépondérante dans le circuit festif américain.

Il est devenu un rendez-vous obligé pour les agents et producteurs hollywoodiens à l'affût de nouveaux talents. Certains journaux professionnels (comme *The Hollywood Reporter*) s'amusent à comptabiliser les films sélectionnés qui ont déjà trouvé une distribution commerciale, comme si ce chiffre, selon qu'il est faible ou élevé, était un indice de la rigueur artistique ou du compromis mercantile du festival.

Robert Redford et son équipe se défendent de se prêter au compromis. « Qu'on nous reproche de trouver un public à des films indépendants me laisse perplexe, dit Jeffrey Gilmore, directeur de la programmation du festival. Nous ne sélectionnons jamais les films en fonction de leur potentiel commercial, il suffit de regarder le programme de cette année. Et si un film qui fait preuve d'une sensibilité particulière est distribué par un studio, il n'est pas pour autant condamnable ! Notre priorité est toujours la même : les premiers films, et toute œuvre originale... »

Près de 10 000 festivaliers, dont quatre cents journalistes, sont attendus à Park City, et, malgré la demande croissante, les responsables, limités par la capacité des cinémas locaux, ont choisi de ne pas augmenter le nombre de forfaits en vente (à un prix oscillant entre 225 et 2 500 dollars - 12 500 F - pour les sponsors). « Nous avons bien géré notre croissance », confirme Robert Redford, et nous nous gardons notre vision de départ. Et comme aime à le rappeler l'acteur-réalisateur-producteur qui baptisa son festival en hommage au rite indien de la danse du soleil, « il est consacré aux jeunes cinéastes. Libre à eux ensuite d'aller à Hollywood, ou de rester à l'écart. Ce qui compte ici, c'est le produit final ».

AMPLIFICATION DE 30 %
La production de films indépendants est en augmentation vertigineuse aux États-Unis : en 1995, 700 longs-métrages ont été présentés en vue de leur sélection en compétition dans les deux catégories, documentaire et fiction : une hausse de 30 % par rapport à l'année précédente. On peut attribuer cette abondance aux succès récents de films à petit budget, sans acteurs connus, mais qui ont cependant trouvé un public (*Les Frères McMullen*, *Clerks*, *Safe Kids*, le documentaire *Unstoppable*, etc.), et ont encouragé dans l'attente d'une première réalisation.

En recevant son prix du public pour *El Mariachi* en 1993, Roberto Rodriguez avait bien prévu que son film au minuscule budget de 7 000 dollars (35 000 F) ferait des petits. Dans la moisson 1996 apparaissent quelques repères : d'abord de comédies (genre jusqu'ici peu prisé par les indépendants) et de mélodrames sentimentaux, baisse de la violence, nombre croissant de femmes réalisatrices et de films émanant de la communauté afro-américaine mais qui se démarquent du genre de *Boyz n the Hood* ou des films de gangsters, comme c'est le cas de *The Keeper*, de Joe Brewster, la mystérieuse histoire d'un gardien de prison, de sa femme et d'un ancien prisonnier.

Si la production des films indépendants affiche une belle santé, les circuits de distribution ne suivent pas. Sur les trente-quatre films en compétition cette année, trois seulement ont un distributeur. Et même Miramax, la compagnie indépendante des frères Weinstein rachetée et financée par Disney, qui vient à Sundance avec trois films, ne compte pas en acquérir plus de deux autres.

Beaucoup d'appelés donc, et peu d'élus. C'est pour répondre à ce manque de débouchés que Redford a créé le Sundance Channel, une chaîne câblée entièrement consacrée au cinéma indépendant, qui doit ouvrir son antenne le mois prochain (le projet concurrent, The Independent Channel, a commencé d'émettre l'an dernier).

Hors compétition, la programmation comporte une sélection de plus en plus importante de films internationaux (avec un accent sur la production latino-américaine, à laquelle tient beaucoup Robert Redford) et de premières américaines et mondiales (où l'on ne dénombre d'ailleurs que deux films distribués par des majors). Et parmi les aspirants réalisateurs auxquels Sundance donne leur chance, on note cette année un débutant de marque : Al Pacino, qui vient présenter son premier long-métrage, *Looking for Richard*, une méditation sur le Richard III de Shakespeare.

■ La Fondation Gan pour le cinéma a décerné le 22 janvier, pour la neuvième fois, ses récompenses à sept réalisateurs, jeunes pour la plupart, qui ont reçu chacun 30 000 F, ainsi que 300 000 F d'aide à la production. Le tournage de deux des longs-métrages de ces cinéastes est déjà achevé : *L'eau qui dort*, premier film de Jacques Deschamps, avec Robin Renucci, Marthe Darnay et Jean Benguigui, et *Enfants de salaud*, troisième film de Tonie Marshall (*Pontmirail*, *Pas très catholique*), avec François Cluzet, Nathalie Baye, Anémone et Jean YVES. Les autres lauréats sont Bruno Dumont pour *La Vie de Jésus*, Adémir Kenovic pour *Cette prière*, dont le tournage débutera en février à Sarajevo, Olivier Schatzky pour *L'Elève*, avec Vincent Cassel, Caroline Cellier et Caspar Salomon, Charlotte Silveira pour *C'est la tangente que je préfère* et Eric Valli pour *Himalaya*. Les tournages de ces films commenceront dans l'année.

■ La fréquentation du cinéma en France aurait remonté de 5 % en 1995 pour atteindre 127,4 millions de spectateurs, selon les estimations de l'hebdomadaire *Le Film français*. « Locomotives » de la remontée de la part de marché du cinéma national sur son propre territoire, sept films français se classent parmi les quinze premiers. Cette embellie profite surtout à deux distributeurs, Gaumont et AMLF, qui se partagent 40 % du marché.

■ Clint Eastwood a enfin choisi son prochain projet : le coproduit, réalisera et interprétera *Absolute Power* (« Pouvoir absolu ») sur un scénario de William Goldman (auteur entre autres de *Butch Cassidy et le Kid*), d'après le roman de Daniel Baldacci. S'il était agent secret et garde du corps du président dans *La Ligne de mire*, il sera ici un criminel endurci traqué par toutes les barbouzes d'Amérique.

Claudine Mulard

NOSTALGIE PRÉSENTE

LES 100 VIOLONS TZIGANES DE BUDAPEST

DU 6 AU 11 FÉVRIER 1996

CASINO DE PARIS

LOCATION : 49 95 99 99

AGENCES : FINAC - VIGNON

RESEAU FRANCE BILLET - MAGASINS CARREFOUR - GIPERT - JOSEPH - HUGGIER

Premiers aux Premières - 50 % du 25 janv. au 4 fév.

THÉÂTRE FONTAINE

JEAN PIAT

FRANCIS LALANNE

L'AFFRONTLEMENT

de Bill C. DAVIS

adaptation de Jean PIAT

mise en scène de Stéphane HILLEL

LOC. OUVERTE 48 74 74 40

Conditions spéciales - 25 ans : 100 F

COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES

PETITE SALLE (Studio)

PROLONGATION

LA VOIX HUMAINE

de Jean Cocteau

avec Laura BENSON

Mise en scène

Jean-Claude FEUGNET

LOCATION 47 20 84 54

LA SÉLECTION DU « MONDE »

LE BALLON BLANC (iranien, 1 h 25), de Jafar Panahi, avec Aida Mohammadkhani, Mohsen Kafil, Fereshteh Sadr Orfini, Anna Bourkowska, Mohammad Shabani, Mohammad Bahktari.

BROOKLYN BOOGIE (américain, 1 h 25), de Wayne Wang, Paul Auster, avec Lou Reed, Michael J. Fox, Roseanne, Mel Gormam, Jim Jarmusch, Lily Tomlin.

DEAD MAN (américain, 2 h 14), de Jim Jarmusch, avec Johnny Depp, Gary Farmer, Lance Henriksen, Robert Murchum, Gabriel Byrne, John Hurt.

LES ENFANTS DES DIEUX DE LA FORTÉ (russe, 1 h 15), de Tomasz Toth, avec Evgueni Sidikhin, Yri Iakovlev, Alexandre Kalliguin, Mikhaïl Svetin, Mikhaïl Feclov.

EN AVOIR (OU PAS) (français, 1 h 30), de Laetitia Masson, avec Sandrine Kiberlain, Ar-

naud Giovannetti, Roschdy Zem, Claire Denis.

ERMO (chinois, 1 h 30), de Zhou Xiaowen, avec Aila, Ge Zhijun, Liu Peiqi.

HARAMUYA (franco-burkinabé, 1 h 27), de Drissa Touré, avec Abdoulaye Kaba, Abdoulaye Komboudi, Ali Malagouin, Sidiki Sanogo.

LISBONNE STORY (germano-portugais, 1 h 40), de Wim Wenders, avec Rüdiger Vogler, Patrick Bauchau, Vasco Sequeira, Canto E Castro, Viriato José Da Silva, Joao Canijo.

NOUVEAU PAS QUE TU VAS MOURIR (**), de Xavier Beauvois, avec Roschdy Zem, Chiara Mastroianni, Bulle Ogier.

SMOKE (américain, 1 h 50), de Wayne Wang, avec William Hurt, Harvey Keitel, Stockard Channing, Harold Perrineau Jr., Ashley Judd, Forest Whitaker.

(36-65-70-73; 36-68-41-45); Elysées Lincoln, dolby, 8 (43-59-36-14; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Ambassade, dolby, 8 (43-59-36-14; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Opéra Français, dolby, 9 (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); La Bastille, 11 (43-07-48-60); Escurial, dolby, 13 (36-68-48-24; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 13 (36-68-75-13; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Kinopanorama, dolby, 15 (36-68-75-15; réservation: 40-30-20-10); VF: Gaumont Parnasse, 14 (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Alésia, dolby, 14 (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); Pathé Wepler, dolby, 18 (36-68-20-22; réservation: 40-30-20-10).

SOUVENIRS-TOI DE MOI
Film franco-algérien de Zaida Ghorab-Volta, avec Zaira Benafsa, Salah Tekouk, Zaida Ghorab-Volta, Thierry Lorent (56).

VO: Espace Saint-Michel, 5 (44-07-20-49).

WITTENSTEIN
Film britannique de Derek Jarman, avec Karl Johnson, Michael Gough, Tilda Swinton, John Quentin, Kevin Collins, Clancy Chassay (1 h 15).

VO: Epée de Bois, 5 (43-57-47-47).

XX
Film français de Jean-Paul Lilienfeld, avec Clémentine Célaré, Patrick Braoudé, Chantal Lauby, Jean-Paul Comart, Patricia Malvoisin, Jean-Paul Lilienfeld (1 h 40).

UGC Ciné-Club des Halles, dolby, 1 (36-68-68-58); Rex, dolby, 2 (36-68-70-22); UGC Odéon, dolby, 6 (36-68-31-62); UGC Montparnasse, dolby, 6 (36-65-70-14); Gaumont Marnage, dolby, 8 (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); Saint-Lazare-Pasquier, dolby, 8 (43-07-35-43; 36-65-71-88; réservation: 40-30-20-10); UGC Normandie, dolby, 8 (36-68-49-58); Gaumont Opéra, dolby, 8 (47-42-56-31; 36-68-49-58; réservation: 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, 12 (36-68-62-33); Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13 (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Alésia, dolby, 14 (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Parnasse, 14 (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); UGC Concorde, dolby, 15 (36-68-20-22; réservation: 40-30-20-10); Pathé Wepler, dolby, 18 (36-68-20-22; réservation: 40-30-20-10); Le Gambetta, dolby, 20 (46-36-10-96; 36-65-71-44; réservation: 40-30-20-10).

61-10-60; 14-Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81; 36-68-69-27); Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13 (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Parnasse, 14 (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); Mistral, 14 (36-65-70-41; réservation: 40-30-20-10); UGC Maillot, 17 (36-68-31-34).

AU BEAU MILIEU DE L'HIVER
de Kenneth Branagh, avec Michael Malone, Richard Briers, Mark Hadfield, Nicholas Farrell, Gerard Horan, John Sessions.

Britannique, noir et blanc (1 h 30).

VO: UGC Ciné-Club des Halles, dolby, 1 (36-68-68-58); Les Trois Luxembourg, 6 (46-33-97-77; 36-65-70-43).

LE BALLON BLANC
de Jafar Panahi, avec Aida Mohammadkhani, Mohsen Kafil, Fereshteh Sadr Orfini, Anna Bourkowska, Mohammad Shabani, Mohammad Bahktari.

iranien (1 h 25).

VO: 14-Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-90-81; 36-68-69-27).

LE BONHEUR EST DANS LE PRÉ
de Etienne Chatiliez, avec Michel Serrault, Eddy Mitchell, Sabine Azéma, Carmen Maura, Eric Cantona, Joël Canto.

Français (1 h 46).

UGC Ciné-Club des Halles, dolby, 1 (36-68-68-58); 14-Juillet Odéon, dolby, 6 (43-25-59-83; 36-68-68-12); 14-Juillet Hauteville, dolby, 6 (46-33-79-38; 36-68-68-12); UGC Montparnasse, dolby, 6 (36-65-70-14; 36-68-70-14); Gaumont Ambassade, dolby, 8 (43-59-19-08; 36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); UGC Normandie, dolby, 8 (36-68-49-58); Paramount Opéra, dolby, 8 (47-42-56-31; 36-68-49-58; réservation: 40-30-20-10); Majestic Bastille, dolby, 11 (36-68-48-56; réservation: 40-30-20-10); Les Nations, dolby, 12 (43-43-04-67; 36-65-71-33; réservation: 40-30-20-10); UGC Lyon Bastille, dolby, 12 (36-68-62-33); Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13 (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); UGC Maillot, 17 (36-68-31-34); Pathé Wepler, dolby, 18 (36-68-20-22; réservation: 40-30-20-10); Le Gambetta, dolby, 20 (46-36-10-96; 36-65-71-44; réservation: 40-30-20-10).

BROOKLYN BOOGIE
de Wayne Wang, Paul Auster, avec Lou Reed, Michael J. Fox, Roseanne, Mel Gormam, Jim Jarmusch, Lily Tomlin.

Américain (1 h 25).

de Sean Penn, avec Jack Nicholson, David Morse, Anjelica Huston, Robin Wright, Piper Laurie, Richard Bradford.

Américain (1 h 55).

VO: Saint-Lambert, dolby, 15 (45-32-91-68).

DEAD MAN
de Jim Jarmusch, avec Johnny Depp, Gary Farmer, Lance Henriksen, Robert Murchum, Gabriel Byrne, John Hurt.

Américain, noir et blanc (2 h 14).

VO: Gaumont les Halles, dolby, 1 (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); UGC Danton, 6 (36-68-34-21); George-V, 6 (36-68-43-47); Majestic Bastille, dolby, 11 (36-68-48-56; réservation: 40-30-20-10); Bienvenue Montparnasse, dolby, 15 (36-65-70-38; réservation: 40-30-20-10).

DONT LOOK BACK
de A. A. Pennebaker, avec Bob Dylan, Joan Baez, Alan Price, Donovan.

Britannique (1 h 35).

VO: Epée de Bois, 5 (43-57-47-47).

EN AVOIR (OU PAS)
de Laetitia Masson, avec Sandrine Kiberlain, Arnaud Giovanetti, Roschdy Zem, Claire Denis.

Français (1 h 30).

UGC Forum Orient Express, dolby, 1 (36-65-70-47); UGC Danton, 6 (36-68-34-21); George-V, 6 (36-68-43-47).

L'ENFANT DES NEIGES
de Nicolas Vanier, avec Diane Vanier, Nicolas Vanier, Monty.

Français (1 h 20).

Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20; réservation: 40-30-20-10); Grand Pavois, dolby, 15 (45-54-46-85; réservation: 40-30-20-10).

LES ENFANTS DES DIEUX DE LA FORTÉ
de Tomasz Toth, avec Evgueni Sidikhin, Yri Iakovlev, Alexandre Kalliguin, Mikhaïl Svetin, Mikhaïl Feclov.

Russe (1 h 15).

VO: L'Entrepôt, 14 (45-43-41-63).

ERMO
de Zhou Xiaowen, avec Aila, Ge Zhijun, Liu Peiqi.

Chinois (1 h 30).

VO: 14-Juillet Beaubourg, 3 (36-68-69-23); Reflet Médias, 1 (36-68-48-24); Le Balzac, 8 (45-61-10-60).

LA FILLE SEULE
de Benoît Jacquot, avec Virginie Ledyon, Benoît Magimel, Dominique Valadié, Alain Delbecq, Vera Brion, Virginie Emanc.

Français (1 h 30).

Epée de Bois, 5 (43-57-47-47).

LE GARCÉ
de Maurice Pialat, avec Gérard Depardieu, Géraldine Pailhas, Antoine Pailat, Dominique Rocheteau, Fabienne Babe, Elisabeth Depardieu.

Français (1 h 45).

Lucernaire, 6 (45-44-57-34).

GOLDFISH
de Martin Campbell, avec Pierce Brosnan, Sean Bean, Izabella Scorupco, Famke Janssen, Joe Don Baker, Robbie Coltrane.

Britannique (2 h 10).

VO: UGC Ciné-Club des Halles, 1 (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); 14-Juillet Hauteville, dolby, 6 (46-33-79-38; 36-68-68-12); Gaumont Marnage, dolby, 8 (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); George-V, dolby, 6 (36-68-43-47); Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 13 (36-68-75-13; réservation: 40-30-20-10).

HARAMUYA
de Drissa Touré, avec Abdoulaye Kaba, Abdoulaye Komboudi, Ali Malagouin, Sidiki Sanogo.

Franco-burkinabé (1 h 27).

VO: Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20; réservation: 40-30-20-10).

L'INDIEN DU PLACARD
de Frank Oz, avec Hal Scardino, Lizbeth, Lindsay Crouse, Richard Jenkins, Steve Coogan, David Kelly.

Américain (1 h 36).

VF: Cinoches, 6 (46-33-10-82); Grand Pavois, dolby, 15 (45-54-46-85; réservation: 40-30-20-10); Saint-Lambert, dolby, 15 (45-54-46-85; réservation: 40-30-20-10); Saint-Lambert, dolby, 15 (45-54-46-85; réservation: 40-30-20-10).

LAND AND FREEDOM
de Ken Loach, avec Ian Hart, Rosanna Pastor, Iain Blair, Tom Gilroy, Marc Martineau, Frederic Pierrot.

Britannique (1 h 49).

VO: UGC Forum Orient Express, 1 (36-65-70-47); Epée de Bois, 5 (43-57-47-47); Reflet Médias, 1 (36-68-48-24); Les Montparnasse, 14 (36-65-70-42; réservation: 40-30-20-10).

LISBONNE STORY
de Wim Wenders, avec Rüdiger Vogler, Patrick Bauchau, Vasco Sequeira, Canto E Castro, Viriato José Da Silva, Joao Canijo.

Allemand-portugais (1 h 40).

VO: 14-Juillet Beaubourg, 3 (36-68-69-23); Cinoches, 6 (46-33-10-82); L'Entrepôt, 14 (45-43-41-63).

MADADAYO
d'Alim Kurosawa, avec Yatsuo Matsumura, Kyoko Kagawa, Hsashi Igawa, George Tokoro, Masayuki Yui, Akira Terao.

Japonais (2 h 14).

VO: 14-Juillet Beaubourg, 3 (36-68-69-23); 14-Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-90-81; 36-68-69-27); Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13 (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10).

WALLBERG
de Kjell Grede, avec Stefan Skarsgård, Katherina Thalbach, Karoly Eperjes, Miklos B. Szekely, Erland Josephson, Suleidos (1 h 55).

VO: L'Entrepôt, 14 (45-43-41-63).

FESTIVALS

LE 6^e FESTIVAL CINÉMA JEUNE PUBLIC DANS LE VAL-DE-MARNE aura lieu du 24 janvier au 6 février dans quinze villes du département. Au tarif unique de 12 F, le festival propose une série de films inédits ou récents, en version originale, une rétrospective de quatre films d'animation d'Hayao Miyazaki, réalisateur japonais et un hommage à Jean Painlevé, cinéaste français (1902-1989). Un jury international, présidé par Ebrahim Forouze, réalisateur iranien de *La Jarre*, remettra un prix de 50 000 F à l'un des films en compétition qui représentent la Finlande, la Belgique, le Japon, la Lettonie et la Norvège.

Renseignements: 47-57-38-76.

MOUVEMENT OUVRIER, PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS ET CINÉMA: cette initiative, à la fois culturelle et scientifique, propose des films de propagande, de fiction et des documentaires évoquant le PCF. Cette opération inédite des historiens et des sociologues du mouvement ouvrier, du PCF et du cinéma, des critiques de cinéma, des réalisateurs et des acteurs. En clôture, le 27, à 16 heures, un débat sur « le communisme aujourd'hui ».

Les 25, 26 et 27 janvier, à l'université Paris-X-Nanterre, amphithéâtre B1, tél.: 40-97-78-73.

9^e FOIRE DU CINÉMATOGRAPHE: sous l'appellation « Les cinglés d'Argenteuil », des collectionneurs d'images en mouvement venus de France, d'Europe et d'Amérique se réunissent pendant deux jours à Argenteuil. Les amoureux des choses du 7^e art, qu'elles soient de métal ou de papier, y viennent fouiner, troquer, acheter... Des animations musicales, des expositions, un débat sur « le film et sa conservation » et des projections (hommage à

Luis Buñuel et Georges Méliès entre autres) sont également prévus.

Les 27 et 28 janvier à la Salle des fêtes Jean-Vilar, 95 Argenteuil. Tél.: 39-47-12-02.

VILLEURBANNE: LE 1^{er} FESTIVAL DU FILM BRITANNIQUE CINÉ CLOCK propose vingt-deux séances de projections en version originale sous-titrée au cinéma Le Zola (Hitchcock, Losey, Frears, Reed, Loach) et des rencontres avec des réalisateurs et des spécialistes du cinéma britannique. Deux soirées cabaret avec des sessions de musique irlandaise (les 26 et 27) et une exposition « Cent ans de cinéma britannique » organisée par le British Council à la Fnac de la Part-Dieu complètent cette programmation.

Du 23 au 30 janvier. Cinéma Le Zola, tél.: 78-93-42-65 et 78-85-14-01.

FILMS ANTIFASCISTES: l'institut Goethe de la ville de Lille présente actuellement un cycle de six films de l'ex-RDA, parmi lesquels *Les assassins sont parmi nous*, de Wolfgang Staudte (1946), premier film à mettre au compte de la DEFA, la société cinématographique est-allemande fondée au lendemain de la guerre.

Jusqu'au 14 février. Renseignements, tél.: 20-57-02-44.

GUADALOUPE FEMI 96: la 3^e rencontre des femmes de la Caraïbe et des femmes du monde entier aura lieu à Pointe-à-Pitre du 26 janvier au 3 février. Des projections, des ateliers cinéma, des expositions et un grand nombre de spectacles de danse en vidéo auront lieu durant toute la durée du festival. En ouverture de cette manifestation, une vidéo de Charles Pico, *Mama Africa*. Bureau du festival, tél.: (590) 83-19-27.

SÉLECTION

À CHACUN SA GUERRE
de John Huston, avec Cliff Wood, Kevin Costner, Marc Wellingham, Led Randall, Christine



Baranski, Gary Basaraba.

Américain (2 h 05).

VO: UGC Forum Orient Express, 1 (36-65-70-47); UGC Triumph, 6 (36-68-65-22).

À LA VIE, À LA MORT
de Robert Guédiguian, avec Ariane Ascaride, Jacques Boudet, Jean-Pierre Darroussin, Jacques Gamblin, Gérard Meylan, Jacques Peillex.

Français (1 h 40).

Epée de Bois, 5 (43-57-47-47); La République, 11 (46-05-31-37).

L'AMÉRIQUE DES AUTRES
de Goran Palaskovic, avec Tom Conti, Miki Manojlovic, Marina Casaric, Zorka Manojlovic, Sergej Trifunovic.

Franco-britannique-allemand (1 h 35).

VO: Lucernaire, 6 (45-44-57-34).

L'AMOUR MOURANT
de Mario Martone, avec Anna Bonaiuto, Angela Luca, Carmela Pecorella, Licia Maglietta, Gianni Cajafa, Anna Calia.

italien (1 h 44).

VO: Lucernaire, 6 (42-78-47-85); 14-Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-90-81; 36-68-69-27).

L'ANGLOIS QUI GRABIT UNE COLLINE
de Christopher Monger, avec Hugh Grant, Tara Fitzgerald, Colin Meaney, Ian McNeice, Ian Hart, Kenneth Griffith.

Britannique (1 h 35).

VO: UGC Ciné-Club des Halles, dolby, 1 (36-68-68-58); 14-Juillet Odéon, dolby, 6 (36-65-70-73; 36-68-41-45); UGC Danton, dolby, 6 (36-68-34-21); UGC Champs-Elysées, dolby, 8 (36-68-66-54); UGC Opéra, dolby, 9 (36-68-21-24); Pathé Wepler, dolby, 18 (36-68-20-22; réservation: 40-30-20-10).

LES APPRENTIS
de Pierre Salvadori, avec François Cluzet, Guillaume Depardieu, Judith Henry, Claire Laroche.

Français (1 h 35).

UGC Ciné-Club des Halles, 1 (36-68-68-58); Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2 (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); 14-Juillet Hauteville, 6 (46-33-79-38; 36-68-68-12); Le Balzac, 8 (45-

VO: Gaumont les Halles, dolby, 1 (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2 (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3 (36-68-69-23); 14-Juillet Odéon, dolby, 6 (43-25-59-83; 36-68-68-12); Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18); La Pagode, 7 (36-68-75-07; réservation: 40-30-20-10); Biarritz-Majestic, dolby, 8 (36-68-49-58; réservation: 40-30-20-10); Publicis Champs-Elysées, dolby, 8 (47-20-76-23; 36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); La Bastille, dolby, 11 (43-07-48-60); Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13 (36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10); Gaumont Parnasse, 14 (36-65-70-42; réservation: 40-30-20-10); Sept Parnassiens, dolby, 14 (43-20-32-20; réservation: 40-30-20-10); 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 12 (36-68-62-33); Pathé Wepler, dolby, 18 (36-68-20-22; réservation: 40-30-20-10).

BUTTERFLY KISS (**) de Michael Winterbottom, avec Amanda Plummer, Saldie Reeves, Kathy Jamieson, Lisa Jane Riley.

Britannique (1 h 25).

VO: UGC Ciné-Club des Halles, dolby, 1 (36-68-68-58); Europa Pantheon (ex-Reflet Pantheon), 6 (43-54-15-04).

LA CHANTEUSE DE PANSORI
de Im Kwon-Tae, avec Kim Myung-Gun, Oh Jung-Hae, Kim Kyu-Chul.

Coréen (1 h 23).

VO: 14-Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-90-81; 36-68-69-27).

CLOCKERS (**) de Spike Lee, avec Harvey Keitel, John Turturro, Delroy Lindo, Mekhi Phifer.

Américain (2 h 09).

VO: Images d'ailleurs, 5 (45-87-18-09).

de Spike Lee, avec Afro Woodard, Delroy Lindo, Spike Lee, Zaida Harris, Carlton Williams, Sharif Nassir.

Américain (1 h 53).

VO: Images d'ailleurs, 5 (45-87-18-09).

CLOCKERS (**) de Spike Lee, avec Harvey Keitel, John Turturro, Delroy Lindo, Mekhi Phifer.

Américain (2 h 09).

VO: Images d'ailleurs, 5 (45-87-18-09).

de Spike Lee, avec Afro Woodard, Delroy Lindo, Spike Lee, Zaida Harris, Carlton Williams, Sharif Nassir.

Américain (1 h 53).

VO: Images d'ailleurs, 5 (45-87-18-09).

CLOCKERS (**) de Spike Lee, avec Harvey Keitel, John Turturro, Delroy Lindo, Mekhi Phifer.

Américain (2 h 09).

VO: Images d'ailleurs, 5 (45-87-18-09).

de Spike Lee, avec Afro Woodard, Delroy Lindo, Spike Lee, Zaida Harris, Carlton Williams, Sharif Nassir.

Américain (1 h 53).

VO: Images d'ailleurs, 5 (45-87-18-09).

CLOCKERS (**) de Spike Lee, avec Harvey Keitel, John Turturro, Delroy Lindo, Mekhi Phifer.

CLOCKERS (**) de Spike Lee, avec Harvey Keitel, John Turturro, Delroy Lindo, Mekhi Phifer.

Américain (2 h 09).

VO: Images d'ailleurs, 5 (45-87-18-09).

de Spike Lee, avec Afro Woodard, Delroy Lindo, Spike Lee, Zaida Harris, Carlton Williams, Sharif Nassir.

Américain (1 h 53).

VO: Images d'ailleurs, 5 (45-87-18-09).

CLOCKERS (**) de Spike Lee, avec Harvey Keitel, John Turturro, Delroy Lindo, Mekhi Phifer.

Américain (2 h 09).

VO: Images d'ailleurs, 5 (45-87-18-09).

de Spike Lee, avec Afro Woodard, Delroy Lindo, Spike Lee, Zaida Harris, Carlton Williams, Sharif Nassir.

Américain (1 h 53).

VO: Images d'ailleurs, 5 (45-87-18-09).

CLOCKERS (**) de Spike Lee, avec Harvey Keitel, John Turturro, Delroy Lindo, Mekhi Phifer.

Internet contourne la censure du livre du docteur Gubler

Un « cybercafé » de Besançon a mis à la disposition des abonnés au réseau des réseaux une version électronique du « Grand Secret », interdit à la vente

« CHAPITRE I. François Mitterrand me donne carte blanche... ». Sur l'écran d'ordinateur, le texte s'affiche lentement. Très lentement. A minuit, mardi 23 janvier, les 190 pages du livre *Le Grand Secret* du docteur Claude Gubler et Michel Gonet ont été publiées sur Internet. Malgré l'interdiction de diffusion ordonnée le 18 janvier par le président du tribunal de grande instance de Paris (Le Monde du 20 janvier), un cybercafé de Besançon baptisé Le Web, a décidé de prendre le relais des éditions Plon. Celles-ci avaient vendu en 24 heures les 40 000 exemplaires de cet ouvrage, qui raconte les relations entre l'ancien président de la République et son médecin tout au long de sa maladie.

« Nous nous sommes engouffrés dans un vide juridique », jubile Pascal Barbraud, visiblement satisfait de donner un coup de pied dans la fourmi des droits d'auteur et des copyrights. Pour le patron du cybercafé, ouvert à Besançon en juillet 1995, il paraît tout naturel de diffuser l'ouvrage du docteur Gubler sur Internet. « L'esprit d'Internet est contraire à la censure », affirme-t-il.

« En revanche, précise-t-il, l'autocensure nous est familière, car en tant que fournisseur d'accès à des services, nous la pratiquons à l'égard des thèses racistes, de l'apologie du crime ou de certains services à contenu sexuel. Les fichiers concernés sont bannis des six consoles qui relient les habitués du café Le Web au cybermonde. Mais le livre du docteur Gubler

n'entre pas dans cette catégorie, et lorsqu'il a appris son interdiction, M. Barbraud, qui l'avait acheté dans une librairie de Besançon, a derechef décidé de le diffuser via Internet. Non sans consulter au préalable « quelques avocats », qui l'ont assuré que le référent interdisant la vente de l'ouvrage ne s'appliquait qu'à l'auteur et à l'éditeur. Or le cybercafé bisonnien se propose simplement de diffuser « gratuitement » : il faut par là entendre au coût de la communication téléphonique locale.

M. Barbraud n'a pas sollicité l'accord du docteur Gubler « qui sera le grand gagnant, puisqu'il a déclaré qu'il ne comptait pas tirer profit de son livre ». Pas plus qu'il n'a demandé l'autorisation de l'éditeur, Plon. Et si ce dernier, tout comme la famille qui avait fait condamner la publication du livre-papier s'accrochait pour réclamer l'interdiction de livre virtuel en réitérant : « A la moindre action en réitérant », le bascule mon serveur aux États-Unis, où l'on pourra le consulter au prix de la

communication locale », menace le libéraliste avisé, qui espère peut-être secrètement avoir à mettre ses menaces à exécution. N'admet-il pas que cette affaire ne sera « pas mauvaise » pour son commerce « en terme de notoriété » ?

190 PAGES NUMÉRISÉES
Pour l'instant, le temps passé à numériser les 190 pages de l'ouvrage constitue son principal investissement. Ce travail laborieux donne un résultat peu convaincant.

Les pages du livre sont présentées comme des photos et non pas du texte. Cela rend extrêmement long le téléchargement du livre. Une fois passée la satisfaction de pouvoir lire la première page du livre interdit sur son écran, les internautes risquent fort de se décourager. Néanmoins, des mardi soir, le serveur du cybercafé enregistre « mille connections à l'heure », selon M. Barbraud. Pour améliorer le confort de consultation, il a ajouté que, dès mercredi, « un fichier compressé permettra de mettre beaucoup moins de temps » pour télécharger le texte.

Chez Plon, on reste assez interloqué par l'irruption d'Internet dans un débat sur la liberté d'expression jusque-là classique. Ce type de « piratage d'un livre » constitue une première pour l'éditeur qui n'a connu qu'un cas d'édition illégale à Naples.

La publication sur Internet pose une question beaucoup plus délicate. Une fois téléchargée par une, dix, cent ou mille personnes, la version informatique du livre ne peut plus être saisie. En effet, chaque ordinateur peut devenir serveur et donner à d'autres internautes la possibilité de télécharger à leur tour le texte. Ce phénomène amène Jean-Claude Zylberstein, l'avocat de Plon, à parler de « dilution du droit » : selon lui, il n'est pas possible « d'assigner 45 millions de personnes ».

Michel Alberganti et Hervé Marin

Le Web, 3, rue Jean-Petit, 25000 Besançon. Adresse web : « http://www.le-web.fr/secret/ ».

Lancement d'« Argent magazine »

LE GROUPE Les Echos lance, jeudi 25 janvier, *Argent magazine*, un mensuel consacré aux placements financiers et aux achats. Vendu 18 francs et comportant 90 pages (et un guide juridique détachable de 16 pages), il s'adresse aux personnes possédant un patrimoine d'au moins 500 000 francs. Avec ce titre, le groupe spécialisé dans l'information économique et médicale, veut s'adresser à un public plus large, en s'adressant aux ménages pour faciliter leur gestion sur un mode pratique. *Argent magazine* vise une diffusion, majoritairement en kiosques, de 200 000 exemplaires à la fin de l'année 1997. Une équipe de 35 personnes, dont 25 journalistes, travaillent sur ce magazine, dirigé par Bruno Dussout et Bruno Asemat. Le rédacteur en chef est Alain Vermet, ancien de *L'Express* et de *Capital*. Le journal se veut très pratique, pour permettre aux lecteurs, selon son sous-titre, de « comprendre, décider, agir ».

La Fédération nationale de la presse française (FNPF) que préside Jean Miot a publié mardi 23 janvier un communiqué à propos de l'interdiction du livre du docteur Gubler et de Michel Gonet, *Le Grand Secret* dans lequel elle souligne : « Quelles que soient les conditions qui ont entouré la rédaction et la publication de ce livre, la FNPF tient à réaffirmer son attachement à la défense de la liberté d'expression, première de toutes les libertés. Elle s'élève contre toute interdiction qui pourrait être assimilée à une censure. S'agissant de l'écrit, elle assure les éditions Plon de son confraternel soutien ».

Une atteinte inédite à la propriété littéraire

LA DIFFUSION du livre du docteur Gubler sur Internet pose un difficile problème juridique, sur le plan civil comme sur le plan pénal. L'ordonnance de référé interdisant *Le Grand Secret* a été prise en effet contre un ouvrage publié sur un support classique - le papier - par les éditions Plon. Selon M. Christiane Feral-Schubel, avocate spécialisée dans l'informatique et les nouvelles technologies, la « responsabilité délictuelle » du patron du cybercafé de Besançon est engagée à l'égard de la famille de François Mitterrand pour atteinte à la vie privée, comme celle de toute personne qui diffuserait le livre interdit.

M. Georges Kleiman, avocat de la famille de l'ancien président, nous a déclaré de son côté qu'il n'entendait pas « compromettre l'affaire » et que, pour l'instant, dans l'attente de l'appel des défendeurs de Plon et du docteur Gubler, il ne prendrait pas l'initiative de poursuites. « La diffusion sur Internet est limitée », a souligné M. Kleiman, plus que celle des journaux qui ont publié des extraits de l'ouvrage « et que je n'ai pas poursuivis », a ajouté l'avocat.

Mais le responsable du Web peut également être attaqué pour « violation des droits d'auteur, car il n'est pas titulaire des droits de diffusion on-line du livre », toujours selon M. Feral-Schubel. « Nous n'avons jamais été confrontés à ce type de démarche qui s'apparente à du piratage », affirme Xavier de Bartillat, directeur général des éditions

Plon. Le contrat signé entre la maison d'édition et les auteurs du livre prévoit classiquement la protection de leurs droits contre « tout enregistrement sur tout support actuel ou futur ».

Pour M. Jean-Claude Zylberstein, avocat de Plon, « Le site s'expose à des poursuites de la part de Plon ou du docteur Gubler pour contrefaçon » car « Plon reste titulaire des droits de reproduction du livre ». « Le texte de loi interdit les copies ou reproductions sans autorisation », a-t-il souligné. « L'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective ». Le cas d'Internet pose une question délicate dans la mesure où la consultation du livre n'est pas payante ».

Au cours d'un colloque récent organisé par l'université de Paris-VII sur le thème « Internet, Université et Édition » (Le Monde du 3 novembre 1995), plusieurs intervenants avaient stigmatisé le « chaos » que ces nouvelles technologies étaient en train de créer. Face à cette « jungle », est-il nécessaire de prévoir des outils législatifs nouveaux ? Ou de mieux appliquer les lois existantes sur la propriété littéraire ? Le développement inattendu de l'affaire du livre sur la maladie de François Mitterrand, rend ces questions plus urgentes encore.

Patrick Kéchichian

MERCREDI 24 JANVIER

TF 1

13.00 Journal, Météo.
13.38 Femmes.
14.00 Les Feux de l'amour.
14.25 Dailies.
15.25 Rick Hunter.
16.10 Dingo de loi.
16.30 Une famille en or.
17.05 Club Dorothée.
17.40 La Croisière folle.
18.05 Les Années fac.
18.35 Le Miracle de l'amour.
19.05 Agence tous risques.
20.00 Journal, Météo.

20.40 FOOTBALL
France-Portugal, en direct du Parc des Princes (21.30). La minute hippique, Météo des neiges (20 min).
Ce match unique va permettre à l'entraîneur Aimé Jacquet d'affiner ses réglages en vue de l'Euro 96.

22.40 PATINAGE ARTISTIQUE
Championnats d'Europe à Sofia (Bulgarie). Programme libre couples, programme court messieurs (105 min).
Champion de France pour la troisième année, Sarah Abitbol-Stéphane Bernadis esèrent finir dans les cinq premiers.
0.25 Ushualia. Magazine consacré par Nicolas Hulot. Mémoires à risques. Les sinistres du diable. Mortelle traversée. Les ailes de la forêt. Photos d'essai (40 min).
1.25 Journal, Météo.

France 2

12.55 Journal.
13.45 Derrick. Série.
14.50 L'Enquêteur. Un pour tous, tous pour un. Série.
15.45 Hartley, coeurs à vif.
16.35 Seconde B. Rivalité. Série.
17.30 La Fête à la maison. Jesse White. Série.
18.00 Les Bons Génies. Jeu.
18.40 Qui est qui ? Jeu.
19.15 Bonne nuit, les petits. Si ces pastels.
19.20 Studio Gabriel.
19.59 Journal, Météo.

20.55 AU-DELÀ DU DÉSEPOIR
Téléfilm de John Erman, avec Julie Andrews, Hugh Grant (100 min).
Un homosexuel demande à sa mère de convaincre la mère de son ami, qui est en train de mourir du sida, de renouer avec lui.

22.35 BAS LES MASQUES
Magazine présenté par Mireille Dumas. Ma famille, une vraie tribu ! (70 min).
0.05 Le Cercle de minuit. La pensée magique. Invités : Joëlle Ma et Ingrid Dider, Gohé Maouani, Dominique Camus, Régine Deforges et Bruno Dore. Gérard Collaudo, Patrick Grandperret, Gérard Miller (70 min).
1.30 Tennis. Open d'Australie.

France 3

12.35 Journal.
13.05 Keno. Jeu.
13.10 Tout en musique. Jeu.
13.45 Les Enquêtes de Remington Steele. Série.
14.35 Brigade criminelle. Série.
15.00 Questions au gouvernement. En direct de l'Assemblée nationale.
16.05 Docteur Doogie. Série.
16.35 Les Minikoumours.
17.45 Le passe à la télé.
18.20 Questions pour un champion. Jeu.
18.50 Un livre, un jour. Mémoires d'un journaliste de Christophe Colomb.
19.05 Fa si la chanson. Jeu.
20.35 Tout le sport.

20.50 LA MARCHÉ DU SIÈCLE
Magazine présenté par Jean-Marie Cavada. Les 400 coups des jeunes délinquants : punir ou éduquer ? (110 min).
22.40 Journal, Météo.

23.15 UN SIÈCLE D'ÉCRIVAINS
Magazine présenté par Bernard Rapp. Pierre Mac Orlan, de Robert Mugnier (50 min).
L'auteur du Quai des Brumes et de La Bandera est surtout connu par le grand public comme celui de textes de chansons réalisées qui furent interprétés par les grands noms de la chanson des années 50.
0.05 Les Quatre Dames du monde (rediff.). 1.00 D'après L.45 Musique. Grattin. Invités interprètes : Chris Fréchet, de Remondet, par Catherine Bernadot, plus 20.15. 20.15.

La Cinquième

13.00 Rite des bébés. 13.36 Le Réseau des métiers.
14.00 L'Esprit du sport. 15.00 Omnisports. Le principe de digestion. 15.30 Valérie Terve. Les accousses de glaces. 16.00 Avoir 16 ans. 16.30 Rintintin. 17.30 Les Enfants de John. 18.00 Planète blanche. 18.30 Le Monde des animaux. Vie privée : climatologie.

Arte

19.00 et 2.05 Lucky Luke.
Dessin animé. Poursuite dangereuse, de Philippe Landro, d'après Morris.
19.30 Reportage. Eurocorps, de Jérémy Krause et Catherine-Marie Desgras (30 min).
20.00 Les Tortues de mer, fossiles vivants. Documentaire de Georg von Rohm (30 min).
20.30 8 1/2 Journal.

20.45 LES MERCREDIS DE L'HISTOIRE
Documentaire. Irlande : la grande famine 1845-1850, de Morán von Behr, présenté par Jean-Louis Bally (40 min).
Une femme qui prive de moyens de subsistance les trois quarts de la population irlandaise...
21.45 John Dew. Documentaire de Hubert Ostermeier (45 min).
23.00 Le Printemps d'une petite ville. Film chinois de Fei Mu (1948, N. v. v. 100 min).
Une histoire d'amour dans une petite ville du sud de la Chine. Un curieux film réalisé en pleine guerre civile.
0.40 Women and Men (rediff.). (2011) 1948. Trois histoires de séduction (N. v.). Mary, de Marie Perle, avec Juliette Binoche. Scott Glenn ; Retour à Ramon City, de Walter Bertram, avec Matt Dillon, Ayra Soudjoud ; Un problème familial, de Krysta Zia, avec Ray Liotta, Andy McDowell.

M 6

13.25 M 6 Kid.
La Radio. 13.30 Crypte Show : 14.00 Tintin (Objectif Lune) ; 15.00 Gadget Boy ; 15.35 Crazy Crawlers ; 16.00 Draculins.
16.25 Hifi Dance.
17.05 et 0.40 Fantôme.
17.40 L'Étalon noir. Série.
18.10 Agence Acapulco. Série.
19.00 Code Quantum. La chute de l'écrou. Série.
19.54 Six minutes d'information.
20.00 et 0.30 Mode 6.
20.05 Notre belle famille.
20.35 Ecole 6.
Série aux comorons. Protégé depuis 1979, le comorons a vu sa population exploser au point de perturber les écosystèmes qu'il fréquente.

20.45 DEUX MILLIONS DE DOLLARS DANS UN FAUTEUIL
Téléfilm de Yves Lemoine, avec Marie-Sophie L. Berthier (90 min).
Enquête sur l'enlèvement d'un champion de tennis.

22.30 CHANTAGE À LA COCAÏNE
Téléfilm de Leon Ichaso, avec Ray Shadley (86 min).
Un ex-flic entre en possession d'une valise contenant de la drogue. La mafia cubaine de Miami se lance à ses trousses.
0.00 Fantômes.
2.00 Culture pub.
3.00 Broadway.
4.00 Fréquentast.

Canal +

13.45 Décade pas Bunny.
14.40 L'Hermine, le Renard et le Blaireau. Documentaire (70 min).
15.10 La Trilogie de Robin des Bois. Téléfilm de Robert Day (3x) (90 min).
16.40 Les Simpson.
17.05 Football américain. La route vers le Super Bowl.
18.05 Le Destin animé. Mot.
19.05 En clair jusqu'à 21.00.
19.20 Les Zinzins.
19.40 Nulle part ailleurs.
20.30 Le Journal du cinéma.

21.00 CONSENTEMENT MUTUEL
Film français de Bernard Stora (1994, N. v. v. 105 min).
Après dix ans de mariage, un couple divorce par consentement mutuel. Film convenablement réalisé et bien joué.
22.45 Flash d'information.

22.50 RAPPA NUI
Film américain de Kevin Reynolds (1994, N. v. v. 105 min).
Au XIX^e siècle, dans l'île de Pâques alors appelée Rapa-Nui, des tribus ennemies s'affrontent.
0.35 Belle Époque. Téléfilm de Chris Miller (102 min).
Les aventures mélodramatiques d'un industriel libéral au début du siècle. D'après un scénario écrit pour la télévision par François Truffaut peu de temps avant sa mort.
2.30 Surprises (30 min).

Radio

France-Culture
20.00 Le Rythme et la Raison. La création radiophonique en question (57).
20.30 Antipodes. Les nouvelles religions en Afrique.
21.32 Correspondances. 22.00 Consommation. Rencontres publiques de langue française. 1, 2, 3, non ! non ! non ! Avec Sylvie, de Rimouski au Québec.
22.40 Nuits magnétiques. Retour sur les feux d'une grève (2).
0.05 Du jour au lendemain. Notions de philosophie. 2. Caustique Thérèse, Jean-Claude Perle et Alain Pelli. 0.50 Coda. Vols et souffles d'Afrique noire (3). 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

France-Musique
20.00 Concert. Donné le 13 janvier au Conservatoire d'art dramatique de Paris, par Anatoli Ugorski, piano ; œuvres de Scriabine ; Sonate pour piano no 10 op. 70 ; Sonate-Fantaisie no 2 op. 19 ; Sonate no 4 op. 30 ; Sonate no 7 op. 64. Le Menuet blanc ; Sonate no 3 op. 23.
22.00 Soliste. Yuri Bashmet.
22.30 Musique patrilie. Clavier de Harnes, Hugon, Denison.
23.07 Ainsi la nuit. Œuvres de Medtner, Rachmaninov, Milhaud.
0.00 Jazz vivant. Paul Motian et son Electric Be Bop Band avec Chris Potter, Steve Swallow, Brad Schepach, Chris Cheek, à décembre 1995 au studio Charles-Thomé de Radio-France. 1.00 Les Nuits de France-Musique.

Radio-Classique
20.40 Les Soirées de Radio-Classique. L'Unité d'Champion, de Dostoevski, par le Chœur de chambre Mikael, l'Orchestre symphonique de la Radio suédoise, dir. Friedrich Halder, Edla Gruberova (Linda), Don Bernadot (de Vicomte de Servet).
23.25 Les Soirées. (Suite). Edla Gruberova, soprano colorature. Trois lieder, de R. Strauss ; La Création, extraits, de Haydn, par le Chœur Arnold Schoenberg et l'Orchestre symphonique de Vienne, dir. Nikolaus Harnoncourt ; Trois lieder, de Mendelssohn ; Le Rossignol, d'Albéniz, par l'Orchestre philharmonique de Tokyo, dir. Friedrich Halder. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

Les soirées câble et satellite

TV 5

20.00 Faut pas rêver (rediff. de France 3 du 19.01). 21.00 Faut pas rêver. 22.05 Journal France 2, édition de 20 heures. 22.35 Sous le regard de Dieu. Enter, paradis et réincarnation (rediff. de France 2 du 19.01). 23.35 Éditions. 0.20 Journal France 2, édition soir. 1.30 Journal (RTS), en direct.

Planète

20.35 Rachid X. 21.25 Portrait de Gustave Gulliberti à la campagne. 21.50 Vol au-dessus des mers. Vulture, un oiseau dans le ciel. 22.40 Qui a tué Martin Luther King ? 23.40 Nuits, les naufrages des glaces. 0.35 Nuremberg, le procès. De The Documentary Film Unit (70 min).

Paris Première

20.00 30 h Paris Première. 21.00 Bonjour, monsieur Dolan. De Sabine Azéma. 22.00 Paris Match Première. 23.00 Marc Joffe. 0.20 Tour de chant. 1.35 Paris dernière (55 min).

Ciné Cinéfil

20.30 Boys in Brown. Film de Montgomery Tully (1949, N. v. v. 80 min).
21.50 Le Septième Sceau. Film d'Ingmar Bergman (1956, N. v. v. 95 min).
23.25 Pâtes blanches. Film de Jean Grémillon (1948, N. v. v. 85 min).

Ciné Cinémas

20.00 Séquences.
20.30 Le Verdict. Film de Sidney Lumet (1958, 125 min).
22.35 Nestor Burma, détective de choc. Film de Jean-Luc Mieslin (1981, 85 min).
0.05 Ciné CinéCinéma.
1.10 Le Voleur 2. Téléfilm classé X.

RTL 9

20.30 Les Ailes des héros. Téléfilm de Marco Cole (1990, 105 min).
21.00 Les Ailes des héros. 21.15 Les Ailes des héros. 21.30 Les Ailes des héros. 21.45 Les Ailes des héros. 22.00 Les Ailes des héros. 22.15 Les Ailes des héros. 22.30 Les Ailes des héros. 22.45 Les Ailes des héros. 23.00 Les Ailes des héros. 23.15 Les Ailes des héros. 23.30 Les Ailes des héros. 23.45 Les Ailes des héros. 0.00 Les Ailes des héros. 0.15 Les Ailes des héros. 0.30 Les Ailes des héros. 0.45 Les Ailes des héros. 1.00 Les Ailes des héros. 1.15 Les Ailes des héros. 1.30 Les Ailes des héros. 1.45 Les Ailes des héros. 2.00 Les Ailes des héros. 2.15 Les Ailes des héros. 2.30 Les Ailes des héros. 2.45 Les Ailes des héros. 3.00 Les Ailes des héros. 3.15 Les Ailes des héros. 3.30 Les Ailes des héros. 3.45 Les Ailes des héros. 4.00 Les Ailes des héros. 4.15 Les Ailes des héros. 4.30 Les Ailes des héros. 4.45 Les Ailes des héros. 5.00 Les Ailes des héros. 5.15 Les Ailes des héros. 5.30 Les Ailes des héros. 5.45 Les Ailes des héros. 6.00 Les Ailes des héros. 6.15 Les Ailes des héros. 6.30 Les Ailes des héros. 6.45 Les Ailes des héros. 7.00 Les Ailes des héros. 7.15 Les Ailes des héros. 7.30 Les Ailes des héros. 7.45 Les Ailes des héros. 8.00 Les Ailes des héros. 8.15 Les Ailes des héros. 8.30 Les Ailes des héros. 8.45 Les Ailes des héros. 9.00 Les Ailes des héros. 9.15 Les Ailes des héros. 9.30 Les Ailes des héros. 9.45 Les Ailes des héros. 10.00 Les Ailes des héros. 10.15 Les Ailes des héros. 10.30 Les Ailes des héros. 10.45 Les Ailes des héros. 11.00 Les Ailes des héros. 11.15 Les Ailes des héros. 11.30 Les Ailes des héros. 11.45 Les Ailes des héros. 12.00 Les Ailes des héros. 12.15 Les Ailes des héros. 12.30 Les Ailes des héros. 12.45 Les Ailes des héros. 13.00 Les Ailes des héros. 13.15 Les Ailes des héros. 13.30 Les Ailes des héros. 13.45 Les Ailes des héros. 14.00 Les Ailes des héros. 14.15 Les Ailes des héros. 14.30 Les Ailes des héros. 14.45 Les Ailes des héros. 15.00 Les Ailes des héros. 15.15 Les Ailes des héros. 15.30 Les Ailes des héros. 15.45 Les Ailes des héros. 16.00 Les Ailes des héros. 16.15 Les Ailes des héros. 16.30 Les Ailes des héros. 16.45 Les Ailes des héros. 17.00 Les Ailes des héros. 17.15 Les Ailes des héros. 17.30 Les Ailes des héros. 17.45 Les Ailes des héros. 18.00 Les Ailes des héros. 18.15 Les Ailes des héros. 18.30 Les Ailes des héros. 18.45 Les Ailes des héros. 19.00 Les Ailes des héros. 19.15 Les Ailes des héros. 19.30 Les Ailes des héros. 19.45 Les Ailes des héros. 20.00 Les Ailes des héros. 20.15 Les Ailes des héros. 20.30 Les Ailes des héros. 20.45 Les Ailes des héros. 21.00 Les Ailes des héros. 21.15 Les Ailes des héros. 21.30 Les Ailes des héros. 21.45 Les Ailes des héros. 22.00 Les Ailes des héros. 22.15 Les Ailes des héros. 22.30 Les Ailes des héros. 22.45 Les Ailes des héros. 23.00 Les Ailes des héros. 23.15 Les Ailes des héros. 23.30 Les Ailes des héros. 23.45 Les Ailes des héros. 0.00 Les Ailes des héros. 0.15 Les Ailes des héros. 0.30 Les Ailes des héros. 0.45 Les Ailes des héros. 1.00 Les Ailes des héros. 1.15 Les Ailes des héros. 1.30 Les Ailes des héros. 1.45 Les Ailes des héros. 2.00 Les Ailes des héros. 2.15 Les Ailes des héros. 2.30 Les Ailes des héros. 2.45 Les Ailes des héros. 3.00 Les Ailes des héros. 3.15 Les Ailes des héros. 3.30 Les Ailes des héros. 3.45 Les Ailes des héros. 4.00 Les Ailes des héros. 4.15 Les Ailes des héros. 4.30 Les Ailes des héros. 4.45 Les Ailes des héros. 5.00 Les Ailes des héros. 5.15 Les Ailes des héros. 5.30 Les Ailes des héros. 5.45 Les Ailes des héros. 6.00 Les Ailes des héros. 6.15 Les Ailes des héros. 6.30 Les Ailes des héros. 6.45 Les Ailes des héros. 7.00 Les Ailes des héros. 7.15 Les Ailes des héros. 7.30 Les Ailes des héros. 7.45 Les Ailes des héros. 8.00 Les Ailes des héros. 8.15 Les Ailes des héros. 8.30 Les Ailes des héros. 8.45 Les Ailes des héros. 9.00 Les Ailes des héros. 9.15 Les Ailes des héros. 9.30 Les Ailes des héros. 9.45 Les Ailes des héros. 10.00 Les Ailes des héros. 10.15 Les Ailes des héros. 10.30 Les Ailes des héros. 10.45 Les Ailes des héros. 11.00 Les Ailes des héros. 11.15 Les Ailes des héros. 11.30 Les Ailes des héros. 11.45 Les Ailes des héros. 12.00 Les Ailes des héros. 12.15 Les Ailes des héros. 12.30 Les Ailes des héros. 12.45 Les Ailes des héros. 13.00 Les Ailes des héros. 13.15 Les Ailes des héros. 13.30 Les Ailes des héros. 13.45 Les Ailes des héros. 14.00 Les Ailes des héros. 14.15 Les Ailes des héros. 14.30 Les Ailes des héros. 14.45 Les Ailes des héros. 15.00 Les Ailes des héros. 15.15 Les Ailes des héros. 15.30 Les Ailes des héros. 15.45 Les Ailes des héros. 16.00 Les Ailes des héros. 16.15 Les Ailes des héros. 16.30 Les Ailes des héros. 16.45 Les Ailes des héros. 17.00 Les Ailes des héros. 17.15 Les Ailes des héros. 17.30 Les Ailes des héros. 17.45 Les Ailes des héros. 18.00 Les Ailes des héros. 18.15 Les Ailes des héros. 18.30 Les Ailes des héros. 18.45 Les Ailes des héros. 19.00 Les Ailes des héros. 19.15 Les Ailes des héros. 19.30 Les Ailes des héros. 19.45 Les Ailes des héros. 20.00 Les Ailes des héros. 20.15 Les Ailes des héros. 20.30 Les Ailes des héros. 20.45 Les Ailes des héros. 21.00 Les Ailes des héros. 21.15 Les Ailes des héros. 21.30 Les Ailes des héros. 21.45 Les Ailes des héros. 22.00 Les Ailes des héros. 22.15 Les Ailes des héros. 22.30 Les Ailes des héros. 22.45 Les Ailes des héros. 23.00 Les Ailes des héros. 23.15 Les Ailes des héros. 23.30 Les Ailes des héros. 23.45 Les Ailes des héros. 0.00 Les Ailes des héros. 0.15 Les Ailes des héros. 0.30 Les Ailes des héros. 0.45 Les Ailes des héros. 1.00 Les Ailes des héros. 1.15 Les Ailes des héros. 1.30 Les Ailes des héros. 1.45 Les Ailes des héros. 2.00 Les Ailes des héros. 2.15 Les Ailes des héros. 2.30 Les Ailes des héros. 2.45 Les Ailes des héros. 3.00 Les Ailes des héros. 3.15 Les Ailes des héros. 3.30 Les Ailes des héros. 3.45 Les Ailes des héros. 4.00 Les Ailes des héros. 4.15 Les Ailes des héros. 4.30 Les Ailes des héros. 4.45 Les Ailes des héros. 5.00 Les Ailes des héros. 5.15 Les Ailes des héros. 5.30 Les Ailes des héros. 5.45 Les Ailes des héros. 6.00 Les Ailes des héros. 6.15 Les Ailes des héros. 6.30 Les Ailes des héros. 6.45 Les Ailes des héros. 7.00 Les Ailes des héros. 7.15 Les Ailes des héros. 7.30 Les Ailes des héros. 7.45 Les Ailes des héros. 8.00 Les Ailes des héros. 8.15 Les Ailes des héros. 8.30 Les Ailes des héros. 8.45 Les Ailes des héros. 9.00 Les Ailes des héros. 9.15 Les Ailes des héros. 9.30 Les Ailes des héros. 9.45 Les Ailes des héros. 10.00 Les Ailes des héros. 10.15 Les Ailes des héros. 10.30 Les Ailes des héros. 10.45 Les Ailes des héros. 11.00 Les Ailes des héros. 11.15 Les Ailes des héros. 11.30 Les Ailes des héros. 11.45 Les Ailes des héros. 12.00 Les Ailes des héros. 12.15 Les Ailes des héros. 12.30 Les Ailes des héros. 12.45 Les Ailes des héros. 13.00 Les Ailes des héros. 13.15 Les Ailes des héros. 13.30 Les Ailes des héros. 13.45 Les Ailes des héros. 14.00 Les Ailes des héros. 14.15 Les Ailes des héros. 14.30 Les Ailes des héros. 14.45 Les Ailes des héros. 15.00 Les Ailes des héros. 15.15 Les Ailes des héros. 15.30 Les Ailes des héros. 15.45 Les Ailes des héros. 16.00 Les Ailes des héros. 16.15 Les Ailes des héros. 16.30 Les Ailes des héros. 16.45 Les Ailes des héros. 17.00 Les Ailes des héros. 17.15 Les Ailes des héros. 17.30 Les Ailes des héros. 17.45 Les Ailes des héros. 18.00 Les Ailes des héros. 18.15 Les Ailes des héros. 18.30 Les Ailes des héros. 18.45 Les Ailes des héros. 19.00 Les Ailes des héros. 19.15 Les Ailes des héros. 19.30 Les Ailes des héros. 19.45 Les Ailes des héros. 20.00 Les Ailes des héros. 20.15 Les Ailes des héros. 20.30 Les Ailes des héros. 20.45 Les Ailes des héros. 21.00 Les Ailes des héros. 21.15 Les Ailes des héros. 21.30 Les Ailes des héros. 21.45 Les Ailes des héros. 22.00 Les Ailes des héros. 22.15 Les Ailes des héros. 22.30 Les Ailes des héros. 22.45 Les Ailes des héros. 23.00 Les Ailes des héros. 23.15 Les Ailes des héros. 23.30 Les Ailes des héros. 23.45 Les Ailes des héros. 0.00 Les Ailes des héros. 0.15 Les Ailes des héros. 0.30 Les Ailes des héros. 0.45 Les Ailes des héros. 1.00 Les Ailes des héros. 1.15 Les Ailes des héros. 1.30 Les Ailes des héros. 1.45 Les Ailes des héros. 2.00 Les Ailes des héros. 2.15 Les Ailes des héros. 2.30 Les Ailes des héros. 2.45 Les Ailes des héros. 3.00 Les Ailes des héros. 3.15 Les Ailes des héros. 3.30 Les Ailes des héros. 3.45 Les Ailes des héros. 4.00 Les Ailes des héros. 4.15 Les Ailes des héros. 4.30 Les Ailes des héros. 4.45 Les Ailes des héros. 5.00 Les Ailes des héros. 5.15 Les Ailes des héros. 5.30 Les Ailes des héros. 5.45 Les Ailes des héros. 6.00 Les Ailes des héros. 6.15 Les Ailes des héros.

36 15 LEMONDE

Une mâle femelle

par Pierre Georges

ALLONS ! si nous voulions être crédibles, il nous reste, paraît-il, quelque progrès à faire. Progressions, progressions ! Par exemple cette nomination à la tête de la brigade criminelle de LA désormais fameuse commissaire Martine Montell. Comme qui dirait, et certains l'ont dit, la Maigret en jupons.

Les fins limiers, et « limières » d'ailleurs, de presse se sont mis sur la piste fraîche. Cherchez la femme ! Dieu, quelle avalanche de poncifs. La commissaire est belle enfant. Cela paraît établi. Même par Madame Claude, consultée sur le sujet par France-Soir et qui n'a eu qu'un mot : « Bravo ! ». La commissaire est belle enfant. Et de plus, atteste Le Parisien, « elle en a ». Même qu'un de ses collègues, avec son parler à cious, l'affirme doctement.

C'est à pleurer de rire, la façon de voir et de décrire cette « héroïne sans strass illusoire », « cette jeune beauté », cette « grande blonde avec un Mauser ». Déchaînés les bougres et bougresses de presse ! Du reportage de gare comme il en est des romans. Chaque mot, chaque métaphore, chaque anecdote avec des kikas roses et des compléments sexistes. Que si « elle s'habille de manière très féminine, elle n'a rien d'une minette. [...] Martine Supercif ». Et même Supercif, fille, petite fille et femme de flics, pardon de policiers. Ah, bonheur sans nuages, « la dynastie policière échappe à la loi salique », note un analyste enthousiaste.

La commissaire est belle enfant mais elle a du caractère : « Une main de fer dans un gantlet d'acier ». Le commissaire est une femme, « une très belle femme même » mais pas une fé-

ministe. La preuve, « il ne la considèrent pas comme une gonzesse mais comme une femme ». La commissaire est femme de tête, car cette « dame-là c'est un flic avant tout, [...] mariage du yin et du yang, de la féminité et de l'action, dans un monde de violence toujours masculin ». Mais une dame tout de même, avéré, établi, puisqu'elle fut pour le magazine Biba, en 1990, « la femme », et non le commissaire, de « l'année ».

Etc., etc. Mais où sommes-nous ? Où allons-nous de ce pas mâle et fureteur sur les traces parfumées de cette maîtresse commissaire que, à bon entendeur salut, il conviendra d'appeler « patron, pas patronne ». La cause des femmes a encore quelques progrès à faire. Notamment dans l'approche par la presse des aventures et de la carrière de Martine Montell, major de promotion, commissaire divisionnaire et désormais chef de la fameuse Brigade criminelle.

On imagine volontiers le discours à l'envers, la nomination d'un dur à cuire, d'un vieux de la vieille. Quel des Orfévres. Martin supercif par exemple. Le commissaire, dit-on, est un homme, un très bel homme même, mais pas un machiste. Que même s'il s'habille de façon très masculine, il n'a rien d'un minet. La preuve, ses collègues femmes ne le considéraient pas comme une lorette mais comme un homme. Mariage du yang et du yin, de la masculinité et de la violence toujours féminine. Un maître homme, l'homme de l'année en 1990 pour le magazine Poiloubas. Un grand blond avec un Mauser. Un héros sans strass illusoire, qu'il conviendra d'appeler Patronne. Pas patron.

M. Chirac veut faire du « dialogue » et de l'« autorité » les axes de son action

Son expérience de ministre de l'agriculture reste sa référence

JACQUES CHIRAC va bien. Quand il l'assure, avec un sourire amusé, à ses interlocuteurs, dans la discrétion de son bureau élyséen, il ne pense pas seulement à sa santé. A ses yeux, d'ailleurs, celle-ci est du domaine strictement privé ; c'est pourquoi il ne compte pas faire publier de bulletins médicaux. Le président de la République évoque surtout sa situation politique. Non qu'il se fie à sa remontée dans les sondages : depuis la campagne présidentielle, il est persuadé qu'ils « ne valent pas un coup de cidre ». Non qu'il nie les difficultés rencontrées : elles ne le surprennent pas. M. Chirac continue à penser que la durée du mandat présidentiel lui permettra d'en venir à bout, que la France n'est pas encore entrée en période électorale ; même la perspective des législatives de 1998 ne l'inquiète pas outre mesure.

« Briser le mur de l'isolement » en fermant tout titulaire de la charge suprême : c'est ainsi que l'Elysée explique le programme de la visite présidentielle dans les Deux-Sèvres, commencée mercredi 24 janvier (lire page 7) ; M. Chirac entend bien multiplier ces plongées provinciales. Il y va pour « écouter » et non pas pour « prononcer des discours » ; l'idéal pour lui serait de ne « rien dire », assure son entourage. Mesurer le poids de l'opinion publique est indispensable à l'homme qui inspire la politique du gouvernement. Or, il estime que le contact de ses collaborateurs, les rapports de l'administration, la lecture des journaux ne lui permettent pas d'avoir une perception exacte de ce que pensent les Français. D'où sa volonté de refaire ce qui lui avait si bien réussi pendant sa campagne

présidentielle : le contact direct avec les électeurs, sans pompe ni appareil, sans privilégier les « officiels » de quelque nature que ce soit.

A la rencontre de cette option complexe, le président de la République part avec quelques idées simples. L'Elysée assure ainsi que la France n'est pas « déprimée », mais qu'elle est simplement « inquiète », car elle mesure que les choses ne vont pas comme elles devraient aller. Pour comprendre les ressorts profonds de cette inquiétude, M. Chirac veut rencontrer directement ses habitants. Pour lui, le mouvement social de la fin de 1995 a été un révélateur, même s'il n'en a pas été surpris puisqu'il avait prévu le gouvernement, dès sa formation, de cette possibilité. Pour le chef de l'Etat, la France est profondément conservatrice, et ses corps intermédiaires, contrairement à ce qui se passe en Allemagne, n'acceptent pas d'organiser ni d'accompagner le changement. Toujours marqué par son passage au ministère de l'agriculture, il ne voit qu'une exception à ce constat : les organisations professionnelles agricoles.

FERMETÉ SUR LA CORSE

La méthode qu'il avait utilisée alors est à ses yeux un modèle : « dialogue et autorité ». Cette analyse est - peut-être - une critique de l'attitude d'Alain Juppé, mais M. Chirac continue à approuver le plan pour la protection sociale de son premier ministre. Les collaborateurs de l'Elysée observent ainsi que tous leurs interlocuteurs « modernes et sérieux » ont approuvé ce plan et que la ligne directrice fixée par le chef de l'Etat - retour à l'équilibre des comptes

en sauvegardant pleinement le caractère libéral de la médecine - a été respectée.

Ce qui a dû être abandonné en chemin, comme la réforme des régimes spéciaux de retraite, n'avait pas, selon lui, de caractère d'urgence, même s'il faudra un jour s'y atteler. Pour l'essentiel, estime le président, le reste a été intégralement maintenu. En tout état de cause, le président de la République ne semble pas voir d'alternative à la politique financière conduite par le gouvernement, puisqu'il reste fermement attaché au respect des critères de Maastricht et qu'il continue à penser que le calendrier peut être respecté, tout ce qui se dit sur le sujet n'étant, d'après ses proches, qu'un « faux débat ».

« Dialogue et autorité », c'est aussi la méthode que M. Chirac souhaiterait voir appliquer en Corse. A l'Elysée, on reconnaît avoir été « choqué » par le spectacle « fâcheux » des militants nationalistes en armes. Et si l'on pense qu'une consultation électorale ne changerait rien, les Corsees étant parmi les Français « les plus fidèles » dans leur attachement à la « patrie », on ajoute qu'il n'y aura pas de solution par une nouvelle réforme institutionnelle et qu'il faut privilégier le dialogue avec les élus, faire respecter la loi républicaine, se donner les moyens d'une amélioration de la situation économique. En un mot, Jacques Chirac est, sur ce sujet, plus proche de l'analyse d'Alain Juppé que des propos de Jean-Louis Debré, il compte bien, d'ailleurs, aller plus tard lui-même le dire dans l'île.

Thierry Bréhier

Esquisse d'un « pacte pour l'emploi » à l'allemande

BONN

de notre correspondant
Créer deux millions d'emplois d'ici l'an 2000 : tel est l'objectif ambitieux que se sont fixé, mardi 23 janvier à Bonn, les principaux représentants des partenaires sociaux, invités à s'entendre sur un programme d'action commune par le chancelier Kohl.

Réduction des charges sociales, qui devront représenter moins de 40 % du salaire brut, meilleure adaptation des recettes par rapport aux dépenses des caisses de retraite (afin de réduire le niveau des cotisations), baisse de la part des dépenses de l'Etat dans le PIB, flexibilité accrue des salaires et des horaires de travail, augmentation du nombre de places d'apprentis, aides renforcées à la création d'entreprises : tels sont les principaux points du document adopté. Les signataires se prononcent en conclusion pour une application « dans les temps » de l'union économique et monétaire européenne.

Le document du 23 janvier est « un cadre général », indique-t-on à la chancellerie de Bonn. Certains passages vont néanmoins très loin dans le sens de la réforme de l'Etat-providence. Les dirigeants syndicaux ont ainsi accepté que, à terme, seules les périodes de cotisation réelle comptent pour le calcul de la retraite. Le gouvernement s'est engagé à réduire les dépenses de l'Agence fédérale pour l'emploi qui ne sont pas directement liées à des missions d'assurance-chômage.

Un second « sommet social » aura lieu chez le chancelier Kohl le 12 février.

Lucas Delattre

Budget : le gouvernement diffère son plan d'économies

LE GOUVERNEMENT n'annoncera pas dans l'immédiat son plan d'économies budgétaires. Voici encore quelques semaines, un gel d'environ 25 milliards de francs de crédits semblerait imminent, car la loi de finances pour 1996 avait été construite sur des prévisions de croissance trop optimistes. Le ministère du budget a donc travaillé à des propositions de mesures de « régulation » qu'il a transmises au premier ministre. Matignon, qui entend donner la priorité aux mesures de soutien à l'activité, vient de lui faire savoir qu'il n'est pas opposé de dévoiler dans l'immédiat les mesures retenues.

DÉPÊCHES

■ **TELEVISION** : TF1 a réalisé un bénéfice net de 600 millions de francs en 1995 (+10,7 % par rapport à 1994), a annoncé, mardi 23 janvier, le conseil d'administration du groupe. Avec 9,116 milliards de francs, le chiffre d'affaires progresse de 8,2 %. Les recettes publicitaires ont gagné 4,3 %, mais ce sont les activités de diversification (dont LCI et le cinéma) qui ont le plus augmenté (28,3 %).

■ **FOKKER** : mardi 23 janvier, l'avionneur néerlandais a placé en cessation de paiement sa filiale Fokker Aircraft, qui constitue la majeure partie de ses activités. Fokker a obtenu un sursis de quatre semaines pour renouer de ses cendres après la décision de Daimler-Benz de l'abandonner (Le Monde du 23 janvier). Le gouvernement néerlandais, actionnaire à 22 % de la holding de tête, s'est engagé à soutenir financièrement Fokker durant cette période. (Corresp.)

BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LEMONDE

Cours relevés le mercredi 24 janvier, à 10 h 15 (Paris)

PERMUTURE DES PLACES ASIATIQUES

Tokyo Nikkei 20080,90 -0,57 +2,23

Hong Kong Index 10957,20 +3,56 +9,57

Tokyo: Nikkei sur 3 mois

2000 10000 15000 20000 25000 30000

1995-96 1996-97 1997-98 1998-99 1999-00

1995-96 1996-97 1997-98 1998-99 1999-00

1995-96 1996-97 1997-98 1998-99 1999-00

1995-96 1996-97 1997-98 1998-99 1999-00

1995-96 1996-97 1997-98 1998-99 1999-00

1995-96 1996-97 1997-98 1998-99 1999-00

1995-96 1996-97 1997-98 1998-99 1999-00

1995-96 1996-97 1997-98 1998-99 1999-00

1995-96 1996-97 1997-98 1998-99 1999-00

1995-96 1996-97 1997-98 1998-99 1999-00

1995-96 1996-97 1997-98 1998-99 1999-00

1995-96 1996-97 1997-98 1998-99 1999-00

1995-96 1996-97 1997-98 1998-99 1999-00

1995-96 1996-97 1997-98 1998-99 1999-00

1995-96 1996-97 1997-98 1998-99 1999-00

1995-96 1996-97 1997-98 1998-99 1999-00

1995-96 1996-97 1997-98 1998-99 1999-00

1995-96 1996-97 1997-98 1998-99 1999-00

1995-96 1996-97 1997-98 1998-99 1999-00

1995-96 1996-97 1997-98 1998-99 1999-00

1995-96 1996-97 1997-98 1998-99 1999-00

1995-96 1996-97 1997-98 1998-99 1999-00

1995-96 1996-97 1997-98 1998-99 1999-00

1995-96 1996-97 1997-98 1998-99 1999-00

1995-96 1996-97 1997-98 1998-99 1999-00

1995-96 1996-97 1997-98 1998-99 1999-00

1995-96 1996-97 1997-98 1998-99 1999-00

1995-96 1996-97 1997-98 1998-99 1999-00

1995-96 1996-97 1997-98 1998-99 1999-00

1995-96 1996-97 1997-98 1998-99 1999-00

1995-96 1996-97 1997-98 1998-99 1999-00

1995-96 1996-97 1997-98 1998-99 1999-00

1995-96 1996-97 1997-98 1998-99 1999-00

1995-96 1996-97 1997-98 1998-99 1999-00

L'activiste pro-nazi suisse François Genoud se confesse à l'écrivain Pierre Péan

GENÈVE

de notre correspondant

Pierre Péan signe une nouvelle biographie sulfureuse. Après s'être consacré à la vie du docteur Martin, fondateur de la Cagoule, organisation d'extrême droite de l'entre-deux-guerres, puis à la jeunesse nationaliste de François Mitterrand, il a obtenu la confession d'un nazi de la première heure, admirateur non repent de Hitler, François Genoud. Le titre, L'Extrémiste, François Genoud, de Hitler à Carlos (Payot, 426 p., 150 F.), résume l'itinéraire de cet ancien banquier suisse âgé de quatre-vingt ans, personnage de l'ombre jusqu'à présent peu loquace sur ses activités. Sans doute n'a-t-il jamais dissimulé ses sympathies à la fois pour le III^e Reich et des groupes extrémistes arabes, mais il avait toujours pris soin d'adopter un profil bas. Il aura fallu l'arrestation de Carlos en 1994 pour le faire sortir de son mutisme et l'amener à se vanter publiquement de ses relations avec le terroriste vénézuélien.

Fils d'un commerçant en papiers peints de Lausanne, François Genoud, en octobre 1932, croise Hitler lors d'une promenade dominicale dans les environs de Bad Godesberg. Il lui serre la main et lui dit son « grand intérêt pour le national-socialisme ». A dix-sept ans à peine, son engagement est scellé. Aujourd'hui encore, il n'en revient pas d'avoir ainsi rencontré son « héros » et ne renie rien de cette poignée de main qui a marqué sa vie. C'est donc le portrait de ce « révisionniste » que brosse l'ouvrage, non sans complaisance.

Les annexes du livre reproduisent des extraits de la correspondance et des archives personnelles de Genoud. « Un florilège du gotha nazi », selon Péan. Pêle-mêle, on y retrouve des lettres de Martin Bormann, de Leni Riefenstahl, de Klaus Barbie, d'Otto Skorzeny, d'Emma Goering, de Paula Hitler, du nazi belge Léon Degrelle, du fasciste britannique Oswald Mosley, de Ben Bella et, plus récemment, de Carlos. Genoud y exhibe également un vrai-faux passeport

algérien d'Ali Hassan Salameh, le chef de Septembre noir.

Parmi les amis suisses de Genoud, Péan cite le négationniste et néonazi Gaston Armand Armand d'extrême droite de la mouvance islamique, Ahmed Huber et Jean Beauverd. Depuis qu'il s'est converti à l'islam, le premier en soutient les tendances les plus radicales comme le « khomélisme ». Il se prévaut d'ailleurs d'avoir introduit Genoud auprès des Iraniens. Jean Beauverd est l'un des plus anciens et des plus proches compagnons de l'ex-banquier. Agé d'à peine vingt ans, il avait tous deux activement milité dans les rangs du Front national, le parti pro-nazi suisse. En 1936, au retour d'un pèlerin en Orient, il avait vu le grand mufti de Jérusalem, autre rencontre déterminante pour l'engagement de Genoud. Depuis lors son credo sera placé sous le double signe de la croix gammée et du croissant.

UN AUTRE LIVRE, PLUS DUR

En retraçant par le menu l'itinéraire tortueux de Genoud, son biographe plonge le lecteur dans le monde interlope du nazisme, de la collaboration et du terrorisme international. Le principal intéressé confirme en grande partie ce qu'il cherchait encore à dissimuler et contestait naguère. En une quarantaine de pages, Péan recense, en se fondant sur son témoignage, les activités de Genoud comme agent de l'Abwehr, le contre-espionnage allemand. « En 1941, écrit Péan, il est heureux de voir le drapeau à croix gammée claquer dans le ciel parisien. » Un moment inquiété dans son pays pour ses activités, il bénéficie fin 1944 d'un non-lieu et se retrouve, quelques mois plus tard, gestionnaire des œuvres caritatives de la Croix-rouge suisse à Bruxelles.

Après la guerre, il devient actionnaire d'une banque à Tanger et prête ses services à des nazis en déroute. Dans la foulée, il s'entend avec des héritiers des dignitaires du III^e Reich pour prétendre à des

droits d'auteur sur des textes attribués à Hitler, Bormann ou Goebbels. Sous Nasser, il a ses entrées au Caire, établit des contacts avec les dirigeants du FLN algérien et crée, avec des capitaux arabes à Genève, la Banque commerciale arabe. Ne pouvant s'empêcher de se porter au secours de ses protégés, l'homme de l'ombre intervient pour organiser la défense d'Eichmann en Israël, puis de Barbie à Lyon, voire de commandos terroristes palestiniens. Il se vante d'avoir compté parmi ses amis Waddi Haddad et Ali Hassan Salameh, dont les organisations ont rendu d'écœurantes dévouements d'aviation.

Moins indulgent, Le Banquier noir (Le Seuil, 396 p., 120 F., en librairie le 9 février), de Karl Laske, donne une image sans doute plus conforme à la réalité du même François Genoud. Plus fouillé et mieux à l'écoute de sources diverses, parfois contradictoires, il fait émerger un personnage à la fois fuyant et vaniteux, se raccrochant à des chimères, mais d'autant plus dangereux qu'il sait jouer les passe-murailles. Sa fidélité au national-socialisme ne fait pas de doute, elle lui sert d'alibi pour diffuser le plus largement possible les propos de ses protégés disparus, au mépris des conclusions historiques de l'après-guerre. En rapportant avec précision les démentis de l'ancien banquier avec divers éditeurs et historiens, Karl Laske illustre le but que s'est désigné Genoud, à savoir la réhabilitation du nazisme.

Ses agissements dans les milieux arabes et sa collusion avec les réseaux du terrorisme international partent d'une même inspiration. Mais les recherches de l'auteur vont plus loin en posant la question des protections dont a toujours joui François Genoud : son impunité pour tous les trafics auxquels il a participé dans les pays sous la botte allemande et le rôle ambigu de la Confédération en ces temps difficiles.

Jean-Claude Buhner

Réduction sous condition du temps de travail des fonctionnaires

LORSQU'IL AVAIT PRÉSENTÉ

ses vœux aux Français, le 31 décembre, Jacques Chirac avait émis le souhait que l'année 1996 soit « celle d'un engagement collectif et négocié pour l'aménagement et la réduction du temps de travail ». La négociation qui s'ouvre jeudi 23 janvier dans la fonction publique sera l'occasion, pour le gouvernement, de passer à l'acte. Le gouvernement devrait proposer d'écourter la durée de travail des agents qui accepteraient certaines contraintes horaires (travail le soir ou le samedi). La négociation portera sur la compensation à laquelle ces derniers auront droit (deux heures de repos pour une heure de travail, par exemple). FO et la CGT ne sont pas d'accord pour modifier les horaires d'ouverture des services administratifs. Selon un sondage FO, réalisé du 28 novembre au 4 décembre auprès de 2 003 personnes et commandé par le ministère de la fonction publique, 71 % des usagers (contre 28 %) se satisfont des horaires actuels d'ouverture.

Les syndicats vont demander que l'accord national interprofessionnel du 6 septembre 1995, sur la cessation anticipée d'activité, soit transposé aux trois fonctions publiques. Cet accord, conclu par la CFDT, la CGT, FO, la CGC, la CFTC, la CNPF, la CGPE et l'UPA, autorise le départ volontaire à la retraite, à partir de cinquante-huit ans (au lieu de soixante) des salariés disposant de quarante années de cotisation. La cessation anticipée d'activité concernerait les agents âgés d'au moins cinquante-huit ans, ayant cotisé trente-sept ans et demi.

Les syndicats proposent de réduire la semaine de travail à trente-cinq heures, voire à trente-deux et, pour FO, la CGT et le FSU, sans perte de salaire.

Rafaële Rivals

VOYAGES

Vols, séjours et circuits
Guides touristiques

Votre agence 24 h/24

3615 LEMONDE

GALERIE TRIFF

KILIMS

Fin de collection
- 30 à - 50 %

Ouvert lundi de 14h30 à 19h
mardi / samedi de 10h30 à 19h

35, rue Jacob - 75006 PARIS
Fond de cour
Tél : 42.60.22.60